

Mes souvenirs. Les débuts de
l'indépendance italienne /
Cte de Reiset ; préface par
Robinet de Cléry...

Reiset, Gustave-Armand-Henri de (1821-1905). Auteur du texte. Mes souvenirs. Les débuts de l'indépendance italienne / Cte de Reiset ; préface par Robinet de Cléry.... 1903.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

COMTE DE REISET

MES SOUVENIRS



LES DÉBUTS
DE L'INDÉPENDANCE ITALIENNE

PRÉFACE PAR ROBINET DE CLÉRY

Avec une héliogravure

Deuxième édition



PARIS

LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT et C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1903

Tous droits réservés

A LA MÊME LIBRAIRIE

- Prologue d'un règne : la Jeunesse du roi Charles-Albert**, par le marquis Costa de Beauregard, de l'Académie française. 2^e édition. Un vol. in-8° avec portrait et fac-similés d'autographes. 7 fr. 50
- Épilogue d'un règne : Milan, Novare et Turin. Les Dernières Années du roi Charles-Albert**, par le marquis Costa de Beauregard, de l'Académie française. 2^e édition. Un vol. in-8° avec portrait du roi Charles-Albert gravé à l'eau-forte par R. Victor-Maumen. Prix. 7 fr. 50
- Un Roi et un Conspirateur : Victor-Emmanuel et Mazzini. Leurs négociations secrètes et leur politique, suivi de M. de Sismundi et Mazzini, d'après des documents nouveaux**, par A. Bonet-Laurier. Un vol. in-18. 2 fr. 50
- Souvenirs et écrits de mon exil, période de la guerre d'Italie**, par Kossuth. Un vol. in-8° cavalier orné d'un portrait. 4 fr.
- Le Comte de Cavour**, par Charles de Mazade, de l'Académie française. Un vol. in-8°. 7 fr. 50
- Voyage d'Italie (1836-1837)**, publié par Casimir Stawinski. Lettres inédites de Caroline, reine de Naples; de Catherine, reine de Westphalie. Un vol. in-18. 3 fr. 50
- Un Ministre de la Restauration : le Marquis de Clermont-Tonnerre**, par Camille Roussier, de l'Académie française. Un vol. in-8°. 7 fr. 50
- Le Marquis de Vèrre et ses amis (1768-1858)**, par le comte A. de Roussé. Un vol. in-8° avec un portrait du marquis de Vèrre gravé à l'eau-forte par R. Victor-Maumen, d'après Dubufe. 7 fr. 50
- Charles X et Louis XIX en exil. Mémoires inédits du marquis de Villeneuve**, publiés par son arrière-petit-fils. Un vol. in-8°. 7 fr. 50
- Journaux Intime de Cavillier-Fleury**, publié avec une introduction par Ernest Batain. Tome I. *La Famille d'Orléans au Palais-Royal, 1823-1831*. Un vol. in-8° avec deux portraits. 7 fr. 50
- Tome II. *La famille d'Orléans aux Tuileries et en Exil (1832-1834)*. Un vol. in-8° avec un portrait. 7 fr. 50
- Histoire de la Restauration**, par C. Dussan. Deux vol. in-8°. 15 fr.
- Histoire de la seconde République française**, par P. de La Gorce. 2^e édition. Deux vol. in-8°. 16 fr.
- Mémoires et souvenirs du baron Hyde de Neuville**.
Tome I. *La Révolution, le Consulat, l'Empire*. 2^e éd. Un vol. in-8°. Prix. 7 fr. 50
- Tome II. *La Restauration, les Cent-Jours, Louis XVIII*. 2^e édition. Un vol. in-8° avec portrait et fac-similé. 7 fr. 50
- Tome III. *Charles X, la Duchesse de Berry, le Comte de Chambord*. 2^e éd. Un vol. in-8°, renfermant deux héliogravures et deux fac-similés d'autographes. 7 fr. 50
- (Couronné par l'Académie française, prix Bordin.)
- Mémoires anecdotiques du général marquis de Maréchal (1786-1878)**. Un vol. petit in-8°. 6 fr.

MES SOUVENIRS

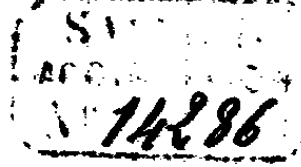
8° 4
Lg 55
A

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en septembre 1901.

COMTE DE REISET

MES SOUVENIRS



LES DÉBUTS
DE L'INDÉPENDANCE ITALIENNE

PRÉFACE PAR ROBINET DE CLÉRY

Avec une héliogravure

Deuxième édition



PARIS

LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1903

Tous droits réservés



Héliog. Chauvet.

Plon Nourrit & C^{ie} Edit.

Imp. A. Maïre.

*Le Roi Charles-Albert et le Comte de Reiset
au combat de la Porta Romana à Milan
14 Août 1848.*

Le comte de Reiset, ministre plénipotentiaire, a, pendant sa longue carrière diplomatique, assisté aux événements les plus étonnants de l'histoire contemporaine. Il n'a jamais été un homme de parti, et, sous les divers gouvernements qui ont eu la direction de notre politique étrangère sa seule pensée a été de bien servir les intérêts de la France.

Une alliance de famille et une vieille amitié nous ont étroitement liés : dans nos longues causeries les souvenirs de la vie publique du comte de Reiset revenaient en foule. Fréquemment il m'a été donné de consulter ses papiers renfermant sur les événements politiques et la chronique des cours des documents de toute sorte. En effet, presque chaque soir, M. de Reiset écrivait une courte note résumant avec une sincérité absolue les incidents de la journée, et quand une pièce intéressante passait sous ses yeux il en gardait copie. Ses archives sont un trésor aussi précieux

que les admirables collections qui font de son château du Breuil une résidence incomparable.

Bien souvent je lui ai dit qu'il y aurait un véritable crime à laisser perdre ou oublier dans la poussière d'un chartrier tous ces témoignages écrits de sa vie si utile et si laborieuse. Il a fini par se laisser convaincre à la condition que nous ferions ensemble ce gros travail.

Nous nous sommes mis à l'œuvre. Il fallait avant tout faire un choix. Ce dépouillement est aujourd'hui terminé pour une période des plus importantes de la carrière de M. de Reiset : son séjour à Rome sous Grégoire XVI comme attaché d'ambassade, — son séjour à Turin sous Charles-Albert et Victor-Emmanuel comme premier secrétaire d'ambassade et chargé d'affaires de France, pendant la guerre de Lombardie de 1848 et 1849, — puis, à la suite de cette guerre, pendant les débuts si difficiles du règne de Victor-Emmanuel. Il était aux côtés de Charles-Albert au combat de la Porta Romana à Milan : accouru à Novare pour secourir un ami blessé il a été témoin des horreurs de ce dernier épisode de la campagne.

Ceux qui chercheraient dans ce livre des récits risqués sur les scandales et les intrigues des cours seraient déçus. M. de Reiset a connu beaucoup de

faits de ce genre ; il a tenu à les oublier. Lorsque j'ai été chargé par lui de remettre le manuscrit aux éditeurs il m'écrivait : « Veuillez surtout éviter et effacer tout ce qui pourrait blesser des susceptibilités de personnes avec lesquelles j'ai conservé d'excellentes relations. J'ai cherché toute ma vie à me faire aimer, même de ceux desquels j'ai eu peut-être quelquefois un peu à me plaindre. Il en sera de même, j'espère, jusqu'au bout de ma vie. »

L'homme tout entier et ses délicatesses se peignent dans ces quelques lignes. Si notre œuvre commune y perd quelque attrait de curiosité, elle paraîtra, nous l'espérons, plus digne d'estime aux lecteurs sérieux.

ROBINET DE CLÉRY.

MES SOUVENIRS

CHAPITRE PREMIER

Colligo fragmenta ne pereant.

Mes débuts dans la carrière diplomatique. — Je suis nommé attaché d'ambassade à Rome. — Grégoire XVI. — Mort du duc d'Orléans. — Louis-Philippe et le comte de Paris. — Paris en 1846. — Je suis envoyé à Francfort avec le baron de Billing. — Révolution de février 1848. — Voyage à Berlin.

Je suis entré dans la carrière diplomatique en 1840 : j'avais à peine dix-neuf ans.

L'exemple et les conseils d'un de mes condisciples avec lequel j'étais très lié, Charles de Talleyrand, fils du baron de Talleyrand, ancien ministre de France en Danemark, déterminèrent le choix de ma carrière. Charles de Talleyrand venait de faire auprès de Madame Adélaïde une démarche quelque peu audacieuse pour être attaché à une ambassade. Il réussit. Je résolus de l'imiter et j'obtins l'intervention de Mme de Dolomieu, compatriote et ancienne amie de mon père, dame d'honneur de Marie-Amélie, intervention qui ne fut pas moins efficace.

Nous fûmes, Charles de Talleyrand et moi, nom-

més tous deux à l'ambassade de Vienne sous les ordres de M. de Saint-Aulaire.

Ma mère, veuve depuis 1835, s'émut fort de la résidence qui m'avait été ainsi attribuée. Vienne était à ses yeux une ville dangereuse pour un homme aussi jeune. Elle obtint que je fusse envoyé à Rome où le comte Septime de Latour-Maubourg, pair de France, avait succédé depuis peu à son frère, le marquis Florimond de Latour-Maubourg.

Le comte Alphonse de Rayneval était premier secrétaire de l'ambassade dont le personnel était complété par le comte de Cambis, à la fois député de Vaucluse et second secrétaire; par le marquis Juste de Latour-Maubourg, neveu de l'ambassadeur; par le comte Charles d'Astorg, fils du général; par M. d'Ayguesvive, baron de Malaret, et le comte Albert de Crisenoy.

Peu après mon arrivée à Rome, Gaston de Ségur y était envoyé, comme moi, en qualité d'attaché d'ambassade. Il ne devait pas tarder à quitter la carrière diplomatique pour entrer dans les ordres où il devint le bienfaisant et toujours charitable Mgr de Ségur.

Rome était alors la ville papale d'ancien régime, sans que rien fit encore prévoir les modifications profondes qu'allait amener le règne du successeur

de Grégoire XVI. La vie publique y était nulle ou à peu près; mais les relations de société y étaient fort agréables, tant à l'ambassade de France que dans la haute aristocratie romaine où nous étions accueillis avec une grande bienveillance.

La comtesse de Latour-Maubourg recevait de fréquentes visites des membres de la famille de sa mère, la marquise de Pange; de sa sœur et de son beau-frère, le comte et la comtesse Adolphe de Carman. Gounod était alors un des visiteurs les plus assidus de l'ambassade, ainsi que M. Schnetz qui avait remplacé Ingres à la direction de l'Académie de France, et un jeune peintre d'un grand mérite, Papety, qui venait d'obtenir le premier grand prix.

Le cardinal Massimo, le cardinal del Drago, le cardinal Acton, petit-fils de l'ancien ministre de la reine Marie-Caroline, tout-puissant à Naples à l'époque de la naissance de Marie-Amélie; la princesse Lancellotti et sa sœur, la princesse del Drago, nées Massimo, me recevaient avec une extrême bonté.

On jouait la comédie au palais Colonna. Les rôles étaient le plus souvent confiés à mes collègues de l'ambassade et à moi. Mlle Constance de Rayneval, sœur du comte Alphonse de Rayneval, notre premier secrétaire, voulait bien y tenir les premiers

rôles avec la comtesse de Latour-Maubourg, notre charmante ambassadrice. Je faisais dans les meilleures conditions mon apprentissage du monde et de la diplomatie sans que j'eusse à prendre part à des événements notables.

Le pape Grégoire XVI passait pour avoir conservé, malgré son grand âge, beaucoup de fermeté. Il avait durement comprimé le soulèvement de la Romagne; la paix était profonde dans sa capitale et rien ne troublait la quiétude un peu inerte du gouvernement pontifical.

Une des plus grandes solennités auxquelles j'assistai furent les fêtes données pour le « ricevimento » de l'archevêque de Lyon, Mgr de Bonald, nommé cardinal, défilé de gala très pompeux qui dura plusieurs jours.

Je me trouvais en France lors de la mort du duc d'Orléans. Je n'étais pas présent par conséquent au service très solennel qui fut célébré à cette occasion à Saint-Louis des Français. Chacun comprenait combien cette mort compromettait la stabilité de la monarchie de Juillet, à peine affermie. La perspective d'une régence devint une cause d'inquiétude générale, malgré la confiance réelle ou affectée que continuait à exprimer Louis-Philippe. Pendant un voyage en France, j'entendis raconter par la com-

tesse de Sainte-Aldegonde qu'à Saint-Cloud, en se promenant un matin dans le parc avec quelques personnes, le roi rencontra au détour d'une allée un fort gros arbre que le vent avait renversé et qui barrait le passage. On s'apprêtait à l'écarter : Louis-Philippe, malgré ses soixante-treize ans, prit son élan, franchit l'arbre et se retournant vers sa suite :

« Voilà, messieurs, dit-il, comment nous sauterons par-dessus la régence. »

Aux réceptions officielles du 1^{er} janvier, il donnait la main à son petit-fils le comte de Paris, habillé fort simplement et tenant sous son bras gauche une petite casquette blanche. Le jeune prince, âgé de sept ans, paraissait d'une faible constitution.

J'avais quitté Rome depuis le mois d'avril 1844 et j'attendais à Paris une nouvelle destination. J'assistai au bal donné aux Tuileries le 14 janvier 1846. La foule était énorme. Louis-Philippe, en culotte courte, portait l'ordre de la Jarretière. On y remarquait le prince de Salerne, d'un embonpoint démesuré, dont la fille avait récemment épousé le duc d'Aumale; le prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha, mari de la princesse Clémentine.

L'ambassadeur du Maroc et sa suite exprimaient leur étonnement de voir polker et valser. Un rajah indien, colossalement riche, couvert de vêtements

de cachemire, attirait l'attention des dames. J'y rencontrai mon ancien collègue de l'ambassade de Rome, Juste de Latour-Maubourg, neveu du comte Septime, mort l'année précédente.

En février 1846, je fus invité à deux reprises aux représentations des Tuileries. Le 12 février, on y donnait *le Mariage secret*, chanté par Mmes Persiani et Lablache. Je remarquai que la princesse de Joinville ayant bâillé à plusieurs reprises, en portant la main à sa bouche, Marie-Amélie lui en fit en souriant et à voix basse le reproche.

Le prince de Salerne au contraire paraissait écouter les acteurs avec grande attention.

Le 18 février, *les Mousquetaires de la reine* étaient joués dans une salle éclatante de lumières et resplendissante de toilettes.

Le lendemain, je partais pour Rouen où mon frère Jacques donnait un grand bal. J'y fus présenté au nouveau receveur général, M. de Germiny, qui venait de remplacer M. Baudon, désolé de sa destitution. Mme Baudon n'était pas, disait-on, étrangère à la disgrâce de son mari. Fort légitimiste, elle se serait chargée, lors du mariage de Mademoiselle, sœur du duc de Bordeaux, d'acheter à Paris la corbeille de noce. Tout se sait en ce monde : l'imprudence fit du bruit et M. Baudon fut destitué.

De retour à Paris, je fus mis en rapport par mon cousin, le comte Maximilien de Lambert, directeur au ministère des affaires étrangères ; avec la famille du baron de Billing, ministre de France en Danemark, d'origine alsacienne. Les Billing habitaient Colmar où ils avaient eu avec ma famille des relations très affectueuses.

La belle-mère du baron de Billing, Mme de Courbonne, avait en 1846 un salon des plus agréables. Elle occupait un petit entresol, rue d'Anjou, au coin de la rue de la Ville-l'Évêque. On y voyait un magnifique portrait de lady Acton, belle-fille du ministre de la reine de Naples Marie-Caroline, et mère du cardinal Acton que j'avais connu à Rome. J'y rencontrai les personnages les plus distingués du monde parisien, le comte Molé, Mme Récamier à qui je fus présenté et qui me dit très gracieusement que sans me voir (elle était aveugle) elle me jugeait au timbre de ma voix.

Un jour, la conversation s'engagea entre Mme de Courbonne et une de ses amies, Mme de Nansouty, née de Vergennes, sur Sophie Gay et sa fille Delphine.

« Mme Sophie Gay, dit Mme de Nansouty, n'est jamais allée dans la bonne compagnie pendant sa jeunesse. Elle n'a été reçue dans les salons du faubourg Saint-Germain que lorsque sa fille Delphine

Gay a commencé à se faire connaître en déclamant ses vers. »

« D'après ses romans, ajouta Mme de Courbonne, elle prétend avoir été l'amie d'une foule de personnes du plus haut rang. Jamais on ne l'a rencontrée dans les salons où elle dit avoir passé une partie de sa vie. J'ai eu une preuve assez piquante de l'inexactitude de ses récits. Un jour, étant à la campagne chez une de mes amies, Mme Sophie Gay vint faire une visite dans la journée. Souffrante depuis le matin, je m'étais retirée dans le fond du salon où je me reposais couchée sur un canapé, de façon à ne pas être aperçue. En entrant, Mme Sophie Gay ne m'avait pas vue. On parla de choses et d'autres. Mme Sophie Gay demanda à la maîtresse de la maison des nouvelles de son amie Mme de C... « Sa santé est toujours bien faible, » lui fut-il répondu.

« Cela ne m'étonne pas, dit vivement Mme Sophie Gay. Je l'ai beaucoup connue lorsqu'elle était jeune fille, et je me souviens parfaitement qu'à l'âge de quinze ans on a été forcé de lui faire une opération terrible, de lui couper le sein. »

« A peine fut-elle sortie du salon, je me levai en riant de l'assurance avec laquelle Mme Sophie Gay avait conté cette histoire, car la personne dont elle parlait est une de mes connaissances les plus

intimes... Maintenant qu'elle est vieille femme, je puis bien vous dire son nom sans lui nuire... C'est de moi-même qu'elle racontait ainsi l'infortune, et je vous assure que jamais de ma vie il ne m'est arrivé semblable malheur. »

Sur les démarches de M. de Billing, M. Guizot l'autorisa à m'attacher à sa légation de Danemark. J'en fus avisé officiellement le 7 avril 1846. J'avais été également recommandé par M. Gécie, chef du cabinet de M. Guizot; par l'abbé Deguerry, par M. de Montalivet et par M. Hébert, plus tard garde des sceaux.

Rien ne m'était plus agréable et ne pouvait m'être plus utile que de continuer ma carrière sous la direction d'un chef d'une aussi haute honorabilité. Quelques jours après, M. de Billing me conduisit lui-même, le soir, chez M. Guizot. La réception était triste. La veille, à Fontainebleau, un nouvel attentat avait été commis par un individu nommé Leconte sur la personne de Louis-Philippe.

La mère de M. Guizot, assise dans un fauteuil dans lequel elle semblait perdue, faisait les honneurs du salon de son fils. Elle avait à sa droite lady Cowley, Mme de Brignole et quelques femmes du corps diplomatique. On se montrait lord Palmerston dont la présence à Paris faisait sensation. M. de Billing

me présenta au chargé d'affaires danois à Paris, le baron de Brockdorff, et au comte d'Ahlefeldt, grand maître des cérémonies du roi de Danemark, venu en France pour y conduire son fils qui devait faire quelques années de service dans nos régiments d'Afrique.

M. de Billing ne se borna pas à cette présentation. Il me conduisit aux Tuileries pour saluer le roi Louis-Philippe; je lui avais été présenté quelques années auparavant à Saint-Cloud, au moment de mon départ pour Rome, ainsi qu'au duc de Nemours, à la Reine et aux princesses par la comtesse de Sainte-Aldegonde, dame du Palais. Nous fûmes reçus dans les petits appartements particuliers où il y avait foule. M. de Billing me nomma à Mme de Montjoye, sœur de Mme de Dolomieu, dame d'honneur de Madame Adélaïde : « Je le connaissais avant vous, monsieur le baron, ce grand garçon, répondit-elle; je l'ai vu petit enfant et je suis enchantée d'apprendre qu'il part avec vous pour Copenhague. »

Louis-Philippe se tenait debout dans l'embrasure d'une porte à l'entrée du salon où se trouvaient Marie-Amélie et les princesses. M. de Billing m'ayant nommé, il répéta mon nom et me dit: « Ah ! vous quittez Rome. C'est fort bien. A votre âge, il faut voyager et chercher à bien connaître l'Europe. Je

vous souhaite une bonne traversée du Havre à Hambourg. »

La duchesse d'Orléans, qui, depuis la mort de son mari, n'assistait plus à aucune fête, était présente. Le baron et la baronne de Billing avaient été reçus par elle en audience particulière quelques jours auparavant; elle avait remis à M. de Billing, avec son portrait gravé, une fort belle médaille en or où elle était représentée en buste avec le duc d'Orléans. Sur le revers de la médaille étaient gravés ces mots : « Le comte de Paris, prince royal, à M. le Baron de Billing. »

Je m'étais placé dans l'embrasure d'une fenêtre pour tout bien examiner et entendre. Le prince de Salerne et le duc de Nemours racontaient les détails de l'attentat de Fontainebleau, conformes d'ailleurs aux récits des journaux. Le duc de Nemours, qui rentrait de la chasse au palais, avait entendu le coup de feu tiré par Leconte.

Mon départ pour le Danemark avec le baron de Billing avait été fixé au 10 juillet. Le 26 juin mon futur chef vint passer trois jours avec moi à ma propriété du Breuil. Je le conduisis visiter le château d'Anet, acheté sur mes indications par M. et Mme Adolphe de Caraman. Ils étaient alors absents et voyageaient en Angleterre. Nous ne trouvâmes à

Anet que la comtesse de Latour-Maubourg, sœur de Mme de Caraman, veuve de mon ancien ambassadeur à Rome.

En revenant à Paris, M. de Billing me fit remarquer près du village de la Queue le château du prince de Polignac, dont il avait été le secrétaire à l'ambassade de Londres. Il me raconta qu'il était, le premier jour des journées de Juillet, au ministère des affaires étrangères près de M. de Polignac et que celui-ci traitait d'enfantillage, de tumulte bientôt apaisé, les barricades que l'on commençait à élever dans Paris. Pour bien prouver au peuple rassemblé en face de l'hôtel des Capucines qu'il ne craignait d'aucune façon les menaces, il ordonna d'ouvrir les fenêtres des appartements donnant sur les boulevards et d'allumer les lustres en plein jour comme pour une soirée de fête. Tant d'audace porta l'irritation à son comble; le prince de Polignac fut bientôt obligé de fuir son hôtel envahi par les révoltés.

A notre retour à Paris, nous trouvâmes tout changé. Le duc Decazes, grand référendaire de la Chambre des pairs, à qui M. de Billing m'avait présenté, était intervenu et avait fait substituer son fils, récemment nommé duc de Glucksbjerg, au baron de Billing.

Pour me consoler de ma déconvenue, j'allai faire

un assez long séjour au château de Beauregard qui appartenait à la comtesse de Sainte-Aldegonde, dame d'honneur de Marie-Amélie, mariée au général de Sainte-Aldegonde, aide de camp du roi Louis-Philippe, après avoir épousé en premières nocces le maréchal Augereau, duc de Castiglione ; sa fille Valentine, duchesse de Dino, s'y trouvait avec son mari. Le 30 juillet, lendemain de mon arrivée à Beauregard, nous apprîmes par le comte de Lezay-Marnézia, préfet de Blois, un nouvel attentat commis par Joseph Henri sur la personne de Louis-Philippe dans le jardin même des Tuileries. Mme de Sainte-Aldegonde reçut de la reine Marie-Amélie une lettre lui racontant toutes ses émotions et exprimant la confiance que « la Providence serait toujours plus forte que la volonté des méchants ».

Dans nos promenades aux environs, nous visitâmes le château de Valençay qui appartenait au frère de M. de Dino, magnifique propriété remplie des souvenirs du prince de Talleyrand. J'y remarquai une voiture du roi d'Espagne Ferdinand VII, équipage lourd et massif qui datait au moins du siècle de Louis XV.

Ce château de Valençay me rappelait un de mes souvenirs de famille.

Un de mes parents, portant mon nom, comman-

dait, au temps de la captivité du roi d'Espagne, la gendarmerie chargée de le garder. Il se prit un jour de querelle avec le prince de Talleyrand au sujet des ordres très rigoureux qu'il avait reçus du ministre de la guerre. Il lui était prescrit notamment de faire lever chaque soir les ponts-levis du château. Le prince de Talleyrand fut choqué de cette mesure de sûreté et voulut prendre sur lui d'empêcher que cette consigne fût exécutée. Le commandant de gendarmerie lui répondit que comme militaire il devait obéir aux ordres du ministre de la guerre et qu'il lui était impossible d'y contrevenir pour donner satisfaction au prince de Talleyrand.

Celui-ci furieux prit la poste, arriva à Paris et se rendit chez l'Empereur. Le surlendemain, il était de retour à Valençay, porteur d'un ordre dispensant de lever dorénavant les ponts-levis à l'approche de la nuit. Mais en remettant cette nouvelle consigne à M. de Reiset, il dut lui exprimer les félicitations de l'Empereur pour sa fermeté qui prouvait que l'on pouvait avoir en lui pleine confiance.

Dans une promenade à cheval avec Alexandre de Talleyrand et sa femme, nous passâmes dans le village de Roujoux où l'on démolissait un château appartenant à M. de Carbonnière; j'y aperçus un pan de mur où se trouvait encore la cheminée prin-

cipale de ce castel de la Renaissance, ornée d'un magnifique médaillon en bronze doré représentant François I^{er}, œuvre de Jean Cousin et don du Roi à son ancien gouverneur. Je m'entendis aussitôt avec l'acquéreur de ce vieux et intéressant manoir et j'achetai cette cheminée et son beau bronze qui se trouve aujourd'hui dans mon salon du Breuil.

Un autre jour, nous visitâmes le château de Menars, fort belle propriété qui appartenait alors à Joseph de Caraman, prince de Chimay. Il est situé sur les bords de la Loire et fut construit par Louis XV pour la marquise de Pompadour. La statue de Mme de Pompadour, représentée sous les traits de l'abondance, se voyait dans les jardins du parc. Nous fûmes reçus par la princesse de Chimay, femme de beaucoup d'esprit et fort jolie, fille de la fameuse Mme Pellaprat, qui avait sous le premier Empire une grande réputation de beauté. L'Empereur la vit à Lyon et en devint amoureux. Son mari, grâce à elle, fut, bientôt après, nommé à la recette générale de Caen.

Mme de Sainte-Aldegonde nous raconta que lorsqu'elle était duchesse de Castiglione et dame d'honneur de l'Impératrice Marie-Louise, elle accompagna cette princesse à Caen. On avait fait de grands préparatifs pour la recevoir, la ville donna une fête

champêtre très réussie. Toutes les dames et les jeunes gens s'étaient habillés en costumes normands, formant des quadrilles dansés en plein air. On offrit à l'Impératrice un superbe cheval normand et une vache magnifique dont les cornes et les pieds étaient dorés. Sur le dos de cette vache était une jeune enfant, habillée en amour, tenant une coupe à la main et faisant des libations. Cette petite fille vraiment charmante n'était autre que Mlle Pellaprat, fille du receveur général et qui est devenue depuis princesse de Chimay.

Le 10 octobre 1846, j'allai faire à Saint-Cloud ma visite à la comtesse de Sainte-Aldegonde qui avait repris son service à la Cour. Elle dut me laisser une demi-heure seul dans son appartement pour accompagner Marie-Amélie à la réception de l'ambassadeur turc. Pendant le temps que j'attendais dans la chambre de la comtesse qui donnait sur le parc ayant l'orangerie à droite, avec une allée superbe encadrée de marronniers et ornée de statues et de grands jets d'eau, j'aperçus, sortant des appartements du rez-de-chaussée qui étaient ceux de la duchesse d'Orléans, le comte de Paris et son petit frère le duc de Chartres : le premier, sérieux et se promenant gravement ; le second, véritable étourdi, habillé d'un pantalon blanc et d'un petit paletot gris, avec un large chapeau

de feutre gris où se tenait toute raide une plume blanche, de celles qui servent à écrire, qu'il avait sans doute placée lui-même pour en orner sa jolie tête pleine d'intelligence et de vivacité. On leur amena deux petits chevaux, ils grimpèrent dessus et firent un tour de promenade dans la grande allée. Le comte de Paris prit beaucoup de temps pour se mettre en selle; quant au duc de Chartres, il semblait bouillir du plaisir de monter son cheval qu'il enjamba bien plus lestement que ne le fit son frère aîné, criant et faisant un tapage à tout rompre.

Le 4 décembre 1846 eut lieu chez M. Guizot un grand concert en l'honneur du bey de Tunis. Il y avait foule, au moins douze cents personnes. Le duc de Nemours y assistait, ainsi que le duc de Montpensier revenu d'Espagne. Les ambassadeurs seuls manquaient à cette fête; lord Normanby, ambassadeur d'Angleterre, s'était excusé; l'ambassadrice était à Londres. A ce moment les relations des deux gouvernements étaient très tendues au sujet des mariages espagnols. Le bey portait le grand cordon de la Légion d'honneur, tandis que les princes portaient le cordon de son ordre. Le prince tunisien se promenait dans les salons, saluant tout le monde avec affabilité et cherchant à se faire voir. Le fils du ministre, Guillaume Guizot, âgé de dix à onze ans,

circulait dans les salons, pendant que ses deux sœurs faisaient les honneurs avec la comtesse Duchâtel.

Le bruit de la mort du prince de Metternich, grand chancelier autrichien, courut à cette époque. Il avait épousé en secondes noces une chanteuse, Mlle Antoinette Leykam; son fils d'un premier lit avait voulu lui-même l'épouser, mais quand il parla de ce désir à son père, ce dernier s'emporta, cria à la mésalliance; son fils qu'il envoya à Naples y mourut de la poitrine, soigné dans ses derniers moments par une grande dame française qui avait un enfant de lui. Pendant ce temps, le prince de Metternich épousait à Vienne Mlle Leykam.

La sœur de la nouvelle princesse avait eu aussi son roman. Elle fut enlevée par le fils du capitaine Thorn, M. Jousey. Le capitaine Thorn voulut s'opposer au mariage, mais apprenant que son fils allait devenir le beau-frère du grand chancelier, il s'ama-doua et donna son consentement.

Retenu à Paris pendant tout l'hiver de 1846-1847, j'assistais au bal de la duchesse de Galliera pendant lequel un incendie se déclara dans son hôtel. Un instant la cour fut remplie de dames en grande toilette qui ne songeaient qu'à fuir, je fis sauter dans le jardin la duchesse de Dino (Valentine de Sainte-Aldegonde) par l'une des fenêtres du rez-de-chaussée.

Mais les pompiers s'étant rendus maîtres du feu, le bal put continuer et l'on dansa le cotillon jusqu'au matin. Je passai ainsi fort gaiement cette période d'attente.

On finit par se décider à accorder une compensation au baron de Billing, dépossédé si injustement du poste de Copenhague. Son envoi à la légation de France à Francfort fut décidé. Grâce à l'intervention de la comtesse de Sainte-Aldegonde, je ne fus pas oublié, et le 28 octobre 1847 je partis pour Francfort par Bruxelles, Cologne et Mayence, avec M. et Mme de Billing et leur fils Robert âgé d'une dizaine d'années. En l'absence du premier président de la Diète, le comte de Munch Bellinghausen alors à Vienne, M. de Billing remit le 3 novembre ses lettres de créance au ministre de Prusse, vice-président, le comte de Doenhoff.

Notre séjour à Francfort ne devait pas être de longue durée. Le 26 février, je fus envoyé précipitamment à Berlin pour annoncer au marquis de Dalmatie la nouvelle de l'abdication de Louis-Philippe. A partir de la station qui se trouvait alors à quelques lieues au-dessus de Francfort je fis une partie du voyage en chemin de fer jusqu'à Berlin avec S. A. R. le duc de Nassau qui se montra affable et très bienveillant pour moi; il me prit dans son

wagon, m'invita à partager son déjeuner et me fit boire quelques gorgées de curacao à son flacon de voyage. Je devais, seize ans plus tard, être accrédité comme ministre de France près de ce digne et excellent prince, aujourd'hui grand-duc de Luxembourg.

Les événements politiques et l'insurrection de Wiesbaden firent le sujet de notre conversation. A Berlin, l'on ne savait rien de ce qui se passait en France, et le marquis de Dalmatie parut fort surpris des nouvelles que je lui apportais. Ses prévisions furent des plus pessimistes : « Nous sommes en pleine révolution, me dit-il ; demain nous aurons de plus mauvaises nouvelles. Ils ne s'arrêteront pas là à Paris. »

Je trouvai à Berlin, comme premier secrétaire de l'ambassade, M. Humann, oncle de ma belle-sœur Juliette de Germiny, qui, malgré les tristes événements qui nous préoccupaient tant, me fit visiter les principaux édifices de Berlin, ainsi que le château de Potsdam. Le roi régnant était alors Frédéric-Guillaume IV, fils de Frédéric-Guillaume III et de la reine Louise. Il n'avait pas d'enfants de son mariage avec la princesse Élisabeth de Bavière. Son frère cadet, le futur empereur Guillaume, était appelé à lui succéder. Peu s'en est fallu que cette branche fût

exclue du trône. Le prince Guillaume de Prusse était devenu éperdument amoureux de sa cousine, la princesse Élise Radzivill, dont le père Antoine-Henri Radzivill, un des plus beaux et des plus brillants seigneurs de la cour de Frédéric-Guillaume III, avait épousé une princesse de Prusse, mariage de dépit, prétendait-on, de la part de la princesse fiancée à Frédéric-Guillaume III qui l'avait délaissée pour épouser la belle Renée-Louise de Mecklembourg-Strélitz.

La princesse Radzivill, heureuse de faire entrer sa fille dans la famille royale à laquelle elle avait appartenu, avait encouragé la passion du prince Guillaume et celui-ci était résolu à épouser la jeune princesse.

Frédéric-Guillaume III, ayant appris cette intrigue, prévint son fils que, d'après les vieilles constitutions prussiennes, les enfants nés du mariage qu'il projetait n'auraient aucun droit à la couronne, les princes Radzivill, d'origine polonaise, n'appartenant pas à l'ancienne noblesse de l'empire d'Allemagne. Les deux jeunes gens furent au désespoir. La princesse Élise Radzivill qui payait de retour le prince Guillaume était d'une grande beauté, d'un esprit et d'un charme infinis. Le roi décida non sans peine sa cousine, la princesse Radzivill, à envoyer sa fille

en Russie auprès de l'impératrice Alexandra (princesse Charlotte de Prusse), sœur du prince Guillaume, pour la distraire et la consoler d'un mariage impossible.

Malheureusement, l'impératrice, bien loin de faire comprendre à la jeune princesse combien étaient insurmontables les obstacles apportés à ce mariage, ne fit que la bercer de l'espoir de fléchir le Roi en invoquant la proche parenté de cette branche des Radzivill avec la famille royale. Elle lui lisait les lettres passionnées du prince Guillaume et l'entretenait ainsi dans ses illusions. La petite princesse qui n'avait que dix-huit ans éprouvait la plus vive reconnaissance pour l'auguste sœur de son bien-aimé, pendant le temps qu'à Berlin celui-ci était entouré d'amusements, de distractions de toute sorte. Il se détacha peu à peu d'Élise Radzivill, comprenant tout ce qu'il lui aurait fallu sacrifier à cet amour à son déclin et il consentit à épouser la princesse Augusta de Saxe-Weimar, dont la sœur cadette avait épousé le prince Charles, troisième fils de Frédéric-Guillaume III. Cette princesse, fort belle et spirituelle, n'ignorait pas à la suite de quelles luttes le prince Guillaume s'était décidé à l'épouser. Mais son ambition étouffa ses susceptibilités. Elle arriva à l'autel rayonnante de bonheur et de beauté,

prête à prononcer les paroles d'usage qui devaient consommer son union avec l'héritier de la couronne. Le prince Guillaume eut à la dernière minute une défaillance. Au moment de prononcer le *oui* solennel, songeant sans doute à l'infortunée jeune fille qu'il sacrifiait, le courage lui manqua : il tomba sans connaissance sur les marches de l'autel. La princesse se retira avec le plus cruel aplomb, feignant de croire à une indisposition passagère. Huit jours plus tard on renouvela la cérémonie. Le prince répondit cette fois aux questions du ministre d'une voix si basse que personne ne l'entendit.

Le sacrifice était consommé, tandis qu'Élise Radzivil vivait à Saint-Petersbourg dans la sécurité la plus complète. Elle apprit sans préparation par l'Impératrice le mariage du prince. Ce fut pour elle un coup de foudre qu'elle supporta avec un grand courage. Elle ne fit aucun reproche, ne se plaignit de rien ni de personne et demanda avec calme à rejoindre sa mère en Pologne. Six mois après sa belle âme avait cessé de souffrir. On dit que la princesse Augusta, prenant sa revanche de l'indifférence de son mari, voulut lui apprendre elle-même cette mort comme une nouvelle banale et qu'il en fit une maladie mortelle. Il s'est consolé depuis. C'est ainsi que Guillaume et Augusta, trop connus

des Français, ont fait souche de rois de Prusse et d'empereurs d'Allemagne.

Ces faits avaient vingt ans de date lorsque je fis mon premier voyage à Berlin. Le frère cadet de Frédéric-Guillaume IV, de deux ans seulement plus jeune que son aîné, devait attendre longtemps la couronne qu'il porta avec tant d'éclat. Les événements dont j'étais venu apporter la nouvelle à Berlin eurent dans cette capitale les conséquences les plus graves. La présence sur la liste des membres du gouvernement provisoire de l'ouvrier Albert produisait à la cour de Prusse une impression très vive.

J'y restai d'ailleurs fort peu de temps. Le lendemain soir de mon arrivée, 28 février, le marquis de Dalmatie m'apprit la proclamation de la République. Je revins à Francfort que je quittai, un mois après, avec M. de Billing et son fils Robert pour rentrer en France.

CHAPITRE II

Je suis nommé premier secrétaire d'ambassade à Turin. — Journée du 15 mai 1848. — M. Bixio, chargé d'affaires de France, me laisse l'intérim. — Le roi Charles-Albert. — Son origine. — Les événements de 1821. — Règne de Charles-Félix. — L'expédition d'Espagne de 1823.

Le changement de régime ne me donna pas la pensée d'abandonner la carrière diplomatique : je suivis en cela l'exemple de mes amis La Tour d'Auvergne, Baudin, Talleyrand et Frédéric de Billing.

Je me mis à la disposition de M. de Lamartine qui était un des amis de ma mère, et de M. Bastide, ministre des affaires étrangères. J'avais un instant désiré accompagner à Madrid M. de Lesseps, qui venait d'être nommé ministre de France en Espagne. M. de Lesseps avait été consul à Barcelone tout jeune, lorsque mon oncle, le général de Reiset, y était gouverneur de la Catalogne. Il avait été comblé de faveurs, grâce à la bienveillance de mon oncle. M. de Lesseps ayant un cœur reconnaissant pensa à avoir près de lui un Reiset lorsqu'il fut nommé ambassadeur à Madrid ; je devais aller le retrouver.

Le sort en décida autrement. Le 10 mai, pendant

que j'étais à monter la garde au poste de l'Hôtel de Ville, je reçus un billet de M. Cintrat, directeur de la direction politique, me priant de passer au ministère des Affaires étrangères. J'accourus et il m'apprit que je venais d'être nommé premier secrétaire d'ambassade à Turin, avec ordre de partir le 16 mai. MM. de Lamartine et Bastide m'avaient recommandé de prendre en poche, comme dernières instructions, le *Moniteur* de ce jour qui devait contenir le discours que Lamartine comptait prononcer sur les affaires d'Italie à la séance du 15 : « Assistez à la séance, m'avait dit M. Bastide ; il est bon que vous entendiez le discours de Lamartine avant votre départ pour l'Italie. »

J'étais donc à la Chambre lorsqu'elle fut envahie. J'assistai à cette fameuse séance dans une tribune où je faillis être étouffé par la foule. Un des plus exaltés était un collégien de quinze ans. Des gens du peuple, aux bras nus, armés de fusils, vociféraient des injures. Je ne pus m'échapper que vers quatre heures et demie en escaladant le petit mur du jardin qui donne sur le quai, à côté de la statue de Sully ; ce mur alors très bas a été surélevé depuis par mesure de sûreté. Je fis passer par le même chemin une jeune femme affolée qui me suppliait de la protéger. Elle leva son voile, je reconnus

en elle la célèbre et charmante danseuse Carlotta Grisi, accompagnée d'une de ses amies. Je les conduisis sur la terrasse des Tuileries d'où l'on pouvait tout voir sans risquer d'être étouffé. Je rejoignis ensuite mon bataillon devant lequel passèrent à cheval Lamartine et Ledru-Rollin, venant de l'Hôtel de Ville : ils furent accueillis par des vivats. Nous fûmes envoyés au Luxembourg où nous restâmes sous les armes toute la nuit.

Je partis le 24 mai pour Turin après avoir reçu les dernières instructions du ministère. Mme de Lamartine me donna une lettre de recommandation pour une de ses amies qui habitait Turin, Mlle Sophie de la Pierre. Je partis en malle-poste avec mon valet de chambre Auguste jusqu'à Chambéry. A partir de cette ville mon voyage devint plus difficile, la diligence n'allant que jusqu'à Saint-Jean de Maurienne. Je dus prendre une petite voiture et je passai le mont Cenis par un froid glacial.

J'étais attendu avec impatience par le chargé d'affaires de France, M. Bixio, qui brûlait du désir de quitter Turin pour occuper son siège à l'Assemblée nationale dont il était membre. Dès mon arrivée, il me présenta aux ministres sardes et à tout le corps diplomatique, m'annonçant son intention de partir le lendemain à quatre heures et demie du soir.

En quelques heures il me mit autant que possible au courant des affaires de l'ambassade. Il me présenta à la marquise Rora, à Mme d'Adda, femme du chargé d'affaires de Lombardie, au marquis Pareto, ministre des Affaires étrangères, à Camille de Cavour, au comte Balbo, à MM. Castelli, Farini, les fondateurs célèbres du journal le *Risorgimento*.

Le lendemain, 29 mai, je l'accompagnai à la malle-poste. Son fils Maurice Bixio, âgé de quatorze ans, dut le rejoindre en passant par Gênes et Marseille, tout fier de voyager seul. Le même jour, son secrétaire partait de son côté par la diligence. Très aimé à Turin, M. Bixio, qui était un homme de grand talent et qui avait le cœur le plus généreux, laissait en Piémont les plus vifs regrets. Il n'était pas du reste nouveau venu à Turin, car son frère y servait dans l'armée piémontaise : aussi on ne fut pas étonné d'apprendre sa belle conduite pendant les journées de Juin.

Je n'en étais pas moins laissé seul brusquement dans une situation des plus difficiles. Le Piémont était aux dernières heures du règne de Charles-Albert qui, chef d'une branche cadette, avait pactisé dans sa jeunesse avec les partisans les plus avancés de l'indépendance de l'Italie. Le roi Victor-Amédée III ayant laissé trois fils qui régnèrent sous les noms

de Charles-Emmanuel IV, Victor-Emmanuel I^{er} et Charles-Félix; on était loin de supposer que la branche régnante fût à la veille de s'éteindre. Charles-Albert descendait du prince Thomas de Savoie-Carignan qui, à la fin du règne de Louis XIII et pendant la minorité de Louis XIV, avait commandé avec succès des armées françaises.

Né à Turin le 2 octobre 1798, le prince de Carignan, qui paraissait alors très éloigné du trône, fut élevé avec une grande simplicité. Son père, le prince Charles-Emmanuel de Savoie-Carignan, qui avait épousé la princesse Marie de Saxe, étant mort à Chaillot, près de Paris, le 16 août 1800, il fut placé à Genève dans une pension très modeste. La sœur de M. Vaucher, chef de cette institution, s'était prise d'affection pour le petit prince abandonné. Comme on faisait dans ce pensionnat très mauvaise chère, elle faisait gagner à *M. Charles* (c'était ainsi qu'on désignait le futur roi de Sardaigne) une meilleure nourriture, à la condition qu'il porterait dans Genève les lettres qu'elle adressait à ses amis. « Dieu sait ce qu'elle me faisait porter, disait le roi Charles-Albert quand il racontait cette histoire. Je me suis bien douté plus tard que j'étais le messenger des billets doux de la vieille mademoiselle Vaucher; mais, comme elle me régalaient en me donnant de bonnes

choses à manger, je suis resté longtemps son fidèle commissionnaire. »

A ce pensionnat Vaucher Charles-Albert avait un camarade de lit qui eut occasion de venir à Turin pour organiser l'administration de l'éclairage au gaz dans la ville. Le roi prouva à son ancien condisciple qu'il ne l'avait pas oublié, en lui facilitant son entreprise.

Il n'avait que dix-neuf ans lorsqu'il épousa la princesse Marie-Thérèse de Toscane, archiduchesse d'Autriche, âgée elle-même de seize ans. C'est de ce mariage que naquirent le roi Victor-Emmanuel II et son frère le duc de Gênes, ainsi qu'une princesse morte en bas âge.

Au commencement de l'année 1821, Victor-Emmanuel I^{er} régnait depuis dix-neuf ans, lorsque des troubles de peu d'importance en apparence éclatèrent à Turin. Le prétexte était des plus futiles. Le 11 janvier 1821 un étudiant qui avait fait scandale au théâtre en sifflant une actrice fut arrêté par la police. Il fit appel à ses camarades qui le délivrèrent : il fallut faire intervenir les carabiniers royaux. Trois des individus arrêtés furent envoyés dans les forteresses de Fenestrelle, de Gavi et d'Ivrée.

Le lendemain, 12, les cours eurent lieu à l'Université qui comprenait un millier d'étudiants. Vers

quatre heures du soir, à la sortie des classes, une centaine de jeunes gens se groupèrent et réclamèrent la mise en liberté de leurs camarades arrêtés la veille pour lesquels ils revendiquaient le privilège d'être jugés par le corps des professeurs. On leur enjoignit de se séparer. Le comte Balbo, ministre de l'Intérieur, modéré, capable et populaire, vint en personne les engager à la soumission : rien n'y fit. Le comte de Revel, gouverneur de Turin, et le général comte de Venançon ne furent pas plus heureux. Ils prirent des mesures militaires pour assurer la tranquillité de la ville. Plusieurs compagnies du régiment des grenadiers de la garde furent placées sur la place du château ; les troupes furent consignées dans leurs quartiers respectifs. Les étudiants élevèrent alors une barricade sous les arcades qui sont devant la porte de l'Université, située dans la belle rue du Pô. Les troupes reçurent l'ordre d'enlever et de détruire la barricade. Lorsqu'elles s'ébranlèrent, elles furent reçues à coups de pierres et, dit-on aussi, par deux coups de pistolet. La barricade fut emportée à coups de sabre et de baïonnette ; une trentaine d'étudiants furent blessés et cinquante furent mis en état d'arrestation.

La population n'avait pris aucune part à l'émeute, mais elle avait donné des signes de vive commiséra-

tion lorsqu'elle avait vu passer les étudiants blessés ou emmenés prisonniers.

Un incident qui obligea le prince de Carignan à intervenir personnellement contribua à surexciter les esprits. Le prince, âgé de vingt-deux ans, avait été nommé chef du corps de l'artillerie. Un officier de ce corps, sans aucune nécessité, s'était joint, le sabre à la main, aux grenadiers qui avaient chargé cette poignée d'enfants. Huit ou neuf autres officiers appartenant à différents corps en avaient fait autant, prenant part, en amateurs, en *dilettanti*, à une répression jugée excessive.

La liste en fut dressée, affichée à toutes les portes. Le bruit se répandit que le stylet des carbonari les guettait.

Le corps des officiers d'artillerie, indigné de la conduite d'un de ses membres, se rendit chez le prince de Carignan, lui déclarant qu'ils démissionneraient en masse si l'officier coupable de cet excès d'ardeur n'était pas renvoyé. Le prince de Carignan le fit venir et l'invita à donner sa démission, ce qu'il fit.

Ces événements étaient suivis avec un intérêt tout particulier à la cour de France, le roi Louis XVIII et son frère le comte d'Artois ayant épousé deux princesses de Savoie, sœurs du roi Victor-Emmanuel I^{er}.

Le marquis de la Tour du Pin Gouvernet était alors ambassadeur de France à Turin. Rendant compte de la situation au baron Pasquier, il lui écrivait le 18 février 1821 :

« Parmi les conséquences funestes que j'ai vu pouvoir résulter des derniers événements arrivés à Turin, je range au premier degré la situation difficile où se trouve placé le prince de Carignan. Ce prince de vingt-deux ans est excité à l'ambition par tout ce qui est le plus capable d'éblouir et par conséquent d'égarer une jeune tête. Il n'est pas possible de douter que les carbonari de toute l'Italie ne lui aient fait savoir qu'ils le regardaient comme appelé à être le libérateur des peuples; et, pour prix de ce service, ils lui montrent l'Italie réunie sous son sceptre. J'ignore quelle est la force des principes de morale de ce prince, ni quelle est la force de sa raison pour résister à de si criminelles et dangereuses incitations, mais je suis persuadé qu'elles lui ont été offertes. »

L'Université fut fermée; la classe de théologie renvoyée au séminaire et, dans chaque province, celles de physique et de philosophie. Turin ne conserva que la faculté de médecine et de chirurgie et la faculté de droit.

Plusieurs arrestations furent faites à la suite de la saisie de papiers contenus dans une voiture venant

de Paris et notamment de lettres du prince de la Cisterne à divers personnages du Piémont. La police avait été bien informée, car des gendarmes avaient été placés aux six portes de Turin pour y guetter cette voiture et l'arrêter.

Le prince de la Cisterne, jeune homme de moins de trente ans, agissant sous l'influence de Mme de Saluces, y dévoilait tout un plan de conspiration, nommant les personnes qu'il fallait employer, disant qu'il fallait gagner des colonels, que le général Guiffenga devait être réservé pour la guerre, mais que, trop indécis pour prendre un parti, il ne pouvait déterminer un mouvement à l'intérieur.

Parmi les personnages arrêtés figuraient le baron de Perron, plus tard ministre des Affaires étrangères et que j'ai vu mourant à Novare (1), officier français de famille piémontaise, fils du grand maître de la garde-robe du Roi ; le marquis de Prié et un employé de l'administration des postes.

Tous ces mouvements avaient pour mobile la haine des Autrichiens et la libération de la nation italienne de tout joug étranger. Ces mesures de rigueur n'empêchèrent pas l'insurrection militaire sur laquelle comptaient les meneurs. Elle éclata le 10 mars

(1) Voir plus bas page 322.

1821 à Pignerol, à Fossano et à Alexandrie. La garnison de cette dernière ville, forte de trois régiments, deux d'infanterie et un de cavalerie, fit une manifestation réclamant une constitution, la guerre contre les Autrichiens, leur expulsion de l'Italie, la proclamation de l'indépendance italienne et l'agrandissement du royaume de Sardaigne. Deux régiments de cavalerie quittèrent leurs garnisons pour se joindre au mouvement qui gagnait de proche en proche dans l'armée.

La stupéfaction de Victor-Emmanuel I^{er} et de sa cour fut extrême. Quelques jours auparavant, le 5 mars, le roi avait passé à cheval, sur la place de Turin, la revue des régiments de la garde et de la garnison de Turin qui comprenait environ 5,000 hommes d'infanterie et de cavalerie. On répétait partout qu'il n'y avait pas de troupes plus fidèles, et Victor-Emmanuel I^{er} parlait avec complaisance de ses soldats. Le 13, il ne restait plus rien : roi, armée, monarchie, tout avait disparu.

Le roi songea un instant à faire appel au prince de Carignan et à l'envoyer à Alexandrie pour apaiser l'insurrection, en usant de l'influence qu'on lui supposait sur les insurgés. Celui-ci refusa, craignant d'être retenu, mis à la tête des révoltés et d'être obligé de marcher sur Milan.

L'octroi d'une constitution était à peu près décidé dans l'esprit du Roi; on hésita longtemps entre la constitution espagnole et la constitution française. Pendant ce temps, les événements s'aggravèrent, et dans la nuit du 12 au 13 mars Victor-Emmanuel I^{er}, qui était personnellement aimé et respecté, se décida à abdiquer. Son successeur, le duc de Genevois, troisième fils de Victor-Amédée III, étant à Modène auprès du roi de Naples, son beau-père, qui avait quitté ses États où une armée autrichienne devait le rétablir quelques semaines plus tard, le roi nomma avant d'abdiquer le prince de Carignan régent du royaume avec tous les pouvoirs royaux. L'insurrection de quelques régiments, la fidélité incertaine de beaucoup d'autres, l'horreur de mettre aux prises ses propres troupes les unes contre les autres, la conviction qu'en acceptant une constitution quelconque malgré sa répugnance il ne verrait pas moins l'étranger envahir son pays, ont été les causes déterminantes de cette abdication.

Placé auprès du roi qu'il n'avait pas quitté un instant, contenant autant qu'il le pouvait les régiments en ne leur parlant que de fidélité et d'obéissance, le prince de Carignan, tout en conseillant d'accorder une constitution, avait fait de sincères efforts pour les ramener au devoir. Sa position n'en

était pas moins des plus difficiles vis-à-vis du nouveau roi qui se trouvait à Modène sous la main des Autrichiens. Dans un entretien qu'il eut avec l'ambassadeur de France, il lui dit : « Il n'y a pas deux heures que j'ai dû céder aux instances du Roi, à la nécessité de conjurer les malheurs qui menacent le royaume ; je n'ai pas encore une seule idée, un seul projet formé. Ce que je puis vous dire, c'est que je vais opposer la constitution de France à celle d'Espagne qu'on demande à grands cris, vous le savez. Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour la faire prévaloir. J'espère que vous me rendrez justice auprès de votre gouvernement et que ma conduite vous aura paru loyale et pure. Vous sentez aisément le prix qu'aurait pour moi l'intérêt de la France. »

La journée du 13 mars fut tumultueuse à Turin. Il s'agissait d'obtenir la constitution des Cortez et l'adoption de la cocarde tricolore italienne. Le prince de Carignan, fatigué physiquement, ne sut et ne put rien diriger ; sous la menace du bombardement de la ville par les troupes insurgées qui avaient la mèche allumée près des mortiers de la citadelle, il accepta la constitution espagnole, mais il parvint à conserver la cocarde piémontaise. Le marquis de Rhodes et le marquis d'Azeglio, hommes graves, respectés, haranguèrent les soldats, aidant puissamment le

prince de Carignan à défendre les couleurs du pays.

En même temps, dans les régiments les plus attachés au Roi, de nombreuses désertions se produisirent. En un seul jour, les régiments des gardes et d'Aoste perdirent un tiers de leur effectif.

Une armée autrichienne de 40,000 hommes continuait sa marche sur Naples et battait les miliciens napolitains commandés par le général Pepe. Milan et ses approches, toutes les villes de Lombardie étaient hérissées de canons. Le duc de Genevois, devenu roi de Sardaigne par l'abdication de son frère, restait à Modène, entouré des adversaires les plus décidés du mouvement italien.

Dans une situation si difficile le prince de Carignan avait non seulement accepté une constitution, mais composé un ministère dont les hommes marquants étaient M. Dalpozzo, ministre de l'Intérieur, auteur d'un travail sur les réformes à apporter dans la législation piémontaise; le comte de Santa Rosa, ministre de la Guerre, et M. de Gubernatis, ministre des Finances.

La guerre aux Autrichiens et leur expulsion de l'Italie étaient le but principal des meneurs. Leurs illusions étaient extrêmes. L'un d'eux disait à l'ambassadeur de France : « Ne nous envoyez pas d'hommes. L'Italie doit faire à elle seule sa destinée :

il ne faut d'autre sang que le sien. Mais la France peut nous rendre des services de plus d'un genre. »

La réponse du nouveau roi Charles-Félix à la nouvelle de l'abdication de son frère fut comme une douche d'eau glacée pour cette exaltation des esprits. Il déclarait accepter la couronne à la condition qu'il lui fût suffisamment prouvé que l'abdication de Victor-Emmanuel 1^{er} avait été libre et volontaire; en vertu de ses pouvoirs royaux, il annulait tout ce qui avait été fait, en rendait toutes les autorités responsables, les chargeant de faire rentrer ses sujets dans le devoir. Il nommait en même temps le général Latour, commandant à Novare, généralissime de ses troupes. Le prince de Carignan fit partir immédiatement sa femme et son fils, puis il se déroba dans la nuit à la surveillance dont il était l'objet; il se rendit à Novare, laissant une proclamation par laquelle il annonçait qu'en vertu des ordres du roi il cessait ses fonctions de régent et qu'il allait se placer sous les ordres du général Latour.

Les révoltés, avertis de sa défection, formèrent le projet de l'assassiner. La comtesse Masin de Montebello ayant appris le complot se hâta d'aller la nuit chez le comte de Sonnaz, écuyer du prince, pour l'en prévenir. Celui-ci réveillé en sursaut ne voulut pas la croire et la renvoya. Elle se rendit alors au palais

Carignan et parla elle-même au prince qui se fit accompagner par une escorte de deux régiments de cavalerie et d'artillerie légère sur lesquels il comptait. Il passa ainsi sain et sauf au milieu des conjurés apostés pour accomplir leur projet.

Lors de son avènement au trône Charles-Albert n'oublia pas le service que lui avait rendu la comtesse Masin de Montebello. Pour assister aux bals et aux fêtes de la cour, il fallait justifier de trois degrés de noblesse dans les lignes paternelle et maternelle. La femme était tenue de faire les mêmes preuves que le mari. Charles-Albert en dispensa la comtesse Masin de Montebello.

Deux étendards restaient donc debout : à Alexandrie l'étendard fédéral italien, à Novare l'étendard royal. Chaque parti appelait à lui les réserves qui se rendaient en plus grand nombre à Alexandrie qu'à Novare. Les pouvoirs civils étaient exercés à Turin et à Alexandrie par une junte, à Gênes par une commission qui s'arrogeait le droit de réduire les droits sur les vins étrangers, le sel, le blé et autres grains.

Les personnages les plus compromis : le marquis de Prié, le prince de la Cisterne, le duc de Vallobrosa prenaient leurs passeports et se réfugiaient à l'étranger. En Savoie et à Nice l'autorité royale était maintenue.

Sur ces entrefaites M. de Mocenigo, ministre de Russie, réunit l'abbé Morentini, président de la junte de Turin ; M. Dalpozzo, ministre de l'intérieur ; le commandant des carabiniers royaux et le marquis de Cavour, très influent dans le corps de ville, et leur fit la communication suivante :

« Voici l'état des troupes russes, prêtes à marcher. Lisez-le ; il y a cent mille hommes. — Voici leur ordre de marche : cinquante-six jours. Voulez-vous les arrêter ? Vous êtes les maîtres. Soumission pleine et entière sans conditions. Je vous garantis amnistie, institutions et point d'occupation étrangère. Mais si vous nous laissez arriver, nous n'épargnerons aucun de ceux qui nous auront fait résistance. »

Les personnages à qui il parlait comprirent la gravité de cet avertissement. L'abbé Morentini partit pour le communiquer à Alexandrie, chef-lieu et foyer de la révolte. Il échoua complètement dans cette mission. A son retour, M. de Mocenigo partit, emportant seulement un acte de soumission, signé des membres de la junte de Turin. Il exigeait comme condition *sine qua non* la remise à la garde nationale, sur l'esprit conservateur de laquelle on pouvait compter, des deux citadelles d'Alexandrie et de Turin. La situation devenait chaque jour plus mauvaise. Le 1^{er} avril, un régiment en vint aux mains sur

la place de Turin avec les carabiniers royaux. Comme la place était pleine de monde, il y eut soixante blessés, tant militaires que bourgeois, et six ou huit tués.

Loin de se décourager, les troupes révoltées cherchaient à pratiquer des intelligences dans la petite armée royale de Novare qu'elles comptaient amener à elles. Le 8 avril, à la pointe du jour, cinq mille hommes de toutes armes s'avancèrent assez près des murs de Novare pour solliciter les troupes royales à la défection. Ils ignoraient que dans la nuit un régiment autrichien et un bataillon de Tyroliens avaient passé le Tessin et s'étaient portés sur Novare. Ils virent marcher à leur rencontre un régiment d'infanterie piémontaise, escorté de hulans. Les rebelles placés sur la chaussée avaient leur cavalerie en tête. Au premier mouvement que firent deux cents uhlands pour la charger, cette cavalerie fut prise de panique et s'enfuit à toute bride, écrasant sur sa route une douzaine de soldats d'infanterie de son parti. Les chefs de cette troupe étaient les principaux artisans de la révolte, — le marquis de Curaglio, le colonel de Saint-Michel, M. de Lisio, M. de Colegno qui avait provoqué la défection du corps de l'artillerie. Dans cette honteuse déroute ils firent d'une traite 20 lieues sans s'arrêter, abandonnant leurs soldats

A dix heures du soir ils étaient à Turin, sollicitant de l'ambassade de France des passeports pour traverser la France.

Le 10 avril, l'avant-garde de l'armée royale entra à Turin et occupa la citadelle. Le général Latour arriva peu après avec le reste de ses troupes ne s'élevant pas à plus de trois mille hommes, avec lesquels il se disposait à marcher sur Alexandrie qui, après la dispersion des cinq mille fugitifs de Novare, avait encore une garnison de trois mille hommes. La soumission de cette ville et de la ville de Gênes rendit inutile cette expédition. Alexandrie fut occupée par les Autrichiens et une commission militaire, dont les généraux comte de Venançon et comte de Sambuy faisaient partie, fut instituée pour juger les rebelles.

Le comte de Revel en fut nommé président, mais il fut bientôt remplacé par un ancien gouverneur d'Alexandrie. Tout annonçait les mesures les plus rigoureuses.

Dès les premiers jours, une quinzaine d'arrestations eurent lieu. Elles comprirent le général Lisio, gouverneur de Turin pour l'insurrection, dont le fils, un des chefs les plus actifs de la révolte, avait quitté le Piémont après la panique de Novare. Mais elles ne tardèrent pas à être bien plus nombreuses. La

citadelle de Turin regorgeant de prisonniers, on les transféra au château de Fenestrelle où cent six cellules furent aménagées pour eux. Presque tous les chefs avaient pris la fuite et s'étaient réfugiés à l'étranger.

Quant au roi, Charles-Félix, il restait à Modène :
« Nous avons, disaient les Piémontais, un roi qui ne nous veut plus (Victor-Emmanuel), un roi qui ne nous veut pas (Charles-Félix), un roi dont on ne veut pas (le prince de Carignan). »

Les dispositions de Charles-Félix paraissaient fort peu conciliantes. Lorsqu'on lui annonça une députation de Turin, il répondit : « Je ne reçois pas de députations. Ces messieurs peuvent venir l'un après l'autre, je les recevrai. » Lorsque la députation de Gênes se présenta : « Sachez, dit-il, si c'est une soumission entière, absolue, sans condition quelconque, sinon, je ne la reçois pas. » — « Ce sont des enfants mutins, disait-il en parlant de ses peuples, dont il faut briser le caractère. » Et il répétait souvent :
« C'est comme cela que je régnerai, ou point du tout. »

Le comte de Revel, ancien ministre de la Guerre, ministre de Sardaigne à Londres, gouverneur de Gênes, vice-roi de Sardaigne, qui était gouverneur militaire de Turin lors de l'abdication du roi Vic-

tor-Emmanuel, fut nommé lieutenant général du royaume avec les pouvoirs les plus étendus, — la clause de l'*alter ego*. Il s'était toujours montré opposé à toute concession. Il revenait du congrès de Laybach et du duché de Modène où résidait Charles-Félix. Il avait par conséquent une parfaite connaissance des vues et des intentions des souverains.

On annonçait l'occupation du Piémont par vingt-cinq mille Autrichiens qui devaient fournir à Turin une garnison de cinq mille hommes pour lesquels des logements étaient préparés. Le caractère du comte de Revel, entêté, dur et passionné, inspirait les craintes les plus vives. Il constituait à lui seul tout le gouvernement. A l'ambassadeur de France qui lui disait : « Vous serez notre ministre des Affaires étrangères, » il répondit : « Oh ! de département, jamais. » Il donna les Finances à M. de Brignole, l'Intérieur à M. Cholex, son ancien intendant général en Sardaigne. Les Affaires étrangères et la Guerre furent confiées à de simples secrétaires, sans nomination de ministres. Le général Latour reçut, comme récompense, le grand cordon de l'Annonciade, mais il dut retourner à son gouvernement de Novare.

Des démarches furent tentées près du roi Victor-Emmanuel pour le faire revenir sur son abdication : elles furent inutiles. Il la réitéra le 19 avril, disant

que depuis quelque temps l'état de sa santé lui rendait très pénibles les fonctions de la royauté et que les circonstances ne pouvant qu'ajouter à ce fardeau il pria son frère de vouloir bien s'en charger à sa place. Toutes les hésitations du duc de Genevois durent cesser. Il était impossible de laisser plus longtemps la situation du royaume indéterminée. Le nouveau roi Charles-Félix notifia aux puissances son avènement et il reçut à Modène les ministres étrangers.

Les effectifs de l'armée furent considérablement réduits, tous les soldats qui le demandaient étaient renvoyés dans leurs foyers. De notables économies furent ainsi réalisées. La probité personnelle de l'abbé Morentini, président de la junte; du ministre de la Guerre comte de Santa Rosa; du ministre de l'Intérieur Del Pozzo; du ministre des Finances, de Gubernatis, avait empêché les dilapidations qui accompagnent habituellement les mouvements révolutionnaires. Le gaspillage n'avait pas dépassé le chiffre de 8 à 10 millions.

Le roi Charles-Félix ne revint dans sa capitale que le 19 octobre 1821, après une absence de six mois. Il avait rencontré auparavant son prédécesseur Victor-Emmanuel I^{er} à Lucques, où il s'était rendu pour le voir. Le prince de Carignan était sévèrement tenu

à l'écart. Le roi Victor-Emmanuel avait refusé de recevoir même une lettre de lui. Il n'en était pas moins héritier de la couronne. Charles-Félix, d'une très faible santé, n'ayant aucune habitude du travail, pouvait disparaître d'un moment à l'autre. « On ne peut pas, écrivait le marquis de la Tour du Pin au baron Pasquier le 10 décembre 1821, si jeune encore, être pourvu d'une réputation pire que celle du prince de Carignan. L'expression ne sera pas trop forte si je dis qu'il est dans le royaume en horreur à tous les partis, les royalistes par le sentiment très naturel que leur a inspiré sa conduite, les révolutionnaires par l'abandon qu'ils trouvent qu'il a fait de leur cause, et les tièdes font concert avec les uns et les autres par la crainte de ne pas paraître partager la haine du roi pour lui. »

Il y avait certainement excès de sévérité dans cette réprobation unanime dont le marquis de la Tour du Pin était alors le témoin. La véritable physionomie de Charles-Albert a été tracée par le marquis Costa de Beauregard (1) dans les beaux livres qu'il a consacrés à l'histoire des époques les plus émouvantes de la vie de ce souverain :

« Pour ses familiers mêmes. Charles-Albert de-

(1) M^h COSTA DE BEAUREGARD, *Charles-Albert*.

meurait une énigme. Son regard sans cesse contredisait sa parole, sa parole démentait son sourire, son sourire déguisait sa pensée.. Tout était complexe, indécis, fuyant dans ce prince toujours dissonnant. »

Ainsi disgracié, il dut passer plusieurs années à la cour de son beau-père, le grand-duc de Toscane. Ce prince eut, dit-on, souvent occasion d'user d'indulgence vis-à-vis de lui, à cause de ses légèretés de conduite. La part qu'il avait prise au mouvement de 1821, ses idées libérales et la vie dissipée qu'il mena en Toscane avaient tellement indisposé contre lui le roi Charles-Félix et les empereurs d'Autriche et de Russie, qu'il fut sérieusement question de l'exclure de la succession au trône. Victor-Emmanuel I^{er}, frère et prédécesseur de Charles-Félix, avait eu, de son mariage avec Marie-Thérèse, archiduchesse d'Autriche, une fille qui avait épousé, le 30 juin 1812, le duc François IV de Modène. La loi salique aurait été abolie en Piémont et la duchesse de Modène aurait supplanté la branche de Savoie-Carignan. Il était également question d'obliger le prince de Carignan à renoncer à ses droits en faveur de son fils encore en bas âge.

Ces projets ne se réalisèrent pas. Ils furent vivement combattus par le comte de Waldburg.

Truchsess (1), ministre de Prusse à Turin, qui exerçait sur le roi Charles-Félix et sur ses collègues du corps diplomatique une grande et bonne influence.

L'ordre de succession ne fut pas modifié, mais le prince de Carignan dut donner des gages; afin de se réhabiliter dans l'opinion des souverains de l'Europe,

(1) Les Waldburg-Truchsess sont une des plus anciennes et des plus illustres familles d'Allemagne. Conradin de Hohenstauffen avait pour écuyer un Waldburg-Truchsess, lorsqu'en 1268 il alla périr à Naples avec Frédéric d'Autriche. Tous ses partisans l'avaient abandonné; Frédéric de Waldburg-Truchsess seul lui était resté fidèle. En montant sur l'échafaud Conradin remit à son écuyer sa bague sur laquelle étaient gravées des armoiries : « L'ancienne et puissante Maison de Souabe, lui dit-il, va s'éteindre en ma personne; que vous et vos descendants en perpétuent les armes, comme souvenir de l'amitié et de la reconnaissance que je vous porte pour avoir affronté mille morts afin de me rester fidèle jusqu'à ce moment. » L'empereur confirma cette concession et depuis cette époque les Waldburg-Truchsess, devenus comtes, puis princes, ont toujours porté les armes des anciens ducs de Souabe.

Très puissants en Souabe, les Waldburg-Truchsess avaient fini par étendre au quinzième siècle leur domination sur presque tout le Vorarlberg qui appartenait aux comtes de Tyrol. Le comte Sigismond avait emprunté des sommes considérables à Éberhard I^{er} de Waldburg et il lui avait engagé une grande partie de ses domaines. La guerre ne tarda pas à éclater entre eux. Le comte Sigismond de Tyrol commença en 1473 le siège du château de Sonnenberg, la plus importante forteresse des Waldburg dans le Vorarlberg. Ce siège qui dura plus d'un an se termina par un traité et Sigismond dut acheter 34,000 florins la place d'armes de Sonnenberg qui assurait la domination d'Éberhard de Waldburg dans tout le pays. Il s'était emparé d'une autre forteresse commandant l'entrée des vallées de Montavon et de Brandt, le burg de Rosenegg, dont les ruines existent encore en face de Bludenz. Le fief de Rosenegg, devenu propriété des comtes de Tyrol, puis des empereurs d'Autriche, a été donné par l'empereur Charles VI à Franz-Joseph de Gilm, gouverneur de Bludenz, avec l'obligation d'en porter le nom.

il partit pour l'Espagne où il servit comme volontaire dans l'armée commandée par le duc d'Angoulême. Il fit preuve pendant cette campagne d'une extrême bravoure. Un grenadier français du 6^e régiment de la garde, le voyant s'exposer lors de la prise du Trocadéro, le tira à lui par son habit et le renversant lui dit : « Monseigneur, vous prenez ma place. — Camarade, répondit le prince de Carignan, il n'y a pas ici de Monseigneur ; je ne suis qu'un volontaire royal. » Et, se relevant, il continua à monter à l'assaut, s'aidant pour franchir l'escarpement de la hampe du drapeau du bataillon de la garde auprès duquel il se trouvait. Il traitait les soldats de la garde en camarades, en amis, leur exprimant sa joie d'avoir partagé leurs dangers et d'avoir été témoin de leur valeur. Aussi était-il très populaire parmi eux. Le lendemain de la prise du Trocadéro, jour fixé pour la revue que devait passer le duc d'Angoulême et pour la distribution des récompenses, les grenadiers du 6^e régiment de la garde voulurent offrir au prince, en souvenir de sa vaillance, des épaulettes de grenadier, celles que portait celui qui avait été tué le premier en montant à l'assaut. Le prince de Carignan les reçut avec émotion et promit de porter ces épaulettes tous les ans le jour anniversaire de la prise du Trocadéro. Son nom fut inscrit

sur les contrôles de la compagnie de grenadiers du 6^e régiment.

Il escortait, ainsi que le duc d'Angoulême, le roi Ferdinand VII rentrant à Madrid qui s'était placé au fond de son carrosse, en manches de chemise, ayant la reine, une princesse de Saxe, à sa gauche, et trois dames sur le devant de la voiture. A l'arrivée au palais, le duc d'Angoulême, restant immobile, le prince de Carignan alla offrir son bras à la reine pour monter les escaliers. Celle-ci prenant à la lettre la règle d'étiquette espagnole : *Ne touchez pas à la Reine*, s'enfuit sans regarder le prince et courut prendre le bras de son royal époux.

Ferdinand VII remit au prince de Carignan l'ordre très envié de la Toison d'or. Mais une difficulté surgit. Le lendemain on porta au prince, suivant les usages de la cour d'Espagne, une note considérable pour l'acquittement des frais de chancellerie. Le prince de Carignan n'était pas riche. — « C'est trop fort, dit-il en riant, je me suis battu pour la cause du roi Ferdinand, mais je ne suis qu'un cadet et il m'est impossible d'accepter, à ce prix, les cadeaux de reconnaissance du roi d'Espagne. » L'affaire s'arrangea ; la chancellerie de la Toison d'or dut se résigner à ne pas percevoir les droits réclamés au nouveau dignitaire de l'Ordre.

Rentré peu à peu en grâce vis-à-vis du roi Charles-Félix, il occupait ses loisirs à des voyages et à des études historiques. Il écrivit un récit de la campagne d'Andalousie de 1823. Ayant découvert en 1829 à Palenzio des médailles, des coupes et des vases romains, il fit des recherches sur l'histoire de cette ville à laquelle il consacra une notice.

Il écrivit également une histoire des Vaudois, population très intéressante qui, au nombre de 22,000 âmes, s'étend dans les vallées de Luzerne, Perosa et Saint-Martin (province de Pignerol). Ce sont des protestants parlant la langue française, remontant bien avant Luther à Pietro Valdo, qui, au douzième siècle, organisa leur culte; ils prétendent même, d'après leurs plus anciennes traditions, avoir conservé intacte la religion primitive, l'Évangile prêché par les apôtres, sans admettre ce que l'Église catholique y a ajouté depuis. Très dévoués et fidèles à leurs souverains dans les guerres et les révolutions, ils étaient traités par eux avec bienveillance. Mais depuis la Réforme les ducs de Savoie appliquèrent aux Vaudois des lois exceptionnelles, les privant de tous droits politiques, religieux et civils. Ils ne pouvaient, d'après d'anciens édits, parvenir à aucun emploi, ni rien posséder en dehors de leurs étroites limites territoriales.

En 1829, le prince de Carignan, désormais reconnu comme héritier présomptif de la couronne, fit un long séjour en Sardaigne. Il revint en visitant les côtes d'Afrique, passant devant Alger, Tunis et Tripoli et examinant les positions militaires des États barbaresques. En Sardaigne, il avait fait la connaissance du vicomte de Flumini, un des principaux feudataires de l'île qui avait été pendant cinq ans esclave du dey d'Alger. Il avait rapporté de sa captivité des observations médicales assez curieuses. Toutes les fois qu'un homme est malade, racontait-il, les Turcs lui ouvrent violemment la bouche et regardent ses dents. Si elles sont blanches, le mal n'est pas grave et on le fait travailler. Charles-Albert, très dur pour lui-même, avait pris note de cette observation. Quand il se sentait indisposé, il prenait un miroir; si ses dents lui paraissaient suffisamment blanches, il surmontait sa souffrance et continuait son genre de vie habituel.

Le même vicomte de Flumini racontait qu'il avait été guéri de la goutte de la façon la plus étrange. Ce mal rendant sa captivité plus pénible encore, il résolut de s'évader. Arrêté par des janissaires, il reçut, sur l'ordre de son maître, cent cinquante coups de bâton sur la plante des pieds. La douleur fut atroce, mais la goutte avait disparu.

« Je travaille beaucoup, disait à cette époque le prince de Carignan, vivant plus avec les temps anciens qu'avec les temps modernes. L'étude de l'histoire est, à mon avis, celle où l'on peut puiser les plus grandes et utiles leçons pour toutes les époques, en même temps qu'elle est d'un intérêt infini et toujours croissant. »

Il s'occupait de l'éducation de ses fils, Victor-Emmanuel, duc de Savoie, Ferdinand, duc de Gênes. En novembre 1829, Victor-Emmanuel, âgé de neuf ans, reçut l'uniforme de soldat du régiment de Royal-Piémont; sur la proposition du prince de Carignan, le chevalier de Saluces fut nommé par le roi gouverneur de ces deux jeunes princes : « Tout me fait présumer, écrivait-il alors, les plus grands biens et avantages de la nouvelle éducation que mes enfants vont entreprendre. Ils sont eux-mêmes enchantés. »

Il prenait non moins de soin de l'éducation de son neveu Eugène de Carignan dont la grand'mère était d'une famille française qui n'avait pas rang à la cour. Il le retira du collège des Jésuites pour le placer au collège de la marine à Gênes, dirigé par le général de Châteauneuf : « Je n'ai pu encore obtenir de Sa Majesté qu'elle le reconnût, mais elle m'a donné à cet égard de bien bonnes espérances. En

attendant il est élevé comme s'il était reconnu. Il est déjà embarqué et probablement en ce moment devant Tunis. » Cette reconnaissance n'eut lieu que lorsque Charles-Albert fut monté sur le trône. Comment croire alors que ce fut bien là le prince libéral en qui les partisans d'un changement de régime avaient placé leurs espérances ? Lorsque le trône de Charles X fut menacé, il écrivait : « Nous sommes dans l'espérance de voir les affaires de France prendre une meilleure direction. Mais, il y a une telle légèreté et versatilité dans ce malheureux pays que l'on ne peut compter sur rien. Si le ministère est renversé et qu'une dernière et éclatante preuve de faiblesse soit donnée aux révolutionnaires, on ne peut s'attendre qu'aux plus grands malheurs. Les plus à plaindre sont les paisibles voisins comme nous, car il n'y a aucun doute que les libéraux pousseront aussitôt à la guerre. Ils nous l'ont bien prouvé sous le dernier ministère ; on ne peut se faire une idée de toutes les mauvaises affaires qu'ils nous ont suscitées dans nos ports de mer, dans nos villes frontières, de toutes les plaintes dénuées de fondement, de toutes les querelles qu'ils nous ont cherchées, alléguant à tout propos notre esprit autrichien. »

Charles-Félix lui avait rapporté de Naples, où il

était allé rendre visite à son beau-père Ferdinand I^{er}, l'ordre du Saint-Janvier, et à la suite des événements de 1830, il l'avait nommé gouverneur de la Savoie, berceau de sa famille. On y redoutait alors une invasion de révolutionnaires français. Sous la direction occulte du prince de la Cisterne une troupe de mille cinq cents hommes environ s'était formée à Lyon. Le mouvement n'aboutit pas : « Je ne pus en cette occasion, écrivit le prince de Carignan, que montrer de la bonne volonté, car ces bandes de révolutionnaires ne se décidèrent pas à franchir la frontière. »

Malgré les adoucissements apportés à la situation du prince de Carignan à la cour, il ne porta jusqu'à son avènement au trône que le titre d'Altesse sérénissime, à l'exemple de ce qui s'était passé en France pour le duc d'Orléans pendant tout le règne de Louis XVIII. Charles-Félix avait toujours refusé de lui accorder le titre d'Altesse royale : « On est né Altesse royale, disait-il ; on ne le devient pas. » A l'époque de son mariage avec Marie-Thérèse de Toscane, il fut décidé qu'à la cour cette princesse porterait le titre d'Altesse royale et non d'Altesse impériale, quoiqu'elle fût archiduchesse d'Autriche, ce qui lui eût donné le pas sur les filles du roi Victor-Emmanuel I^{er}. Lorsqu'elle sortait en voiture avec son mari elle prenait la place de droite, la voiture

se présentant au péristyle du palais Carignan, de manière à ce qu'elle se plaçât naturellement au fond de la voiture. Mais il arriva un jour que la voiture s'étant présentée en sens inverse, ne pensant qu'à l'étiquette et à ses droits, elle voulut forcer son mari à passer devant elle pour se mettre à sa gauche. Celui-ci se fâcha, la poussa brusquement et prit de force la place qu'elle ne voulait pas céder.

L'incident fut rapporté à Charles-Félix par Mme de Saluces, première dame de la princesse, qui racontait au roi tout ce qui se passait au palais Carignan, aigrissant quelquefois par ses propos les rapports des deux princes. Elle racontait aussi que, dans un moment d'emportement, Charles-Albert avait un jour tiré son sabre contre sa femme. On douta fort de ce récit qui fut regardé comme une invention de Mme de Saluces.

Toujours est-il que sous le règne de Charles-Félix le prince de Carignan avait à subir à la cour des humiliations de toute sorte. Quand il rencontrait un poste, on ne battait aux champs que si sa femme était avec lui. Quelquefois, par méprise, en le voyant sortir, on commençait à battre, mais dès qu'on s'apercevait qu'il était seul dans sa voiture, les tambours s'arrêtaient, ce qui le fâchait et l'humiliait fort.

Dans les derniers temps de la vie de Charles-Félix, la cour de Turin reçut la visite très pompeuse du vieux roi de Naples Ferdinand I^{er}, conduisant en Espagne sa fille Marie-Christine, mariée par procuration au roi Ferdinand VII, jeune et belle princesse de vingt-trois ans, déjà fort coquette. Il fallait au roi de Naples soixante-dix chevaux de poste à chaque relais pour sa suite. Son ministre des Finances l'accompagnait. Il annonçait qu'il dépenserait 25 millions pour ce voyage. La même année, l'Impératrice Marie-Louise, duchesse de Parme, veuve depuis peu de son épouxmorganatique le comte Neipperg, était venue également à Turin.

CHAPITRE III

Avènement de Charles-Albert. — Mariage de la princesse Christine avec le roi de Naples. — Mariage de la princesse Philiberte. — La duchesse de Parme. — Don Carlos. — L'impératrice Marie-Louise.

Charles-Albert avait succédé à Charles-Félix le 27 avril 1831 sans commotion nouvelle. On lui a reproché vivement d'avoir oublié dans l'exil ceux de ses amis qui s'étaient compromis avec lui en 1821. Le contre-coup de la chute des Bourbons en France avait effrayé les gouvernements, leur inspirant un surcroît de précautions que Charles-Albert, à l'exemple des autres souverains de son temps, regarda comme nécessaires. « J'ai un travail accablant, disait-il, car tout ici est arriéré. J'ai tout à faire, à créer, à remonter dans toutes les parties, mais l'espérance du bien dirige mon cœur au milieu des difficultés et peines sans nombre. Je vais seulement bien doucement pour ne rien faire que de bien, qui puisse toujours durer, qui soit conforme à un gouvernement monarchique, qui préserve notre pays des malheurs qui en accablent tant d'autres et

qui puisse laisser mon nom honoré après moi ; les temps sont bien mauvais, mais avec la grâce de Dieu j'espère que nous surmonterons toutes ces difficultés. Les libéraux sont déjà bien convaincus qu'ils n'auront qu'à perdre avec moi et c'est déjà une bonne chose. Le pays est d'une tranquillité parfaite ; nous n'avons même aucune raison de concevoir des craintes pour l'avenir. »

Charles-Albert recevait d'ailleurs de la part de l'Autriche des avertissements qui étaient des menaces, et il ne pouvait espérer aucun appui matériel du gouvernement de Louis-Philippe qui, s'efforçant de consolider sa situation en Europe, évitait toujours les complications.

Décus dans leurs espérances les patriotes italiens recommencèrent à conspirer. Aux Carbonari avait succédé la société de la jeune Italie, fondée par un Génois enthousiaste, Joseph Mazzini.

Pour se défendre Charles-Albert fut obligé de sévir, mais tout en sévissant il s'appliqua à accomplir de sérieuses réformes et surtout à organiser fortement son armée, sachant que là était l'instrument nécessaire pour réaliser un jour ses projets. Il était croyant, superstitieux même ; cependant, même en matière religieuse, il était loin de se refuser à des mesures d'équité et de réparation. Le comte de

Waldburg-Truchsess, dont il n'oubliait pas la généreuse intervention en sa faveur, avait pris sous sa protection les malheureux Vaudois, faisant appel aux protestants de Prusse et d'Angleterre pour soutenir les églises, les écoles et les hôpitaux des vallées vaudoises. Il obtint de Charles-Albert un adoucissement de leur sort, prélude d'une émancipation plus complète.

De la vie la plus régulière, Charles-Albert consacrait aux affaires de son royaume de six à sept heures par jour, se levant l'hiver bien avant le jour et se contentant d'une courte promenade à cheval dans les jardins du Palais, lisant, écrivant, aimant à faire le bien, *sans compter sur la reconnaissance*, car il avait une triste idée des hommes en général, et pardonnant à ceux de ses adversaires qui avaient cherché à lui faire du mal aux époques difficiles de sa vie.

Ses liens de famille le plaçaient quelquefois dans une situation délicate. Sa sœur avait épousé l'archiduc Renier, vice-roi autrichien de Lombardie. Cette princesse fort coquette et légère donnait des marques d'intérêt très vif à un de ses chambellans, le marquis d'Adda. Elle avait deux filles qu'elle conduisit en Piémont pour négocier un mariage avec Victor-Emmanuel, fils aîné de Charles-Albert. L'une d'elles, l'archiduchesse Adélaïde, plut au jeune

prince qui l'épousa, quoique à cette époque, très maigre et trop brune, elle fût loin d'avoir la beauté qui la distingua plus tard. Le vice-roi Renier et la vice-reine se rendirent à Turin pour la cérémonie.

Le prince Félix de Schwarzenberg, ambassadeur d'Autriche, donna un grand bal à cette occasion au palais Saint-Marsan. La vice-reine, qui faisait les honneurs avec son mari, descendit l'escalier pour recevoir le roi Charles-Albert et la reine Marie-Thérèse. La vice-reine était en robe de bal décolletée; le marquis d'Adda, perdant toute mesure, s'approcha d'elle vivement et croisa un châle sur ses épaules pour la préserver du froid, lui disant d'un ton de mauvaise humeur : « Vous savez que je vous l'avais défendu. » Ces paroles furent prononcées assez haut pour être entendues de l'archiduc Renier et de Charles-Albert. On remarqua que le marquis d'Adda ne parut plus à aucune des fêtes de la cour.

La fille aînée de l'archiduc Renier avait été fiancée au prince Eugène de Carignan. Elle mourut subitement à Vienne avant le mariage, pendant qu'elle faisait sa toilette pour se rendre à un concert où sa mère avait exigé qu'elle parût, regardant la souffrance dont se plaignait sa fille comme un effet de son imagination. A la nouvelle de cette mort si brusque, le prince Eugène de Carignan donna des

signes du plus grand désespoir, refusant de manger pendant trois jours et poussant des gémissements qui étaient entendus de tout le Palais.

Un autre mariage célébré pendant le règne de Charles-Albert avait eu les conséquences les plus douloureuses.

Victor-Emmanuel I^{er}, frère de Charles-Félix, avait eu plusieurs filles de son mariage avec l'archiduchesse Marie-Thérèse, sœur du duc de Modène ; la dernière, la princesse Christine, était restée orpheline avant d'être mariée. Sa mère avait vivement désiré qu'elle épousât le prince Ferdinand, fils du roi de Naples. Mais lorsque ce prince devint roi sous le nom de Ferdinand II, la princesse Christine étant en âge d'être mariée, la reine Marie-Thérèse changea soudain d'avis et dissuada sa fille de consentir à ce mariage. En 1832, Marie-Thérèse mourut brusquement d'une hémorragie, et dans ses derniers adieux à la princesse Christine, par un nouveau changement, elle rétracta le conseil qu'elle lui avait donné. Le roi Charles-Albert fit venir à Turin la jeune princesse orpheline auprès de la Reine qui devait lui servir de mère. La princesse Christine obéit non sans chagrin : elle savait que sa mère détestait la reine régnante, préférée par Charles-Albert à une de ses filles qui s'était mariée au duc de Lucques.

Charles-Albert n'avait pas voulu devenir le gendre de la reine Marie-Thérèse qui passait pour ambitieuse et altière; il avait mieux aimé épouser la fille du grand-duc de Toscane, quoiqu'elle fût beaucoup moins belle. Ce fut pour la reine Marie-Thérèse une déception et une humiliation qu'elle ne pardonna jamais à la princesse de Carignan, traitée par elle à sa cour avec une hauteur tout à fait cruelle.

Le souvenir de cette rivalité rendait le séjour de la cour de Turin très pénible pour la princesse Christine, à qui l'extrême tendresse de sa mère avait donné une grande indépendance et un caractère très décidé. Elle demanda à être autorisée à vivre à part. Charles-Albert y consentit par respect pour son deuil. Peu après le jeune roi de Naples, Ferdinand II, fit faire au roi de Sardaigne des ouvertures en vue d'un mariage avec la princesse Christine qui les repoussa. Mais peu à peu, sur les conseils de sa sœur, la duchesse de Modène, près de laquelle elle avait passé quelque temps, désireuse de quitter la cour de Turin et ne pouvant obtenir l'autorisation d'avoir dans une autre ville un établissement séparé, elle finit par céder. Quoique ce mariage fût très brillant, la princesse restait triste et très réservée. Son deuil ayant pris fin, la cour se rendit à Gênes au mois de novembre 1832 pour recevoir le roi de

Naples et célébrer le mariage. Celui-ci s'était fait précéder par la cour de la future reine, composée de la dame d'honneur, la duchesse de Sangro, femme déjà d'un certain âge, et de deux dames du Palais, la duchesse d'Ascoli et la jeune et charmante comtesse de Sangro, belle-fille de la dame d'honneur. La duchesse d'Ascoli passait pour être très bien, trop bien avec le roi de Naples. La première entrevue eut lieu en présence de Charles-Albert. La princesse ne prononça pas une parole et ne répondit même pas au jeune roi qui avec la liberté d'allure des Napolitains l'accosta tout à fait sans façons, comme s'ils s'étaient toujours vus. Après un quart d'heure, il se retira fort étonné et mécontent. Lorsqu'il fut parti, la princesse fondit en larmes, déclarant qu'il lui serait impossible d'épouser un homme de façons aussi vulgaires et dont l'extérieur colossal lui déplaisait au point de lui inspirer une véritable aversion. Le roi Charles-Albert assista froidement à cette scène de désespoir qu'il interrompit en disant à la princesse :
« Je regrette, Madame, que vous n'ayez pas fait vos réflexions auparavant. Les filles de roi, vous le savez, ne sont pas destinées à faire des mariages d'inclination. Vous m'avez laissé donner ma parole de roi à un autre roi qui est venu ici à la face de l'Europe, comptant avec raison sur ma loyauté. Je ne puis lui

faire un affront public sans avouer que vous avez perdu la raison. Mais comme, dans ce cas, je lui devrais une satisfaction, je vous annonce que si demain matin vous êtes encore dans les mêmes sentiments, vous entrerez immédiatement au couvent. » La malheureuse princesse fit une profonde révérence et se retira en disant : « Votre Majesté aura demain ma réponse. » Le lendemain, elle arriva pâle et tremblante chez la reine, en lui disant : « Je l'épouserai. »

Le roi de Naples conserva, malgré l'extrême froideur de la princesse, son genre familièrement tendre, s'asseyant si près d'elle aux grands dîners de la cour qu'elle ne pouvait plus remuer, l'appelant tout haut *mia cara Christina*, touchant son collier, ses cheveux, s'appuyant les deux coudes sur la table en sifflant un air. La princesse élevée à la cour plus qu'austère de ses parents, habituée à l'étiquette très rigoureuse de celle du roi Charles-Albert, étiquette introduite à la cour de Turin par la reine Fernande d'Espagne qui avait épousé Victor-Amédée III, père des rois Charles-Emmanuel IV, Victor-Emmanuel I^{er} et Charles-Félix, trouvait de la dernière indécence cette manière de se conduire, effectivement fort peu convenable. Elle ne put contenir ses larmes qu'elle s'efforçait de cacher au grand cercle du monde qui

l'entourait. Le jour du mariage arrivé, elle dit que, sa mère étant morte à Gênes, elle n'aurait pas le courage de se marier dans cette ville; elle choisit pour la cérémonie l'église d'un sanctuaire situé à une lieue de Gênes. Le matin, son fiancé lui envoya de magnifiques bijoux qu'elle ne regarda même pas. Elle se laissa parer comme une victime qu'on mène au sacrifice; elle était comme une statue indifférente à tout, ne levant pas les yeux sur son miroir. Elle parut ainsi derrière la reine, pâle comme une morte, mais belle comme un ange.

Le jeune roi s'approcha d'elle avec son sans-façon habituel pour lui prendre la main. Tout le monde la vit frissonner, mais elle ne retira pas sa main et elle se laissa conduire par lui au bas de l'escalier pour monter en voiture. On arriva à l'église où la cérémonie se passa bien. La princesse répondit : *Oui*, d'une voix ferme, son maintien était ce qu'il devait être, digne et recueilli. On remonta en voiture pour retourner à Gênes : les reines Marie-Christine, veuve de Charles-Félix; Marie-Thérèse et Christine avec le roi de Naples, dans la première voiture. Dans la seconde, le roi Charles-Albert, la duchesse de Sangro, le comte de Robilant et le prince Schilla, grand maître de la cour de Naples. La jeune reine semblait avoir complètement changé, non seulement

de sentiments, mais aussi de manières : elle fut très aimable, affectueuse même, au point d'embrasser son jeune époux en présence de la reine régnante et de la reine, sa tante.

En arrivant au Palais on dina ; la cour qui assistait à cette cérémonie de gala fut émerveillée de voir la nouvelle reine causer à voix basse, sans discontinuer, avec son époux, le regardant tendrement, lui prenant continuellement la main, expansive comme il n'est pas d'usage de l'être en public. Le roi de Naples, n'y comprenant plus rien, fut gauchement froid, ce qui rendait les prévenances de sa femme plus extraordinaires encore.

L'heure de se retirer arriva ; la reine conduisit la mariée dans un appartement du Palais préparé pour les époux, puis elle rentra chez elle où elle causait depuis longtemps avec la comtesse de Robilant des événements de la journée, lorsqu'une de ses femmes vint la prévenir que le marquis d'Aix demandait tous les objets de toilette de la reine de Naples pour les transporter au Palais ducal où le roi de Naples était descendu. D'après les règles de l'Église en Italie des fiancés ne doivent pas demeurer sous le même toit, ce qui avait empêché le roi de Naples d'habiter le Palais-Royal jusqu'à son mariage. Au grand étonnement de la reine Marie-Thérèse, elle

apprit qu'à peine les nouveaux mariés étaient-ils restés seuls, le roi de Naples avait dit à sa femme : « Je ne veux pas rester ici au milieu de cette cour étrangère ; venez au Palais ducal où je demeure. » La jeune mariée suivit son époux sans objection ; il la fit monter dans la première chaise à porteur venue et l'escorta à pied avec le seul marquis d'Aix, singulier confident.

Arrivés au Palais ducal, ils ne trouvèrent ni lumière ni feu. Rien n'ayant été préparé, tout manquait. Personne ne pouvant s'attendre à ce retour, il n'y avait même pas un domestique. Le roi ôta son habit, fit faire de même au marquis d'Aix. A eux deux ils firent tant bien que mal les arrangements nécessaires dans la chambre de la nouvelle mariée, en présence de cette malheureuse princesse plus morte que vive. On n'appela aucune femme ; il ne parut qu'un lazzarone, à peine habillé, pour porter de l'eau. Quand le roi Charles-Albert apprit cette équipée, aussi inconvenante que déplacée, il devint furieux, mais n'oubliant pas que le roi de Naples était son hôte, il se tut. Toute la journée du lendemain se passa sans qu'on eût aucune nouvelle des nouveaux mariés. Le roi Charles-Albert trouva qu'ils avaient gravement manqué d'égards envers la reine en ne venant pas la saluer, et il lui défendit de faire

aucune démarche pour savoir ce qui se passait au Palais ducal. On se demandait s'ils paraîtraient au dîner, lorsque à six heures du soir ils arrivèrent, la reine habituellement si fraîche, pâle comme une morte et fagotée d'une manière incroyable par ses femmes. On voyait qu'elle s'était laissé habiller sans rien dire. Elle n'en était pas moins extrêmement belle, avec ses grands yeux si doux et si fiers à la fois et son port de reine. Le lendemain le roi de Naples alla faire des excursions aux environs de Gênes, et la reine restée seule reçut les dames de la cour avec un air très triste, mais causant fort aimablement, car elle avait l'esprit le plus fin et le plus délicat.

Au bout de quelques jours la cour de Naples s'embarqua sur l'escadre; la reine, qui jusque-là avait gardé beaucoup de calme et d'aisance, fondit en larmes au moment de quitter son pays. Le roi et la reine de Sardaigne, ainsi que toute leur cour, l'avaient accompagnée à bord où elle fut reçue avec des cris d'enthousiasme. Aussi longtemps qu'on put apercevoir la frégate, on vit cette belle grande jeune femme agitant son mouchoir. En montant sur le vaisseau, le roi de Naples s'était retiré dans sa cabine, par délicatesse, il faut l'espérer, et pour ne pas troubler des adieux toujours douloureux. Arrivée

à Naples, la reine Christine écrivit tous les deux jours à la reine de Sardaigne les lettres les plus affectueuses, remplies de détails sur *suo caro Ferdinando*.

Les personnes qui ont connu cette princesse capricieuse et spirituelle, très enfant gâtée, dévote plus par habitude que par véritable piété, n'ont jamais été dupes des sentiments qu'elle exprimait. Sans doute au commencement pour vaincre son aversion, par orgueil et par devoir, elle a exagéré ses démonstrations d'affection conjugale. Dans des cas désespérés, il est difficile de rester dans de justes limites quand une chose n'est pas naturelle. Plus tard se voyant toute seule, sans appui, avec un mari qui n'avait aucun de ses goûts et dont l'extérieur lui déplaisait, quoiqu'il fût fort bel homme, elle s'est entièrement repliée sur elle-même, se soumettant à une obéissance entière et n'ayant plus aucun désir en ce monde. Elle fit volontiers les choses les plus contraires à son caractère d'autrefois; les moindres désirs du roi étaient une loi pour elle. Elle ne faisait jamais d'objection à rien. Le roi disait : « Ma femme est un ange, mais elle est trop parfaite; elle me gêne; elle a reçu une éducation trop différente. Je sens, malgré sa bonté, son affection, qu'elle ne peut me comprendre. » Un jour, devant beaucoup de monde, il lui dit de se mettre au piano et au moment

où elle allait s'asseoir, il lui fit l'aimable plaisanterie de lui retirer sa chaise. La reine tomba, elle si décente et si réservée. Elle se releva en souriant, dissimulant sa frayeur et le mal qu'avait dû lui faire cette chute dans un état de grossesse avancée. Un mois après, le 16 janvier 1836, elle accoucha d'un prince qui régna deux ans à peine sous le nom de François II et qui fut le dernier roi des Deux-Siciles. Le roi eut avec son frère le comte de Syracuse, dans la chambre voisine de celle de l'accouchée, une altercation si vive et si bruyante que la pauvre reine, saisie de frayeur pendant la fièvre de lait, mourut quinze jours après la naissance de son fils. Elle fut pleurée dans tout le pays; on l'avait aimée pendant son passage si court sur le trône de Naples comme la bienfaitrice des pauvres et la consolatrice de tous les malheureux. Le roi fit part officiellement du décès à la cour de Sardaigne, sans autre communication plus intime. L'a-t-il regrettée?...

Une année après l'anniversaire de la mort de la reine, il fit son entrée à Naples avec l'archiduchesse Thérèse d'Autriche qu'il venait d'épouser, le 9 janvier 1837. On fut révolté de ce manque de cœur et de convenance; la mémoire de la sainte reine, comme on l'appelait dès lors, n'en fut que plus vénérée. Le roi fit offrir à la comtesse de Sangro devenue

duchesse depuis la mort de son beau-père la place de dame d'honneur auprès de la nouvelle reine, mais la duchesse, sincèrement attachée au souvenir de la reine défunte, refusa. Le roi, comprenant ce que signifiait un pareil refus, la pria de se charger du moins de son enfant au berceau, ce qu'elle accepta avec bonheur. Le souvenir des hautes vertus de la reine Christine, celui de sa grande beauté et de la noblesse de sa taille en faisaient l'idole du pays. La nouvelle reine, quoique jolie, était loin de l'égaliser; elle était froide, laissant voir l'ennui que lui causaient les réceptions, ne s'occupant que de son mari et de ses enfants, n'ayant pas les qualités essentielles d'une souveraine. On l'aimait peu, et la mémoire *della santa* n'en était que plus chérie.

Peu à peu la légende et la superstition s'en mêlèrent. On commença à parler de miracles obtenus par son intercession. Un jour, son fils, le duc de Calabre, qui devait aller à la chasse, refusa au dernier moment de s'y rendre, disant que sa mère lui était apparue et l'avait averti que des assassins étaient apostés pour l'assassiner. On prétendit que ces malfaiteurs avaient été découverts et avaient avoué leur criminel dessein. La cour de Rome introduisit la cause de canonisation. Des personnes de la cour de la feuë reine Marie-Thérèse de Modène, veuve de

Victor-Emmanuel I^{er}, furent appelées pour déposer sur les jeunes années de la princesse Christine. On constata qu'enfant très gâtée par ses parents et par tous ceux qui l'entouraient, elle se montrait fière, volontaire et capricieuse. En revanche, sa Maison napolitaine déclara avoir été édifiée depuis le jour de son arrivée par toutes ses vertus chrétiennes, par sa douceur, sa sérénité inaltérable au milieu de mille peines et tracasseries qui auraient aigri toute autre femme. L'imagination populaire s'exalta ; on assiégeait son tombeau, prétendant qu'il s'y était produit des guérisons et des miracles. Sa sœur aînée avait épousé son oncle, le duc de Modène : une de leurs filles devint la comtesse de Chambord. Elle avait aussi deux sœurs jumelles : la duchesse de Lucques et l'impératrice Marianne, mariée à l'empereur Ferdinand, qui abdiqua en 1848. Son frère, le seul fils qu'ait eu Victor-Emmanuel I^{er}, était destiné au trône. Il mourut en bas âge de la petite vérole, pendant la traversée de Sardaigne où se réfugièrent ses parents fuyant l'invasion française. La reine n'avait jamais voulu qu'on le vaccinât. Elle attribuait la faible santé de ses jumelles à cette opération. C'est la mort de ce petit prince qui donna à la branche de Savoie-Carignan des droits à la couronne.

Une autre alliance entre la maison de Savoie et la

branche napolitaine de la maison de Bourbon, qui eut lieu sous le règne de Charles-Albert, ne fut pas moins malheureuse. Le prince Eugène de Carignan, qui avait été reconnu comme membre de la famille royale de Sardaigne, avait une sœur Philiberte à qui le roi donna également rang à la cour. C'était une belle personne, grande et forte, mais de l'esprit le plus bizarre. Ses excentricités touchaient parfois à la folie. Elle passait son temps à de continuelles ablutions. Tout le monde la dégoûtait tellement que, si on effleurait seulement sa robe, elle se lavait immédiatement. Elle s'habillait et se coiffait seule afin que sa femme de chambre ne la touchât pas; elle lui faisait tenir longtemps ses mains dans l'eau devant elle avant de faire son lit. Quand une personne venait la voir, elle lavait la chaise sur laquelle la visiteuse s'était assise. Demandée en mariage par le prince don Miguel de Portugal, elle refusa. Elle fut demandée un an après par le comte de Syracuse, frère du roi de Naples. Charles-Albert interposa son autorité et l'obligea à accepter. Le prince lui écrivit deux fois; avant d'ouvrir ses lettres, elle les fit laver par ses femmes, à ce point que personne ne pouvait plus les lire. Au moment de son départ, la reine n'avait pas eu le courage de l'instruire elle-même des devoirs du mariage. Elle en chargea sa dame

d'honneur à qui la princesse témoignait une grande affection. C'était la veille de l'embarquement; le mariage avait déjà été célébré à Turin par procuration. Que se passa-t-il? Le comte de Syracuse fit tous ses efforts pour dissimuler au public les crises de sa vie conjugale. Le mariage fut consommé, car quelque temps après, la princesse ayant pris de l'embonpoint et paraissant souffrante, les médecins reconnurent qu'elle était grosse, ce qu'elle était parvenue à cacher, même à ses femmes. Elle prétendit que sa grossesse remontait à quatre mois au lieu de six.

Le grand moment arrivé, elle s'enferma seule dans sa chambre, ce dont on ne s'inquiéta pas parce qu'elle en avait l'habitude. Elle y resta plusieurs heures. Quand elle ouvrit la porte et appela, on la trouva à demi morte, assise sur une chaise. Son enfant, entouré de jupons et de mouchoirs, était mort.

Elle écrivit à une amie de Turin ce douloureux événement, pleurant amèrement la mort de son enfant, mais ajoutant qu'il lui aurait été impossible d'avoir auprès d'elle à ce moment qui que ce fût, tant tout ce monde lui faisait horreur. Elle se louait cependant beaucoup des bontés de son mari. Le comte de Syracuse fut hors de lui. Il fit prier le roi Charles-Albert de la recevoir en Piémont où un

changement d'air pouvait rétablir sa santé. Le roi dicta la réponse : « *Bien volontiers, si le prince l'accompagne.* » Il craignait que ce voyage fût un prétexte de séparation déguisée. Cela était sans doute la pensée, l'espoir du comte de Syracuse, car la princesse ne vint pas et il n'en fut plus question.

Elle vécut à la cour de Naples, restant heureusement en bonne harmonie avec la reine.

Vers la fin du règne de Charles-Albert, Mademoiselle, fille du duc de Berry, devenue par son mariage d'abord duchesse de Lucques, puis, à la mort de l'impératrice Marie-Louise, duchesse de Parme, venait fréquemment à la cour de Turin. Elle y passa cinq mois en 1848 ; c'est là quelle apprit la mort de Marie-Louise.

Charles-Albert qui avait rencontré à la cour de France la duchesse de Berry, après la guerre d'Espagne de 1823, avait conservé pour elle un véritable culte et il témoignait à sa fille les plus grands égards. La jeune princesse habitait un joli appartement au Palais-Royal où elle recevait deux fois par semaine un cercle très restreint, faisant et offrant elle-même son thé avec beaucoup de grâce et de simplicité. Elle eût désiré étendre ses réceptions, mais le duc de Parme chargé par elle d'inviter quelques hommes ne manquait pas d'ajouter : « Croyez-moi, n'y allez

pas ; on s'ennuie trop. Quant à moi, vous ne m'y verrez sûrement pas. » Des invitations aussi peu engageantes restaient naturellement sans effet. La duchesse paraissait fort attachée à son mari malgré son peu d'amabilité pour elle et faisait tout pour lui plaire.

Le duc, d'un caractère bizarre, ne s'imposait aucune contrainte. Un jour, il passait en revue un régiment de ses troupes dont la musique jouait une polka. Il ne put résister à l'entraînement de sa danse favorite et se mit à passer en polkant devant le front de ce régiment au grand ébahissement de tous les assistants. Un autre jour, sa promenade à cheval le conduisit vers un endroit où des blanchisseuses étendaient leur linge sur des cordes. Son cheval en fut effrayé. Comme le duc n'était pas très bon cavalier, il ne put le maîtriser. Le cheval passa sous une de ces cordes laissant le duc de l'autre côté, renversé à terre. Ces pauvres femmes ne purent retenir un accès d'hilarité qu'elles expièrent durement ; car elles furent mises en prison pour ce manque de respect.

Après sa défaite définitive en Espagne, don Carlos, frère de Ferdinand VII, alla s'établir à Gênes avec sa femme, veuve du prince de Beira, sœur de dom Pedro de Brésil et de dom Miguel de Portugal. Cette

princesse avait autant d'esprit que son mari en avait peu. Tous deux furent très bien reçus par le roi Charles-Albert et par la reine Marie-Thérèse. La cour de Sardaigne leur donna le titre de Majesté. Ils venaient fréquemment dîner et passer leurs soirées au Palais, pendant que le roi et la reine faisaient séjour à Gênes. Don Carlos était d'une telle nullité qu'il était incapable d'adresser la parole à qui que ce fût. Quand Charles-Albert, lui présentant les personnes de sa cour, l'obligeait, après le dîner, à leur adresser la parole, son embarras était extrême; il ôtait et remettait ses gants pendant cinq minutes et finissait par dire d'un air effrayé : Il pleut ou il fait beau temps. Deux fois par semaine, les Majestés espagnoles recevaient chez elles, assises toutes deux sur un sofa, les visiteurs sur des chaises placées en cercle. On était annoncé à haute voix par un vieux général qui ouvrait la porte et restait ensuite dans l'antichambre comme un laquais. Les personnes admises à la réception s'en allaient quand bon leur semblait, sans être obligées d'attendre une parole de congé. Don Carlos n'ouvrait jamais la bouche; sa femme seule faisait très aimablement les frais de la conversation. Elle était de petite taille et assez forte, mais elle avait de beaux traits tandis que don Carlos était d'une laideur repoussante; ses deux fils

cadets étaient déjà des hommes et vivaient avec lui.

Charles-Albert les fit élever à Turin dans son Palais. Ils étaient d'une ignorance incroyable ; il leur donna le grade de colonel pour pouvoir leur en donner les appointements, car ils étaient dénués de tout. Le second de ces princes, l'infant don Fernando, témoigna au roi de Sardaigne une grande reconnaissance. Il fit avec lui le commencement de la guerre de Lombardie et ne quitta l'armée que sur l'ordre exprès de son père qui le rappela près de lui. Il refusa de contracter un mariage très avantageux avec une archiduchesse autrichienne pour ne pas s'allier à une puissance qui était en guerre avec son bienfaiteur.

✓ Le voisinage de Parme rendait fréquents les rapports de la cour de Turin avec l'impératrice Marie-Louise, à qui le duché de Parme avait été donné sa vie durant. Elle y vivait avec le comte de Neipperg : les moindres détails de sa vie défrayaient la chronique. Elle avait grand air, mais elle était devenue tout à fait vieille femme et s'habillait en conséquence. Jeune, elle aimait la toilette, cependant elle détestait la représentation ; ses habitudes étaient très simples, elle était généreuse et faisait autour d'elle beaucoup de bien. Elle parlait le moins souvent possible de l'empereur Napoléon. Elle laissa à

sa grande maîtresse la marquise Scarampi, mariée en premières noces à un général autrichien, le comte Mitrouski, toute sa correspondance avec lui. J'eus occasion de voir ces lettres et la permission d'en prendre des extraits : « Le prince de Neuchatel vous dira, écrivait Marie-Louise à Napoléon après la cérémonie du mariage qui avait eu lieu à Vienne, que ce n'est pas sans une vive émotion que j'ai assisté ce matin à la célébration du mariage. »

L'empereur lui écrivait chaque jour et, lorsqu'elle se mit en route pour venir en France, elle trouva une lettre à chaque étape. Dans une de ses premières lettres elle dit à l'empereur qu'elle avait eu l'intention de donner quelque argent de sa cassette particulière à de pauvres blessés français qui étaient à Vienne, mais comme elle avait reçu de l'empereur Napoléon une somme pour leur être distribuée de ses mains, elle pensait mieux faire en employant cet argent à lui pour ce premier acte de bienfaisance, afin qu'on lui en fût personnellement reconnaissant.

Elle fut très fatiguée par un gros rhume pendant son voyage; elle parle souvent de cette indisposition dans ses lettres, et comme l'empereur s'en inquiète, elle promet de prendre les soins d'un médecin pour lui faire plaisir, ce qu'elle ne fait jamais. Elle assure d'ailleurs qu'elle ne tousse plus et qu'elle se porte

bien. Elle a été heureuse de trouver sur sa route la sœur de l'empereur, la reine de Naples, à laquelle elle a demandé *les moyens de plaire à son mari*. Elle a été aussi aimable qu'elle a pu l'être avec tous les officiers français qu'elle a rencontrés en chemin *parce qu'elle veut se faire aimer des Français*. Elle en veut à Mme de Laborde qui a dit à l'empereur qu'elle avait beaucoup pleuré en quittant sa famille. *Ce sont les dernières larmes que je verserai de ma vie, écrit-elle, tant je me promets des jours heureux.*

Elle se séparera de sa gouvernante, puisque l'empereur le désire; elle sent la justesse de cette demande, mais l'empereur comprendra la peine qu'elle éprouve en s'éloignant d'une femme qui ne l'a jamais quittée depuis sa plus tendre enfance. Elle remercie l'empereur de son portrait, de son cachet, d'une pelisse qui lui est chère puisqu'elle lui a appartenu. Elle demande à l'empereur de ne pas avoir une trop haute opinion d'elle pour ne pas être désillusionné par la suite. Elle se confiera à lui en toutes choses; elle le prie de la guider à cause de sa grande jeunesse; son désir est de lui plaire. « Merci, dit-elle, de m'assurer que vous voudriez être le page qui m'a apporté votre lettre; il y a aussi longtemps pour moi *que je voudrais être fleur de laurier pour vous approcher de plus près.* »

Elle est enchantée de l'accueil qu'on lui a fait à Strasbourg et sur toute sa route. Plus elle approche de Compiègne où l'empereur l'attend, plus ses lettres deviennent tendres, passionnées même. « Je suis, dit-elle, toujours la première levée pour partir, » elle laisse à l'empereur d'en deviner la raison. Elle remercie l'empereur des faisans de sa chasse qu'il lui a envoyés. Elle lui promet d'aimer sa mère, sa sœur, enfin *tous les individus* de sa famille que l'empereur aime. Son réveil est toujours très doux, parce qu'elle reçoit chaque matin une lettre de l'empereur.

Marie-Louise se révèle, dans sa correspondance, d'un esprit léger, mais passionné. Après son mariage, lorsque l'empereur la quitte, elle se tourmente, elle est triste, lorsqu'elle passe devant ses fenêtres qui sont fermées. Elle joue des heures entières sur son lit avec son fils. « Ah ! écrit-elle, si tu ne reviens pas au bout du temps que tu m'as dit, j'irai plutôt te retrouver au camp, habillée en page. » Elle déteste les Anglais, puisqu'ils forcent l'empereur à s'éloigner d'elle. Enfin, l'empereur l'autorise à s'établir à Laëken. On y joue l'opéra : *La maison à vendre*. Talma y donne aussi quelques représentations. « Je cherche à être aimable avec les Belges, » écrit-elle. Puis, dans une autre lettre, elle raconte qu'on lui a

porté un couvre-pied superbe, mais très cher, et qu'elle a répondu qu'elle l'achèterait lorsqu'elle serait en couches de son second enfant. Elle ne le désire pas de suite cependant : l'empereur sait ses raisons. Elle a été très choquée de voir les dames venir au théâtre en peignoir et en bonnet : Mme de Montesquiou lui a dit que ce n'était pas convenable. Elle se plaint du froid ; elle est de plus en plus triste de l'absence de l'empereur : on s'en aperçoit à son visage ; elle ne dort plus et rêve à lui. Elle finira par en devenir malade. Le roi de Rome n'était pas du voyage. Elle reçoit de ses nouvelles : il souffre des dents. La princesse Pauline est à Bruxelles : elle ne l'a pas engagée à s'établir à Laëken, ne sachant pas si cela plairait à l'empereur. Elle prévient l'empereur que sa sœur sera furieuse contre elle, mais au fond c'est sa faute, puisqu'il ne lui a pas répondu ce qu'elle avait à faire. « Pardon, dit-elle en terminant sa lettre, de t'ennuyer de ces bêtises. » Enfin l'empereur lui dit de venir le retrouver à Ostende. Marie-Louise est dans la joie ; elle pourra donc lui dire de vive voix combien elle lui est attachée. Elle signe toujours : *Ta fidèle épouse et amie.*

Malgré toutes ces démonstrations de tendresse, la marquise Scarampi semblait croire que jamais Marie-Louise n'avait aimé Napoléon et que si elle

avait eu pour lui un moment d'affection au début de son mariage, ce moment avait été bien court. Il lui inspirait une véritable terreur; elle tremblait devant lui; jamais elle ne parlait de la France, et pendant les Cent-Jours elle ne dit pas un seul mot qui pût faire croire qu'elle désirait retourner auprès de son mari.

La comtesse Mitrouski, plus tard marquise Scarampi, habitait Schoënbrunn où étaient récemment arrivés l'impératrice et son fils, le roi de Rome, qui avait alors pour gouvernante la comtesse de Montesquiou. Celle-ci ayant été soupçonnée de concerter avec son fils Anatole de Montesquiou le projet de reconduire le roi de Rome à Paris fut engagée à donner sa démission. Ce fut le prince Eugène de Beauharnais qui fut chargé de cette commission. On mit à sa disposition un hôtel de Vienne jusqu'à ce qu'elle pût retourner en France, et on lui fit cadeau d'un portrait du jeune prince, entouré de brillants, ayant une valeur de 30,000 francs. L'impératrice vit son éloignement avec plaisir : elle lui savait mauvais gré de son dévouement à l'empereur. Elle avait surtout été piquée de ce qu'un jour, sans l'en avertir, elle avait conduit le jeune prince à la Malmaison auprès de l'impératrice Joséphine qui avait témoigné le désir de le voir et avait obtenu de Napoléon qu'il lui

fût amené. Ce fut la comtesse Mitrouski, dont le mari était gouverneur de Vienne lors de la capitulation de cette ville en 1805, qui fut nommée à la place de Mme de Montesquiou. Elle dut sans doute cette désignation à son refus d'assister aux fêtes données à Vienne en l'honneur de Napoléon et de lui être présentée en 1805. Son mari étant prisonnier de guerre, elle avait jugé que sa place n'était pas à ces réceptions. Avant de quitter l'Autriche, Mme de Montesquiou témoigna le désir de voir une dernière fois le roi de Rome. Elle écrivit dans ce but à la comtesse Mitrouski qui prit les ordres de Marie-Louise. L'impératrice répondit que cela était impossible.

L'empereur avait pris très au sérieux son alliance avec une princesse de la maison d'Autriche; la vieille marquise de Cavour, mère du célèbre ministre Camille de Cavour, morte en 1849, me raconta qu'étant dame d'honneur de la princesse Pauline Borghèse, elle entendit Napoléon parler de Louis XVI avec beaucoup d'attendrissement, puis que, s'étant recueilli un instant, il avait ajouté : *Mon pauvre oncle!* Marie-Louise était en effet la nièce de Marie-Antoinette. Sardou n'a donc rien exagéré dans cet épisode de *Madame Sans-Gêne*. On connaît la lettre que Napoléon écrivit de Rambouillet à l'empereur François lorsque

le mariage fut décidé, lui disant qu'il lui devrait son bonheur et qu'il chercherait à faire celui de sa famille. Deux jours après l'arrivée de Marie-Louise à Compiègne, il écrivit à l'impératrice d'Autriche, lui faisant force compliments et lui disant qu'elle avait tellement conquis le cœur des Français, se trouvant à Vienne, qu'il en était jaloux. Il se félicitait de son mariage : « Nous nous convenons tous deux à merveille, » disait-il.

CHAPITRE IV

Concession d'un statut libéral par Charles-Albert. — Soulèvement de Milan. — L'armée sarde envahit la Lombardie. — Bataille de Pastrengo. — Retraite de l'armée pontificale et de l'armée napolitaine. — Bataille de Goïto. — Reddition de Peschiera.

Au commencement de 1848, un mouvement tout-puissant se produisit en Italie. Le nouveau pape Pie IX était entré dans la voie des réformes que les grandes puissances avaient inutilement conseillées à son prédécesseur Grégoire XVI. Les princes italiens, malgré les traités secrets qui les liaient à l'Autriche, s'étaient vus forcés de suivre cet exemple.

Charles-Albert, qui semblait être devenu définitivement un prince d'ancien régime, se décida assez brusquement à donner à son royaume une constitution libérale. Deux de ses ministres, le marquis Alfieri et le comte de Revel, l'en pressaient fort, invoquant pour le déterminer l'exemple du pape Pie IX. Charles-Albert était devenu fort dévot. Le 7 février, au matin, il se rendit dans sa chapelle où il entendit la messe, se confessa et communia. Aussitôt après, il réunit son conseil et lui annonça sa résolution. Le

lendemain, 8 février, une notification publiée dans la *Gazette officielle* annonçait au peuple sarde la volonté du roi d'accorder une constitution.

Quelques semaines après, les Milanais chassaient les Autrichiens. « Nous n'aurions que cinq mille hommes que nous devrions sur-le-champ courir à Milan, » écrivait Camille de Cavour dans le *Risorgimento* qu'il rédigeait.

A cette époque, l'homme prédestiné, l'homme dans lequel le génie politique de l'Italie devait plus tard s'incarner, l'homme d'État hardi, qui à travers d'immenses difficultés était destiné à fonder le royaume d'Italie, le comte Camille Benso de Cavour n'était que le fondateur et le directeur d'un journal. Sorti de l'académie militaire de Turin avec le grade de lieutenant du génie, il était peu après par sa démission rentré dans la vie privée pour fortifier son esprit dans l'étude des sciences et de l'histoire, et pour l'élargir par des voyages. Il ne se doutait sans doute pas lui-même que le titre choisi par lui pour son journal, *la Résurrection de l'Italie*, deviendrait un jour par ses soins une éclatante réalité.

Résolu à intervenir pour défendre les Milanais contre un retour offensif de l'Autriche Charles-Albert partit de Turin, le 26 mars, à 11 heures du soir, avec son premier écuyer, le marquis Costa de Beau-

regard, le général marquis de la Marmora, aussi premier écuyer. Les généraux Masari, Bicherasio, Scati et de Robilant suivaient dans d'autres voitures. Ils arrivèrent à Alexandrie à 6 heures du matin. Le roi allait à la guerre comme à la manœuvre : depuis qu'il était monté sur le trône il avait perdu la gaieté de sa jeunesse. A Voghera, on distribua des cocardes tricolores, mais le roi n'en porta pas. A la frontière de Lombardie, le comte Martini se présenta comme commissaire du gouvernement milanais auprès du roi. L'entrée de l'armée sarde à Pavie fut des plus brillantes. Charles-Albert, qui avait déjà fait deux marches à cheval, était à la tête de ses troupes que les dames de leurs balcons couvraient de fleurs. Le peuple montrait un grand enthousiasme. Le roi passa en revue une partie de son armée. Les Autrichiens étaient, disait-on, très découragés. A Crema où les Croates, en se retirant, avaient commis des horreurs, Charles-Albert descendit dans la jolie maison de campagne du comte Martini où le gouvernement provisoire de Milan vint le saluer, faisant tous ses efforts pour le dissuader de passer par Milan ; les Mazziniens se montraient très opposés à l'union de la Lombardie et du Piémont sous l'autorité du roi de Sardaigne. A Bozzolo arrivèrent des rapports du général Bès annonçant qu'il était en face de l'en-

nemi. Jusque-là, les gîtes étaient bons, le temps superbe et l'armée bien accueillie n'avait qu'à se louer de sa marche dans un très beau pays. Dans la nuit du 5 au 6 avril, il y eut une alerte à Marcario sur l'Oglio. Un parti autrichien de 1,500 hommes, lanciers et chasseurs tyroliens, avec deux canons, attaqua très hardiment la grand'garde dont le commandant perdit la tête et ne se défendit pas. Elle eut quelques hommes tués et blessés et huit cavaliers de Gênes furent enlevés avec leurs chevaux. Le duc de Gênes envoyé en reconnaissance par le ministre de la guerre Franzini qui venait d'arriver au quartier général, avait poussé, avec le général Bava, jusqu'à Ospedoletta, lorsque à son retour il eut la douleur de rencontrer trois escadrons de Gênes-Cavalerie qui, pris de panique, fuyaient, leur colonel en tête, sans être poursuivis par les Autrichiens. Les troupes avaient bonne volonté, mais elles commençaient à se plaindre de la fatigue des marches et de la mauvaise nourriture procurée par le gouvernement provisoire. Si cela continue ainsi, disaient-elles, nous devons nous faire donner des vivres par la force.

Le roi se porta ensuite à Castiglione Delle Stiviere où il resta quelques jours. C'est là qu'il apprit l'affaire du pont de Goito, où l'avant-garde du

1^{er} corps commandé par le général d'Arvillars, sous les ordres du général Bava, avait été engagée. Le roi était impatient de combattre; il alla visiter le terrain de ce premier engagement, parlant aux soldats et les encourageant. Il porta son quartier général à Volta d'où il rayonnait aux environs. Il se rendit à Castelnuovo où les Autrichiens avaient incendié des couvents : la ville brûla deux jours. Les habitants, qui s'étaient soulevés, furent massacrés jusque dans les confessionnaux des églises. Dans l'une d'elles, lorsque le roi y pénétra, on trouva sur l'autel une crosse de fusil avec laquelle on avait enfoncé le tabernacle. Un cadavre, la tête écrasée, la cervelle répandue, se trouvait dans un confessionnal. Le duc de Gênes était installé dans trois petites chambres avec l'infant don Fernando et quelques officiers. Ils avaient avec eux le peintre Cerutti qui prenait des croquis de tous les incidents intéressants de la guerre. Cette brillante jeunesse passait gaiement dans l'intimité de la vie militaire le temps où elle n'était pas à cheval. Le roi dut se séparer de plusieurs de ses généraux. Le général Maugny fut envoyé en Savoie où des troubles avaient éclaté. Le général Sambuy conduisit à Modène des troupes sardes réclamées par les Modenais. Un aide de camp de Charles-Albert, le général Bricherasio,

dut aller occuper comme gouverneur la place importante de Plaisance. Enfin le général Forra, très brave soldat, gravement atteint d'une maladie du poumon à laquelle il succomba, fut obligé de quitter l'armée ; il se sépara en pleurant du roi et de ses compagnons d'armes.

De Volta Charles-Albert, dont l'armée tenait la ligne du Mincio depuis le lac de Garde jusqu'aux environs de Mantoue et occupait Mozambano, Borghetto, Goïto et les hauteurs de Valeggio, voulut faire lui-même une reconnaissance sur Mantoue le 19 avril. Il ordonna au 1^{er} corps, commandé par le général Bava, de marcher dans la direction de cette forteresse. On rencontra les Autrichiens. Le roi se porta au canon. Le général Bava, le voyant s'engager sur une route enfilée par l'artillerie, voulut l'arrêter. Les Autrichiens paraissaient se retirer dans Mantoue. Le roi refusa de l'écouter : « Si mon heure est venue de mourir, je mourrai, » dit-il. Il continua à avancer sur la route à la grande frayeur du général Bava qui voyait les canons chargés à mitraille. Heureusement entre les deux armées on apercevait une charrette surmontée d'une croix. Le roi demanda ce que c'était : on lui dit que c'était un transport de morts ramassés dans la campagne. Les canons autrichiens n'avaient pas tiré pour ne pas

atteindre ce triste convoi. Le roi alla coucher dans un village aux environs de Mantoue, presque à portée du canon de la place.

Quelques jours après le jour de Pâques eut lieu l'engagement de Mozambano entre l'avant-garde commandée par le général de Robilant, sous les ordres du général de Broglio, et les Autrichiens qui occupaient, outre Mantoue, Peschiera et Vérone.

Le fils du général de Robilant, mon bien cher ami (1) Charles, lieutenant d'artillerie, était encore à Turin à son grand déplaisir : il bouillait du désir d'aller se battre. Le duc de Gênes écrivait à la comtesse de Robilant, son excellente mère, le 18 avril : « Je vous prie de dire à votre fils qu'il ne se chagrine pas d'être à Turin, qu'il travaille seulement à ce que la batterie où il est soit bien instruite et qu'il soit bien sûr qu'il arrivera encore à temps pour voir la partie la plus intéressante de la campagne. »

L'armée sarde entra le 23 avril dans Villa franca.

Le 28 avril, Charles-Albert établit son quartier général à Valeggio, évacué par les Autrichiens deux

(1) Plus tard ambassadeur à Vienne, puis ministre des Affaires étrangères, mort à Londres ambassadeur d'Italie le 17 octobre 1868. — La statue de ce héros, qui donna tout son sang à sa Patrie et à ses Princes, a été élevée sur une des grandes places de Turin. Il avait épousé, en 1867, la comtesse Clary-Aldringen.

jours après l'affaire de Mozambano. De là il fit une reconnaissance et occupa Somma-Campagna, suivi du matériel de guerre qui formait un encombrement immense. Les renforts commençaient à arriver. C'étaient des troupes nouvelles levées en Piémont et en Lombardie. L'ordre et la discipline militaires s'établissaient peu à peu.

Le Pape avait envoyé à l'armée Mgr Carboli, qui porta à Charles-Albert des indults, des chapelets et des bénédictions. Ce fut lui qui, le jour de Pâques, donna au roi la communion. Le commandeur Martini, ministre de Toscane, était également à l'armée, annonçant que les troupes toscanes allaient se placer sous les ordres de Charles-Albert. Elles arrivèrent bientôt en effet. Le commandeur Martini et le marquis Ricci, qui avait été ministre du roi à Vienne, allaient et venaient, s'occupant des relations politiques du roi avec les autres puissances. Ils s'agitaient beaucoup sans grand résultat.

A Milan les Mazziniens créaient des difficultés, s'opposant à la réunion de la Lombardie au Piémont. Le duc de Gênes écrivait à ce sujet le 18 avril : « Nous attendons que la Lombardie se décide pour le roi ou la République ; si elle se décide, comme je le crois, dans peu de jours pour nous, alors nous ferons tous nos efforts ; si elle ne veut

pas de nous, nous nous retirerons sur la rive droite du Pô pour défendre Modène, Parme et Plaisance qui sont déjà, dit-on, à nous, et là nous attendrons que les renforts autrichiens descendent en Lombardie. Je pense qu'alors les Lombards seront obligés de nous appeler. D'ailleurs la Lombardie et la Vénétie paraissent très portées en notre faveur, car ils commencent à s'apercevoir que d'eux seuls ils ne peuvent rien contre les Autrichiens. »

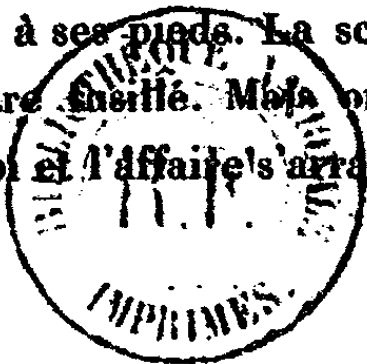
De Somma-Campagna, le roi fit une reconnaissance vers Peschiera, bloquée depuis le 14 avril par le second corps. Arrivé en vue de Peschiera, il ordonna de commencer le bombardement sous l'impression duquel il espérait obtenir la reddition de la ville. La place riposta; il y eut de part et d'autre des blessés. Charles-Albert, qui se trouvait au feu pour la première fois depuis le début de la campagne, était rayonnant. Cependant Peschiera ne se rendit pas. Le comte Balbo, président du conseil des ministres, était arrivé de Turin, disant qu'en Piémont on était impatient d'apprendre la nouvelle d'une victoire. Le roi, qui avait établi son pied-à-terre sur la colline dominant Peschiera dans la maison occupée par le général Bès, lui répondit que le lendemain il assisterait à un combat.

En effet, le dimanche, 30 avril, après avoir

entendu la messe, Charles-Albert monta à cheval et alla rejoindre le général de Sonnaz, commandant le 2^e corps, qui avait reçu des ordres et pris ses dispositions. Il se plaça sur une butte et donna le signal de commencer le feu. Il était assis par terre et suivait des yeux en véritable général les mouvements de ses troupes. A mesure que ses ordres s'exécutaient, la bataille se dessinait et prenait les proportions d'une victoire. Les hauteurs autrichiennes furent emportées. Pour donner plus d'élan à ses troupes, le roi, dominant à cheval le combat, se mêlait aux assaillants.

La forte position de Pastrengo, qui fut occupée à la fin de la journée, donna son nom à la bataille. Elle coûta environ mille cinq cents hommes aux Autrichiens, tués, blessés et prisonniers.

Charles-Albert commit la faute de ne pas poursuivre sa victoire et de ne pas couper aux Autrichiens le passage de l'Adige. Il parcourut le champ de bataille et coucha au village de Santa Giustina au milieu de ses troupes. C'est là qu'eut lieu une violente altercation entre le duc de Savoie et le major d'artillerie de la Marmora, qui de colère jeta son chapeau à ses pieds. La scène fut si vive qu'il aurait pu être tué. Mais on évita d'en rendre compte au roi et l'affaire s'arrangea.



Les troupes sardes avaient emporté avec beaucoup de bravoure des positions très difficiles et bien défendues. Leur enthousiasme et leur confiance dans le succès final étaient extrêmes. Les officiers ouvrirent une souscription pour donner dans quinze jours un bal aux dames de Vérone.

Le roi passa le 1^{er} et le 2 mai à Bussolengo sur l'Adige qui séparait les avant-postes des deux armées, puis son quartier général reprit la position plus centrale de Somma-Campagna. Les Autrichiens, en se retirant, commettaient des atrocités : « On a violé, brûlé, pillé, assassiné dans plusieurs villages, » écrivait Massimo d'Azeglio qui prenait part à la campagne.

Le commandeur Martini, ministre de Toscane, se promenant incognito dans le camp, questionna des soldats qui le prirent pour un espion et l'arrêtèrent. Il se fit conduire au général Lazari, aide de camp du roi, qui le fit mettre en liberté en riant de cette méprise. Deux officiers napolitains, envoyés à Charles-Albert, lui apportèrent la bonne nouvelle que le roi de Naples mettait à sa disposition 12,000 hommes en marche pour le rejoindre.

Mais, en revanche, le Pape, revenant sur sa première décision, refusait de laisser ses troupes prendre part à une guerre contre l'Autriche. Au milieu de

toutes ces contradictions de la politique et de la diplomatie, le sort de l'Italie ne pouvait dépendre que du succès des armes de Charles-Albert. Le 6 mai, il voulut pousser une très forte reconnaissance jusqu'aux portes de Vérone. Le général Bava en eut le commandement à la tête du 1^{er} corps et d'une partie de la réserve formant quatre divisions d'infanterie et trois brigades de cavalerie. Les Autrichiens attendirent, barricadés derrière les murs de Santa Lucia. Le combat fut des plus sanglants. Les Piémontais firent preuve d'une extrême bravoure et enlevèrent le village à la baïonnette. Le marquis d'Aix à la tête de sa brigade, les gardes électrisés par la présence du roi firent des prodiges de valeur. Mais cette glorieuse affaire ne mena à rien et coûta beaucoup de monde. Le village fut évacué. Parmi les officiers tués, il y eut le fils du marquis Colli, qui fut plus tard ministre des Affaires étrangères, et le chevalier Balbo de Sambuy, aide de camp du général Somma Riva. Le chevalier Émile Della Valle eut un pied emporté. Le roi visita 383 blessés soignés sur place. Son but avait été d'offrir le combat au maréchal Radetzki, mais celui-ci eut la prudence de rester sur la défensive. Un grand nombre de blessés avaient été transportés au quartier général.

Trois jours après, le roi reçut la nouvelle officielle

que la France mettait à la disposition du gouvernement milanais quatre-vingt mille fusils à tirer d'abord de la manufacture de Cette. M. Bastide alla plus loin encore; il promit au cabinet sarde que l'armée des Alpes serait mise à la disposition de Charles-Albert dans le cas où ce secours deviendrait nécessaire pour la cause de l'indépendance italienne, l'Angleterre déclarant ne pas s'y opposer.

A Milan, le gouvernement provisoire passa une nuit en conseil pour discuter la grave question de l'union. On ne put aboutir.

Le parti de Mazzini s'agitait. Le 29 mai, la place publique avait été envahie par des étudiants dont le mécontentement avait été habilement exploité et utilisé par la foule. Une troupe de cinq cents hommes armés avait fait irruption dans le palais du gouvernement provisoire et avait entraîné le président Casati sur son balcon pour le forcer à donner sa démission. Un nommé Urbino, chef des insurgés, prononça la déchéance du gouvernement provisoire. De tels excès, qui dépassaient de beaucoup les intentions des étudiants, les irritèrent : ils s'unirent à la garde nationale et au peuple pour chasser les émeutiers. En quelques heures, tout rentra dans le calme. Le président Casati traversa les rues de Milan, salué par les vives acclamations de la foule.

Les succès militaires de Charles-Albert aidant, ses partisans comptaient enlever sous peu sa proclamation comme roi d'Italie par le vœu général des populations. Chaque jour, le roi recevait des députations de villes et de provinces qui lui exprimaient ce désir. Le 14 mai, la députation de la ville de Plaisance se donnait à lui entièrement et sans conditions. Le 18 mai, celles de Parme et de Modène en faisaient autant. La duchesse de Parme avait dû quitter son duché et se réfugier en Toscane. Malgré l'envoi des troupes napolitaines en Lombardie, Naples et la Sicile se soulevaient, compromettant ainsi le succès des armes de Charles-Albert, puisque ce mouvement révolutionnaire allait le priver du corps auxiliaire qu'il attendait. Le roi de Naples dut en effet rappeler ses troupes pour contenir les révoltés ; et, malgré le général Pepe qui voulait passer outre, elles revinrent dans le royaume de Naples. Ce mouvement paralysait d'autres dévouements. Il était cause de l'ordre de quitter l'armée, envoyé par don Carlos à son fils l'infant don Fernando, resté jusqu'à là le fidèle et dévoué compagnon d'armes du duc de Gênes. L'abbé Gioberti se rendant à Rome avait passé par le camp de Charles-Albert qui le reçut avec bonheur.

Pendant ce temps, la marche en avant s'était

arrêtée. Le roi alla visiter les blessés de Villafranca. Il trouva la ville pavoisée : quatre jeunes gens répandaient des fleurs sur son passage, pendant que se faisait entendre au loin le canon de Peschiera cherchant à détruire les ouvrages du siège commencé depuis quelque temps sous la direction du duc de Gênes. Ce siège absorbait Charles-Albert. Il y allait presque tous les jours et il assistait pendant plusieurs heures au bombardement de la place. Comme il lui fallait deux heures pour y aller de Somma-Campagna et autant pour en revenir, toute sa journée était prise. Le prince de Canino était au camp avec son fils, ainsi que le prince Corsini, ministre des Affaires étrangères de Toscane, qui en uniforme de général accompagnait chaque jour le roi devant Peschiera. Le roi le faisait asseoir avec lui sur un tertre où des boulets de la place venaient tomber de temps en temps. Le prince Corsini faisait très bonne contenance. Mais un jour d'autres personnages qui avaient pris des parasols pour se protéger du soleil voulurent aussi assister à ce spectacle. Un boulet vint à siffler. Instinctivement tous ces héros se placèrent derrière le roi pour y chercher un abri, ce qui amusa fort Charles-Albert et son état-major.

De son côté, l'Autriche était aux prises avec les plus graves embarras. La révolution avait éclaté à

Vienne; l'empereur et l'impératrice avaient dû se réfugier à Innsbruck. Le comte de Mensdorf-Pouilly, capitaine de hussards qui a été depuis ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg (1) et ministre des Affaires étrangères à Vienne, se présenta en parlementaire. Peschiera manquait de vivres et ses habitants souffraient de la disette; des brèches étaient ouvertes sur plusieurs points et cependant le gouverneur refusait de se rendre. Le 22 mai, Charles-Albert lui envoya le major Alphonse de la Marmora pour lui offrir une suspension d'hostilités jusqu'au lendemain à 2 heures à la condition qu'il rendrait la forteresse qui ne pouvait plus tenir davantage. Le gouverneur demanda quatre jours, espérant sans doute recevoir des secours dans l'intervalle. Le roi ne voulut en accorder que deux : le canon continua à tirer sur la place qui répondait faiblement.

Pendant que le siège se prolongeait ainsi, Charles-Albert quitta de nouveau Somma-Campagna pour établir son quartier général à Valeggio, d'où l'on apercevait l'incendie de deux villages aux portes de Mantoue, brûlés par le maréchal Radetzki.

Le 29 mai, Radetzki était sorti de Vérone et avait

(1) J'ai beaucoup connu plus tard à Pétersbourg le comte de Mensdorf-Pouilly avec lequel je fis sur mer le voyage de Stettin à Cronstadt à mon arrivée en Russie : c'était un homme charmant sous tous les rapports.

défait quatre mille Toscans qui occupaient Curtatone, près de Goïto, en même temps qu'un corps de cinq mille hommes attaquait la brigade de Piémont sur les collines voisines de Pastrengo. Cette brigade se défendit vaillamment et empêcha un convoi de ravitaillement d'entrer dans Peschiera.

Pendant que les Toscans vaincus par des forces supérieures battaient en retraite, deux escadrons hongrois reçurent l'ordre de les charger. Ils s'y refusèrent d'abord. Forcés d'avancer, ils abordèrent les Toscans au petit trot en leur disant : « Passez. Nous ne vous ferons pas de mal. »

Le lendemain, Charles-Albert voulut prendre sa revanche. Il accourut à Goïto avec l'aile droite sous les ordres du général Bava et il y resta de 11 heures du matin à 3 heures du soir. L'ennemi ne parut pas. On croyait qu'il s'était retiré, satisfait de sa facile victoire de la veille. Le roi donna ses ordres au général Bava et il retournait tranquillement à son quartier général. Il était déjà tout près de Volta, lorsque l'on entendit gronder le canon. Charles-Albert rebroussa chemin au galop. Une demi-heure après il avait rejoint ses troupes qui venaient d'être attaquées sur toute la ligne. Les Autrichiens avaient une artillerie formidable, plus nombreuse que l'artillerie piémontaise et très bien servie. Néanmoins l'artillerie

piémontaise faisant feu pendant quatre heures de suite, sans relâche, joua un rôle décisif dans cette affaire et s'y couvrit de gloire. Le roi se plaça d'abord à la tête de la seconde ligne, en face de l'aile droite ennemie, près de Goïto que les Autrichiens voulaient enlever. Il restait impassible au milieu des boulets de canon, des grenades, des fusées à la congrève qui tombaient en avant et en arrière de son état-major. Il eut la figure écorchée par de la terre qu'avait soulevée un boulet qui venait de l'effleurer. Le duc de Savoie fit des prodiges de valeur, encourageant et haranguant les troupes : il fut légèrement blessé par un éclat de mitraille. « Le duc de Gênes serait bien content de recevoir la pareille, » s'écria-t-il en se sentant touché. Voyant que le régiment de Coni hésitait, il se mit à crier de sa voix de stentor : « Les goîtreux de Coni reculent, en avant les gardes ! »

Il s'élança à la tête des gardes. Trois jeunes lieutenants sortirent des rangs pour lui faire un rempart de leur corps. Deux, le chevalier Layolo et le marquis de Rovereto, tombèrent foudroyés ; le troisième, Auguste de Cavour, à peine dans sa vingtième année, grièvement blessé, ne survécut que vingt-quatre heures. « J'ai infiniment regretté pour bien des raisons le jeune Cavour, écrivit Charles-Albert ; c'était un jeune homme qui donnait les plus

belles espérances et qui était d'une grande bravoure. Il ne croyait pas sa blessure aussi grave qu'elle était, car peu de moments avant sa mort, il me fit dire par Saint-Marsan qu'il espérait pouvoir retourner dans peu de jours à sa compagnie. » Le marquis d'Aix soutint valeureusement le combat avec la brigade d'Aoste.

Au moment où la victoire se déclarait pour les Piémontais arriva un aide de camp du ministre de la guerre annonçant la reddition de Peschiera. Un enthousiasme indescriptible transporta les troupes. Le cri de : Vive le roi ! courut dans tous les rangs. Le spectacle était superbe.

D'après les prisonniers, les Autrichiens avaient dix-huit mille hommes ; mais d'après les déserteurs italiens, ils étaient au moins trente mille. Les archiducs s'y trouvaient. Radetzki se retira à Vérone, brûlant encore un village sur sa route.

Le jeune duc de Gênes annonça en ces termes la prise de Peschiera.

Peschiera, le 31 mai 1848.

« Je vous écris deux mots de la maison du commandant de Peschiera, où je suis installé depuis peu. Ce matin, le drapeau d'Italie flottait sur la place et la garnison vient de défiler devant moi,

« se retirant avec les honneurs de la guerre. Hier,
« il y a eu une affaire très vive à Goïto, où les Alle-
« mands ont été repoussés avec perte. Avant-hier
« une colonne descendant de Rivoli fut battue par
« les nôtres sous Colmann; aujourd'hui ils ont
« attaqué de nouveau, dit-on, sous Mantoue, mais
« j'espère que la Providence nous aidera et que
« nous les repousserons. Je suis seulement bien
« fâché que le siège de Peschiera m'ait privé d'as-
« sister aux affaires d'hier et aujourd'hui. J'ai, en
« attendant, signé la capitulation de Peschiera qui
« est, je crois, le fait le plus important de la guerre.
« Je pense que maintenant nous pouvons nous
« porter sur Vérone. La question sera bientôt
« décidée.

« Ferdinand DE SAVOIE. »

Le 1^{er} juin, Charles-Albert entra à Peschiera. La ville n'était plus qu'un amas de ruines, presque sans habitants. Il fut reçu par le duc de Gênes et passa les troupes en revue. Après une messe solennelle on chanta le *Te Deum*; à la bénédiction, le curé entonna le *Domine salvum fac regem nostrum Carolum Albertum*. Le roi envoya son aide de camp, le général comte de Robilant, chez le vieux gouverneur autrichien, le général Rath, pour le complimenter

sur sa belle défense. Il y avait eu d'autant plus de mérite que dès le commencement sa femme et la plupart des femmes d'officiers, prises de terreur, avaient tout fait pour décider leurs maris à capituler.

Le maréchal Radetzki l'ayant appris dut faire transférer à Vérone toutes les femmes de la garnison de Peschiera. Le général Râth fit remercier le roi, s'excusant, les larmes aux yeux, de ne pouvoir dans son état de santé se présenter à lui. Les Autrichiens eurent vingt-quatre heures pour prendre leurs dispositions de départ. Le roi visita les blessés autrichiens dont il se chargea. Il y en avait un grand nombre; ceux qui se trouvaient près des caissons que les obus piémontais avaient fait sauter étaient dans un état horrible. On trouva à Peschiera beaucoup d'artillerie. Un grand nombre de canons, aux armes de la maison de Savoie, y avaient été transportés par Napoléon.

Le colonel d'artillerie Actis fut nommé commandant de Peschiera. Le 3 juin, Alphonse de la Marmora fut nommé colonel et chef de l'état-major du duc de Gênes.

A Turin, sur l'invitation officielle du marquis Pareto, tous les membres du corps diplomatique assistèrent à un *Te Deum*, chanté en l'honneur des victoires de Charles-Albert. Le soir, les rues furent

pavoisées et illuminées. Turin retentissait des cris : Vive Charles-Albert ! vive le roi d'Italie ! Les Piémontais étaient tout à l'ivresse de ces premiers succès : ils annonçaient que les États de Naples, de Rome et de Florence ne tarderaient pas à être réunis sous le sceptre du roi de Piémont, puissant souverain de toute l'Italie.

Les Autrichiens, en se retirant, les Croates surtout, commettaient des actes de véritable vandalisme dans les fermes et les villages. A Goïto, ils avaient perdu au moins mille cinq cents hommes tués et blessés, tandis que les Piémontais n'avaient eu que quarante-cinq tués et deux cent soixante blessés.

La veille, à Curtatone, les Toscans s'étaient vigoureusement défendus, et ils avaient fait perdre à l'ennemi beaucoup de monde. En outre, les soldats d'origine italienne, faisant partie des régiments autrichiens, désertaient en masse.

A l'exception de Mantoue et d'un petit territoire au nord de cette ville qu'occupaient les Autrichiens, les Piémontais tenaient la ligne de démarcation entre la Lombardie et la Vénétie. La Lombardie tout entière était en leur pouvoir.

A la nouvelle de la reddition de Peschiera, le parlement de Turin envoya trois de ses membres en députation à l'armée pour complimenter Charles-

Albert. Le 3 juin, ces députés furent reçus au quartier général de Valeggio : le roi leur répondit : « Souvenez-vous que je consacrerai ma vie au triomphe de la liberté et de l'indépendance italiennes : je suis prêt à la sacrifier pour assurer le triomphe de cette sainte cause. »

Pas plus qu'après Pastrengo Charles-Albert ne profita de sa victoire. Il envoya un tiers de ses troupes se reposer à Castiglione, ne conservant que les deux tiers avec quelques Modenais et Parmesans. Les volontaires toscans, battus à Curtatone, retournèrent dans leur pays. De son côté, le général Pepe ne put réussir à amener en ligne aucune fraction de l'armée napolitaine. Charles-Albert reçut Mgr Morichini que Pie IV envoyait en mission auprès de l'empereur d'Autriche à Innsbrück. « La lettre du Pape à l'empereur me semble bien pâle, » écrivait à ce propos Massimo d'Azeglio. Tout en refusant de prendre part à la guerre, le Pape conjurait l'empereur de renoncer à sa domination en Italie que des victoires même seraient impuissantes à consolider ; il l'exhortait avec une paternelle affection à ce que ses armées cessassent une guerre qui, sans pouvoir reconquérir à l'empire l'âme des Lombards et des Vénitiens, entraînait avec elle une funeste série de calamités. Le marquis Ricci, ancien ministre de

Sardaigne à Vienne, diplomate habile et distingué, fut appelé au camp pour prêter au roi le concours de ses lumières dans les négociations qui paraissaient devoir s'ouvrir.

M. de Talleyrand-Périgord, duc de Dino, dont Charles-Albert avait beaucoup connu le père pendant son séjour en Espagne, avait assisté en curieux à la bataille de Goito. Il se présenta au roi qui l'admit dans son état-major avec le grade de capitaine. Il arriva aussi une députation de Milan pour féliciter le roi de la victoire de Goito et de la prise de Peschiera. Le 8 juin, Charles-Albert alla coucher à Peschiera dans la maison de l'ancien gouverneur, criblée de balles comme toutes celles de cette malheureuse ville.

Mais les jours se passaient. Radetzki ne se décourageait pas et l'armée sarde, tout à la joie de sa victoire, ne voyait pas l'orage s'amonceler à l'horizon.

CHAPITRE V

Attitude du gouvernement français vis-à-vis de Charles-Albert. — La société de Turin. — Camille de Cavour. — Inaction de Charles-Albert. — Blocus de Mantoue. — Les votes d'annexion au Piémont.

C'est au cours de ces événements que j'arrivai à Turin. La situation du ministre de France y était des plus difficiles. Enorgueillis par leurs succès, les Piémontais repoussaient toute intervention étrangère. Le roi avait prononcé à ce sujet une parole imprudente : *Italia fara da se*. Le marquis d'Adda, chargé d'affaires de Lombardie, m'exprima les inquiétudes du gouvernement provisoire au sujet du départ pour l'Italie de volontaires français, réunis dans le midi de la France et annonçant l'intention de s'embarquer à Marseille pour rejoindre l'armée de Charles-Albert : « Je crains, me dit le marquis d'Adda, que cette troupe ne soit qu'une bande de perturbateurs dont la France cherche à se débarrasser. Si cela est ainsi, leur arrivée en Italie ne pourrait qu'être funeste par les troubles qu'il y exciteraient. Déjà les journaux annoncent qu'en passant par

Avignon, ils ont jeté le désordre dans cette ville. Si ces troupes indisciplinées parviennent en Italie, nous les recevrons fort mal, soyez-en certain. L'organisation de cette bande nous donne de l'inquiétude, car on la dit composée en grande partie d'émeutiers et de pillards, au nombre de deux mille environ. »

Mais, dès que le sort des armes devenait défavorable, les Italiens réclamaient comme un droit le secours d'une armée française franchissant les Alpes et arrêtant les Autrichiens. Un ordre du jour de l'Assemblée constituante française, voté le 25 mai 1848, n'avait-il pas dit :

« L'assemblée invite la commission du pouvoir exécutif à prendre pour règle de sa conduite ce vœu unanime de l'Assemblée : « Affranchissement de l'Italie. »

Le gouvernement français, surtout après les journées de Juin, était bien loin de vouloir s'engager en de pareilles aventures. Il donnait au gouvernement piémontais des conseils de modération, attitude toujours ingrate et qui fait des ingrats. Les intérêts français n'étaient pas suffisamment ménagés. Je dus protester contre l'annexion au royaume de Sardaigne des villes de Roquebrune et de Menton malgré le vœu de leurs habitants qui m'envoyaient des députés. Je fus obligé de m'opposer à ce que les Français qui

servaient dans la garde nationale de Turin prêtassent serment au roi Charles-Albert. Enfin, à Jérusalem, le consul sarde cherchait querelle au nôtre sous les plus futiles prétextes.

Je m'étais heureusement créé dans la société de Turin de hautes et précieuses relations qui me furent très utiles pour l'accomplissement de ma tâche. Mais que de difficultés parfois ! M. de Brignole m'avait donné une lettre de recommandation pour la comtesse de Masin dont le salon était un des plus importants de Turin. Malheureusement cette grande dame ne voulait pas reconnaître la République. La première fois qu'elle me vit, elle me demanda *comment se portait la reine*. « Aussi bien qu'on peut se porter en exil, » lui répondis-je.

Je m'étais fait également présenter à la duchesse de Clermont-Tonnerre, tante de Camille de Cavour dont la renommée naissante ne laissait pas encore prévoir les hautes destinées. Veuve du marquis de la Turbie qui l'avait rendue fort malheureuse, elle avait épousé le cousin germain de l'ancien ministre de la marine, puis de la guerre de Louis XVIII dans le cabinet Villèle. En 1830, il avait non sans regret prêté serment au nouveau régime comme pair de France ; mais, en 1831, révolté de la condamnation des ministres de Charles X, il avait quitté à la

fois la Chambre haute et son pays et était venu s'établir d'abord à Genève, pays de sa femme, puis en Piémont. La marquise de Cavour, mère du futur ministre de Victor-Emmanuel, était sœur de la duchesse de Clermont-Tonnerre. Celle-ci qui n'avait pas d'enfant avait une affection particulière pour son neveu Camille qui venait tous les soirs passer quelques heures chez sa tante. Elle touchait à la fin de sa vie ; elle mourut en 1849. Elle n'en tenait pas moins au palais Cavour un salon qui était une puissance. C'était une des femmes les plus spirituelles que j'aie rencontrées. Ne pouvant plus marcher, elle recevait dans un grand fauteuil à coussins, entourée d'oreillers violets. Elle portait un grand bonnet de dentelles du siècle dernier ; toujours habillée de noir, sa seule coquetterie était de laisser entrevoir sous ses larges manches un bras et une main restés charmants malgré ses soixante-dix ans. Ses yeux rappelaient aussi qu'elle avait été fort belle. Devant elle, sur une petite table ses objets préférés : portraits, souvenirs, médailles, étaient éclairés par deux bougies surmontées d'un abat-jour vert. On y remarquait le portrait de son malheureux jeune neveu Auguste de Cavour, tué à Goïto. Un cordon de sonnette descendant du plafond était à portée de sa main. Le salon très vaste, très élevé, était rempli de chinoïseries, de

curiosités, de magnifiques vases du Japon. Dans les encoignures, des étagères étaient couvertes des trésors de ce véritable musée. La maîtresse de maison accueillait avec une bonne grâce parfaite et une grande tolérance les individualités les plus diverses ; et, comme l'a écrit M. de la Rive, neveu du comte de Cavour, sous son aimable influence les dissidences politiques ou religieuses semblaient perdre de leur âpreté. On était introduit dans son salon par quatre valets en grande livrée qui annonçaient solennellement les visiteurs, sans omettre jamais les titres auxquels ils avaient droit. Tout chez elle avait gardé les mœurs et les habitudes du règne de Louis XVI.

La bonne duchesse, qui avait été jolie et coquette en son temps, fut gourmande en sa vieillesse. On faisait chez elle d'excellents dîners. Son cuisinier français, nommé Boileau, avait une grande réputation. Le coquin le savait : il n'eût pas échangé sa célébrité contre celle de son homonyme, le grand satirique du siècle de Louis XIV. Il venait fièrement annoncer à la duchesse les jours, les heures même où il serait en état de lui offrir une cuisine digne de sa bouche et de celle de ses amis. Un matin, il entra gravement dans la chambre de sa maîtresse et la pria de donner à dîner dans deux jours aux plus fins gourmets de la cour : « Madame la duchesse, s'écria-

t-il avec emphase en mettant une main sur son cœur et en levant l'autre vers le ciel, je viens d'avoir une inspiration ! »

Les inspirations de Boileau, en effet, n'étaient pas à dédaigner. Les convives de la duchesse pouvaient constater — ce que je fis moi-même, — qu'elles étaient dignes de son grand renom. Les menus étaient parfaits, les dîners cuits à point et Cavour, grand mangeur, y faisait toujours honneur.

J'ai entendu raconter souvent alors par la duchesse de Clermont-Tonnerre que Cavour dans sa jeunesse avait été un instant page du roi et qu'il avait quitté la cour, qui suivait alors toutes les règles de l'étiquette espagnole la plus sévère, par un coup de tête. Les pages, comme on le sait, dans les fêtes royales, servaient le roi, la reine, les princes et princesses du sang; en dehors de cela tout service leur était défendu. Ces jeunes gens appartenaient tous à la haute noblesse du pays. Un soir, le petit Camille de Cavour fit son entrée dans la salle du trône tenant un plateau couvert de sorbets glacés et le présenta au roi, à la reine et aux princes du sang; mais au moment où il se retirait, ayant encore de bonnes glaces sur son plateau, un très grand personnage s'approcha du jeune Camille et saisit au passage une glace sur le plateau qu'il tenait des deux mains. Cavour se

redressa, regarda fièrement ce grand seigneur qui manquait complètement à l'étiquette et laissa tomber du plus haut qu'il put le plateau sur le parquet. On comprend le fracas, le patatras que fit en tombant le plateau de vermeil, garni de verres et d'argenterie. Le grand maître des cérémonies, étant survenu, gronda Cavour de sa prétendue *maladresse*, mais celui-ci dit qu'il l'avait fait exprès. Le roi et la reine s'informèrent de ce qui venait d'arriver; les valets de pied, à leur tour, accoururent pour relever les verres et enlever les taches de toutes sortes qui en étaient résultées dans le salon royal. Pendant ce temps le jeune Cavour s'esquiva au plus vite, annonçant au duc Pasqua qu'il ne voulait pas plus longtemps être « le domestique du roi » ; que du reste le grand personnage qui avait pris la glace n'en avait pas le droit, qu'il avait violé ainsi toutes les règles et tous les usages de la cour et que, dès lors, il lui était bien permis, à lui, de se débarrasser du plateau de cette façon ! C'est après cette malice adroitement combinée et qui donnait la mesure d'une résolution bien arrêtée d'avoir sur tout le dernier mot, qu'il entra à l'École militaire.

A mon arrivée à Turin, tout en suivant journellement pas à pas les progrès de la guerre, je voulus me mettre au courant des événements qui avaient pré-

cédé l'entrée des troupes piémontaises en Lombardie. J'appris à connaître le caractère du roi Charles-Albert, et j'étudiai sa vie antérieure en compulsant les archives de l'ambassade; j'appris ainsi bien des faits qui jettent une vive lumière sur le point de départ de l'unité italienne, qui était déjà depuis bien des années le but ardemment poursuivi par l'esprit et le cœur de la nation italienne.

J'avais été élevé par M. Berger de Xivry (1) dans la conviction que le plan de confédération italienne, conçu par Henri IV, était encore la meilleure solution de ces aspirations en lutte avec les exigences de la diplomatie européenne.

C'est l'idée que je me suis toujours efforcé de faire prévaloir jusqu'au jour où j'en reçus la mission officielle de l'empereur Napoléon III après la paix de Villafranca.

En juin 1848, pendant que je m'installais à Turin et que je m'y créais de bonnes et intéressantes relations, la guerre avait changé de face.

Le 9 juin, Charles-Albert s'était établi sur les bords du lac de Garde, dans un magnifique château d'architecture semi-orientale que venait de meubler luxueusement son propriétaire, le comte Albertoni.

(1) Membre de l'Institut.

Le concierge prétendant ne pas avoir les clés fit longtemps attendre le roi. Il fallut que les aides de camp le menaçassent de tout faire ouvrir de force. Dans ces appartements élégants et confortables tout révélait un départ précipité. Des objets de toilette de femme avaient été abandonnés sur les chaises et les sofas. Le roi prit possession de ce château en faisant respecter scrupuleusement tout ce qu'il contenait. C'est là que se présentèrent un groupe de seigneurs milanais, le duc Melzi, un Litta, et quelques autres, venant demander de porter l'uniforme sarde et d'être admis dans l'état-major du roi. Au grand amusement des officiers, ces héros lombards, se voyant au moment d'être agréés, eurent des hésitations. Le duc Melzi dit au général de Robilant : « Attendez une lettre de moi. Il faut d'abord que j'en parle à ma femme. » Et l'affaire en resta là.

Le bulletin du maréchal Radetzki sur la défaite des Toscans à Curtatone arriva au quartier général et y fut traité de fanfaronnade. Le prince Félix de Schwarzenberg y commandait une division et les Autrichiens y avouèrent une perte de quarante officiers tués ou blessés.

Pendant l'inaction de l'armée principale, la division du duc de Gênes se mit en marche pour tourner l'importante position de Rivoli qui fut à peine

défendue. Les Piémontais mangèrent la soupe et la polenta que les Autrichiens avaient abandonnées dans leur retraite précipitée. Le même jour, Charles-Albert reçut une députation milanaise, ayant à sa tête le marquis Casati, président du gouvernement provisoire, qui lui présenta l'acte d'adhésion de la Lombardie à l'union de cette province aux États sardes. Les habitants avaient voté sur des registres. 561,002 signatures avaient été données pour la fusion immédiate et 681 seulement pour un sursis jusqu'à la fin de la guerre.

Le roi reçut officiellement cette députation, ayant à côté de lui le duc de Gênes qui arrivait de Rivoli, et entouré de toute sa cour militaire. Le marquis Casati tenait en main l'acte rédigé et signé à Milan en présence de l'archevêque et de toutes les autorités. Il prononça un discours dans le style du jour : « Envoyé du peuple, etc., » se félicitant d'être le premier Lombard appelé à s'incliner devant le nouveau souverain de la Lombardie. Le roi répondit gracieusement quelques mots dans les formes constitutionnelles, et les membres de la députation milanaise poussèrent le cri de *Viva il nostro Re!* Le comte Castagnet pria le peintre qui accompagnait l'état-major de dessiner le salon où cette audience historique avait eu lieu. Charles-Albert paraissait presque

indifférent; sa préoccupation était ailleurs. Il était pensif. Il songeait à la guerre, désirant ardemment la victoire et sentant bien qu'il n'avait eu jusque-là que des demi-succès. Les plus ardents avaient les mêmes préoccupations, car le lendemain le jeune duc de Gênes écrivait :

« Rivoli, le 11 juin 1848.

« Hier, les troupes du roi ont attaqué les fameuses
« positions de Rivoli qui ont coûté à Napoléon tant
« d'efforts et de sang. Les Allemands se voyant pris
« par derrière ont abandonné la clé du Tyrol sans
« presque se défendre. C'est ma division qui a eu
« l'honneur de faire cette opération qui ne nous a
« pas coûté un homme, mais est d'une grande im-
« portance pour l'armée et prouve notre supériorité.
« Ce matin, j'ai mené deux reconnaissances sur le
« chemin du Tyrol; dans la colonne que je menais,
« nous avons eu un combat de presque trois heures,
« tandis que l'autre chassait les Autrichiens de la
« position de la Corona, la plus forte peut-être de ce
« pays. Les Autrichiens nous y ont laissé leur po-
« lenta toute chaude que nos soldats ont mangée au
« lieu de soupe. Je vais faire aujourd'hui rompre la
« route du Tyrol au delà de l'Adige. Maintenant je ne
« sais trop ce que nous allons faire, car Radetzki est

« allé vers Padoue, mais si on me permettait de tra-
« verser le Tyrol avec ma division, il me paraît qu'en
« peu de jours je me porterais derrière lui dans les
« plaines de Vicence. Il fait fort beau, mais horri-
« blement chaud, et il me paraît que maintenant
« que nous nous sommes battus honorablement de-
« puis trois mois et que Milan s'est décidé pour
« nous, il serait temps que cette guerre finît par
« un traité.

« Ferdinand DE SAVOIE. »

Le plan du duc de Gênes était le bon, car c'est de Vicence qu'allait venir le péril, un premier désastre, prélude de la catastrophe finale. Le général Durando, commandant des troupes pontificales qui avaient refusé de revenir à Rome, y était enfermé avec neuf mille hommes de troupes diverses. Vicence avait été attaquée une première fois, le 20 mai, par le général Nugent, puis le 23 mai, par un corps d'armée de dix-huit mille hommes et quarante pièces de canon, commandé par Radetzki lui-même. Après douze heures de bombardement et deux sorties à la baïonnette, la ville fortement barricadée avait résisté. On s'attendait à un retour offensif; Massimo d'Azeglio, qui était dans la place, y fut gravement blessé.

Il écrivait le 8 juin : « Radetzki a passé l'Adige
« avec les débris de son armée (qui sont pourtant
« encore une trentaine de mille hommes et soixante-
« dix bouches à feu), et je ne serais nullement étonné
« qu'il voulût nous donner un petit bonjour en pas-
« sant; d'autant plus qu'il a une dent contre Du-
« rando et Vicence qui l'ont déjà repoussé deux
« fois. »

Le feld-maréchal autrichien avait reçu des ren-
forts et il était, cette fois, décidé à en finir. Le
10 juin, il se présenta devant Vicence avec quarante-
cinq mille hommes et cent dix pièces de canon. Après
un violent bombardement de douze heures, il fallut
traiter. « J'ai rapporté de Vicence, comme souvenir,
écrivit à un ami Massimo d'Azeglio, un bon coup de
feu dans le genou droit, qui m'a fait beaucoup souf-
frir et qui me tiendra au régime des béquilles encore
pour deux ou trois mois. »

Le 12 juin au soir, la nouvelle en arriva à Charles-
Albert. Le général Durando, forcé de capituler,
avait dû se retirer au delà du Pô et s'engager à ne
plus combattre en Lombardie pendant trois mois.
Les récriminations commencèrent. A Turin, on
passa des illusions à l'abattement et au décourage-
ment le plus profond. On reprochait à Charles-Albert
de ne pas avoir marché en avant après ses victoires

de Pastrengo et de Goito et la prise de Peschiera.

Après la prise des hauteurs de Rivoli, il était facile de prévoir que l'armée autrichienne chercherait à s'emparer de Vicence pour rétablir ses communications avec le Tyrol par la route de Chio à Trente. De leur côté, les généraux piémontais se plaignaient des Lombards qui en trois mois n'avaient pas fourni dix mille hommes de bonnes troupes. Le 18 juin, les députés de Vicence, partis avant l'attaque de leur ville, arrivèrent à Valeggio pour porter leur soumission au roi. Grandes furent leur surprise et leur douleur en apprenant que Vicence s'était rendu aux Autrichiens. On ne voulut pas désespérer encore. Le général Pepe avait réuni douze mille hommes avec lesquels il se tenait près de Venise. La désertion des soldats italiens au service de l'Autriche continuait. L'armée avait sur l'Adige une forte position assurée par le brillant combat de la Corona sur les hauteurs de Rivoli. Le bataillon du comte Saint-Vital, aidé des bersaglieri, avait par deux fois repoussé l'attaque de deux mille hommes, n'ayant que trois tués et dix-sept blessés, tandis que les Autrichiens avaient perdu plus de cent hommes tués, blessés ou prisonniers. Les Piémontais avaient passé l'Adige sur un bac ; ils avaient déjà sur la rive gauche cinq cents hommes aux avant-postes et ils s'apprêtaient à jeter un pont.

pour assurer le passage des corps de troupes et de l'artillerie.

Le 19 juin, un conseil de guerre fut tenu à Peschiera sous la présidence du roi ; le général de Sonnaz, commandant le 2^e corps, le général Chiodo, commandant le génie, le général Rossi, commandant l'artillerie, le général Salasco, de l'état-major, y assistaient. Les conclusions en furent sans doute optimistes, car le roi était enjoué, causant avec confiance et naturel, pendant une délicieuse tournée qu'il fit ensuite en bateau à vapeur sur le lac. Le lendemain, 20, il alla passer en revue, à Dezenzano, un régiment de quinze cents étudiants lombards, jeunesse superbe qui demandait à grands cris à être conduite au combat. Cependant pour les familiariser avec la discipline, ils furent mis d'abord en seconde ligne. Charles-Albert alla ensuite visiter l'hôpital militaire, admirablement desservi par les dames de la ville qui faisaient l'office de sœurs de charité. Les maisons étaient pavoisées et drapées : la ville était comme en adoration devant Charles-Albert.

On racontait qu'il était arrivé à Milan deux envoyés d'Innsbrück pour traiter de la paix ; on ignorait encore à quelles conditions.

Les Autrichiens faisaient courir le bruit que les Piémontais tuaient tous leurs prisonniers. Des Hon-

grois prisonniers demandèrent au marquis de Saint-Marsan quel genre de mort ils allaient subir. On eut de la peine à les convaincre qu'on n'avait jamais tué aucun prisonnier, que ceux-ci avaient toujours été traités avec humanité.

Le même fait fut affirmé par Massimo d'Azeglio, qui écrivait du quartier général : « J'ai visité les blessés hongrois qui craignaient que je ne vinsse là pour les faire fusiller et je leur ai dit : « Vous « brûlez nos villages, vous tirez sur nos paysans qui « se sauvent des flammes ; eh bien ! moi, je vous ferai « panser comme les nôtres et vous reverrez votre « pays... » Des prisonniers blessés étaient entre les mains d'un corps franc qui ressemblait assez à une bande de brigands, eh bien ! lorsque ce corps vint nous rejoindre à Ostiglia, deux jours après il apporta les blessés autrichiens dont ils avaient soigné le transport et qu'on déposa à l'hôpital du village. Voyez pourtant ces brigands d'Italiens, s'ils sont aussi méchants qu'on le dit. »

Une première colonne de dix mille Lombards, commandée par le général Perrone, arriva au camp. Deux officiers français, porteurs d'une autorisation du général Oudinot, se présentèrent également. Ils appartenaient à l'armée des Alpes et faisaient grand éloge de l'excellent esprit de leurs troupes, très confiants

dans la situation de la France et dans le rétablissement de l'ordre et faisant des vœux pour le succès de l'armée piémontaise sans intervention étrangère. Cette armée voyait d'ailleurs de mauvais œil les démarches faites pour placer à sa tête, soit le maréchal Bugeaud, soit le général de Lamoricière, démarches entreprises, disait-on, sous la pression des Chambres.

L'inertie de Charles-Albert pendant tout le mois de juin était fort discutée à Turin. Le roi se montrait très affecté des critiques des journaux. Il tomba malade; les difficultés d'aller en avant lui paraissaient insurmontables. Cependant on l'appelait à Venise où une grande démonstration avait eu lieu, le 2 juillet, aux cris de : Viva Carlo-Alberto, pour remplacer la République par l'union avec la Sardaigne. Le roi restait dans l'inaction, voulant attendre pour avancer que les troupes lombardes du général Perrone fussent en état de défendre la ligne du Mincio. Pendant ce temps il visitait à Roverbella la maison occupée par le général Bonaparte pendant le siège de Mantoue et la chambre, voisine de la sienne, qu'occupait Joséphine lorsqu'elle vint le rejoindre à l'armée d'Italie, — installation des plus modestes dans une petite maison : deux chambres séparées par un vieux salon. La résidence de

Charles-Albert n'était d'ailleurs guère moins mesquine. A Mantoue, où il y avait énormément de malades, tout ce que possédaient les habitants était réquisitionné. On accusait le gouverneur de mettre en liberté les détenus pour occasionner des désordres dans les villages environnants.

Tandis qu'à Naples il se produisait des soulèvements pour proclamer Charles-Albert et qu'à Venise l'Assemblée votait à une immense majorité : cent vingt-sept voix contre trois, l'union immédiate avec la Sardaigne, il se formait à Modène un parti en faveur du duc, qui s'était retiré à Cattajo à la frontière de ses États. Les volontaires toscans envoyés à Brescia pour se réorganiser ne se décidaient pas à quitter cette ville, et les Suisses du Pape refusaient d'aller relever à Modène les troupes piémontaises qui devaient être envoyées à Venise, parce qu'ils avaient appris que le Pape les rappelait. On voyait le duc de Savoie passer une partie de ses soirées devant un café de Roverbella, faisant jouer la musique militaire et causant familièrement avec les officiers et les soldats qui l'entouraient. A Valeggio, le roi passait la revue des Toscans — ou du moins de ce qui restait après leur défaite de Curtatone, puisque les volontaires s'étaient retirés — troupe composée de beaux hommes, mais paresseux, igno-

rants et peu disciplinés. Il était difficile de compter sur eux malgré les renforts que le général Durando s'efforçait de réunir.

La formation des Lombards était lente et pénible. On accusait le général Bava d'être trop peu entreprenant et l'on se demandait, en présence d'une pareille inaction, comment on pourrait arriver à Venise. Cependant trois Patrizi, députés de la ville de Venise, étaient reçus à dîner par le roi. Ils exprimaient la plus grande confiance dans le succès d'une marche sur Venise. L'armée sarde ne comprenait pas moins de soixante-douze mille hommes, sans compter les renforts lombards qui n'étaient pas encore arrivés.

Pendant ce temps on discutait à Turin et à Milan le siège de la future capitale. « Qu'ont fait les Milanais? disaient les habitants de Turin. Ils ont combattu quelques heures pour chasser les Autrichiens, tandis que nous, Piémontais, par dévouement pour la cause de l'indépendance de l'Italie, nous versons chaque jour notre sang et nous soutenons seuls les efforts de l'ennemi. On daigne nous laisser le roi en transportant à Milan les ministères et le gouvernement. Pourquoi bouleverser ce qui est établi depuis longtemps et grever nos finances quand la guerre n'est pas terminée? » Dans le conseil des ministres,

le désaccord était complet sur ce point. Les ministres génois Pareto et Ricci proposaient Milan comme siège du gouvernement avec un Parlement s'assemblant alternativement chaque année dans les deux villes. Le comte Balbo, président du conseil des ministres, était favorable au maintien pur et simple du gouvernement à Turin.

Le 14 juillet, Charles-Albert restait à cheval sous une pluie battante pendant treize heures, mais ce n'était pas pour marcher sur Venise, c'était pour conduire une reconnaissance jusque sous les murs de Mantoue. Du haut d'une maison il pouvait voir l'intérieur de la place à l'œil nu, les Autrichiens sur leurs bastions la mèche allumée. En face du danger le roi était dans son élément : c'était avec joie qu'il semblait braver la mort. Les Autrichiens, surpris à l'improviste, ne firent pas de sortie ; ils se bornèrent à fermer leurs portes et à tirer quelques coups de canon.

La politique extérieure du Piémont n'était que contradiction et confusion.

Suivant le ministre Pareto, la France et l'Angleterre auraient adressé au Piémont une note collective d'après laquelle, en cas de paix, le Piémont ne devait pas être rejeté au delà de l'Adige. Mais c'eût été l'abandon de la Vénétie. Pareto ne répondit pas.

Une telle paix était inacceptable à ses yeux, sans avoir la main forcée par la France et l'Angleterre.

Le 17 juillet, un chargé d'affaires du gouvernement romain venait donner à Charles-Albert l'assurance de l'entier concours des États pontificaux.

— Mais depuis son départ de Rome, le Pape avait parlé en sens contraire, ce qui enlevait toute valeur aux paroles de cet émissaire.

Radetzki cherchait à gagner du temps, laissant le Piémont se diviser par les discussions de la presse et des partis et son armée se décourager dans l'inaction, tandis que, pendant ce temps, il recevait des renforts. Le général Perrone amenait bien des contingents lombards : c'étaient des jeunes gens paraissant de bonne volonté, mais sans aucune éducation militaire, sachant à peine tenir leurs fusils. Les critiques les plus vives étaient dirigées contre les généraux Bava et Salasco, accusés de l'inaction de l'armée, — accusation bien injuste du moins pour le second qui n'avait le droit de prendre aucune initiative. Il eût mieux valu pour lui se retirer que de porter le poids d'une pareille responsabilité. Le parti entreprenant aurait voulu qu'on profitât de la possession de Rivoli pour attaquer Vérone par la montagne et, de fait, tout eût mieux valu qu'une aussi énervante inaction.

On se bornait au blocus de Mantoue. Les Autrichiens faisaient quelques sorties, mais ils étaient toujours refoulés dans la place. Le 18 juillet, Charles-Albert porta son quartier général à Marmirolo dans une jolie petite maison bourgeoise, sans jardin, dont les fenêtres donnaient sur la basse-cour entourée de prairies. Marmirolo est à 4 milles $1/2$ de Mantoue ; l'armée piémontaise resserrait ainsi le blocus autour de cette ville. Tout en dégarnissant d'une manière dangereuse les positions de Rivoli et la défense de la ligne de l'Adige, il n'était employé à ce blocus que des troupes insuffisantes à raison de l'immense circuit qu'il eût fallu occuper.

Le 19 juillet, le général Bava, à la tête d'un corps détaché, entreprit une attaque plus directe des positions avancées de Mantoue. Il fit enlever à la baïonnette le pont du Mincio à Governolo et, malgré la résistance de l'ennemi, il s'empara de la fortification et du village, mettant en pleine déroute un millier d'Autrichiens qui en formaient la garnison, faisant cinq cent prisonniers et rejetant dans Mantoue un régiment qui en était sorti pour secourir Governolo. Le capitaine Villamarina, de l'état-major du général Bava, courut porter à Charles-Albert cette bonne nouvelle qui releva le moral de l'armée, elle ne demandait qu'à se battre et se croyait sûre de vaincre.

Une lettre d'un lieutenant d'artillerie à sa mère montre bien, tout en tenant compte d'une certaine exaltation, quel était l'état d'esprit des jeunes officiers qui, dans une campagne de près de quatre mois, n'avaient eu que des succès et qui se voyaient menacés d'en perdre le fruit :

Roverbella, 22 juillet.

« Je ne sais trop ce que j'écris, car j'ai la tête ail-
« leurs; je suis encore trop occupé de l'affaire de
« Governolo, mais savez-vous qu'il n'y a pas beau-
« coup de faits dans l'histoire qui puissent s'en
« approcher. Je suis indigné contre le bulletin offi-
« ciel qui ne raconte pas même la chose qui n'aurait
« pas besoin d'amplification pour paraître incroyable
« aux yeux de ceux qui ne s'y trouvaient pas. Le
« régiment de Gênes-cavalerie et la batterie com-
« mandée par della Valle sont passés ici ce matin.
« Nous les avons reçus avec des applaudissements
« et des hourras à faire trembler la terre. Tout
« le monde voulait leur serrer la main, leur parler,
« savoir des détails. Enfin, nous étant tous tranquil-
« lisés, on n'a pu savoir sur cette glorieuse journée
« davantage que jusqu'à présent. — Je vais vous
« raconter quelques anecdotes qui ne sont pas mal
« du tout. Les Croates avaient formé deux carrés,

« le premier fut enfoncé par la cavalerie et le pauvre
« Gattinara, qui s'était lancé contre le tout premier,
« tomba seul mort percé de plusieurs balles. Res-
« tait le second carré formé derrière, qui était pro-
« tégé par un immense fossé qu'on ne pouvait pas-
« ser que sur un petit pont. Ainsi donc la cavalerie
« ne pouvait le charger. Philippi s'empara d'un
« major qu'on venait de faire prisonnier et se plaça
« derrière lui avec deux lanciers ayant la pointe de
« la lance appointée à la gorge du prisonnier. Il
« passa ainsi le pont et le major fut obligé d'ordon-
« ner aux siens de mettre bas les armes, car on ne
« pouvait tirer sur Philippi sans le tuer également,
« et il avait du reste les deux pointes des lances trop
« près de ses oreilles pour pouvoir s'écarter.

« Un autre officier, le chevalier Aribaldi Ghilini,
« qui avait fait prisonnier le major croate, s'était
« fait donner son sabre qui était très beau. Le
« Croate, fâché de cette perte, alla prier Faff, lieu-
« tenant jadis au service de l'Autriche, de tâcher de
« lui faire rendre son sabre auquel il tenait. Celui-ci
« lui demanda de lui montrer celui qui le lui avait
« pris, et l'autre sortit de sa poche un foulard qu'il
« venait de lui voler en guise de contre-marque.
« D'après les initiales on reconnut que c'était Ghi-
« lini qui avait le sabre, mais comme de raison il

« ne voulut pas le rendre, car c'est un beau trophée
« pour lui. Un croate tira un coup de fusil à La
« Valle à quatre pas de distance et le manqua ; celui-
« ci s'en aperçut, s'élança sur lui et d'un coup de
« sabre le fendit jusqu'aux épaules.

« La nuit qui suivit la bataille, on garda les pri-
« sonniers dans une église et leur colonel, aussi pri-
« sonnier, engagea sa parole que pas un ne cher-
« cherait à s'évader. Dans la nuit un soldat ayant
« tenté de le faire, il demanda et obtint des fusils
« et le fit fusiller sur-le-champ, en disant que les
« Piémontais traitaient avec trop de loyauté pour
« qu'il fût permis d'en manquer avec eux. Ce même
« colonel, parlant le lendemain avec les nôtres, leur
« dit qu'il avait fait les campagnes de Napoléon,
« qu'il avait vu les Autrichiens, Russes, Français,
« et Anglais, mais que les Piémontais ne le cédaient
« à aucune autre troupe, et il ajouta que ce qu'il
« admirait par-dessus tout chez nous était l'artil-
« lerie!!!

« Racontez les faits ci-dessus à tous ceux qui vou-
« dront les entendre, car il n'y a pas de mal qu'on
« sache à Turin qu'à l'armée on ne se gratte pas seu-
« lement les coudes, comme beaucoup de gens le
« croient.

« Adieu, chère maman.

« Réjouissez-vous avec nous des succès de nos
« armes ; écrivez-le en Prusse, parlez-en beaucoup,
« parlez-en toujours et criez avec moi : *Viva l'Italia !*
« *Viva l'armata piemontese !* »

Comme on le voit par cette lettre, l'enthousiasme était loin d'être refroidi. On ignorait encore à Mantoue que le blocus était resserré et que les troupes piémontaises cernaient de plus près la place. Un officier supérieur autrichien, dormant dans sa calèche, se trouva tout à coup au milieu des avant-postes de la division du duc de Savoie. Il eut en se réveillant la désagréable surprise de voir deux officiers monter dans sa voiture pour le conduire à l'état-major général où on s'empara de ses dépêches. Le lendemain, ce prisonnier étant malade, le roi le fit conduire à Acqui pour faire une cure. La même chose arriva le jour suivant à un autre officier qui fut arrêté comme le premier et qui dit à un officier piémontais : « Vous êtes plus heureux que nous ; nous ne pouvons faire un pas sans que vous en soyez informés, tandis que nous ne pouvons jamais rien savoir de ce que vous faites. — Que voulez-vous ? lui répondit-on ; nous sommes dans notre pays. » Les officiers piémontais plaisantèrent avec leurs prisonniers, disant qu'ils étaient eux-mêmes mal informés et que les Autrichiens avaient des espions partout.

Le roi nomma le duc Visconti son aide de camp honoraire. Le duc avait formé et commandé jusqu'à un des nouveaux régiments lombards sous les ordres du général Perrone, dépensant dans ce but de ses deniers une somme de 400,000 francs, mais, se trouvant trop inexpérimenté pour commander des troupes, il demanda à être remplacé.

A Turin, les difficultés militaires s'étaient compliquées d'un changement de ministère. Charles-Albert avait appelé Collegno, un des proscrits de 1821, à son quartier général pour le charger de former le nouveau cabinet. Collegno, exilé du Piémont à la suite de ces événements anciens, s'était retiré pendant quelques années à Bordeaux où il avait été nommé professeur de géologie. Il n'avait pas revu Charles-Albert depuis cette époque. Celui-ci du plus loin qu'il l'aperçut, accourant à lui, se jeta dans ses bras en s'écriant : « Combien je suis heureux de vous revoir, mon ami, mais que je vous trouve vieilli depuis vingt-sept ans. — Vous l'êtes bien plus que moi, répondit Collegno : à cette époque de notre ancienne amitié, vous n'aviez pas de cheveux blancs. »

Après de longs pourparlers, la crise ministérielle finit par aboutir à la constitution d'un ministère Casati, dans lequel Collegno eut le portefeuille de

la guerre, le marquis Pareto conservant celui des Affaires étrangères.

Le 29 juillet, les nouvelles de l'armée devenant désastreuses, ce ministère se reconstitua par l'adjonction de l'abbé Gioberti, de M. Plezza et de quelques autres.

Le 22 juillet, une députation sicilienne vint offrir à Charles-Albert la couronne de Sicile pour son fils, le duc de Gênes. En même temps elle lui remit une *bandière* dont le royaume du Sicile faisait hommage au roi de Sardaigne et à sa nation. Les *donne italiane* de Milan envoyèrent trois d'entre elles pour exprimer au roi leurs sentiments de sympathie et d'admiration. Un grenadier piémontais amputé arriva au camp. Le maréchal Radetzki, visitant les hôpitaux de Vérone, lui avait demandé ce qu'il désirait : « La Patria, » avait-il répondu. Le maréchal le fit immédiatement reconduire aux avant-postes.

CHAPITRE VI

Radetzki reprend l'offensive. — Retraite de Charles-Albert. — Mon départ pour Milan. — Charles-Albert à la Porta Romana. — Ma démarche avec le consul général d'Angleterre au quartier général de Radetzki. — Charles-Albert au palais Greppi. — Capitulation de Milan. — L'armistice.

Ce même 22 juillet les Autrichiens reprenaient sur tous les points l'offensive. Profitant de ce que la ligne de l'Adige avait été dégarnie pour le blocus de Mantoue, ils attaquèrent la Corona avec des forces six fois supérieures et forcèrent les troupes piémontaises à se retirer sur Rivoli. Radetzki, sortant de Vérone, s'était emparé de Somma-Campagna malgré une vive résistance et avait séparé, avec vingt mille hommes, le corps du général de Sonnaz du quartier général du roi. Comprenant le danger de ce mouvement, Charles-Albert s'était transporté à Villafranca que les Autrichiens n'avaient pas occupé ; ils n'étaient pas encore à Valeggio, mais ils étaient à Custozza, à Somma-Campagna et dans la plupart des villages de la plaine.

Un vigoureux retour offensif fut fait le 24 juillet par la partie de l'armée piémontaise que le roi avait

concentrée autour de lui à Villafranca. Une dernière fois, la bataille fut gagnée à Somma-Campagna et au val de Staffalo. L'artillerie fit des prodiges; le jeune lieutenant Charles de Robilant, qui eut plusieurs chevaux tués sous lui, y reçut la médaille militaire de Savoie. Le duc de Gênes enleva d'assaut Somma-Campagna. Sur toute cette partie de la ligne, les Autrichiens étaient en retraite. Cette victoire si honorable pour les armes piémontaises avait été chèrement achetée et les deux armées avaient subi de grandes pertes. Une seule compagnie du 13^e régiment, dans la division du duc de Gênes, perdit quatre-vingts hommes tués ou blessés. Ce succès ne modifia pas d'ailleurs les résultats des mouvements stratégiques de Radetzki. Les corps de l'armée piémontaise étaient bloqués et couraient le risque d'être séparés les uns des autres. La retraite commença. Elle n'était pas déterminée seulement par des considérations militaires, mais par les craintes du parti ultra-conservateur exprimées dans d'innombrables lettres écrites au quartier général du roi et au roi lui-même.

Le 26 juillet, Charles-Albert avait repassé le Mincio et se retrouvait à Goito, forcé de reculer toujours avec la crainte d'être tourné, car de grands renforts avaient été réunis à Vérone. Épuisée par ses derniers

efforts, découragée par cette retraite, l'armée piémontaise était exténuée de chaleur, de fatigue, de privations. Elle avait devant elle des forces tellement supérieures que la résistance était impossible. La défectuosité des services administratifs risquait de transformer cette retraite en déroute. Les jeunes milices lombardes ne faisaient aucune résistance et fuyaient devant les Autrichiens. Les troupes modenaises passaient honteusement à l'ennemi. Le courage personnel de tous, à part celui de Charles-Albert, était fort abattu. Depuis la veille, les vivres n'arrivaient plus. L'entrepreneur avait disparu, ainsi que le représentant de la Consulta de Milan, Borromeo fils. Un conseil de guerre composé des princes, des généraux de division et de brigade et des aides de camp généraux du roi fut réuni. Tous déclarèrent que les troupes étaient exténuées par les combats, la fatigue continuelle de jour et de nuit aggravée par une chaleur excessive. La menace de la faim venant s'y joindre, il y avait lieu de craindre une déroute en cas d'attaque. Le ministre Desambrois assistait à ce conseil, impuissant à contredire l'avis des généraux. Dans une telle situation le conseil décida à l'unanimité qu'il fallait d'urgence demander un armistice. Le général Boss, le général Rossi et Alphonse de la Marmora furent envoyés au camp

autrichien pendant que les Piémontais reprenaient leurs postes en face de l'ennemi. Le roi avait envoyé en avant ses équipages ; par un malentendu regrettable tout le service de sa maison partit, même sa propre voiture. On resta à la lettre vingt-quatre heures sans manger.

Au bout de quelques heures, les officiers parlementaires revinrent avec une réponse adressée au général Bava. Les conditions de l'armistice étaient la restitution de Venise, des duchés et de Peschiera et la retraite de l'armée piémontaise sur l'Adda. Le roi monta à cheval, alla à Goito, il réunit autour de lui les princes et les généraux et leur fit à haute voix lecture de la réponse autrichienne. Puis, avec beaucoup de calme et d'énergie, il ajouta : « Messieurs, maintenant je ne demande plus d'avis. Plutôt mourir que le déshonneur. Ces conditions sont inacceptables, humiliantes. Demain, à quatre heures du matin, j'enverrai un refus aux avant-postes et ce soir nous commencerons notre mouvement de retraite sur l'Oglio, où l'on peut se défendre. »

Charles-Albert mangea alors un peu d'omelette faite par la servante du curé, puis toutes les dispositions furent prises pour le départ. A 11 heures du soir, le roi suivant la division du duc de Gênes quitta les champs de Goito, théâtre d'une de ses pre-

mières victoires et, à 8 heures du matin, il était à Bossolo, avec toute l'armée échelonnée sur l'Oglio. Radetzki l'apprit à son réveil. Charles-Albert comptait faire reposer ses troupes qui pourraient se battre encore et au besoin repasser le Pô!

Quels douloureux contrastes en quelques jours!

Le 23 juillet, la victoire de Staffalo, et le 24 avait commencé la marche rétrograde. L'émotion était extrême à Turin. Le 29 juillet la foule qui encombrait les tribunes se livra, avant la séance, aux désordres les plus tumultueux. On eut beaucoup de peine à faire évacuer la salle. Les portes furent fermées, les postes doublés et la place publique où les perturbateurs s'étaient transportés fut occupée par la garde nationale. Les députés Maffei, Cavour et Gioberti intervinrent, mais sans grand succès, pour calmer l'irritation populaire. La chambre conféra, jusqu'à la fin de la guerre, au gouvernement du roi tous les pouvoirs exécutifs et législatifs, sous la réserve de la responsabilité ministérielle.

De toutes parts les défections se produisaient. Les nouvelles levées lombardes, restées dans les dépôts, désertèrent; seuls, les Lombards embrigadés sous le général Perrone restaient à leur poste. La retraite avait continué. Le 30 juillet, le roi arrivait à Crémone, ne cessant de s'exposer avec son sang-froid

habituel et son mépris du danger. Un de ses généraux lui dit : « Et si l'on faisait Votre Majesté prisonnière? — Eh bien! j'abdiquerais, voilà tout, » répondit-il. Résolution qui bien certainement n'eût pas sauvé la situation. Le soir de ce jour qui était un dimanche, le roi alla à la cathédrale de Crémone au cri mille fois répété de : *Viva Carlo Alberto, nostro Re!* Spectacle touchant qui n'empêchait pas que le lendemain il faudrait abandonner ces fidèles populations au vainqueur.

Le lundi, 31 juillet, Charles-Albert arriva à Codogna avec l'intention de s'y arrêter pour reposer les troupes. Borromeo et d'autres membres de la Consulta y vinrent de Milan pour supplier le roi d'y accepter un pouvoir dictatorial, lui offrant tout le concours de cette grande ville et le conjurant de la protéger avec son armée. Les Autrichiens inquiétaient peu la retraite, ils se bornaient à tirer quelques coups de canon. Cependant, ils avaient eu à Volta une sanglante affaire avec la brigade de Savoie.

Le 1^{er} août, sir Ralph Abercromby, ministre d'Angleterre, arriva au quartier général. Le roi le reçut et, après un entretien d'une heure, le ministre se rendit au camp autrichien pour tâcher d'obtenir une suspension d'hostilités. Il revint le lendemain avec une réponse négative. — Radetzki marchait sur

Milan. Les Autrichiens attaquèrent le pont de Lodi, défendu par l'artillerie sarde qui, après le passage de l'armée, le fit sauter.

La guerre se rapprochait ainsi de Turin. Charles-Albert était arrivé le 3 août à Milan après une marche de nuit : il avait promis de défendre cette grande ville qui avait chassé quelques mois auparavant les Autrichiens et qui se voyait menacée d'une prise de vive force avec son cortège de représailles et d'excès commis à la suite d'un combat. Il y avait là des intérêts français en péril ; je quittai Turin et je vins m'établir au consulat général de France à Milan en l'absence du baron Denois, subitement appelé à Paris par le gouvernement.

La vue de mon uniforme fit naître, parait-il, des espérances irréalisables, telles que l'entrée de l'armée des Alpes en Piémont. Je n'avais rien de semblable à annoncer à Charles-Albert, qui, apprenant ma présence à Milan, me fit demander. Il me rappela qu'il avait reçu dans notre armée les épaulettes de grenadier et qu'il avait appris à connaître le courage des soldats français : « Je suis à la veille d'un grand combat, me dit-il ; vous y assisterez peut-être demain. J'espère que Dieu protégera nos armes. »

Le but de mon voyage était de protéger plus efficacement mes compatriotes et de donner à une noble

infortune un témoignage de respectueuse déférence. C'est tout ce que je pus exprimer au roi de Sardaigne, lorsque je fus introduit près de lui dans la soirée du 3 août. Je lui conseillai néanmoins d'entrer dans la ville et de faire un appel énergique au peuple milanais qui commençait à s'enfuir de toutes parts. Il me reçut dans une petite chambre de l'auberge San Giorgio, en dehors de la Porta Romana où il s'était établi pour être plus près des avant-postes. Rien n'était préparé pour la défense de la ville. Les officiers d'artillerie et du génie se multiplièrent pour suppléer à ce qui manquait. Les Milanais élevèrent quelques barricades, mais il était trop tard.

Le 4, à 8 heures du matin, le combat s'engagea aux avant-postes piémontais. Le roi fut comme toujours le premier au feu, bravant le danger avec un calme imperturbable. Malgré la résistance des brigades d'Acqui et de Casale et des gardes de Savoie, les Autrichiens gagnaient du terrain, et les troupes piémontaises, décimées par l'artillerie, risquaient d'être acculées aux murs de Milan.

La bataille était d'heure en heure plus acharnée et se rapprochait de la ville. Charles-Albert revint devant la Porta Romana, suivi de son état-major, faisant face à l'ennemi. Un capitaine d'artillerie, Avogadro, eut la tête emportée par un boulet, Gaz-

zelli des gardes fut tué sur place. Le roi cherchait visiblement la mort. Un violent orage éclatait sur Milan. Le tonnerre et les éclairs, s'unissant au bruit du canon, ajoutaient à l'horreur du spectacle.

C'est alors que le duc de Dino, avec lequel j'étais lié, qui servait comme volontaire dans l'armée sarde, s'approcha de Charles-Albert et lui dit que j'avais manifesté l'intention de me rendre au camp autrichien dans le cas où les progrès de l'ennemi pourraient faire craindre un bombardement, afin d'obtenir du maréchal Radetzki une suspension d'armes de quelques heures pour faire sortir de la ville mes compatriotes. Le roi me fit appeler. Je m'approchai de lui, le chapeau à la main, et je lui exprimai le désir d'aller au camp autrichien. Charles-Albert me fit l'accueil le plus gracieux, et quelques boulets ayant sifflé en cet instant au-dessus de nous, il me dit avec affabilité en me tendant la main (1) : « J'aime à voir les Français au feu ; ils y font toujours bonne figure. »

Il me fit remarquer que les Autrichiens tiraient trop haut. Cependant au même instant un boulet atteignit à côté de nous le cheval du colonel Brianski, dont le sang m'éclaboussa. J'étais à pied à côté du

(1) Ce qu'il ne faisait pas souvent, et ce qui était chez lui une marque de distinction et de réelle sympathie.

cheval de Charles-Albert. Dans le premier moment, on me crut blessé, mais je dis de suite au roi qu'il n'en était rien. Étant myope, j'avais alors l'habitude de porter un lorgnon ; pendant toute cette bagarre, je le gardai continuellement dans mon œil et il s'y trouva si incrusté qu'il n'en tomba pas un instant, occupé que j'étais au spectacle d'un combat terrible pendant lequel j'entendais le sifflement des balles et le bruit des coups de canon tout autour de moi, musique infernale à laquelle je n'étais pas habitué.

Mon entretien avec le roi près de la Porta Romana dura environ une heure. Il fut convenu que je m'unirais au consul général d'Angleterre, M. Campbell, pour la démarche à laquelle avait consenti Charles-Albert.

La situation était en effet totalement désespérée. Milan manquait de vivres et de munitions, et l'armée piémontaise se trouvait séparée de son grand parc d'artillerie qui avait dû se replier sur Plaisance.

Lorsque je revins à la Porta Romana avec M. Campbell, accompagné du duc de Dino, le roi était rentré dans Milan au palais Greppi où était établi son quartier général. Nous dûmes attendre la décision d'un conseil de guerre qu'il y avait réuni. Le salut de la ville et de l'armée imposait une capitulation. A cette nouvelle, la foule accourut au palais

Greppi; les rues furent barricadées, toutes les issues du palais furent occupées et une députation fut introduite auprès du roi. Elle le supplia de défendre la ville, l'assurant que tous les habitants allaient se lever en armes pour combattre. Charles-Albert déchira alors le projet de capitulation et promit de s'ensevelir sous les murs de la ville avec son armée. Il parut au balcon pour répéter en présence du peuple son imprudente promesse.

Cependant les nouvelles qu'il recevait de l'armée ne tardèrent pas à lui démontrer de nouveau que la résistance était impossible.

A dix heures du soir, je fus appelé près de Charles-Albert, à qui j'exprimai tout mon regret de le voir renoncer à la défense de Milan. « Croyez, me répondit-il, qu'il m'est douloureusement pénible d'en venir à une telle extrémité, mais il m'est impossible de résister plus longtemps. Mes troupes sont découragées; elles manquent de vivres. J'ai fait tout ce que j'ai pu; maintenant la fortune m'abandonne; je suis obligé de capituler devant la nombreuse armée de l'Autriche, mais *l'avenir* sera à nous! »

Les généraux Lazzari et Rossi furent chargés de se rendre auprès du maréchal Radetzki. Le roi fit mettre des chevaux à ma disposition; je les accom-

pagnai, ainsi que M. Campbell, pour convenir, en cas d'échec de la négociation militaire, d'un armistice de quelques heures qui assurât la libre sortie des étrangers et par conséquent de mes compatriotes avant un assaut.

Le duc de Dino marchait en avant tenant à la pointe de son sabre un mouchoir blanc qu'éclairait une torche tenue par un artilleur et ayant à sa droite un trompette qui sonnait en parlementaire.

Nous fûmes reçus par la fusillade nourrie d'un détachement croate. M. Campbell, consul d'Angleterre, fut seul atteint à côté de moi d'une balle morte. Les Croates s'excusèrent en disant qu'ils n'avaient pas reconnu la sonnerie de notre trompette et les officiers piémontais, ayant les yeux bandés, furent conduits au quartier général du maréchal Radetzki, situé dans la vieille abbaye de San Donato.

La discussion dura jusqu'à quatre heures du matin. Je dus m'abstenir, ainsi que M. Campbell, d'y prendre part, n'ayant à intervenir qu'au cas où la capitulation n'aurait pas abouti.

Nous attendîmes avec le général Hess et avec les officiers d'ordonnance dans une vaste salle, ancien réfectoire de l'abbaye. Il s'y trouvait encore un petit drapeau italien, en soie, avec la croix de Savoie dont toutes les maisons de Lombardie étaient pavoi-

sées depuis le commencement de la guerre. Je le pris pendant que j'étais seul dans cette chambre en l'enlevant de sa hampe et je l'ai conservé au Breuil en souvenir de notre expédition.

Au point du jour le maréchal nous fit entrer près de lui et nous annonça que la capitulation de la ville de Milan venait d'être signée. Il nous offrit de nous la faire connaître, ce que nous refusâmes, notre devoir étant de rester étrangers à cet acte. Il exprima le regret de ne pouvoir accorder un armistice de quarante-huit heures comme je le lui demandais; il eût été trop favorable aux Piémontais vaincus.

« Vos compatriotes, ajouta le maréchal autrichien, n'ont rien à craindre. Mes troupes les protégeraient au besoin contre toute insulte. J'aurai le plus grand soin de la sûreté de la chancellerie du consulat français. »

Il me remit tous les laissez-passer dont je pouvais avoir besoin pour faire sortir de Milan les sujets Français qui se seraient compromis dans l'insurrection contre l'Autriche en Italie.

Le vieux maréchal nous reconduisit jusqu'à nos chevaux. Nous rencontrâmes un capitaine d'artillerie piémontais fait prisonnier dans le combat de la veille. Il avait les yeux pleins de larmes. Le maréchal lui dit en italien :

« Pourquoi pleurez-vous, mon ami? Nous avons
« fait notre devoir en nous emparant de vous et vous
« avez fait hier le vôtre en vous battant comme un
« lion. Prenez courage, ajouta-t-il en le frappant
« doucement sur l'épaule; vous retournerez bientôt
« dans votre famille, et, en attendant, vous n'aurez
« qu'à vous louer de mes officiers qui savent appré-
« cier le courage malheureux. »

Le général Hess m'avait appris que le jeune de Boyl, fils de la marquise de Boyl, dame du palais de la reine de Sardaigne, qui passait pour mort, avait été fait prisonnier et avait été dirigé sur Vienne. Je m'empressai d'annoncer au palais Greppi cette bonne nouvelle au marquis d'Aglié, beau-frère de ce jeune officier qui est devenu plus tard un des meilleurs généraux de l'armée italienne. Rentré à Milan, le 5 août à 6 heures du matin, j'envoyai à Turin à la marquise de Boyl une dépêche télégraphique, ainsi conçue :

« Heureuse mère, votre fils est vivant. Il est pri-
« sonnier à Vienne. Je suis aussi le plus heureux
« de vos amis en vous annonçant cette bonne nou-
« velle. »

Le maréchal s'était engagé à épargner la ville, à la traiter favorablement, accordant douze heures de répit à ceux qui voudraient s'expatrier.

L'armée sarde devait remettre à 8 heures du matin la Porta Romana aux Autrichiens et se retirer sur le Tessin; il était convenu que l'entrée des Autrichiens à Milan n'aurait pas lieu avant midi. Ces conditions étaient douloureuses, mais imposées par une impérieuse nécessité.

Pendant ce temps, des événements graves s'accomplissaient dans Milan. La ville était dans une extrême agitation. L'individu qui avait donné la première nouvelle de la capitulation avait été massacré par le peuple qui l'avait regardé comme un émissaire de l'Autriche. A quelques pas de moi, un homme désigné par la foule comme espion, sans aucune information, fut percé de coups de couteau et mis à mort. Comme j'étais en uniforme, je fus pris pour un officier piémontais et je fus entouré d'exaltés qui voulaient me faire un mauvais parti. Je les arrêtai, en leur disant : « Prenez-y garde; je suis le chargé d'affaires de France. Voulez-vous avoir la guerre avec mon pays? Je me rends au palais Greppi auprès du Roi. » Ils se calmèrent et me livrèrent passage.

Charles-Albert était bloqué au palais Greppi par une foule hostile. Toutes les autorités de la ville s'étaient enfuies et la garde nationale avait été dissoute par son propre commandant. Les voitures du roi furent renversées; la caisse, ses bagages et ses

dépêches furent pillés. Le duc de Gênes quitta les remparts pour rejoindre son père prisonnier au palais Greppi. Il traversa les rues, les places encombrées de la plus vile populace qui criait impudemment : *A la trahison !* Il réussit cependant avec une peine infinie à fendre la foule et à arriver au palais Greppi où il parut au balcon. Il harangua le peuple, s'offrant en otage pour son père. Il y eut d'abord des applaudissements, puis les vociférations recommencèrent et le prince dut se retirer. Plusieurs généraux essayèrent également de parler ; le roi parut lui-même trois fois au balcon, mais sans succès. Le général comte de Robilant, aide du camp du roi, voyant des fusils braqués sur lui, s'avança en disant : « Eh bien ! tirez, si vous l'osez, sur ceux qui se battent pour vous depuis trois mois. »

Honteux, ces forcenés se calmèrent momentanément, mais ils ne tardèrent pas à recommencer leurs imprécations et leurs coups de fusil. Résigné à son sort, Charles-Albert attendait avec calme la fin de cette révolte. Son entourage cherchait une issue pour aller chercher des troupes. Malheureusement le palais Greppi n'avait qu'une seule porte : le jardin était entouré de trois côtés par des maisons et du quatrième côté par un mur très élevé. Le marquis Scati surprit la garde populaire, chargée de veiller

sur le royal prisonnier, qui plaçait une échelle contre la fenêtre du roi. Il la fit enlever et Alphonse de la Marmora s'en servit pour escalader le mur du jardin. Il courut vers les remparts et en ramena une compagnie de bersagliers et une compagnie de gardes. Quand les émeutiers les virent accourir au pas de course, ils s'enfuirent! Il était temps : un baril de poudre venait d'être roulé devant la porte pour la faire sauter; trois autres barils avaient été placés dans les caves. Le roi aurait péri enseveli sous les ruines du palais Greppi avec tout son entourage.

Charles-Albert, délivré, quitta à pied le palais Greppi. Escorté par ses troupes, il traversa la ville pour se rendre aux remparts où il donna ses instructions au général Bava. Puis, il la traversa de nouveau à pied et monta à cheval pour rentrer dans ses États, suivi d'une émigration effrayante; je vis tout cela les larmes aux yeux. Le 6 août au matin, le roi était à Magenta. A la même heure, la capitulation s'exécutait et la Porta Romana était remise aux Autrichiens.

Je restai jusqu'au 7 août à Milan pour assurer la protection des Français qui n'avaient pas quitté la ville et dont la vie pouvait courir des dangers, j'assistai à l'entrée des Autrichiens. Partout l'abattement et la consternation étaient peints sur les visages. Il y

eut quelques applaudissements ; il était facile de reconnaître que ceux qui criaient : *Vivat !* étaient payés par l'Autriche. Je n'aurais pas cru que l'armée autrichienne fût si belle et si forte ; elle était infiniment supérieure à celle de Charles-Albert. Une trentaine de mille hommes entrèrent dans la ville, ils occupèrent les palais des seigneurs lombards qui avaient pris part à la révolution de Milan ; ils y commirent des excès, notamment dans les palais Litta, Borromeo et Belgiojoso. Le peuple milanais semblait terrifié. Il reportait toute sa haine sur Charles-Albert qu'il accablait de sarcasmes ; il lui prodiguait les épithètes les plus odieuses, l'appelant *traître à la cause de l'Italie, infâme, indigne de régner*. Il est hors de doute que, s'il était tombé la nuit précédente entre les mains des Lombards, il aurait été massacré. Cependant le défilé des Autrichiens avait pu convaincre les Milanais que toute résistance était inutile : elle n'eût abouti qu'à la destruction complète de la ville.

Le 5 août, la capitulation avait été placardée sur les murs de Milan. Une proclamation annonçait que la ville serait épargnée et que le maréchal Radetzki accordait à tous ceux qui voulaient quitter la ville la sortie libre par la route de Magenta jusqu'au lendemain 6 août à 8 heures du soir. C'est alors que

se produisit le plus douloureux exode. De la porte Vercelline à Trécate, sur une route de vingt-cinq milles, une multitude de tout âge, de tout sexe et de toutes conditions fuyait à la suite de l'armée sarde sous un soleil ardent. Presque tous étaient à pied. Ils préféraient au joug autrichien l'exil et toutes ses douleurs.

Le colonel Casati, envoyé par le roi à Radetzki, rapporta une seconde suspension d'armes de trois jours, à la condition de l'échange immédiat et en masse de tous les prisonniers. Il restait à arrêter les détails d'exécution de l'armistice. Le général Salasco, le général Rossi et le colonel Casati furent envoyés dans ce but à Milan. Le roi, établi à Vigevano, restait calme, mais son visage portait l'empreinte de ses souffrances. Il était à bout de forces physiquement et moralement : il passait son temps étendu sur son lit. Un des partisans de la guerre à outrance, le député démocrate Brofferio, arriva à Vigevano pour avoir un entretien avec lui. Les officiers, apprenant cette démarche, allèrent à son hôtel ; ils lui firent une scène si terrible, ils lui adressèrent des reproches si sanglants pour lui et son parti que le malheureux député s'enfuit sans voir le roi.

Le 10 août, les envoyés de Charles-Albert revin-

rent de Milan à Vigevano avec les conditions de l'armistice. Peschiera étant encore en la possession des Piémontais, ils devaient l'évacuer, les troupes emportant le parc de siège et tout ce qui leur appartenait. Venise devait être également évacuée et l'escadre qui bloquait Trieste devait se retirer. Les Piémontais conservaient le territoire de Plaisance, moins la ville, et la frontière sarde devait être scrupuleusement respectée.

A Turin, l'ordre avait été troublé par plusieurs émeutes qui motivèrent des mesures dictatoriales et la restriction de la liberté de la presse. On ne pouvait plus vendre de journaux dans les rues; l'affichage des placards politiques était prohibé. L'édit défendait aussi tout rassemblement sur la voie publique et frappait de peines sévères les délinquants. Le calme était rétabli dans la rue, mais l'agitation des esprits était très grande. La garde nationale exprimait son mécontentement de ne pas recevoir d'instruction militaire et de ne pas être employée à des exercices à feu.

Charles-Albert alla établir, le 12 août, son quartier général à Alexandrie. Le duc de Savoie était à Casal et le duc de Gênes à la campagne du comte Torielli, près de Novare. Du moins à Alexandrie, comme dans tout le Piémont, le roi fut reçu avec

de grandes démonstrations d'affection et de respect, les populations se pressant sur son passage, des gardes d'honneur se formant à la hâte pour l'escorter. A Alexandrie, le soir de son arrivée, la foule ne se décidait pas à une heure très avancée à quitter la place et à cesser de l'acclamer par des vivats. Les officiers de sa suite vinrent dire que le roi était souffrant et avait dû se coucher. Le silence se fit comme par enchantement.

Pendant toute la première partie de la guerre, tant que Charles-Albert fut victorieux, le gouvernement sarde et l'armée piémontaise s'étaient montrés fort opposés à une intervention de la France. Le 24 mai 1848, à un moment où la Lombardie tout entière était au pouvoir des Piémontais, M. de Humelauer, ministre d'Autriche à Londres, avait rédigé un memorandum résumant les concessions que son gouvernement était alors prêt à faire pour terminer la guerre. Ces concessions étaient considérables puisqu'elles comprenaient l'abandon de la Lombardie par l'Autriche. Elles furent rejetées à Milan.

Lorsque la retraite de Charles-Albert fit prévoir un désastre, MM. Ricci et Guerrieri furent envoyés en France pour sonder les intentions du gouvernement. Mais en même temps des démarches étaient

faites auprès du gouvernement anglais pour lui demander son secours, afin d'éviter que celui de la France devint nécessaire. N'ayant pu obtenir de Londres une réponse satisfaisante, le gouvernement sarde se décida à faire à la France une demande d'intervention plus formelle et plus directe. C'est alors que je reçus de M. Bastide, ministre des Affaires étrangères, une dépêche officielle, inspirée des sentiments les plus généreux, mais rédigée peut-être en termes imprudents. Il en a été beaucoup abusé depuis.

« Le gouvernement de la République, disait cette dépêche datée du 4 août 1848, accordera l'intervention lorsqu'elle lui sera demandée : il l'accordera loyalement, avec désintéressement, sans aucune vue d'ambition ni de conquête. »

Le 8 août, une nouvelle dépêche donnait à l'intervention promise le caractère d'une médiation offerte par la France, d'accord avec l'Angleterre. Elle avait pour base le memorandum de M. de Humelauer et elle demandait après les défaites du Piémont le maintien des conditions offertes lors de ses victoires.

J'étais rentré à Turin où je reçus l'ordre de me rendre avec sir Ralph Abercromby, ministre d'Angleterre à Alexandrie où se trouvait alors Charles-Albert. Je m'y rendis le 14 août, et le 15, à deux

heures, je fus reçu par le roi que je n'avais pas revu depuis les émouvants incidents de Milan. Charles-Albert, après m'avoir exprimé toute la reconnaissance qu'il éprouvait pour la France, me dit : « Je suis persuadé que votre grande nation n'acceptera pour moi la paix qu'à des conditions honorables. Je me fie entièrement à elle comme à une amie loyale et désintéressée. Ce n'est pas dans un but d'agrandissement ni d'amour-propre personnel que j'ai pris l'épée ; ma seule pensée sur le champ de bataille a été de donner à l'Italie la liberté et l'indépendance. Je ne puis consentir qu'à une paix honorable ; si elle n'est pas profitable à la péninsule, je préfère reprendre les armes et combattre jusqu'à la mort. »

Il fit quelques objections au sujet des conditions financières du mémorandum de M. de Humelauer qu'il trouvait exorbitantes.

M. de Revel, ministre des finances de service auprès du roi, confirma par une lettre du même jour l'acceptation du roi, en exprimant au nom du gouvernement la plus sincère gratitude pour l'intervention des deux puissances.

Les sentiments que m'exprima Charles-Albert sont bien ceux que l'on retrouve dans sa correspondance la plus intime. Il écrivait d'Alexandrie, le

21 août, à une personne qui avait toute sa confiance :

« Nous remontons l'armée avec la plus grande activité possible; et si à la fin de l'armistice nous ne pouvons pas obtenir une paix honorable et qui puisse être avantageuse à l'indépendance italienne, nous tenterons de nouveau le sort des combats.

« Lorsqu'une paix avantageuse nous sera accordée, je prouverai alors que ce ne fut point par ambition personnelle que je fis cette guerre. Je croirai avoir assez fait pour notre patrie et que l'histoire me rendra une justice que l'on trouve difficilement de son vivant. Je renoncerai alors à la couronne. »

Les conditions prises pour bases de la médiation et empruntées au mémorandum de M. de Humelauer étaient très favorables pour le Piémont, l'Autriche victorieuse devant renoncer à la possession de la Lombardie, y compris l'importante place de Mantoue devant laquelle avaient échoué tous les efforts de Charles-Albert, en laissant à la charge du Piémont une part proportionnelle de la dette de l'empire autrichien, et devant également s'engager à donner à la Vénétie, avec une amnistie, des institutions et une administration nationales.

Il n'y était pas question des duchés de Parme et de Modène en termes explicites; il y était dit qu'ils feraient l'objet d'une convention particulière, mais le

mémorandum Humelauer en impliquait l'abandon.

Ce fut le dernier acte de mon émouvant intérim. M. Sain de Bois-le-Comte venait d'être nommé ministre de France à Turin.

Le 25 août, le ministre des affaires étrangères « m'exprima toute la satisfaction du gouvernement de la République pour la manière, disait-il, à la fois intelligente et courageuse dont je m'étais acquitté de la mission qui m'était confiée dans des circonstances graves et délicates », et le 14 octobre je reçus la croix de la Légion d'honneur que j'eus la joie d'envoyer à ma mère tout émue de la gravité des événements auxquels j'avais pris part. M. Bastide, alors ministre des affaires étrangères, avait chargé M. de Bois-le-Comte de me transmettre ses honorables félicitations. « Je l'ai fait, répondit M. de Bois-le-Comte, avec d'autant plus de plaisir que j'avais moi-même apprécié la conduite de M. de Reiset de la même manière que vous et que je le lui avais témoigné à mon arrivée ici en prenant la direction des affaires. L'estime dont M. de Reiset jouit ici, les relations excellentes qu'il s'est faites me seront d'un grand secours dans ma mission. »

Je reçus du gouvernement sarde la croix de commandeur des Saints Maurice et Lazare.

CHAPITRE VII

Ministère du comte Alfieri. — Arrivée à Turin de M. Sain de Boisle-Comte. — Médiation de la France et de l'Angleterre. — Agitations populaires. — Soulèvement de Gènes. — L'abbé Gioberti.

Charles-Albert, resté à Alexandrie à la tête de son armée, constitua un nouveau cabinet. Le comte Alfieri, président du conseil, avait été au mois de février précédent, ainsi que le comte de Revel, un de ses conseillers pour la promulgation d'une constitution. Homme d'une grande droiture, sincèrement constitutionnel, attaché de cœur à la monarchie il avait pris comme ministre des Finances le comte de Revel, ancien ministre, administrateur habile, ayant beaucoup d'ascendant sur le roi. Le ministre des affaires étrangères était le comte Perrone, connu en France où il avait été aide de camp du maréchal Gérard sous le nom de général Perron. Il avait été choisi non seulement pour sa droiture et pour sa capacité, mais pour servir de trait d'union avec la France dont on espérait le concours. Le ministre de la guerre fut le général Franzini, chef d'état-major de l'armée commandée par le roi.

Cette dernière nomination fut mal accueillie. On accusait le roi et ses généraux d'avoir causé les échecs de l'armée par leur incapacité militaire, et le général Franzini avait fait devant les Chambres une apologie maladroite des opérations dont il était en partie responsable. Il fut d'ailleurs remplacé au bout de quelques jours par le général Dabormida, de l'arme de l'artillerie.

M. Pinelli, ministre de l'intérieur, était un avocat, député conservateur, regardé comme ferme et capable.

Deux circonstances remarquables ressortaient de la composition de ce ministère : il ne contenait que des Piémontais, tandis que le précédent était composé de Lombards, de Vénitiens et d'habitants des duchés, et il ne comptait dans son sein aucun représentant de ce que l'on appelait alors la coterie génoise. Il débutait ainsi par un divorce complet avec l'idée de l'unité italienne, et il se séparait du parti démocratique à tendances républicaines de la coterie génoise dont le marquis Pareto, ministre des affaires étrangères du cabinet précédent, était le chef.

Le nouveau ministère rejetait sur ses prédécesseurs la responsabilité de l'armistice et il acceptait la médiation anglo-française.

Dans la situation difficile où se trouvait le royaume, les luttes de personnes venaient tout aggraver. Le marquis Pareto, fort mécontent d'avoir été évincé, excitait la population remuante de Gênes. Le ministère renversé profitait des pouvoirs administratifs qu'on lui avait laissés jusqu'à la constitution définitive du cabinet pour faire insérer dans la Gazette officielle une protestation contre la manière dont la guerre avait été conduite, et il avait tenté en même temps d'organiser à Turin une manifestation en sa faveur. Deux cents personnes, précédées d'un drapeau, étaient allées sous la fenêtre des ministres sortants en poussant des vivats, démonstration ridicule qui se termina par un discours prononcé du balcon d'une auberge par l'abbé Gioberti, discours salué par de rares et maigres applaudissements.

C'est à ce moment que mon nouveau chef, M. de Bois-le-Comte, fut appelé par dépêche télégraphique de Naples à Turin.

Je n'ai eu qu'à me louer de mes rapports avec M. de Bois-le-Comte, et avec toute son honorable famille.

Parti de Naples le 8 août, M. de Bois-le-Comte arriva à Turin le 18, en passant par Rome et Florence.

A Rome, il avait été reçu avec effusion par le Pape

Pie IX qui à ce moment plaçait tout son espoir dans la France, « sa seule ressource après la Providence, disait-il. Quand les Français qui passent par ici viennent me voir, cela prouve à ce peuple ingrat qui m'abandonne qu'il me reste quelques amis encore dans ce monde. »

Les Autrichiens avaient envahi la Romagne et, malgré les protestations du Pape, ils avaient tenté d'occuper Bologne : la population avait pris les armes et les avait repoussés. Cette invasion désolait Pie IX : « Ils ont voulu me compromettre, dit-il à M. de Bois-le-Comte, et cependant Dieu sait si j'ai jamais eu la pensée de leur sacrifier les intérêts de mon peuple. J'ai vu avec douleur qu'un parti extravagant les injuriait à chaque instant, en les flétrissant du nom de *barbares* et en étendant cette qualification aux Allemands qui constituent une nation aussi éclairée et aussi respectable que la nation italienne. On peut combattre un ennemi, mais on ne doit pas l'insulter, et moi à qui la religion ordonne de traiter tous les hommes et tous les peuples comme des frères, on a voulu que je partageasse ou que j'écoutesse ces sentiments contre une nation catholique qui n'a jamais fait de mal à mon peuple. Mon cœur répugnait à lui déclarer la guerre, non que je pensasse que la guerre

fût interdite à un Pape ; comme souverain temporel il peut et doit la faire, mais dans des cas très graves seulement, et lorsque l'intérêt de son peuple compromis l'exige. Or, le peuple que Dieu m'a confié n'avait qu'un intérêt indirect dans la guerre. J'ai permis les enrôlements, les envois de volontaires, j'ai prescrit la défense du territoire, mais le parti qui veut à tout prix semer la discorde et qui, tout en compromettant le peuple par ses clameurs dans les journaux et à la tribune, se garde bien de servir lui-même la cause pour laquelle il plaide, ce parti a poussé d'une part les Autrichiens à la vengeance, de l'autre mon malheureux peuple à la résistance, et cette résistance, sans artillerie, sans armée, sans moyens de rendre la défense possible, va amener d'affreuses représailles. Mon cœur saigne en pensant que dans ce moment peut-être on bombarde Bologne, et que le sang coule sans que je puisse l'empêcher. Je n'espère plus que dans la France ; son respect pour la religion dans les dernières crises qu'elle a subies a été ma plus douce consolation. Elle a dans son sein des hommes sages, fermes et vraiment éclairés qui savent dominer les brouillons et conduire le peuple dans les voies que la Providence a tracées. Mais ici on ne sait que crier, clabauder dans les rues, dans les journaux, dans les assem-

blées pour se faire valoir et pour faire triompher son égoïsme. La France seule peut m'aider, dominer ces mauvaises passions, mais je ne demande pas son appui pour retirer au peuple les institutions que je lui ai données, bien au contraire; car c'est pour l'en faire jouir avec sécurité, avec calme, et empêcher que l'exercice n'en soit compromis par ceux qui veulent égarer ce malheureux peuple. Ces institutions, je les ai données, je les ai jurées et je ne demande qu'une seule chose, c'est qu'elles fassent son bonheur. On s'est jeté dans des utopies, on a rêvé l'unité de l'Italie et on l'a perdue. C'est le ministre Mamiani qui a lancé ce malheureux pays dans cette déplorable politique; au lieu de s'appuyer sur la France, il l'a insultée et il m'a compromis vis-à-vis de ce peuple pour lequel j'ai tout fait et qui ne me paie que d'ingratitude. »

« Ah! s'écria Pie IX en terminant cet entretien, rempli de chaleur, d'entraînement et d'éloquence, pardonnez à mon émotion: je ne puis la dominer. Jamais Pape ni Souverain n'a été plus malheureux que moi. »

A Rome, à Florence, à Gênes, le mot d'ordre était de réclamer l'intervention de la France. Les démonstrations en ce sens étaient dirigées à Rome par M. Sterbini, qui dans le journal la *Patria* et à la

tribune, s'était fait remarquer peu de temps auparavant en prodiguant à la France les soupçons injurieux et les insultes.

Dans les villes l'effervescence était entretenue par les réfugiés venus de la Romagne, de Parme et de Modène. Les paysans toscans, heureux de la douce existence matérielle qu'ils s'étaient faite, ne demandaient qu'à en jouir paisiblement et ils étaient aussi calmes et aussi pleins de sécurité, l'Autrichien étant à leurs portes et les journaux, les tribunes et les places publiques retentissant de clameurs, que lorsque le régime despotique leur donnait toute garantie de la conservation de cette tranquillité.

Turin était calme, un peu abattu de la défaite de son roi qu'il avait un moment égalé à Napoléon, mais rien dans la physionomie de cette ville, ni dans celle des campagnes du Piémont, n'indiquait une participation populaire au sentiment de la situation grave dans laquelle se trouvait le pays. A Turin les registres ouverts pour la mobilisation de la garde nationale donnèrent quarante-quatre noms ; à Gènes on ne put aller que jusqu'à vingt-trois. Ces chiffres formèrent le bilan du dévouement de la nation à la *cause sacrée* de l'indépendance italienne.

Dès son arrivée, M. de Bois-le-Comte fut reçu par Charles-Albert. Il le trouva triste, abattu, malade.

Il l'était réellement, car dans une lettre datée d'Alexandrie le 9 septembre 1848, il disait : « J'ai encore été assez souffrant depuis ma dernière lettre, et il m'en est resté une augmentation de ma maladie de foie assez sensible, mais pourtant je puis, grâce à Dieu, faire mes affaires. »

Toute sa conversation ne fut que la répétition d'une allocution qu'il avait récemment adressée aux Génois : « Nous n'avons point été battus, nous emportons même des trophées, tandis que les Autrichiens n'en ont pas. Tout le monde nous a abandonnés, le roi de Naples d'abord, puis le Pape dont l'influence nous a manqué au moment où nous y comptions le plus, les Modenais et les Lombards qui n'ont rien fait pendant quatre mois pour s'organiser et qui nous ont laissés sans munitions, sans vivres. L'armée réduite à ses propres forces, manquant de tout, n'a pu résister à des forces doubles. J'ai dû abandonner la partie pour ne pas tout compromettre et recourir à la générosité de la France. »

Les critiques les plus graves étaient alors dirigées contre Charles-Albert. Au début des hostilités, l'armée sarde se composait de sept contingents de dix mille hommes chacun, dont trois sous les drapeaux, deux en congé et deux en réserve, formant une armée de soixante-dix mille hommes. Trente

mille ayant à peu près trente mois de service se trouvaient réunis, seize mille pouvaient rejoindre dans un délai d'un mois et quatorze mille en deux ou trois mois. Cette armée comptait à peu près cinquante-quatre mille hommes d'infanterie, deux à trois mille de cavalerie. Elle n'avait pu atteler à grand'peine que cent bouches à feu. Ses auxiliaires volontaires, troupes toscanes et papales, etc., ne comprenaient guère que de l'infanterie. Son grand défaut était de manquer de cavalerie et d'artillerie et de n'avoir qu'un petit nombre de soldats instruits.

Avec de pareilles troupes, en présence de l'armée autrichienne bien organisée, ayant la proportion normale de troupes de chaque arme et pouvant se compléter de toutes les forces de la monarchie, la raison commandait de profiter de la démoralisation causée par l'insurrection de Milan et par les événements de Vienne et de pousser à fond une attaque avant que les Autrichiens eussent reçu des renforts.

Ce n'est pas le parti qu'avait pris Charles-Albert. Dès le 8 avril, il avait forcé le passage du Mincio ; et, au lieu de profiter de sa victoire, il s'était mis à assiéger Peschiera jusqu'au 20 mai, puis il avait erré de Vérone à Mantoue jusqu'au 21 juillet, étendant

son armée de Rivoli à Goïto sur une longueur de près de 20 lieues, en présence d'un ennemi redoutable appuyé sur deux places fortes et recevant chaque jour de nouveaux renforts.

On reprochait à Charles-Albert son manque d'énergie; on contestait injustement sa capacité militaire. Il avait envoyé ou laissé envoyer des agents faisant dans toute l'Italie de la propagande en sa faveur, sans avoir assez de résolution pour gouverner de fait les populations dont il convoitait l'annexion à la Sardaigne et sans savoir en prendre la direction politique et militaire. Ambitieux et indécis, il s'était laissé enivrer par les fumées de la vanité. On le comparait à Napoléon, et il avait fini par incarner en lui les exagérations ridicules de la fanfaronnade nationale. Après la prise de Peschiera il s'était cru roi d'Italie : il avait repoussé l'appui de la France comme une insulte et un danger, la laissant outrager et l'outrageant lui-même dans des notes qui protestaient contre la formation de l'armée des Alpes sur la frontière. Dès le commencement de la guerre le marquis Pareto annonçait à sir Abercromby qu'il avait demandé au gouvernement français de tenir l'armée des Alpes éloignée de la frontière pour qu'il ne pût venir à l'esprit de personne que la France voulût s'entremettre de quelque manière dans les

affaires italiennes. « Nous tenons absolument, ajoutait-il, à ce que l'on sache que l'Italie *fara da se*. »

Les causes de la perte de Charles-Albert avaient été dans ses hésitations après quelques jours de campagne heureuse, dans la mauvaise composition de son armée, dans le double but politique et militaire qu'il s'était proposé, — chasser les Autrichiens du nord de l'Italie et en conquérir moralement le sud. Il avait inquiété et détaché ainsi de lui les souverains dont le concours lui était nécessaire.

La grande légèreté d'esprit des Italiens les faisait passer promptement de la confiance la plus exagérée au découragement le plus complet, de l'exaltation à l'indifférence. Le paysan lombard notamment, fatigué de la guerre, avait été pris de peur lors du retour offensif des Autrichiens. Le comte de Revel disait à M. de Bois-le-Comte que les paysans lombards laissaient mourir de faim les soldats piémontais et gardaient leurs provisions pour les soldats autrichiens, — ce qui explique le mot du prince de Schwarzenberg : « Que parle-t-on de haine contre les Autrichiens ? Notre marche à travers la Lombardie n'a été qu'un triomphe continuel pour nous. »

Les difficultés qu'entraînait l'offre de médiation de la France et de l'Angleterre étaient des plus

graves. M. de Bois-le-Comte et sir Abercromby avaient cru pouvoir répondre aux délégués de Parme, Plaisance et Modène que les deux puissances médiatrices avaient regardé leur acte d'annexion à la couronne de Sardaigne comme un fait accompli et qu'il était devenu la base de la médiation pour les duchés. C'était, paraît-il, trop s'avancer. Le gouvernement français fit savoir de la manière la plus explicite qu'il n'avait pas voulu aller jusque-là, et que la question des duchés ne serait traitée qu'après celle de la Lombardie. Le duc de Modène était rentré dans son duché sous la protection de l'armée autrichienne; le duc de Parme avait annoncé par une proclamation, que publia le général autrichien de Schonburg, qu'il reprenait possession de ses États.

A Plaisance, le général autrichien s'était institué gouverneur de cette ville, se mettant au lieu et place de toutes les autorités et manifestant l'intention de soumettre les territoires en dehors du rayon stratégique, occupés par les troupes sardes, à des réquisitions pour nourrir les siennes. Un conflit était imminent, le gouvernement sarde ayant ordonné au général commandant sur cette partie de la frontière de repousser par la force les agents et les soldats autrichiens.

Les Autrichiens, forcés d'abandonner Bologne,

occupaient encore Lago Oscuro dans les Romagnes. La France s'était bornée à des protestations inefficaces, ne voulant pas se laisser entraîner à une intervention plus active. M. Bastide était personnellement hostile à Charles-Albert. En correspondance avec Mazzini, il avait recommandé à M. Bixio de ne pas « travailler à ranger le nord de l'Italie sous le sceptre d'un Carbonaro renégat ».

Tout en déclarant que le gouvernement français n'admettait pas de restauration dans les duchés et que leur occupation par les Autrichiens serait un cas de guerre, il ajoutait dans une dépêche du 29 août : « Les duchés se réuniront au Piémont, s'ils le veulent à moins qu'ils ne préfèrent s'annexer à la Toscane, ce que nous verrions plus volontiers, car la Toscane nous est beaucoup plus sympathique que le Piémont. »

Il était d'ailleurs absolument opposé à la création d'un grand royaume italien. Il écrivait à M. de Boisle-Comte lorsque Charles-Albert occupait encore la ligne du Mincio :

« Ce serait déjà pour la France et pour l'Italie un fait assez grave que la création, au pied des Alpes, d'une monarchie de onze à douze millions d'habitants, appuyée sur deux mers, formant à tous les égards une puissance redoutable, sans que cet

État, ainsi constitué, dût encore absorber le reste de l'Italie.

« Nous pourrions admettre l'unité italienne, mais sous la forme et sur le principe d'une fédération entre États indépendants, ayant leur souveraineté propre, s'équilibrant autant que possible, et non point une unité qui placerait l'Italie sous la domination et le gouvernement d'un seul de ces États, le plus puissant de tous. »

Issu du mouvement de 1848, il ne cachait pas d'ailleurs sa préférence pour les gouvernements républicains : « La France est république, écrivait-il à M. Bixio, et doit, sans vouloir faire de propagande armée, favoriser de ses vœux et de ses sympathies tout ce qui est et veut être république... Rappelle-toi que nous voulons vivre en paix même avec les rois, mais que nous commettrions un crime de lèse-principes, si nous favorisions en quoi que ce fût leur ambition. »

Aussi portait-il un intérêt très vif à Venise abandonnée par l'armistice de Milan et qui, constituée de nouveau en république, prolongeait sa défense. Il écrivait à Manin : « Tant que je dirigerai ses affaires au dehors la France n'abandonnera pas la cause de Venise, car vous êtes de braves gens qu'une nation de cœur ne peut laisser périr. »

M. Paleocappa représentait pendant la guerre, dans le ministère sarde, les intérêts de Venise dont sa famille était originaire. Il avait avec M. de Bois-le-Comte de fréquents entretiens sur le sort de cette ville qui était des plus inquiétants. Le parti populaire avait proclamé la République sans posséder aucun moyen de se défendre contre l'armée autrichienne. La malheureuse ville était exposée à être écrasée. L'Angleterre et la France pouvaient difficilement intervenir en sa faveur sans faire cesser un état de choses contraire aux bases de la médiation qu'elles avaient offerte. M. Paleocappa reconnaissait lui-même que Venise n'avait aucun moyen de défense, qu'elle était gardée par quelques milliers de volontaires de toutes les nations dont le chef, le général Pepe, était le plus incapable et le plus faible des hommes. Ces volontaires, très indisciplinés, faisaient la loi au gouvernement local.

Le gouvernement français ne pouvait protéger Venise qu'en y envoyant une force navale, ce qu'il fit. Il fit à plusieurs reprises tous ses efforts pour empêcher que la ville fût attaquée ou réduite à la famine par un blocus.

L'amiral qui y commandait l'escadre sarde et l'officier qui commandait deux mille hommes de troupes piémontaises avaient retardé, autant qu'ils l'avaient

pu, l'exécution de la clause de l'armistice qui en promettait l'évacuation, sous prétexte que les ordres de quitter Venise avaient été signés, non par le ministère, mais par le quartier général. Toutefois sur les réclamations de Radetzki, qui retenait la garnison et l'artillerie de Peschiera, le cabinet Alfieri avait dû prescrire cet abandon. La ville pouvait se défendre du côté de la terre tandis qu'elle était à la merci d'une attaque maritime. Pour y faire obstacle le gouvernement français envoya dans les eaux de Venise le vaisseau de ligne *le Jupiter* et la frégate *la Psyché*.

La députation de Sicile, présidée par le duc de Serra di Falco, était venue offrir à Charles-Albert la couronne de Sicile pour son fils, le duc de Gênes. Cet offre, faite à un moment si inopportun, fut refusée. Le duc de Serra di Falco, très abattu du triste succès de sa mission, paraissait disposé à accepter un des fils du roi de Naples à défaut du duc de Gênes. Le gouvernement français dissuada autant qu'il le put Ferdinand II d'employer la force contre la Sicile sans pouvoir empêcher le bombardement de Messine.

L'assaut allait être donné de toute part au ministère choisi par Charles-Albert. L'opposition se composait de la coterie génoise, du parti unitaire et du

parti démocratique ayant pour chef le député Brofferio, avocat d'une certaine réputation, mais orateur politique médiocre.

L'armistice de Milan était l'objet des critiques les plus vives. Il abandonnait en effet des places importantes encore au pouvoir des Piémontais, telles que Venise et Peschiera. La mise en jugement du général Salasco qui l'avait signé était demandée. Tout ayant été approuvé par le roi, un procès eût mis en évidence sa responsabilité. Pour ne pas sacrifier les duchés annexés à la couronne Charles-Albert avait refusé des conditions beaucoup moins défavorables, offertes par Radetzki quelques jours avant les événements de Milan.

L'armée piémontaise aurait pu conserver la ligne de l'Adda sur la rive gauche du Pô, mais en abandonnant toute la rive droite, c'est-à-dire en renonçant aux duchés. Charles-Albert refusa. Après les combats livrés sous Milan, il lui avait fallu accepter des conditions bien plus dures encore.

Les agitations populaires aggravaient les attaques de l'opposition parlementaire. A Livourne une échauffourée avait eu lieu à la fin d'août. Les émeutiers s'étaient emparés du gouverneur, avaient dissous la garde nationale et avaient pris possession de l'administration de la ville, tirant par les fenêtres

sur la troupe qui perdit cinquante à soixante hommes et qui dut se réfugier dans les forts. Quelques jours après un mouvement plus grave se produisit à Gênes. Un républicain nommé de Boni, originaire de Feltre, étranger par conséquent au Piémont et même au Milanais, avait été expulsé sur l'ordre du ministère. Les républicains, très puissants à Gênes, protestèrent. Le général de Sonnaz, gouverneur de la ville, faiblit devant l'émeute. Il s'excusa de l'expulsion de Boni en montrant les ordres qu'il avait reçus et en les blâmant. Le marquis Pareto fut nommé général de la garde nationale en remplacement du marquis de Balbi, qui fut destitué. Ne pouvant dominer le mouvement il s'y associa. Il se rendit au tribunal où il brûla les pièces d'un procès politique. Le général de Sonnaz signa l'ordre de retour de Boni qui fit une rentrée triomphale et il promit de ne pas faire marcher ses troupes contre les insurgés, maîtres de la ville.

Le gouvernement piémontais ne pouvait subir de pareils actes sans perdre toute autorité. Il destitua le général de Sonnaz qui fut remplacé par le général Durando, — le frère de celui qui avait commandé les troupes pontificales à Vicence, — en qualité de commissaire extraordinaire avec pouvoir de décréter l'état de siège. Le général Durando fit marcher contre

Gênes six bataillons formant un corps de troupes de quatre mille hommes, en annonçant qu'il cernerait la ville par l'occupation des faubourgs et la fermeture du port jusqu'à ce que l'ordre fût rétabli.

L'alliance de l'aristocratie génoise avec le parti républicain allait au delà des intentions de ses principaux chefs. A Gênes, la noblesse avait conservé de l'influence qu'elle exerçait par une véritable clientèle prenant le mot d'ordre dans ses palais et agissant en conséquence. C'était elle qui maintenait une certaine agitation dont tirait profit le parti républicain qui avait des agents dans toutes les villes. Le peuple qui ne faisait pas partie de la garde nationale se mêlait à tous les mouvements et en devenait l'instrument principal. C'est alors que le parti républicain s'en emparait; l'aristocratie ne pouvait plus l'arrêter et, n'osant pas se brouiller avec le parti républicain, elle ne tardait pas à perdre tout son empire.

La légèreté du caractère national, la rapidité avec laquelle les mouvements populaires se faisaient et se défaisaient, dérangeaient toutes les combinaisons politiques qui cherchaient à tirer parti d'un soulèvement. Il se produisait quand on n'en avait pas besoin et faisait défaut quand on comptait sur lui.

A ces troubles intérieurs se joignaient les menaces autrichiennes. Le maréchal Radetzki se plaignait de l'inexécution de l'armistice qui expirait le 20 septembre et qui pouvait être dénoncé d'un instant à l'autre. Le colonel Garibaldi, à la tête d'un corps franc, avait refusé de mettre bas les armes. Ancien maître de l'escadre sarde, compromis dans des menées politiques, il avait déserté et était allé à Montevideo commander une légion italienne. Il était revenu d'Amérique pour prendre part à la guerre de l'indépendance.

L'inquiétude était grande à Turin. « L'armistice, disait-on, expire le 20 septembre ; notre armée n'est pas prête, elle est démoralisée, elle ne pourra opposer aucune résistance aux Autrichiens et en quatre marches ils arriveront à Turin avant que les Français aient pu venir à notre secours. Les Autrichiens les amusent par des roueries diplomatiques : pendant ce temps ils arment, ils envoient des renforts et quand on voudra agir il ne sera plus temps. »

Ces craintes n'étaient pas sans fondement. De Milan à Turin en passant par Novare rien ne pouvait s'opposer à la marche de l'armée autrichienne. Dans ce cas, le parti le plus sage pour l'armée piémontaise eût été de se masser entre Casal et Alexan-

drie sur le flanc gauche et les derrières des Autrichiens, à qui il eût fallu au moins trente mille hommes, — c'est-à-dire plus de la moitié des forces qu'ils pouvaient mettre en ligne sur le Tessin, — pour observer et contenir les Piémontais. Ceux-ci avaient soixante bataillons de six à huit cents hommes en moyenne et deux bataillons de carabiniers comptant douze cents hommes, — soit quarante à quarante-cinq mille hommes pour l'infanterie. Leur armée avait plus de cent bouches à feu et trois mille six cents chevaux. Elle avait une réserve de trente à quarante mille hommes; elle était donc en état de soutenir une guerre défensive. Mais elle était démoralisée, n'ayant aucune confiance en ses chefs dont un grand nombre avaient été changés. Il n'existait aucun lien entre les officiers et les soldats; les sous-officiers, trop nombreux, n'avaient ni zèle, ni autorité. Cette armée, battue alors qu'on avait voulu lui persuader qu'elle était invincible et qu'on lui répétait chaque jour qu'elle avait toujours été victorieuse et que les circonstances seules avaient servi les Autrichiens, savait à quoi s'en tenir. Devant l'ennemi elle avait perdu toute confiance.

L'inquiétude de la population sur le risque d'une marche audacieuse qui aurait pour but l'occupation du nord du pays, les Autrichiens passant le Tessin

le 21 septembre et l'armée piémontaise, massée entre Casal et Alexandrie, n'acceptant pas la bataille, était donc des plus sérieuses. Déjà le maréchal Radetzki avait envoyé des renforts sur le Tessin et un équipage de parc était arrivé à Sesto-Calende, à l'extrémité du lac Majeur. Il eût été impossible aux Français d'arriver à temps pour défendre le Piémont, car, l'intervention fût-elle décidée, la concentration des divisions de l'armée des Alpes, le passage des montagnes et la réunion de cette armée dans les plaines du Piémont eussent demandé au moins quinze jours.

Aussi la nouvelle de l'acceptation de la médiation anglo-française par l'Autriche fut-elle accueillie avec bonheur par le gouvernement piémontais et par les habitants de Turin. Elle donnait le temps de respirer, cette acceptation devant entraîner de droit une prolongation de l'armistice. Cette prolongation ne fut accordée par l'Autriche que pour un mois seulement.

Cette médiation devait-elle conduire à une paix que le Piémont et les populations de l'Italie fussent disposés à accepter? Sur ce point, le désaccord restait complet.

Le gouvernement sarde entendait maintenir, comme article invariable du traité de paix définitif, l'acte posant les bases de la médiation et attribuant au Piémont la possession de la Lombardie et des

duchés. L'Autriche repoussait ces conditions et les deux puissances médiatrices, la France et l'Angleterre, tout en insistant pour leur acceptation, reconnaissaient qu'elles ne constituaient pas un ultimatum, mais des propositions sujettes à discussion.

Il n'y avait donc rien de fait et l'opinion en Italie se surexcitait chaque jour davantage. L'escadre sarde qui avait quitté Venise restait à Ancône, le feld-maréchal Radetzki imaginait prétextes sur prétextes pour ne pas restituer le matériel de Peschiera, et les manifestations hostiles aux Autrichiens se multipliaient même dans les villes qu'ils occupaient militairement. La consulte de Milan, réfugiée à Turin, déposait à l'ambassade de France une protestation maintenant la nécessité de l'annexion au royaume de Piémont des pays formant l'ancien royaume lombardo-vénitien et des duchés de la rive droite du Pô. « Sans cette annexion, disait la consulte, on ne peut espérer la pacification de l'Italie et le maintien de l'ordre. Tant que l'indépendance de ces pays ne sera pas assurée par l'entière disparition des Autrichiens et de l'autorité autrichienne, la liberté ne peut leur être garantie, car la tradition prouve que l'on ne peut se fier aux promesses de l'Autriche et que, si elle accorde momentanément quelques concessions à la force, c'est pour les reprendre plus

tard, son but ayant toujours été l'exploitation du pays. Lors même que des concessions libérales seraient obtenues, le souvenir de cette exploitation, l'insurrection à laquelle elle a donné lieu, l'humiliation d'une défaite suivie d'une compression violente de tous les sentiments nationaux, suffiraient pour entretenir dans tous les esprits une irritation terrible. »

Charles-Albert ne rentra à Turin que le 14 septembre 1848. Ses deux fils ne firent qu'y paraître et retournèrent à l'armée. Le roi était malade et triste; il parlait peu. Aux grands dîners de la cour, il se mettait à table sans déplier sa serviette. Les difficultés financières venaient aggraver les difficultés politiques. Soixante-dix millions d'économies accumulées avaient été dévorés. Il fallait avec un budget de soixante-dix millions entretenir une armée de cent mille hommes qui n'était que de vingt mille à l'époque où ce budget avait été établi. L'entretien du matériel, qui ne coûtait auparavant que deux millions et demi, représentait une dépense dix fois plus considérable.

Le ministère était fort ébranlé et exprimait hautement l'intention de se retirer. Le ministre des affaires étrangères déclara le 19 septembre 1848 au ministre de France que le cabinet se retirerait tout entier,

non seulement s'il était changé quelque chose aux bases de la médiation, mais même si les négociations tardaient à s'ouvrir, parce que la situation deviendrait intolérable et qu'il céderait le pouvoir au parti de la guerre. Le roi disait à qui voulait l'entendre qu'il recommencerait la guerre si l'indépendance de l'Italie était menacée.

Le cercle politique, composé de toutes les oppositions réunies, demandait dans la presse et dans des adresses au roi le renvoi des ministres comme n'ayant ni l'énergie ni la popularité que réclamaient des circonstances aussi graves.

A la tête de ce mouvement était l'abbé Vincenzo Gioberti, prêtre piémontais, professeur de théologie, philosophe éminent, écrivain et orateur à la langue d'or, qui avait été d'abord chapelain de Charles-Albert. Suspecté d'opinions et d'acointances dangereuses, il avait été emprisonné, puis exilé. Pendant son séjour en Belgique, il avait publié plusieurs ouvrages. Celui qui fit le plus de bruit fut le *Primato civile et morale degl' Italiani : De la primauté civile et morale des Italiens*, où il flattait à outrance l'amour-propre, si facile à enflammer, de la nation italienne. Sa thèse était que l'Italie avait donné le premier signal de la vraie liberté au monde ; que cette liberté avait été tuée politiquement par l'Allemagne et

moralement comprimée par le jésuitisme. Il reprochait à l'Europe, comme un acte d'ingratitude, de laisser comprimer par l'Autriche le génie de cette Italie qui avait été la mère de la civilisation moderne. Pour le faire revivre, il ne s'agissait que de secouer le joug du jésuitisme à Rome et de l'Autriche dans la Lombardie : dès lors l'Italie unie et délivrée donnerait, sous la direction du Pape, l'exemple et le modèle de la vraie liberté destinée à régir le monde.

Cet ouvrage avait fait une grande impression sur les Italiens. L'exilé était revenu en 1848 triomphant dans sa patrie où il jouissait d'une immense popularité. Gioberti était un rêveur sans aucun esprit pratique. Il avait un instant fait partie du ministère pendant la guerre, et après la retraite de Milan, en août 1848, il avait été question de le faire entrer dans le ministère Alfieri. Le comte de Revel eut avec lui à cette occasion une conversation des plus caractéristiques. Gioberti posa comme condition qu'on s'appuierait sur le dévouement du peuple pour recommencer la lutte et délivrer l'Italie. « Je le veux bien, dit M. de Revel, mais comment l'entendez-vous ? — On enrôlera tout le monde depuis dix-huit ans jusqu'à quarante ans. — Très bien ; mais si on refuse de marcher ? — Eh bien ! on les y obli-

gera. — Mais avec quoi? — Par la force. — Mais, c'est parce que vous manquez d'une force suffisante que vous voulez en créer une nouvelle, et si le dévouement du peuple n'est pas volontaire, je ne vois pas avec quoi vous le remplacerez. D'ailleurs, quand même ce moyen donnerait des hommes, il ne donnerait pas de l'argent et il en faut pour les habiller, les nourrir, les armer, etc. — Cela ne m'embarrasse pas : nous créerons un papier-monnaie, comme la révolution française. — Mais elle avait sur la place de la Révolution un balancier qui imposait ce papier-monnaie par des moyens de coercition irrésistibles. — Oh! s'écria Gioberti, je repousse tout moyen pareil. — Eh bien, alors, comment ferez-vous pour faire accepter ces assignats? — L'idée seule de l'indépendance italienne les fera recevoir. — Nous ne pouvons pas, pour nous, nous borner à de tels moyens; nous nous procurerons des hommes par le recrutement, par la mobilisation de la garde nationale, de l'argent par des augmentations d'impôts, des emprunts, et nous espérons ainsi nous mettre en mesure de continuer la guerre, au moins pour résister à l'ennemi sur notre sol. »

Ces moyens raisonnables ne suffisaient pas à Gioberti. Il rompit en disant : « Pour moi, je veux la

délivrance de l'Italie à tout prix, et je vous ferai de l'opposition sur ce terrain. »

Gioberti, comme tous les prêtres qui se lancent dans la politique, y portait l'entêtement et le défaut de logique qui appartiennent aux esprits jetés en dehors de la sphère pratique. Il était allé dans ses livres jusqu'à écrire que les Corses prouveraient qu'ils ont bien peu de cœur s'ils ne chassaient les Français pour devenir Italiens.

Les délégués des différents États de l'Italie étaient venus à Turin pour jeter les bases d'une confédération par la réunion d'une Constituante analogue au parlement de Francfort. Les séances de ce congrès auxquelles prirent part Gioberti, qui en fut nommé président, Mamiani, le prince de Canino, Leopardi, Massari, Fiorentino, Ricciardi, avaient lieu au théâtre national, à un franc d'entrée ; elles ressemblaient beaucoup à des représentations théâtrales. Les loges, louées à l'avance, étaient occupées par des dames. On y applaudissait les orateurs et on les rappelait sur la scène comme des acteurs. J'y ai vu l'abbé Gioberti, ainsi bissé, remercier le public à la manière d'une *prima donna*. Il y exposait son programme, demandant que le pouvoir fût confié à des hommes ayant l'audace et l'énergie nécessaires à un *ministère vraiment national*.

« L'unité italienne, disait-il, serait un mal : elle établirait une centralisation dont l'inconvénient est sensible en France et en Angleterre où la capitale absorbe tout et où les provinces sont exploitées. L'union qui conserve les intérêts de chaque État ou la fédération est bien préférable. Il faut que cette union existe pour toute l'Italie, et son premier but doit être de chasser l'ennemi commun. L'Italie ne doit se fier qu'à elle pour ce soin. »

Sous le nom de la Ligue italienne, ce congrès voulait préparer l'union des différents États de l'Italie. Le grand-duc de Toscane lui-même venait de prendre l'initiative de la proposition d'une union douanière. Cette Ligue à laquelle les conservateurs avaient pris part au début finit par être absorbée par les révolutionnaires. Elle se réunissait en même temps que le Parlement auquel elle imposait ses résolutions. Pour tenir tête à ces intrigues, le ministère avait un instant songé à s'adjoindre M. Rossi, élevé à l'école de M. Guizot. Aux objections qui lui furent faites, le président du conseil répondait : « Que voulez-vous ? Nous ne connaissons rien au régime parlementaire ; nous avons besoin d'un homme qui sache manier une assemblée. » L'appel de M. Rossi par Pie IX fit renoncer à ce projet.

L'abbé Rosmini, ministre sarde à Rome, avait fait

accepter par le Pape et par le grand-duc de Toscane un premier projet de fédération donnant au Pape la présidence du gouvernement fédéral, lui attribuant un Trésor, des troupes et le droit de faire la paix ou la guerre, de régler les questions de douane, etc. L'ambition du gouvernement sarde ne s'accommodait pas d'institutions qui l'eussent relégué au second plan. Il prépara un contre-projet acceptant Rome comme siège de la fédération sous la présidence du Pape, mais laissant à chaque souverain le droit de paix ou de guerre et bornant les pouvoirs de la Diète aux questions de douane, de poste et autres du même genre, ne portant pas une atteinte directe à l'indépendance des États.

Malheureusement le mouvement italien n'avait pas encore produit un seul homme ou comme homme d'État, ou comme penseur. Tout ce qui avait apparu sur la scène politique, soit dans les cabinets et les assemblées, soit dans la presse, n'était pas sorti du cercle d'une médiocrité désespérante. Personne par conséquent n'était devenu populaire, pas plus dans le parti conservateur que dans le parti extrême. Gioberti seul l'avait été par ses antécédents ; et, quoique cette popularité se fût fort amoindrie à l'user, elle restait encore supérieure à toutes celles qui avaient voulu surgir.

L'état de l'opinion était d'ailleurs d'accord avec les tendances qu'il représentait. Le général de la Marmora, commandant les forces piémontaises devant Plaisance, ayant été obligé d'entrer dans cette ville occupée par les Autrichiens pour le règlement de quelques affaires, la population s'empressa autour de lui et de son escorte, le fêta pendant qu'il était dans la ville et l'accompagna à son retour aux avant-postes sardes. Le général de la Marmora fut porté en triomphe aux cris de : Vivent les Piémontais ! Le comte de Thun, gouverneur autrichien, fit sur-le-champ publier les mesures les plus sévères : — Défense de circuler dans les rues et de s'y arrêter au nombre de plus de trois personnes, — interdiction de toutes paroles en public, — menace de mise en état de siège. Il écrivit en outre au général de la Marmora qu'il ne pourrait plus le recevoir à Plaisance, et que leurs communications auraient lieu désormais par écrit.

Dans une pareille situation la démission du ministère ne pouvait être que le prélude de la reprise des hostilités. Charles-Albert, impuissant à trouver aucun autre ministère conservateur et pacifique, devait fatalement se jeter dans les bras du parti de la guerre auquel il n'était que trop disposé à céder.

Le 20 septembre, Charles-Albert recevant M. de Bois-le-Comte lui dit :

« J'ai accepté de bonne foi la médiation proposée par MM. de Reiset et Abercromby à Alexandrie, telle qu'elle m'a été présentée, et je m'abandonne en toute confiance aux négociations qui en seront la suite, mais il est bien essentiel que ces négociations soient promptes et mettent fin à l'état déplorable où sont les pays séparés du reste de l'Italie par l'occupation autrichienne, et il est indispensable que la paix consacre l'indépendance de l'Italie. S'il en était autrement, il y aurait une explosion qui nous entraînerait tous et qui perdrait entièrement ce pays. Nous combattons plutôt que de subir cette ruine, car périr pour périr, autant vaut-il que ce soit d'une manière honorable et en combattant l'ennemi commun que par la guerre civile. Je le dis comme Italien plutôt que comme roi de Piémont, car il ne s'agit pas ici de mes intérêts, il s'agit de la ruine de l'Italie entière. Voyez ce qui se passe à Livourne, à Gênes, et dites-moi si, l'ordre étant si difficile à maintenir quand on espère une paix qui assurera l'indépendance du pays, il sera possible de résister si elle est menacée sérieusement. »

La réponse du ministre de France devait être très réservée. Il protesta du désir des puissances.

médiatrices d'affranchir l'Italie de l'occupation autrichienne, mais il ajouta qu'un pareil but ne pouvait être atteint tout de suite, que des négociations étaient actuellement engagées au sujet de Venise et des duchés. La médiation devait avoir un but supérieur à celui de la paix à rétablir entre l'Autriche et la Sardaigne; elle impliquait l'intervention des puissances dans un conflit entre deux nationalités, œuvre délicate demandant du temps et beaucoup de sang-froid. La reprise des hostilités serait la perte infaillible du Piémont : il ne s'agissait plus de vaincre trente mille Autrichiens démoralisés et déjà en retraite, mais de se heurter de front contre une armée de cent vingt mille hommes aguerris, encouragés par la victoire et munis de toutes les conditions matérielles du succès.

Mais Charles-Albert, engagé dans des difficultés inextricables, avait son parti pris. Le marquis Alfieri, président du conseil, ne cachait pas que c'était une idée fixe chez le roi de se faire tuer ou d'abdiquer. Son ministère éprouvait un tel dégoût des attaques de l'opposition qu'il ne songeait qu'à se retirer pour mettre ses adversaires à même d'assumer à leur tour la lourde tâche du pouvoir.

En vue de la reprise des hostilités le gouvernement cherchait à réorganiser le commandement de son armée. Il avait obtenu le concours du général polonais

Scharnowski qui avait alors une grande réputation militaire et à qui il avait confié le commandement d'une division, mais il désirait remettre le commandement en chef à un général français, espérant sans doute ainsi engager la France dans sa querelle.

La nomination de Scharnowski soulevait une question internationale des plus graves. Elle avait eu pour conséquence la formation d'une légion polonaise à qui fut laissé le drapeau polonais. C'était alarmer et mécontenter le Czar, déjà fort mal disposé pour le mouvement de l'indépendance italienne. Dès le début de la guerre, il avait ordonné à toute la légation russe de quitter Turin sans laisser même un chancelier pour signer les passeports. Cette mesure avait été accompagnée d'une déclaration peu gracieuse pour Charles-Albert qui en avait conservé une impression très amère. Il y avait de la rancune dans l'appel que le roi de Sardaigne avait adressé aux défenseurs de l'indépendance de la Pologne.

La médiation anglo-française était loin d'être populaire en Italie. Gioberti l'avait vivement attaquée dans ses discours au Congrès : « Les puissances médiatrices, avait-il dit, ont endormi l'Italie; elles la leurrent d'une négociation qui ne peut aboutir à la rendre indépendante et le ministère en acceptant cette médiation et en prenant pour base de

son action la paix à tout prix a compromis le salut national. »

Les esprits les plus pondérés, tels que Camille de Cavour, récemment élu député, regardaient comme impossible la résistance aux entraînements de l'opinion. « Que voulez-vous que nous fassions? disait Cavour au ministre de France en septembre 1848. Notre situation n'est pas tenable. Ce n'est ni la paix ni la guerre. On nous en a fait espérer le dénouement il y a six semaines, et nous ne sommes pas plus avancés qu'auparavant. Nous ne savons ce que nous deviendrons. Voulez-vous que nous conseillions la patience quand tout le monde autour de nous crie à la trahison? On nous reproche d'endormir le pays et nous serons entraînés par le torrent : autant vaut-il chercher à le diriger. Si nous savions quelque chose, si on nous disait ce que nous devons espérer ou craindre, alors nous pourrions prendre un parti. Il n'y a plus d'autre question politique que celle de la paix ou de la guerre; le parti conservateur ne peut plus rester neutre entre ces deux questions; il faut qu'il se décide et il est obligé de se décider pour la guerre sous peine d'être suspect. Nous avons combattu Gioberti les premiers; nous sommes restés seuls à le combattre comme anarchiste; mais aujourd'hui l'anarchie n'est qu'un mot vide de sens. Il

n'y en a plus qu'un qui ait une valeur : l'indépendance nationale. »

Le gouvernement français faisait tous ses efforts pour décider le ministère à rester. Pour cela il eût fallu lui promettre le succès de la médiation ou l'intervention armée en cas d'insuccès, — ce qui eût été compromettre dans une question étrangère les intérêts de la France. Les ministres sardes savaient qu'ils ne pourraient obtenir des résolutions aussi extrêmes. L'un d'eux disait à M. de Bois-le-Comte :
« Nous sommes le gouteux qui souffre et sait qu'il n'y a pas de remède à son mal ; vous êtes le médecin qui ne peut le guérir. Nous savons cela, mais nous venons vous voir parce que pour nous, comme pour le malade, c'est un soulagement de voir qu'on s'occupe de notre mal. »

Un des chefs de l'opposition, Brofferio, avocat amoureux des périodes, tenait un langage plus ardent :
« La République ne peut pas faire moins en Italie, disait-il, que ce que la monarchie a fait pour la Belgique. Si elle ne le veut pas, nous combattons jusqu'à la mort pour notre indépendance et nous nous attacherons à ses flancs comme un fantôme sanglant jusqu'à ce que nous trouvions chez elle un vengeur ! »

CHAPITRE VIII

La révolution à Vienne. — Réunion des Chambres sardes. — Présidence de Gioberti. — Attitude de la Savoie. — Assassinat de Rossi. — Ministère Gioberti.

Un événement imprévu sembla devoir favoriser ces aspirations. Pour la seconde fois une insurrection éclata à Vienne et l'empereur Ferdinand fut forcé de quitter sa capitale, puis d'abdiquer. Le trésor impérial était à sec. Il n'avait pas encaissé depuis six mois plus de 45 millions de florins, alors que l'armée autrichienne coûtait sur le pied de paix 5 millions par mois et 8 millions sur le pied de guerre. Radetzki était laissé sans argent pour payer et entretenir son armée. L'inflexible feld-maréchal ne se laissa pas troubler. Il rançonna à outrance la Lombardie et poussa à l'extrême ses exigences. Après avoir retenu tout le parc de Peschiera, dont la restitution avait été promise par l'armistice, il persista à en conserver la moitié malgré les ordres de son propre gouvernement, sous prétexte que l'escadre sarde était restée à Ancône au lieu de se rendre à la Spezzia, que la forteresse d'Osopa

n'était pas évacuée et que la Sardaigne avait encore des troupes dans le duché de Modène.

Ces faits ayant été contestés par le ministère sarde, le général Hess, chef d'état-major de Radetzki, fit une réponse d'une insolence calculée. Il refusa de traiter avec d'autres personnages que le ministre de la guerre du roi de Sardaigne à la parole duquel il pouvait croire, mais il déclara ne pouvoir se fier à un gouvernement sans foi ni loi, qui avait attaqué l'armée autrichienne au mépris du droit des gens et des traités. Il maintenait d'ailleurs les exigences de Radetzki pour la restitution du parc de Peschiera.

Un instant, la guerre fut imminente. Une réplique des plus vives avait été préparée par le gouvernement sarde : il fallut tous les efforts des ministres de France et d'Angleterre pour en empêcher l'envoi. Le roi passa une grande revue de la garde nationale de Turin qui l'accueillit avec enthousiasme, ainsi que la population. « Avec une pareille population, dit-il en revenant à son palais, je puis encore rentrer à Milan. » Deux jours après, le 11 octobre, une revue de douze régiments et de huit escadrons, bien reconstitués, donna lieu aux mêmes démonstrations.

Après le défilé, le peuple se précipita vers le roi,

l'entoura et le salua des vivats les plus chaleureux. Au cours de cette ovation, une association lombarde s'avança près de Charles-Albert et lui remit une pétition lui exposant la triste situation des pays occupés par l'armée autrichienne. Charles-Albert répondit qu'il avait tiré l'épée pour la délivrance de l'Italie et qu'il ne la remettrait dans le fourreau que lorsque cette délivrance serait accomplie. — Le général Perrone, ministre des affaires étrangères, s'efforçait en vain de faire prévaloir des conseils de prudence. « Il y a une insurrection à Vienne, mais il n'y en a pas eu dans l'armée autrichienne, disait-il, elle est aujourd'hui ce qu'elle était il y a quinze jours, et je profiterais plus volontiers d'une révolte de régiments à Milan que d'une révolution politique à Vienne. »

Au grand déplaisir de Charles-Albert, le ministère s'opposa à ce qu'il conservât le commandement de l'armée qui fut confié au général Bava, avec le général Scharnowski comme chef d'état-major. Soixante mille hommes étaient échelonnés de Tortone à Novare avec cent quatre bouches à feu, mais de l'aveu du général Scharnowski cette armée était hors d'état d'entrer en campagne pendant l'hiver. Elle n'avait aucune réserve en chevaux : tous les chevaux en état de marcher étaient dans le rang, ce

qui restait au dépôt ne pouvait faire aucun service. Les services administratifs n'étaient pas organisés; il n'existait aucun matériel de campement, pas même des couvertures. L'état-major et l'administration étaient constitués d'une manière déplorable. Les réserves n'avaient qu'un simulacre d'organisation.

L'armée fut massée sur le Tessin : trente mille hommes furent réunis entre Casal et Alexandrie. L'escadre fut envoyée devant Venise.

En même temps, le parti avancé l'emportait à Turin aux élections. Le comte de Revel, ministre des finances, était battu par M. Radice, candidat de l'opposition la plus exaltée, et le ministère se voyait forcé de remplacer l'ambassadeur de Sardaigne à Paris, M. de Brignole, suspect parce qu'il avait rempli les mêmes fonctions sous le ministère della Margherita.

La réunion des Chambres eut lieu dans ces conjonctures si critiques. Gioberti fut nommé président à l'unanimité : le candidat du ministère pour la vice-présidence l'emporta à la majorité d'une voix. Le discours de M. Brofferio fut aussi impolitique que possible, agressif à l'égard du général Cavaignac, hostile pour la France et pour l'Angleterre. Ses paroles étaient applaudies avec fureur par le public des

galeries ; il fut reconduit en triomphe à son domicile après la séance.

Le ministère obtint cependant, à la séance du 22 octobre, un vote de confiance. Attaqué quelques jours après sur la question de la médiation, il obtint dix-sept voix de majorité. Mais sa défense fut déplorable. Au lieu de déclarer qu'il s'était formé sur l'acceptation de la médiation, qu'elle avait sauvé le pays et qu'il se faisait honneur de lui avoir rendu ce service, il ergota misérablement sur des citations de dépêches prouvant que le précédent ministère s'était mis, le 4 août, aux genoux de l'Angleterre et qu'aujourd'hui ses membres, faisant partie de l'opposition, insultaient grossièrement cette puissance après avoir mendié son secours.

A la suite de cette discussion les journaux furent d'accord pour dire : Tout le monde repousse aujourd'hui la responsabilité de cette malheureuse intervention. La vérité était qu'il y a toujours plus ou moins de parade dans les actions comme dans les discours des Italiens. Ils ont peur de ne pas faire d'effet, et ils sacrifient tout à cela.

Dans ses conversations avec les ministres de France et d'Angleterre, le général Perrone se montrait plus raisonnable.

« Je comprends très bien, disait-il, le but de vos

deux gouvernements et j'y adhère complètement. Lors même que j'espérerais terminer l'affaire du nord de l'Italie au profit de l'Italie par la guerre, je préférerais la terminer par la paix. Je crois qu'en ce moment on pourrait chasser Radetzki de la Lombardie; je ne le dis qu'à vous, car si je le disais au conseil, il voudrait la guerre. Mais si nous revenions sur le Mincio les folies recommenceraient et nous serions exposés, même vainqueurs et peut-être parce que nous serions vainqueurs, à ne pouvoir organiser une administration dans le pays conquis. Si, au contraire, nous parvenions à obtenir les bases de la médiation par la paix, nous serions maîtres de la position, nous pourrions dominer les extravagants et les ambitieux et imposer l'ordre au nord de la péninsule. Le reste suivrait facilement. Voilà pourquoi je désirerais, non pas entraîner la France et l'Angleterre dans une guerre, mais persuader à la France et à l'Angleterre d'imposer la paix. Vous n'avez qu'un seul moyen de rendre la paix de l'Europe possible et durable. Dites : on ne se battra pas. Les énergumènes italiens n'attaqueront pas l'Autriche, mais l'Autriche doit comprendre qu'elle ne peut faire de l'Italie une seconde Pologne. On lui fait sa part : il faut qu'elle la prenne et qu'elle fasse le sacrifice de l'autre à la paix de l'Europe. La

vraie question, c'est l'intérêt de l'ordre et de la paix en Italie, et aujourd'hui que les affaires de la Toscane menacent l'une et l'autre, il faut en finir à tout prix. Je ne veux pas la guerre plus que vous, je résisterai tant que je pourrai, mais je ne puis vous répondre de rien. Je suis entouré de fous et de peureux. Je puis être entraîné demain malgré ce que je vous dis aujourd'hui. Mon devoir est de vous en avertir. Laisser le pouvoir à une minorité qui n'a d'autre but que de compromettre l'Italie et l'Europe, au hasard d'un avenir dont rien ne leur est connu que la satisfaction de leur ambition, serait un acte honteux et lâche que mon dévouement pour le roi et le pays ne me permet pas d'accomplir. Si j'étais mieux soutenu j'agirais plus franchement et plus énergiquement. Mais je ne crois pas être coupable de faiblesse en montrant que je puis être obligé de céder, car je ne ferai la guerre que pour la diriger de manière à ne pas exposer l'armée à une destruction certaine, et je ne la déclarerai que pour ne pas compromettre les destinées du Piémont et de l'Italie par une révolution.

« Mais que voulez-vous que je fasse, quand je vois mes collègues eux-mêmes prêts à sacrifier M. de Revel pour avoir signé seul la médiation et lorsque quatre membres importants de l'opposition

qui me promettent de me soutenir, de m'approuver en tout, refusent de venir à moi pour conserver une popularité de deux liards ? Le cabinet vient de se compléter en prenant le colonel Alphonse de la Marmora pour ministre de la guerre et M. Torelli, Lombard, pour ministre du commerce. On vous dira que c'est l'indice de tendances belliqueuses : ne le croyez pas. Ces messieurs ont exactement la même opinion que moi ; nous nous sommes entendus d'avance. Le général Dabormida restera au ministère bénévolement pour diriger les détails, mais il ne pouvait plus supporter les grossières attaques de l'opposition, ne voulant pas, pour se justifier, compromettre d'autres personnages. Il a voulu absolument s'en aller, cependant le cabinet reste homogène : il résistera tant qu'il le pourra. »

Cette question de la médiation amenait des débats de plus en plus aigres dans les Chambres piémontaises. Les anciens ministres soutenaient avoir demandé un *subside français*, mais n'avoir jamais demandé la médiation ni de la France ni de l'Angleterre.

M. de Cavour, qui était bien loin d'avoir encore la prépondérance qu'il a obtenue depuis, fit en vain observer que c'était une querelle de mots. « On a prié, dit-il, les puissances de s'interposer entre

nous et l'ennemi quand il nous menaçait et que nous ne pouvions lui résister. Quant à la demande de subside, qui veut dire celle d'une armée auxiliaire, peut-on demander à une nation comme la France d'intervenir dans une question qui peut devenir européenne comme simple auxiliaire et dans une situation secondaire ? Si on voulait l'aide de la France, il n'y avait qu'un moyen de l'obtenir, c'était de demander l'intervention avec toutes ses conséquences. »

Ces paroles étaient le bon sens même. Cependant le ministère admit que ses prédécesseurs avaient demandé un secours et non pas une intervention. Néanmoins il recula devant l'acte de faiblesse qu'on voulait lui imposer. Il refusa d'abandonner M. de Revel, dont la mise en accusation était réclamée pour avoir signé l'acceptation de la médiation. Le ministre des affaires étrangères revendiqua la responsabilité des actes de son collègue.

La crainte de la proclamation de la République par une insurrection obsédait les membres du ministère. Ils étaient d'autant plus inquiets que l'ouverture de l'Université devait amener, le 4 novembre, à Turin, mille cinq cents étudiants, armée toute prête à seconder dans la capitale les mouvements des provinces. A Gênes, les émeutes se renouvelaient

à chaque instant. On était inquiet de la Savoie, menacée d'une invasion de républicains de Suisse et de France, qui venaient y former une légion étrangère. Dans cette province, berceau de la monarchie, les regards se portaient surtout du côté de la France. Les soldats savoisiens qui formaient la partie la plus vigoureuse de l'armée sarde étaient las de courir les risques de la guerre pour le compte des brigades méridionales qu'on ne pouvait jamais décider à se battre. Si l'honneur militaire ne les avait retenus, ils auraient déclaré depuis longtemps ne plus vouloir combattre pour une cause qui ne les intéressait en rien.

La Savoie refusait également de payer l'impôt forcé. A la séance du 29 octobre 1848 un député savoisien fit à la tribune la déclaration suivante :

« La Savoie n'est nullement intéressée dans la guerre actuelle. Elle l'a soutenue par honneur et par fidélité dans la dernière campagne, mais elle ne peut pas faire de nouveaux sacrifices qu'elle croit inutiles et, si on lui en demandait qu'elle ne pût faire, on la pousserait à jeter ses regards d'un autre côté. »

Un autre député, M. Chenal, fut plus explicite encore. Il dit que si la réunion de la Lombardie et du Piémont avait lieu, la Savoie devrait devenir française.

L'armée elle-même éprouvait une grande lassitude. Le régiment de Casal ayant reçu l'ordre de se rendre d'Alexandrie à Voghera refusa de marcher, disant qu'il voulait bien se battre pour défendre ses foyers contre les Autrichiens, mais qu'il ne voulait pas les attaquer de nouveau. Le régiment finit par obéir; il y eut de nombreuses désertions sur lesquelles on ferma les yeux. A Novare, un régiment d'infanterie résista ouvertement à des ordres donnés par le duc de Gênes. Les soldats, trop nombreux pour leurs cadres, pour le casernement et les fournitures, n'étaient ni instruits, ni logés, ni couverts. Ils étaient établis sur de la paille dans des locaux malsains, sans capotes et avec une couverture pour trois.

Des insurrections fomentées par Mazzini se produisirent dans la Valteline et sur les bords des lacs Majeur et de Côme : elles furent rapidement étouffées par les Autrichiens.

Luino, occupé par deux mille insurgés et défendu par deux pièces de canon, fut enlevé le 2 novembre par cinq compagnies d'infanterie et un escadron qui ne perdirent pas un seul homme. Les défenseurs de Luino s'enfuirent sur un bateau à vapeur autrichien dont ils s'étaient emparés.

Radetzki transporta son quartier général à Lan-

driano, entre Milan, Pavie et Lodi, pour surveiller les mouvements des Piémontais sur le Pô et sur le Tessin.

Les fortifications de Peschiera, Vérone et Mantoue furent améliorées : ces places furent pourvues de vivres pour six mois. Malgré les fougueux discours prononcés au Parlement et l'effervescence de quelques villes, la supériorité de l'armée autrichienne, l'insuffisance de l'armée piémontaise, l'indifférence, la répugnance même du peuple pour la guerre, eussent dû engager le gouvernement sarde à attendre et à s'en remettre aux négociations du soin de mettre fin à une situation désespérée. Il obéissait aux injonctions de l'opposition dont le député Ricci, ancien ministre, exprimait en ces termes les sentiments secrets : « Notre situation n'est pas tenable ; nos finances ne peuvent entretenir notre armée ; notre état politique ne peut résister à l'agitation qui le mine ; la guerre seule peut nous tirer de cette situation. Si nous sommes vainqueurs, l'Italie sera indépendante et nous pourrions dominer l'anarchie. Si nous sommes battus, il sera prouvé que l'Italie ne peut se délivrer elle-même et cette conviction de l'impuissance de ses efforts lui rendra la tranquillité. »

Sur ce beau raisonnement on allait aux abîmes

d'un cœur léger. Cependant à certaines heures, à la tribune même de la Chambre, des avertissements sérieux semblaient une revanche du bon sens.

« Vous demandez, dit un jour le général Perrone, ce que la France a fait pour vous; elle a réuni l'armée des Alpes, qui a été une menace incessante contre l'ennemi, à l'heure même où vous repoussiez le concours de cette armée dont l'existence seule a arrêté les Autrichiens sur les bords du Tessin par la crainte de l'amener en Italie. Maintenant que vous avez devant vous une armée triple en nombre qui peut dénoncer l'armistice dans un délai de huit jours, la France, en vous garantissant la ligne d Tessin, vous donne des frontières invulnérables. Cela vaut mieux que si elle vous bâtissait sur ces frontières deux forteresses comme Vérone et Mantoue. Vous considérez la médiation comme rien : fort bien ! mais au moins soyez reconnaissants pour le passé, comptez-la pour quelque chose dans le présent tant que vous n'êtes pas prêts; et quant à l'avenir, examinez la situation de l'armée et l'état moral du peuple pour savoir si vous êtes en état de vous passer de la médiation et de combattre seuls un colosse comme l'Autriche. Quant à l'armée, nos rapports vous prouvent qu'elle n'est pas en état de combattre seule l'armée autrichienne; et pour ce

qui concerne le peuple, tout nous prouve qu'il n'est point Italien comme l'entendent les penseurs de notre pays : il est Piémontais et soumis aux traditions qui le régissent depuis des siècles; il obéit aux nécessités de la guerre quand son gouvernement auquel il a foi le lui commande, mais vous ne lui ferez jamais comprendre qu'un Lombard est son frère et son compatriote, et sa bonne volonté envers lui n'ira jamais plus loin que de faire tout ce qu'on lui commandera pour la guerre, et encore ne faudrait-il pas que cela allât trop loin. Telle est la situation du peuple, du vrai peuple, celui des campagnes et de la plupart des villes, du peuple, en un mot, qui travaille, car je n'appelle pas peuple quelques fainéants des grandes villes qui applaudissent et crient sur les places publiques et dans les tribunes. Vous savez bien vous-mêmes que ce n'est pas le vrai peuple.

« Quant aux autres peuples italiens, on peut dire tout ce qu'on veut, mais ce que je puis vous dire d'une manière certaine, c'est que nous nous sommes adressés à leurs gouvernements et qu'il nous a été répondu, par celui de Toscane, qu'il ne pouvait pas nous donner un homme, et par celui de Rome, qu'il ne voulait pas faire la guerre. — Vous avez vu ce qu'étaient les insurrections lombardes. »

— Tenez donc pour certain que vous n'avez que l'armée piémontaise pour force, le trésor piémontais comme moyen et opposez-les à l'armée autrichienne pour avoir les vraies données de la question. »

Un député ayant osé répondre à ce courageux discours qu'il fallait parler haut à la France et la sommer de tenir ses promesses, le général Perrone répliqua qu'il mesurait ses paroles à la hauteur de sa taille et qu'il connaissait trop bien la France pour lui parler un autre langage que celui qui convient à son importance parmi les nations, au rang relatif du Piémont et à la reconnaissance qu'il devait à la France.

Chose remarquable ! cette rude franchise ne nuisait pas au crédit du ministre qui flattait si peu les passions populaires. L'opposition lui fit des ouvertures pour sacrifier deux ou trois de ses collègues et pour réorganiser le cabinet sous sa présidence. L'auteur de cette intrigue était l'abbé Gioberti, qui voulait prendre pour lui le ministère des Affaires étrangères, écarter MM. de Revel, Merlo et Pinelli qu'il déclarait impopulaires et les remplacer par des députés de son parti. Le général Perrone repoussa cette proposition comme une lâcheté. Il déclara à la tribune que le ministère était homogène et se

retirerait tout entier, que pas un de ses membres n'entrerait dans une combinaison nouvelle.

L'ordre du jour de blâme présenté par une commission qui avait été chargée d'une enquête sur les actes du ministère fut rejeté à une très grande majorité, à laquelle s'unit la partie la plus saine et la plus réfléchie de l'opposition. Ce résultat inattendu consterna Gioberti et ses amis, d'autant plus que la population de Turin manifesta au cours de ce débat une indifférence absolue.

Gioberti n'eut pas plus de succès pour son projet de constitution italienne qui donnait au Pape la présidence de la confédération et qui avait valu à l'abbé Rosmini le chapeau de cardinal. Le ministère n'eut pas de peine à démontrer qu'une ligue italienne, constituée sur les bases de ce projet et au moyen d'une constituante, pouvait convenir à une République, mais était inacceptable pour les partisans de la monarchie constitutionnelle et de l'autonomie de chacun des États. Comme il n'y avait pas à la Chambre vingt républicains, la discussion sur ce terrain ne pouvait être ni longue, ni douteuse.

Il y aurait eu d'ailleurs un danger évident à réunir à Rome, où la faiblesse du gouvernement était extrême, une assemblée élue dans tous les États de l'Italie à une époque d'agitation et de trouble. Le

projet du ministère sarde était d'envoyer de simples commissaires à Rome pour régler en commun la part de chaque État dans un contingent destiné à assurer l'indépendance nationale, la sécurité des gouvernements constitutionnels et à établir un système économique et législatif uniforme. L'Italie se serait composée de quatre monarchies fédérées, — l'Italie du nord, la Toscane, les États Romains, le royaume de Naples. Dans ce but le gouvernement sarde ménageait les autres souverains. Il repoussait toute pensée d'accepter le trône de Sicile pour le duc de Gênes, réservant cette question pour faciliter un accord avec le roi de Naples. S'il parvenait à le décider à s'unir au Piémont pour organiser le système de fédération qu'il croyait réalisable et pour expulser l'Autriche du nord de l'Italie, il renoncerait ouvertement et définitivement à la Sicile.

Mais l'Autriche ne paraissait pas disposée à se laisser évincer sans résistance. Le gouvernement impérial était rentré à Vienne et Radetzki traitait le royaume lombardo-vénitien en pays vaincu. Il venait d'y frapper d'un impôt extraordinaire énorme toutes les personnes qui avaient fait partie du gouvernement et de l'administration pendant la guerre, sans tenir compte des clauses de l'armistice et d'une amnistie accordée par l'Empereur

« J'ai déterminé, disait-il dans une proclamation du 11 novembre 1848, qu'une contribution extraordinaire soit frappée sur :

« 1° Les membres des gouvernements provisoires passés ;

« 2° Ceux qui ont fait partie des divers comités ;

« 3° Ceux qui se sont mis à la tête de la Révolution ou qui y ont concouru de leur propre action ou par leurs moyens pécuniaires ou intellectuels.

« La part proportionnelle de cette contribution sera indiquée par la signification qui sera faite au domicile qu'ils ont encore ou qu'ils avaient le 18 mars dernier ; elle devra être payée à la caisse de guerre dans le délai de six semaines.

« Ce terme expiré, les biens du taxé seront mis sous séquestre jusqu'à ce que, soit avec les revenus, soit avec le produit de la vente desdits biens, la contribution infligée ait été payée. Et pour atteindre ce résultat seront saisis tous les biens que chaque taxé possédait à l'époque du 18 mars dernier, sans aucun égard aux ventes et aux hypothèques qui auraient eu lieu depuis lors. »

Dans une première liste figuraient cent quatre-vingt-neuf taxés pour des sommes exorbitantes : M. Ala Panzoni, 600,000 francs ; le comte Annoni, 500,000 francs ; le comte Archiuti, 500,000 francs ;

les comtes Vitulien, René et Frédéric Borromeo, 1,400,000 francs; la princesse Belgiojoso, 800,000 francs; la famille Litta, 1,490,000 francs; la famille Taverna, 500,000 francs (1).

Radetzki agissait ainsi pour entretenir son armée qui, étant de 120,000 hommes, coûtait 120,000 francs par jour. Les plus beaux palais de Milan étaient livrés à une soldatesque brutale qui y satisfaisait tous ses caprices, tandis que des casernes saines, bien aérées, bien aménagées, restaient complètement vides. Dans le magnifique palais du comte Borroméo on avait établi un hôpital : on faisait la soupe entre les colonnes de marbre, et les murs étaient garnis de clous pour suspendre les effets des soldats. Avec la régularité méthodique de la discipline autrichienne, ces clous devaient être plantés en ligne droite. Si sur cette ligne droite il se rencontrait des tableaux, les clous y étaient plantés impitoyablement.

Le passage en Lombardie de foin réunis à Gênes pour le service de l'armée autrichienne ayant été interdit par le gouvernement sarde, Radetzki fit cesser toute communication entre Milan et le Piémont. La poste n'arrivait plus que par des estafettes.

Il semblait y avoir parti pris de pousser les Italiens

(1) GUICCIARDI, *la Question italienne*.

à bout. La gazette officielle de Milan publiait un arrêt de mort prononcé contre cinq individus, dont deux avaient été trouvés porteurs de poignards et trois étaient suspects d'en avoir porté et de les avoir jetés. Cet arrêt sanguinaire avait été exécuté.

C'était rendre très difficiles les efforts faits par les puissances médiatrices pour maintenir la paix. Les pays occupés par les Autrichiens et ceux de leurs habitants qui avaient émigré témoignaient d'une exaspération croissante. Le nouveau ministre de la guerre, Alphonse de la Marmora, travaillait activement et avec intelligence à reconstituer l'armée pour la reprise des hostilités. Il avait formé une division de réserve de quatre régiments à trois bataillons chacun. Il pouvait mettre en ligne soixante-douze mille hommes répartis de Novare à Plaisance, avec une réserve de vingt-cinq à trente mille hommes dans les places.

Pour donner à l'armée les officiers et les sous-officiers qui lui manquaient, il avait créé un bataillon d'instruction. Jusque-là il n'y avait pas eu d'école militaire dans le Piémont : on y devenait officier par la faveur de la cour. Le ministre de la Marmora décida que les deux tiers des vacances seraient réservés aux sous-officiers, l'autre tiers appartenant au bataillon d'instruction auquel les places devaient

être attribuées suivant les résultats d'un concours.

L'armée autrichienne avait cent mille hommes d'infanterie, six à sept mille chevaux et sept mille hommes d'armes spéciales, divisés en six corps. L'un de ces corps était retenu devant Venise, un autre occupait Milan et un troisième Plaisance et les duchés. Il fallait en outre laisser une garnison dans les places fortes. Depuis le commencement de la guerre, les Autrichiens avaient perdu vingt mille hommes par le feu, les maladies, les réformes et les désertions. L'hiver s'annonçait très menaçant, les envois d'argent et de matériel ayant cessé. Le gouvernement sarde prenait chaque jour une attitude plus belliqueuse, annonçant qu'il prendrait sur le port de Trieste une revanche des exactions commises par Radetzki en Lombardie et des saisies de bateaux opérées autour de Venise. La réfection du matériel épuisait d'ailleurs les dernières ressources du Piémont que ses embarras financiers contraignaient à ne pas retarder la guerre. Il n'y avait plus que trente-cinq millions extraordinaires à dépenser et cela ne pouvait pas conduire au delà de la fin de janvier 1849. L'occupation de Venise et des duchés devait être, dans la pensée du ministère, la première opération à effectuer.

Il était poussé par une autre raison : l'intérêt

dynastique. La République avait été vaincue à Gènes et les réfugiés suisses avaient échoué dans toutes leurs entreprises. Mais la Ligue italienne n'était pas dissoute : ses tendances républicaines étaient notoires. Le roi craignait qu'en cas d'affranchissement, la Lombardie, abandonnée par lui, se constituât en République. Il y avait d'ailleurs un autre prétendant : le prince de Leuchtenberg, fils du prince Eugène, qui avait laissé comme vice-roi d'Italie des souvenirs sympathiques à la population milanaise. Il avait lancé un manifeste qui fut déferé aux tribunaux. Ce fut le premier procès fait à la presse depuis la promulgation du statut. On l'avait laissée libre tant qu'il ne s'était agi que d'attaques contre l'ordre social, mais le ministère se réveilla bien vite quand il vit les prétentions du Piémont sur la Lombardie menacées d'une compétition.

C'est à ce moment qu'arriva à Turin la sinistre nouvelle de l'assassinat de Rossi. Il n'excita point en Italie l'indignation qu'il causa en France lorsqu'on vit à Rome un ministère accepter la succession d'un assassinat, et des hommes, jusqu'alors investis de l'estime publique, prendre la responsabilité d'un acte aussi odieux. Dans ce pays l'esprit de haine ne recule pas devant de pareils moyens, l'assassinat politique n'inspire pas d'horreur. On le pratique

comme moyen, on l'admire comme principe lorsqu'il sert la cause pour laquelle on se passionne. Ceux qui admettaient que Rossi était un traître trouvaient tout naturel qu'on s'en débarrassât par l'assassinat. Les plus modérés ne disaient rien, les autres applaudissaient, fêtaient l'assassinat, et son exemple était devenu un type à l'usage de tous les fanatiques et une menace usuelle contre tous les ministres. Le *farà come a Rossi* devint une expression stéréotypée dans la bouche et dans les écrits de tous les exaltés.

A Livourne et ailleurs, les chants et les cris qui avaient *béni* la main de l'assassin trouvèrent de l'écho. A Turin même où le caractère national a plus de générosité et de courage, il y eut des apologies publiques de l'assassinat et des encouragements à suivre l'exemple des Romains. Une troupe de deux cents personnes, composée surtout de réfugiés lombards et modenais, se porta tumultueusement sous les fenêtres du ministère. Le général Perrone descendit dans la rue et se mêla aux groupes sans être reconnu pour juger par lui-même du caractère de l'attroupement. Il entendit les cris de : « Mort au ministère rétrograde ! Vive la lanterne ! Vive le meurtrier de Rossi ! A bas la France et l'Angleterre ! La guerre ! La guerre ! »

Le général alla chercher d'abord un commissaire de police et la garde nationale à qui il confia la défense du ministère, puis un escadron de dragons qui dispersa cette foule : on fit une quinzaine d'arrestations.

Le lendemain, les tribunes de la Chambre des députés furent évacuées sur l'ordre du Président. La garde nationale, chargée de l'exécution de cet ordre, n'éprouva aucune résistance. M. Pinelli, ministre de l'intérieur, déclara avec beaucoup de calme qu'il savait que les anarchistes avaient partout les mêmes sentiments et que les cris de : Mort au ministère ! se liaient par l'intention à l'assassinat de Rome ; il ajouta qu'il avait reçu des lettres, accompagnées de menaces, ne laissant aucun doute à cet égard, mais qu'il méprisait cette arme des lâches et qu'il accomplirait son devoir jusqu'au bout. Le ministère soutenait alors devant la Chambre un projet de loi qui soulevait une véritable tempête : c'était une loi de police contre les réfugiés des diverses parties de l'Italie, en vertu de laquelle ils devaient être obligés de donner une caution et pouvaient être arrêtés et conduits dans des dépôts s'ils ne remplissaient pas cette obligation. Devant les menaces de la foule quelques députés de la majorité ministérielle faiblissaient. La majorité n'était plus

que de soixante-neuf voix contre cinquante-huit.

Le cabinet tendait d'ailleurs à se désagréger. Le comte de Revel, l'homme le plus capable et le plus honnête qu'ait eu le Piémont pour l'administration de ses finances, avait donné sa démission. On avait été à la veille de le remplacer, ainsi qu'un de ses collègues, M. Merlo, par MM. de Ricci et Gioya, lorsque au cours même de ces pourparlers, alors que tout semblait conclu, M. de Ricci se laissa entraîner à donner sa signature au bas d'une protestation d'une extrême violence contre le ministère, lui reprochant d'avoir refusé *le secours aimé de la France*, grossier mensonge que M. Ricci couvrait de son nom à l'heure même où il acceptait d'entrer dans ce ministère qu'il accusait de trahison. Quelques jours après, M. Boncompagni, ministre de l'instruction publique, donnait à son tour sa démission sur une pétition des étudiants réclamant le droit d'association et renvoyée au ministre malgré lui. On contestait au général de Perrone sa qualité de Piémontais parce qu'il avait autrefois pris du service en France. Ces attaques incessantes fatiguaient le ministère; le peu d'appui qu'il trouvait dans la majorité finit par le déterminer à se retirer. Sa situation était d'ailleurs des plus anormales. Ministère de la médiation, ayant l'obligation de la défendre contre

toutes les attaques, il préparait la guerre à laquelle il était résolu. Ayant fait cette concession au parti avancé, il était fatalement menacé et entraîné par lui. — Pour résister à la guerre, disait-il, nous serions forcés de nous appuyer sur la réaction et nous ne le voulons pas.

Aussi, le 4 décembre, le cabinet donna-t-il sa démission collective qui fut acceptée par le Roi et annoncée aux Chambres. Charles-Albert avait eu d'abord l'intention de le reconstituer sous la présidence de Massimo d'Azeglio, ardent patriote mais ennemi convaincu des folies révolutionnaires. Esprit aimable, romancier, artiste, soldat, c'était un honnête homme dans toute la force du terme. Il était, avec le comte Balbo, un des plus illustres représentants de la fraction de la noblesse piémontaise qui avait épousé la cause italienne. Dans ses romans il s'était efforcé de relever le sentiment national et surtout la valeur militaire. Dans d'autres écrits (*I Casi di Romagna*), en se faisant l'avocat des malheureuses populations de la Romagne, il avait augmenté leur attachement pour le Piémont.

Grièvement blessé à la défense de Vicence, il s'était retiré à Florence d'où il fut appelé à Turin. Il y reconnut bien vite l'impossibilité de gouverner comme il le jugeait nécessaire. « Effectivement,

écrivait-il à un ami, j'étais venu à Turin, appelé par le roi pour former le cabinet; je suis venu, mais pour décliner cet honneur. Je n'aurais pas voulu faire la guerre à l'Autriche et encore moins faire la paix et la signer. Outre cela, l'opposition, ayant les perturbateurs de Gênes à ses gages, aurait rendu tout ministère impossible, le sien excepté. Il faut que les exaltés fassent leur temps; il faut que le pays les voie à la besogne, les connaisse et s'en lasse. C'est ce qui commence à arriver. Les ministères démocratiques de Rome, Florence et Turin sont l'expression et l'ouvrage de la jeune Italie. C'est un fait connu de tout le monde, excepté de l'abbé Gioberti qui croit mener et qui est mené. Les républicains ont réussi, en flattant sa vanité, à s'en faire un instrument et à se couvrir de son nom et de sa réputation. Mais comme, d'un côté, l'inexpérience et l'incapacité politiques de Gioberti sont immenses et que, de l'autre, l'absurdité des théories de la jeune Italie saute aux yeux de tout le monde une fois qu'on veut les traduire en pratique, il en résulte que le ministère actuel (celui que présidait Gioberti, à défaut de Massimo d'Azeglio) a très peu de chance de pouvoir se soutenir longtemps, même avec une Chambre de sa couleur; car l'Europe et les faits sont là pour leur donner de fameux démentis. »

Sur le refus de Massimo d'Azeglio, Charles-Albert s'était décidé à appeler Gioberti qui aspirait au ministère et qui guettait l'occasion d'y entrer.

Dès le commencement de la crise il s'était abouché avec le ministre de l'intérieur Pinelli ; il lui avait exposé les dangers de la situation, l'accroissement qu'ils pouvaient prendre si le roi ne le faisait pas venir et ne le consultait pas sur la formation d'un cabinet. M. Pinelli lui avait répondu qu'il ne s'opposait pas à ce que le roi l'appelât, qu'il n'avait reçu aucun ordre à ce sujet, mais que, s'il voulait faire une demande d'audience au roi, il se chargerait de la faire parvenir. C'était pousser un peu loin l'audace d'un côté et l'abnégation de l'autre, car on n'a jamais entendu parler dans le monde constitutionnel d'un chef de l'opposition qui s'offre à un souverain pour former un cabinet, et d'un ministre surtout qui le présente, tandis qu'un autre est chargé par ce souverain de cette formation.

L'initiative de Gioberti fut couronnée de succès. Il fut reçu par le roi ; il lui représenta qu'il courait le plus grand danger s'il ne lui confiait la formation d'un ministère d'opposition, lui offrant *par dévouement* de s'en charger à une seule condition, c'est que le programme du ministère serait l'indépendance de l'Italie entière jusqu'à l'Isonzo. Cependant,

pour rassurer Charles-Albert, il lui déclara qu'il était contraire à la Constituante telle que la voulaient les gouvernements démocratiques de Rome et de Florence et qu'il n'y consentirait pas.

Le roi répondit qu'il attendait M. d'Azeglio, qu'il essayerait de former sous sa présidence un ministère de conciliation, mais que, s'il ne réussissait pas, il aviserait.

C'est ainsi que quelques jours après, le 16 décembre, le ministère était constitué sous la présidence de Gioberti, président du conseil et ministre des affaires étrangères. Ricci avait les Finances; le portefeuille de la guerre était confié au général de Sonnaz qui, au mois d'octobre, avait faibli devant l'émeute de Gènes; Ratazzi avait la Justice; Buffa, le Commerce et l'Agriculture; Sineo, avocat et un des membres les plus verbeux de l'opposition, l'Intérieur; Tecchio, habitant de Vicence, réfugié à Turin et employé du ministère de l'intérieur sous Pinelli, reçut le portefeuille des Travaux publics, pour services rendus à Gioberti.

C'était *il vero ministerio democratico*, disaient le nouveau président du conseil et ses amis. Ils promirent à Charles-Albert de lui donner la satisfaction de ressaisir le commandement de l'armée. Le général Rava venait de publier sur la dernière guerre

une brochure qui rendait son maintien impossible.

Un avocat de Gênes, nommé Pellegrini, avait été condamné à la prison pour sa participation aux émeutes. Il fut élu député et mis en liberté sur la réclamation de l'opposition, entre la démission du ministère sortant et la constitution du ministère Gioberti. Il en profita pour se livrer, à la Chambre, à des attaques très vives au sujet des événements de Gênes, disant que la troupe ne demandait qu'à fraterniser avec le peuple, qu'elle avait été consignée et que les soldats avaient été enivrés pour les empêcher de se prononcer. Pinelli lui répondit avec beaucoup d'éloquence, clôturant dignement par l'éclat de ce débat l'administration qu'il avait dirigée.

CHAPITRE IX

Le programme du ministère Gioberti. — Mécontentement de l'armée sarde. — Préparatifs militaires des Autrichiens — Tristesse et découragement de Charles-Albert

Le programme ministériel n'était qu'une longue phraséologie, un exposé de principes en contradiction avec les nécessités du pouvoir. Il y était question de la médiation qui avait fait son temps et qui devait se dénouer d'elle-même, de la guerre avec réserve sur le moment où il faudrait la faire, de la Constituante, mais aussi de la nécessité d'assurer l'indépendance des États, du caractère démocratique du ministère, avec un respect profond pour le trône et pour le souverain et un appel aux classes jadis privilégiées.

Une partie de l'ancienne opposition se montrait fort mécontente : « Les anciens ministres, disait Brofferio, étaient d'honnêtes gens ; ils n'accordaient pas beaucoup, mais ils n'avaient rien promis ; ceux-ci ont tout promis, mais ils n'accordent rien.

De vives attaques sur tous les articles du programme du ministère ne tardèrent pas à paraître

dans le *Messenger* de Turin, organe de Brofferio. « Je ne me fais pas d'illusion sur ma position, déclara Gioberti au ministre de France; j'en comprends toutes les difficultés. On a laissé s'aigrir et se passionner les esprits en leur inspirant de la défiance relativement à la seule idée qui puisse exciter des sentiments énergiques en Italie : l'indépendance et l'union. Il ne s'agissait pas seulement de faire la guerre, mais de bien persuader qu'on la voulait et qu'on ne s'accommoderait jamais de l'occupation autrichienne. Les esprits ardents se sont accoutumés à la pensée qu'on leur refusait cette satisfaction et se sont persuadé qu'à la mauvaise foi qu'ils supposaient au gouvernement il n'y avait à opposer que la violence. De là ce qui est arrivé à Rome et à Florence. A Florence tout est venu de la faiblesse du ministère, mais Guerrazzi est un homme d'État et il cherchera plutôt à fortifier le gouvernement qu'à l'amoindrir. A Rome le Pape n'a rien à se reprocher que de n'avoir pas su se séparer entièrement d'hommes qui le compromettent : quant à lui, c'est le plus noble cœur que je connaisse; il n'a que de bonnes inspirations et il ne lui manque que des hommes pour les mettre en œuvre. Rossi était le seul qui en fût capable. J'étais son ami et je connaissais toutes ses pensées : elles n'avaient que l'intérêt de l'Italie pour but, et il

les eût réalisées au grand bénéfice de notre pays s'il avait vécu. En trois ans il aurait régénéré l'État romain : lui seul pouvait mener à bien l'entreprise de l'union de l'Italie. J'en étais si sûr que j'ai voulu le faire venir ici, sachant que le Piémont pouvait seul lui donner la force nécessaire pour réaliser ses projets : partout ailleurs cette force devait lui manquer. Je sais du reste qu'il a toujours résisté à Guerrazzi et qu'il lui a donné les meilleurs conseils pour l'organisation de l'Italie. Aujourd'hui on ne sait que faire à Rome et tant que le Pape n'y reviendra pas les affaires de l'Italie seront en souffrance. Mamiani n'est pas un homme pratique et il est menacé par le prince de Canino et Sterbini, qui sont aussi malhonnêtes qu'incapables. Si Mamiani leur cède, notre politique sera fort compromise ici, car le mouvement qui le renversera et qui établira la République à Rome fera le tour de l'Italie, comme celui qui a mis Guerrazzi et Mamiani au pouvoir, et nous nous trouverons en butte à ce mouvement qui nous renversera à notre tour. Je resterai à mon poste tant que je le pourrai. Je n'ai pris le pouvoir que pour préserver la maison de Savoie du danger qui la menace. Elle n'avait d'autre parti à prendre que la réaction ou la guerre, et la réaction même ne l'eût pas sauvée parce que le mouvement eût été plus fort qu'elle dans

toute l'Italie et dans le Piémont même. Mais après moi, si l'on ne me soutient pas dans l'œuvre que j'ai entreprise, il n'y aura qu'un ministère Brofferio qui soit possible et il amènera la chute de la monarchie à laquelle je suis dévoué. Je ferai tous mes efforts pour empêcher ce résultat et j'espère que le parti conservateur le comprendra et ne me sera pas trop hostile. Quant à moi, je ne veux rien faire qui puisse lui inspirer des craintes pour la royauté. Je crois la guerre nécessaire, mais je ne la ferai que quand l'état de l'armée m'aura donné l'assurance qu'elle est possible. Je ne repousse pas la médiation, je la laisse produire son effet : si elle réussit, nous en accepterons avec reconnaissance les résultats ; si elle échoue, nous n'aurons pas à nous reprocher de l'avoir entravée ; mais je n'en espère pas grand'chose et je ne me fie qu'à nos propres ressources. Toutefois, je suis plein de reconnaissance pour la médiation, convaincu que je suis qu'elle nous a donné le temps de remettre l'armée dans une position meilleure et en état de rentrer en campagne. »

Pour Gioberti le côté le plus délicat de la médiation était l'abandon de la Vénétie, abandon contraire à son principe de l'indépendance absolue de l'Italie. Il s'en tirait en réservant le principe, mais en se

résignant à accepter le fait, si la médiation se réalisait.

Gioberti et ses collègues demandaient avec insistance un général et un intendant français, l'administration de l'armée étant dans un état déplorable. Le capitaine d'artillerie Fabar fut envoyé par le général Oudinot pour étudier l'artillerie sarde. Présenté au ministre de la guerre, il eut toute facilité pour remplir sa mission. De Turin il se rendit à Milan où il fut parfaitement accueilli par le maréchal Radetzki et par tous les officiers de son état-major. Il trouva l'armée sarde mal habillée, mal équipée, peu instruite, en un mot, très peu prête à entrer en campagne, tandis que l'armée autrichienne était pourvue de tout, remplie d'entrain et de confiance, commandée par des généraux prêts à agir.

Malheureusement la modération de langage de Gioberti ne devait pas tarder à être mise à l'épreuve des événements. Il fallait donner satisfaction à Gênes où l'esprit révolutionnaire était prédominant. On y envoya un des ministres, M. Buffa, comme commissaire royal. Celui-ci s'empressa d'y promettre la Constituante, le renvoi des troupes, la destitution du gouverneur et la remise des forts à la garde nationale. A la Chambre, l'ancien ministre de la guerre, Alphonse de la Marmora, s'éleva avec force contre

de pareilles mesures, les dénonçant comme une insulte pour l'armée, ainsi *chassée* de Gènes. Un vif mécontentement se produisit dans l'armée, quoique M. Buffa fût en partie désavoué par le président du conseil.

On alla même jusqu'à colporter des pétitions au mépris de la discipline. Le duc de Savoie, fils aîné de Charles-Albert et héritier présomptif de la couronne, était un des plus animés contre Gioberti. Il fut décidé que Gènes conserverait une garnison de trois mille hommes, et que le fort de l'Éperon serait remis à la garde nationale qui fut consultée et qui délibéra sur les conditions de cette transaction.

La querelle paraissait apaisée lorsque M. Buffa vint tout compromettre de nouveau par une proclamation des plus maladroites. Pour rehausser le mérite des destinées que l'armée constitutionnelle semblait devoir accomplir, il s'avisa de comparer son ancien état à celui des gladiateurs de l'antiquité. L'armée s'agita de nouveau; presque tous les officiers ayant servi sous l'ancien régime et appartenant en grande partie à la noblesse se sentirent offensés par cette comparaison. Leur ressentiment, leur fureur, étaient difficiles à calmer sans infliger à M. Buffa un désaveu formel, ce que n'osait faire Gioberti.

On essaya de répandre dans l'armée une adresse

approuvant les paroles de ce malencontreux ministre. Elle ne recueillit des signatures que dans un seul régiment, le 18^e, faisant partie de la division du duc de Savoie. Le jeune prince indigné punit le colonel et ses officiers; il demanda même des destitutions qu'il ne put obtenir. Loin de là le colonel qu'il avait suspendu fut attaché au ministère de la guerre, et un autre officier fort distingué, M. de Balbiano, qui avait écrit dans les journaux pour défendre l'armée contre M. Buffa, fut brutalement destitué. Le duc de Savoie voulait donner sa démission : il en fut empêché par la volonté expresse du roi.

Ce mécontentement était grave, car la Savoie s'agitait et c'était elle qui fournissait sans contredit les meilleurs soldats de l'armée piémontaise.

Gioberti aurait eu cependant bien des raisons de ménager la droite de la Chambre qui disposait en réalité de la majorité. Dans six bureaux sur sept, elle avait obtenu l'avantage pour la nomination des présidents. Mais elle ne se souciait pas de renverser le ministère et de reprendre le pouvoir. Elle en donna la preuve en accordant deux douzièmes provisoires que demandait le gouvernement. Cet acte de sagesse et de modération était dû à l'influence du général Perrone; et, comme son ancien collègue, M. Pinelli, lui rappelait l'opposition systématique qui avait

paralysé leurs efforts quand ils étaient au pouvoir :
« Voulez-vous faire comme eux et rendre tout gouvernement impossible ? » répliqua le général.

Il donnait à ses successeurs en toute sincérité les meilleurs conseils : « Si vous entrez dans la médiation avec le parti pris de ne pas même accepter les bases que nous avons signées, on connaîtra bien vite votre pensée et vous n'aurez personne pour vous. Vous pouvez être sûr que l'Autriche fera tous ses efforts pour garder tout ce qu'elle occupe en Italie. En vous montrant disposés à en abandonner une partie vous aurez pour vous la France et l'Angleterre et, si l'Autriche refuse absolument de faire un sacrifice, vous aurez par votre modération acquis des amis qui vous soutiendront pendant la guerre si vous êtes obligés de la faire, moralement au moins si ce n'est matériellement, tandis que si vous vous montrez entêtés et absolus, ou si vous indiquez une arrière-pensée, on vous abandonnera.

« Sur la question de la Constituante, vous avez une lettre de M. Mamiani qui vous dit qu'il est tout disposé à la remettre après la guerre; la Toscane est du même avis; ayez donc le courage de le dire tout haut et prenez acte du consentement de ceux qui vous ont précédés dans le mouvement progressiste. Ni Mamiani, ni Guerrazzi n'oseront vous dé-

mentir puisque vous avez des pièces qui prouvent qu'ils unissaient leur politique à la nôtre sous ce rapport.

« Quant à la guerre, tout en étant décidés à la faire, éloignez-en le plus possible l'époque pour vous donner les meilleures chances.

« A ces conditions, nous sommes disposés à vous appuyer et la majorité vous soutiendra ; mais si vous faites des choses contraires à nos principes, si vous encouragez l'anarchie, nous nous opposerons à vous par tous les moyens possibles. En un mot ne faites pas une politique de personnes ; soyez vraiment patriotes et ne vous occupez que des intérêts de l'indépendance et de l'union italiennes, et nous vous aiderons sans nous occuper nous-mêmes des questions de personnes. Ménagez surtout l'armée, car c'est la fortune de l'Italie : elle vous est hostile et se défie de vous. Rassurez-la, ne la désorganisez pas pour chercher une vaine popularité qui ne vous donnerait pas les moyens de la remplacer. »

Malheureusement Gioberti était trop accoutumé à la louange et trop avide de popularité pour ne pas céder aux entraînements de ses flatteurs et de ses amis. Ses choix diplomatiques n'étaient pas heureux. Il s'était imaginé d'accréditer auprès du roi de Naples, dont le concours pouvait être si nécessaire pour ré-

sister aux projets de Constituante italienne, M. Plezza, qui avait tenu à la tribune du Sénat des propos injurieux pour ce souverain. Le roi Ferdinand refusa de le recevoir, disant que ce refus s'adressait à la personne de M. Plezza et non au représentant de la Sardaigne. Au cours de ces pourparlers Plezza remit une protestation si violente et remplie de telles menaces que tout accord devint impossible. Il se retira et mon ami M. de Ludolf, ministre de Naples à Turin, reçut ses passeports pendant les négociations qu'il s'efforçait de suivre dans un esprit conciliant. La rupture des deux cours très peu sympathiques l'une à l'autre fut un fait accompli.

Le ministère rappela de Paris et de la conférence tenue à Bruxelles pour la médiation M. Ricci, parce qu'on craignait que, quoique frère d'un des membres du cabinet, il se laissât séduire par l'Autriche et qu'il soutînt trop mollement une politique absolue réclamant le royaume lombardo-vénitien tout entier. Il avait tenté de le remplacer par le comte Arese, Lombard compromis dans les derniers événements, que l'Autriche pouvait récuser en protestant contre la présence aux conférences d'un personnage regardé par elle comme rebelle à son souverain. Déjà l'Angleterre avait dû réclamer contre l'envoi à

Londres du comte Casati, et le cabinet sarde avait été obligé d'y maintenir provisoirement M. de Revel.

On finit par nommer à Paris un Ligurien, M. Ruffini, et à Londres le marquis Saüli, considérés comme deux nullités. Dans l'impuissance de faire un autre choix, on se décida à envoyer aux conférences de Bruxelles M. Ricci, le seul homme de l'ancienne diplomatie qui restât en fonction, mais il refusa cette mission.

En France, l'élection du 10 décembre avait eu lieu et Louis-Napoléon était devenu Président de la République. Il n'était pas moins favorable à l'Italie que le général Cavaignac, mais M. Bastide avait été remplacé par M. Drouyn de Lhuys, et une politique plus conservatrice allait prévaloir. Gioberti fut prévenu par le ministre de France que les puissances catholiques ne souffriraient pas qu'il fût porté la moindre atteinte à la puissance spirituelle du Pape et que même elles pèseraient de tout leur poids pour faire rétablir son autorité temporelle; que la France, quoique républicaine, agirait en ce sens; que le gouvernement précédent y était résolu et qu'à *fortiori* le gouvernement nouveau protégerait le Pape d'une manière efficace.

Gioberti répondit que, comme prêtre, il était

soumis d'une manière absolue à l'autorité spirituelle du Pape et que, comme ministre, il regardait son autorité temporelle comme indispensable au salut de l'Italie et qu'il ferait son possible pour la rétablir. Il se déclarait très hostile à toute tentative républicaine.

« Les républicains unitaires de l'École de Mazzini, disait-il, partent de ce principe que les princes ne veulent la guerre qu'autant que les moyens employés pour la faire ne menacent pas leurs couronnes, tandis que la guerre contre une puissance colossale comme l'Autriche n'est possible qu'à la condition de la réunion des efforts unanimes de vingt-cinq millions d'Italiens. Selon eux, une révolution est le seul moyen de réaliser cette union : tant qu'elle n'aura pas eu lieu, il n'y aura aucun succès à espérer; on sera toujours trahi par les Princes et par les partis rétrogrades. L'élu du peuple faisant lui-même ses affaires et disposant des ressources qu'offrent les biens de l'aristocratie et du clergé peut seul donner l'espoir de vaincre. »

Gioberti repoussait de toutes ses forces un pareil programme : « L'Italie n'est pas mûre pour une république, elle n'engendrerait que des rivalités de ville à ville pour la destruction des États et de l'autorité princière. Le roi de Piémont étant sin-

cèrement constitutionnel, l'armée et la grande propriété qui sont les seuls moyens d'action pour conquérir l'indépendance nationale lui étant tout dévoués, il importe de garantir son autorité contre les menaces des factieux. »

Loin de pactiser avec le parti républicain, dans une visite qu'il fit à M. de Bois-le-Comte, Gioberti offrit d'envoyer à Rome dix mille hommes de troupes piémontaises pour rétablir l'autorité temporelle du Pape. Il voulait par là empêcher une intervention espagnole qui était annoncée. C'était beaucoup s'avancer. Le cabinet Gioberti était trop compromis vis-à-vis du parti qui avait produit les événements de Rome, il était trop engagé par la question de l'indépendance italienne pour agir franchement contre ceux à qui cette question servait de prétexte pour faire réussir leurs projets révolutionnaires. Aussi ces ouvertures, désavouées sans doute par les autres membres du cabinet, n'eurent-elles aucune suite sérieuse. Cependant Gioberti cessa tout rapport avec le gouvernement romain et retira même de Rome le secrétaire qui y était resté pour les affaires de la Légation.

L'agitation de la Savoie prenait une extrême gravité. Des pétitions séparatistes rédigées à Chambéry se couvraient de signatures. La cause en était les

sacrifices d'hommes et d'argent demandés à cette province pour une guerre à laquelle elle n'avait aucun intérêt.

La Savoie coûtait au Piémont environ 600,000 fr. de plus qu'elle ne lui rapportait. Mais elle était une pépinière d'excellents soldats, — ce qui était beaucoup pour un pays qui n'avait que quatre millions et demi d'habitants et qui avait la prétention d'entretenir une armée de cent mille hommes.

D'autre part la Savoie avait quelques fabriques dont la concurrence était très nuisible au commerce piémontais. Mais la maison régnante tenait à cette province parce que c'était d'elle qu'elle tirait son origine, et l'aristocratie savoisiennne était attachée à la maison de Savoie dont elle tenait tous ses avantages, titres, emplois, charges de cour. Ce fut cependant un membre de cette aristocratie, M. Costa de Beauregard, très influent en Savoie où il avait établi sur ses terres des institutions modèles pour l'agriculture et l'instruction publique, qui porta à la tribune les doléances de cette province écrasée d'impôts, épuisée d'hommes, dont la situation était devenue intolérable. La classe populaire ne désirait que la réunion à la France parce que c'était en France qu'elle trouvait le travail nécessaire à son existence et que la réunion devait la délivrer des

entraves apportées à son émigration. Mon ami le marquis Costa de Beauregard, d'opinion très royaliste, avait eu une conversation avec le roi qui lui avait demandé d'employer toute son influence pour calmer cette agitation. Mais Costa de Beauregard avait répondu qu'il était trop tard. Il fut question de le destituer de sa place d'aide de camp du roi. La guerre était une question de vie ou de mort pour la Savoie.

Il est certain que le rappel des régiments de Savoie dans leur pays et un refus d'impôts devaient obliger à faire la paix.

Les deux régiments d'infanterie et le régiment de cavalerie de cette province, en garnison à Turin, formaient un effectif de près de dix mille hommes. Les deux bataillons de réserve comptaient trois mille hommes et on évaluait à environ quatre à cinq mille hommes les Savoisien^s épars dans l'artillerie et les bersaglieri, soit encore tout près de dix mille hommes d'excellentes troupes, qui auraient fait un grand vide dans l'armée piémontaise.

La Savoie réclamait la séparation absolue de l'administration des deux pays, la nomination des Savoisien^s à tous les emplois, la disposition de son budget, l'institution d'un Conseil général, chargé de l'administration et ayant le droit de refuser le concours de

la province à une guerre offensive, la couronne pouvant faire des appels de troupes pour les garnisons du Piémont et les employer à sa guise pour une guerre défensive.

C'est dans une situation aussi critique que le gouvernement sardes crut devoir recourir à la mesure extrême de la dissolution de la Chambre. Charles-Albert, inerte et résigné, laissait agir son ministère. Dans une entrevue qu'il eut le 3 janvier 1849 avec M. de Bois-le-Comte il lui dit :

« Je ne suis pas républicain, non parce que je suis roi, mais parce que je suis convaincu que ce régime ne convient pas à l'Italie et ne pourrait qu'y compromettre la liberté. » Il rendit hommage à la France où les idées avancées acquéraient la maturité nécessaire pour porter de bons fruits et pour donner aux autres nations l'exemple de l'ordre dans le progrès. Il ajouta que la France était le seul gouvernement qui avait terminé sa révolution, exprimant l'espoir que la manière dont elle avait abattu les mauvaises doctrines arrêterait l'anarchie en Europe. Il s'étendit avec amertume sur les événements de Gênes et sur les dangers qu'ils faisaient courir au pays. « Les ministres, dit-il, n'ont pas voulu les réprimer : tout le mal est venu de là et Gênes est devenu ainsi le point de mire de tous les États de l'Italie. On veut

nous traiter comme à Rome et à Florence, mais nous ne nous laisserons pas faire : l'exemple d'eux n'est pas séduisant. »

Le roi à qui le commandement de l'armée n'avait pas encore été rendu parla fort peu de la guerre, mais il s'exprima avec vivacité sur les infractions portées par les mesures du maréchal Radetzki aux conventions faites entre eux à Milan.

Il ne fit aucune objection aux démarches faites par la France pour offrir au Pape l'hospitalité, offre dont l'acceptation eût été très désirable dans l'intérêt de l'Italie et de la religion en arrachant Pie IX aux influences qui l'entouraient à Gaëte. Sur les conférences de Bruxelles et leur résultat Charles-Albert tenait un langage presque résigné. Il parlait de l'intention de l'Autriche de ne céder aucune partie de ses États d'Italie comme devant rendre difficile la conclusion de la paix, mais sans tenir le langage belliqueux auquel il était accoutumé.

Des renforts évalués à vingt bataillons arrivaient à Milan, et Radetzki prenait dans le royaume lombardo-vénitien des mesures de plus en plus rigoureuses. A l'impôt extraordinaire dont avaient été frappés les personnages qui avaient servi le régime nouveau depuis le soulèvement de Milan étaient

venus se joindre la confiscation des biens des réfugiés qui n'avaient pas obéi à l'ordre de rentrer, l'établissement du papier-monnaie et de nouvelles rentes sur le Mont de Milan, les levées militaires avec menace d'incorporer les récalcitrants dans les régiments allemands, la peine de mort contre les Lombards qui seraient pris les armes à la main contre l'Autriche, enfin la convocation à des élections pour la diète autrichienne de Kremsier. C'était un régime de réaction militaire dans toute sa dureté, incompatible avec les engagements moraux résultant de l'acceptation d'une médiation.

La guerre pouvait éclater à chaque instant et naître du moindre incident. Le maréchal de Welden avait sur les bords du Pô un corps de vingt-cinq bataillons tout prêt à traverser le fleuve et à envahir la Toscane et les États romains. Il aurait facilement devancé à Rome toute autre intervention. Le général Scharnowski, chef d'état-major de l'armée, s'occupait d'organiser le commandement qu'il était toujours question de rendre au roi. Il se disait sûr de l'armée pour une guerre défensive, mais il regardait comme une grave imprudence de s'engager au delà du Tessin contre une armée aussi forte que l'armée autrichienne avec aussi peu de ressources administratives.

Les élections, conséquence de la dissolution de la Chambre, approchaient. Elles devaient avoir lieu le 22 janvier 1849. Personne n'en pouvait prévoir les résultats. La révolution française avait passé sur le Piémont par le fait de l'annexion de 1796 et par l'introduction de nos codes et de notre administration jusqu'en 1814. A cette époque, il y avait eu une reprise à peu près complète du régime antérieur à ces vingt années. Cette reprise avait eu lieu sans secousse, sans contestation, les mœurs n'ayant point eu le temps de se façonner aux institutions démocratiques françaises. Les codes français avaient disparu : les dispositions les plus aristocratiques, relatives à la puissance paternelle, aux successions, etc., avaient été remises en vigueur, la noblesse était redevenue maîtresse de tous les emplois de l'armée et de la magistrature qui formaient à peu près les seules carrières ouvertes à l'intelligence et à la fortune en Piémont. La noblesse qui disposait seule de ces emplois avait par là une immense influence. Les arts, la littérature, étaient nuls dans la capitale, le commerce y était très restreint ; la noblesse qui y était très nombreuse exerçait sur l'esprit public une véritable domination par son existence collective et par les liens étroits qui l'unissaient au pouvoir. Cette domination s'était étendue sur tout le pays, grâce à

l'influence que la capitale y exerçait. La monarchie sarde avait employé ces trente-quatre années de paix, à peine interrompue, à resserrer les liens de son autorité. Quelques perfectionnements avaient été apportés dans les codes, mais nulle part la vie politique n'avait été donnée au pays par des institutions libérales pouvant conduire sans secousse à un gouvernement parlementaire, telles que des conseils municipaux, des assemblées de province, etc., etc. Le pays ne les réclamait pas d'ailleurs. La vie était douce et facile. Pourvu qu'on ne désirât rien en dehors du foyer domestique le bien-être individuel était à peu près assuré.

Les événements de 1848 étaient venus surprendre cette nation et ce pouvoir endormis dans une existence si calme et si facile. Charles-Albert qui avait refusé à ses sujets les institutions les moins dangereuses, qui avait même frappé d'interdiction une société d'agriculture parce qu'on y parlait politique, leur accorda tout à coup, du jour au lendemain, toutes les libertés à la fois dans le but de satisfaire son ambition par des conquêtes. La noblesse protesta, la classe moyenne s'abstint. Les chambres se composèrent de deux catégories de députés : quelques nobles éclairés qui prirent le gouvernement constitutionnel au sérieux, des avocats, des pro-

fesseurs qui supportaient depuis longtemps avec impatience le joug de la noblesse et qui brûlaient de prendre leur revanche. Entre ces deux catégories de députés l'antagonisme était extrême. Les hommes les plus honorables et les plus libéraux qui avaient été les promoteurs du mouvement d'où était sorti le Statut, les Balbo, d'Azeglio, Cavour, Alfieri, étaient impopulaires par cela seul qu'ils appartenaient à la noblesse. Ces sentiments développés par la liberté de la presse et favorisés depuis le ministère Gioberti par l'action du pouvoir allaient inspirer les élections. Dans les centres importants, les villes et les gros bourgs chaque café était devenu un club où l'on pérorait contre la noblesse. Les députés conservateurs éprouvaient ainsi les plus grandes difficultés à se faire réélire dans leurs provinces. Les électeurs leur répondaient invariablement : « Nous avons toute confiance en vous personnellement, mais vous appartenez à la noblesse de l'ancien régime dont nous ne voulons pas. » C'est ainsi que Cavour échoua aux élections de janvier 1849 et fut remplacé par un certain Pansoya, une « obscure nullité », a dit justement M. Charles de Mazade. Il y eut à peine dans tout le Piémont dix députés de l'ancienne majorité réélus. La proportion fut plus forte en Savoie et dans la Sardaigne :

cependant les conservateurs n'obtinrent pas plus de trente-cinq sièges à la Chambre. L'élection s'était faite contre la noblesse et le clergé. Elle aggrava les embarras de Gioberti qui se retrouvait sans contre-poids en présence de ses amis et en face d'une opposition républicaine peu nombreuse, il est vrai, mais très énergique.

Le cercle politique de Gênes, encouragé par les résultats du scrutin et par les mouvements révolutionnaires de Rome et de Florence, perdit toute mesure. Il prononça la déchéance du roi Charles-Albert, l'institution d'une Constituante italienne par le suffrage universel, la dissolution de la garde nationale. Gioberti déclara à M. de Bois-le-Comte qu'il avait écrit sur-le-champ lui-même, sans consulter ses autres collègues, à M. Buffa pour le charger de dissoudre immédiatement le cercle politique de Gênes en lui témoignant son étonnement de ce que cette mesure n'eût pas encore été prise par lui.

« Je lui ai ordonné, ajouta-t-il, de chasser à l'instar de Gênes tous les étrangers qui s'y trouvaient et qui étaient les auteurs des troubles de cette ville. M. Buffa m'a répondu que je ne pouvais de Turin me rendre compte de toutes les difficultés de sa position à Gênes, qu'il était bien décidé à faire fermer le cercle politique, mais qu'il devait être juge de

l'opportunité et que, si on voulait le forcer à le faire sur-le-champ, il serait obligé de donner sa démission. Je n'ai pas voulu l'accepter, parce d'autres lettres de Gênes qui s'étaient croisées avec la sienne, me donnaient les meilleures assurances sur l'action exercée par M. Buffa dans le sens de la modération, et je lui ai répondu que je l'engageais à rester, persuadé qu'il remplirait son devoir. Mais je suis décidé à faire respecter les ordres du gouvernement à Gênes, dussé-je employer l'état de siège. Je ne céderai pas plus pour cela que pour Rome et pour Florence. Je déclarerai aux Chambres que j'ai rompu avec l'État romain et que je n'accepterai jamais la Constituante, nommée par le suffrage universel et avec mandat illimité. Vous me connaissez comme philosophe, s'est-il écrié, mais je puis vous donner l'assurance que j'ai, comme homme politique, une fermeté inébranlable et que j'engagerai plutôt ma tête que de reculer. Je fais cette déclaration devant vous parce que je sais qu'elle m'engage et je vous prie d'en donner l'assurance à votre gouvernement.

« Je ne laisserai pas le Piémont sacrifier son existence comme État à l'Italie centrale, qui ne possède ni hommes ni argent, et qui ne sait ni ne peut résister au désordre. J'ai offert la fédération en ce mo-

ment et la Constituante après la guerre, mais je ne consentirai point à ce qu'on me demande. C'est une République déguisée, puisqu'on veut établir une souveraineté supérieure à celle qui régit l'État. »

Le cabinet est parfaitement uni, assurait Gioberti. Il ne tarda pas à avoir la preuve du contraire. Trois ministres hostiles à ses vues — MM. Ratazzi, Buffa, Tecchio — se disposaient à l'éliminer. « Nous voulons, disait-il, une démocratie conciliatrice, c'est-à-dire l'accord de tous pour le bien du peuple. » Il se défendait de vouloir exclure la classe supérieure. « L'argent ne nous manquera pas, disait-il encore, mais pour la guerre nous avons besoin de vous. Nous aider serait le meilleur moyen de triompher de la démocratie en France et en Italie. Nous vous demandons de nous aider à terminer l'affaire de Rome : ce sera une garantie de notre bon vouloir pour l'ordre ; il ne restera plus qu'à nous aider contre les Autrichiens. Eux partis, je vous réponds de l'ordre en Italie. »

Ces illusions avaient été entretenues dans l'esprit de Charles-Albert et de ses ministres par l'arrivée à Turin d'un vétéran des guerres du premier Empire, le général Pelet, envoyé extraordinaire du prince président auprès du roi de Sardaigne. Le général

lui-même s'efforça de les dissiper dans ses entretiens avec le roi et les ministres, sa mission étant tout honorifique et de courtoisie.

Les garanties du maintien de l'ordre données par Gioberti étaient mises à une dure épreuve par les faits. M. Buffa ne se décidait pas à fermer le cercle de Gênes. A Turin même une démonstration d'ouvriers brûlait sur la place publique un journal conservateur. Le ministre de l'intérieur, loin d'empêcher cette manifestation, l'accueillit avec faveur parce que ce journal était hostile à son parti, et de son balcon il haranguait les ouvriers. La Gazette officielle publiait un récit élogieux de cette démonstration en exagérant singulièrement son importance. Elle parlait de quatre mille manifestants tandis qu'il y en avait à peine trois cents.

Charles-Albert dont l'énergie n'était pas à la hauteur de ses aspirations ambitieuses restait morne, isolé : il se préparait à la guerre sans illusions sur le résultat. Il prenait secrètement ses dispositions pour ne pas rentrer à Turin en cas d'échec. A la fin de janvier 1849, il visita dans une minutieuse tournée d'inspection son armée, cantonnée à Verceil, Novare, Casal, Alexandrie, Vigevano et Mortara ; il fut reçu partout avec enthousiasme. Le 31 janvier, il était de retour à Turin. Ce voyage avait également

pour but d'apaiser l'irritation très vive qui existait dans l'armée contre les actes du ministère Gioberti et contre les procédés et le langage du ministre Buffa dans ses fonctions de commissaire royal à Gênes.

CHAPITRE X

Le duc de Savoie et le duc de Gênes. — Projet d'intervention en Toscane. — Chute de Gioberti. — Voyage à Paris. — Le prince président. — Le général Changarnier. — Le général Bugeaud. — Le général Colli de Felizano, ministre de la guerre à Turin. — Sa démission. — Dénonciation de l'armistice.

J'avais fait la connaissance du duc de Savoie qui devint le roi Victor-Emmanuel II, et de son frère le duc de Gênes en me rendant auprès de leur père le roi Charles-Albert au Palais Greppi à Milan, dans l'une des dernières journées qui ont suivi les revers de l'armée piémontaise en Lombardie (1). Le roi Charles-Albert que j'avais vu pour la première fois la veille de ce jour (3 août 1848) à l'auberge de San Giorgio, près de la Porta Romana, m'avait fait mander auprès de lui pour savoir si je voulais accompagner le général Lazzari au camp autrichien afin d'y obtenir des sauf-conduits pour rapatrier deux cents Français compromis dans la première insurrection de Milan et qui eussent risqué d'être fusillés s'ils étaient tombés aux mains des Autrichiens.

On fait vite connaissance des hommes au milieu

(1) Voir chapitre vi.

de si graves événements. J'étais resté pendant deux jours continuellement auprès du roi, et là j'avais vu toute sa maison militaire. J'avais longuement causé avec Alphonse de la Marmora qui était alors à la tête des bersaglieri et qui dans ce même palais délivra le roi Charles-Albert des mains d'une troupe de forcenés qui voulaient le prendre comme otage. Les troupes piémontaises étaient vaincues ; il n'y avait plus qu'à capituler et à chercher à obtenir de l'Autriche les conditions les meilleures pour se retirer en Piémont. Le peuple de Milan s'était injustement soulevé contre le roi Charles-Albert, il criait à la trahison, faisait des barricades, et j'avais eu personnellement toutes les peines du monde à sortir du consulat de France pour rejoindre le roi. Le palais Greppi était rempli d'officiers qui sont devenus plus tard mes amis. Je trouvai là, entre autres, le marquis d'Aglié, gendre de la marquise de Boyl. La foule de soldats et d'officiers me laissèrent passage dans le grand escalier du palais Greppi et j'entrai chez le roi. Sa chambre était ouverte, comme tous les salons remplis de toutes sortes de gens appartenant à l'armée ou à la municipalité de Milan. Je rencontrai, entre autres le marquis d'Adda, qui avait épousé la princesse Pio, une des femmes les plus sympathiques de l'Italie.

Il fut entendu entre le roi et moi que j'accompagnerais les généraux Rossi et Lazzari chez Radetzki (1). Le roi, malgré tous ses revers, était tranquille et calme comme toujours. Il m'avait traité avec une distinction particulière. C'était un prince froid, réservé, sans apparente affectation, un grand gentilhomme enfin, de manières très simples, mais plein de dignité, c'était de plus un prince avec lequel, dès le premier moment, on éprouvait de la sympathie ou de l'aversion. Pour moi, dès les premiers instants que je l'ai vu, il m'attira complètement à lui par ses excellentes et simples manières. On a dit de ce prince qu'il était fier, toujours politique, rusé, hautain, sec, de peu de cœur. J'ai trouvé un tout autre homme, et je ne puis dire assez combien j'ai eu à me louer de la délicatesse de son cœur et de son esprit au cours des relations importantes que j'ai eues avec lui à cette époque, au milieu de si graves événements interrompus par le bruit du canon ou les vociférations de l'émeute dans les rues de Milan. Je regarde Charles-Albert comme l'un des souverains les plus distingués que j'aie connus. Il était de plus très instruit, d'une bravoure téméraire et ne craignant que Dieu. Il se croyait appelé par la volonté

(1) 4 août 1848. — Voir *Souvenirs de la guerre de Lombardie*, par le duc DE DINO. Milan, chapitre xii. Paris, Dumaine, 1851.

de Dieu à la tâche d'accomplir l'indépendance de l'Italie; il en avait la conviction. C'est lui en effet qui a préparé les événements qui se sont produits sous le règne de son fils; s'il avait vécu, il les aurait sans doute modifiés suivant des idées plus politiques et dans un esprit plus catholique.

Le roi Charles-Albert voulant l'unité de l'Italie en formant une confédération italienne dont le Pape eût été avec lui le chef, sa pensée était de ne toucher à aucun des États des princes d'Italie, mais de se faire roi d'Italie en agrandissant ses États de tout ce qui parlait italien en Autriche. Sa devise était: *Dio lo vuole*. La patience, la ténacité, la résignation étaient les principales qualités du roi Charles-Albert. Sous une apparence de froideur, il cachait un cœur très aimant et qui savait souffrir sans jamais se plaindre. C'était un prince du moyen âge. Il pensait que Dieu l'avait appelé au trône pour régénérer l'Italie: c'était chez lui une idée fixe: chaque jour il marchait pas à pas à son but. Il aimait les devises qui peignaient sa pensée et sa situation: aussi avait-il pris celle-ci: *J'attends mon astre*. Il aurait pu aussi prendre cette devise: *Aimer et souffrir*. Personne n'a plus aimé que lui, personne n'a plus souffert que lui, sans jamais se plaindre. Non seulement le roi Victor-Emmanuel ne lui a jamais res-

semblé physiquement, mais moralement il ne pouvait y avoir aucune sympathie entre eux. Le roi Charles-Albert avait en lui de la race, de l'élégance, tandis que la nature du roi Victor était commune. Enfant, il y avait si peu d'affinité entre son père et lui qu'il en avait une peur terrible. C'était à vrai dire un bon garçon, mais de forme et d'esprit vulgaires. Son frère, le duc de Gênes, au contraire, avait toutes les distinctions de son père. Il avait fait de très bonnes études tandis que Victor-Emmanuel n'avait jamais rien pu apprendre. Toute son éducation avait consisté à faire des armes et à monter à cheval. Le duc de Gênes, d'une jolie figure, était élégant; Victor-Emmanuel, gros et brusque, était débraillé, domptait les chevaux les plus difficiles, sans être jamais désarçonné, et allait devant lui sans rien craindre. Tels étaient ces deux princes qui n'avaient qu'une qualité commune : la vaillance. Le Pape Pie IX appelait Victor-Emmanuel : *Il batti petto!*... c'est-à-dire celui qui continuellement se bat la poitrine! Comme cela était vrai et que de choses à dire à ce sujet sur la faiblesse de caractère du roi Victor, — qui n'était pas méchant, mais qui manquait d'énergie morale. — Il avait une peur terrible de Cavour! Il y avait des instants où il vous dévorait de son amitié, le lendemain on n'existait plus pour lui.

Mais me voici loin de mon sujet : reprenons-le.

En sortant de chez le roi Charles-Albert, un officier piémontais qui m'était inconnu se présenta tout à coup à moi en me barrant le passage, et après m'avoir serré la main, il se mit à me parler des événements. « Dieu ! que c'est triste, après tous nos succès de battre en retraite et d'abandonner l'Italie à ses plus grands ennemis ! Vous ne vous figurez pas comme nos troupes se sont bien battues, mais malheureusement l'administration et le matériel italiens ne sont pas aussi bien organisés qu'en Autriche. Nous avons l'élan, le patriotisme ; nous avons eu de belles journées de gloire, mais la fortune se retourne aujourd'hui contre nous, et nous n'avons plus qu'à faire taire nos canons, qu'à patienter pour recommencer peut-être plus tard. » Pendant qu'il me parlait, ce jeune officier ouvrait de grands yeux où brillaient des larmes, il me regardait fixement et frappait avec feu le fourreau de son sabre, qui retentissait sur les marches de l'escalier de marbre du palais Greppi.

— Qui est donc cet officier ? demandai-je en me retournant vers le premier venu que je trouvai à mes côtés.

— C'est le duc de Savoie.

C'était en effet Victor-Emmanuel qui sans aucune présentation était venu à moi.

Depuis cette époque, le duc de Savoie venait secrètement me voir de temps en temps chez moi, via Carlo-Alberto, n° 3, au 3° étage. Il était convenu entre nous que dans ses visites il se ferait annoncer sous le nom de M. Martin, commerçant français. Un soir, — c'était un peu avant la rupture des relations diplomatiques entre la Sardaigne et le royaume de Naples, — vers onze heures, j'étais déjà couché et j'avais près de moi mon ami, le comte de Ludolf arrivé récemment à Turin comme chargé d'affaires de Naples, lorsque retentit un violent coup de sonnette, et un moment après mon domestique vint m'annoncer M. Martin. Je me tournai alors vers M. de Ludolf et je lui expliquai qu'ayant des affaires particulières à régler avec ce négociant français, j'avais besoin de m'entretenir seul avec lui. Sur ces entrefaites et sans attendre d'être introduit, M. Martin fit irruption dans ma chambre : — Il portait une grande barbe, son œil était brillant et son maintien plein d'assurance ; il était assez mal mis d'ailleurs sous un grand paletot d'hiver. Le comte de Ludolf ne comprenait pas comment à cette heure tardive je recevais des gens d'affaires qui pouvaient bien attendre au lendemain pour me voir à la chancellerie de la légation. Quoiqu'il eût surpris dans ma manière d'être tout mon embarras de cette visite à

laquelle je ne m'attendais pas, il ne se leva pas, pensant que le voyageur français ne resterait pas longtemps chez moi et que je le congédierais bientôt.

De son côté, M. Martin comptant qu'à cette heure il ne rencontrerait personne chez moi parut surpris d'y trouver une visite, et les deux hommes se regardèrent attentivement. M. Martin insista pour que je restasse couché. La conversation devint générale, et Guillaume de Ludolf ne se disposait pas à se retirer : je ne savais que faire pour le renvoyer. Comme il tenait bon, profitant d'un instant où M. Martin chauffait ses pieds à ma cheminée je fis signe à Ludolf d'approcher et je lui dis à voix basse : « Je t'en prie, va-t'en ; car j'ai besoin de parler à ce commerçant qui repart dans la nuit. »

Ces paroles l'intriguèrent beaucoup ; il me regarda dans le blanc des yeux en souriant et en me secouant la main. Il se retira en saluant à peine M. Martin qui, de son côté, se tenait raide comme un bâton.

Lorsque nous fûmes sûrs d'être seuls, le duc de Savoie, ôtant sa perruque et sa barbe, se jeta à mon cou. Il avait quitté le jour même la ville de Casal, où il était en garnison, pour venir à Turin. Il me demanda quel était ce monsieur et apprenant que c'était le chargé d'affaires de Naples il manifesta la crainte d'avoir été reconnu. « J'ai cru, dit-il, qu'il

ne s'en irait jamais. » Il ne me cacha pas qu'il avait une faim canine. Je me levai tant bien que mal dans mon léger costume de nuit et j'allai chercher mes vêtements dans une chambre à côté. Le duc de Savoie m'avait suivi en riant : il me fit la plaisanterie de se saisir d'une de mes bottes. « Je vous tiens par un pied, » dit-il, pendant que je m'habillais auprès du feu. Mon domestique s'était couché ; il était une heure du matin. J'allai chercher moi-même dans ma salle à manger tout ce que je pus trouver pour le rassasier et tous deux, après avoir mis le couvert, nous nous établîmes au coin du feu, mangeant, buvant et riant comme deux jeunes hommes de même âge, n'ayant pas encore tous les soucis de l'avenir. Il soupa de bon appétit, il ne mangea pas, il dévora, en se servant de ses mains pour avaler la moitié d'une poularde au riz que j'avais trouvée à lui offrir.

Puis, la conversation s'engagea naturellement sur la situation politique du Piémont. On était à la veille d'une nouvelle rupture avec l'Autriche, et tous les hommes qui ne se faisaient pas d'illusions prévoyaient quelles en seraient les suites désastreuses. Le duc de Savoie était de ce nombre et ses paroles étaient empreintes d'un sentiment d'anxiété et de tristesse. Comme je cherchais à l'encourager et à faire diver-

sion à ces tristes pensées par la perspective du trône qui l'attendait, il me répondit : « Je ne crois pas que je serai jamais roi ; mon père est encore jeune et il n'abdiquera pas. D'ailleurs, par le temps de révolution où nous sommes, on ne peut plus compter sur la régularité des successions royales. Pour ma part, je ne me sens aucune disposition à devenir roi : ce ne serait qu'avec répugnance que je prendrais et porterais la couronne. »

Notre conversation se prolongea bien avant dans la nuit, puis le duc se retira tout seul comme il était venu. Le lendemain, quand je revis Ludolf, il me demanda ce que c'était que le marchand de la veille et quelles affaires si pressantes j'avais eu à traiter avec lui. Je lui répondis, moitié sérieux, moitié riant, que j'avais réglé un compte que je ne pouvais remettre à un autre jour, M. Martin devant repartir dans la nuit. Plus tard, Victor-Emmanuel ayant succédé à son père Charles-Albert et les relations diplomatiques ayant été rétablies entre la Sardaigne et le royaume de Naples, je me trouvais avec Ludolf à la cour. Me montrant le roi, il me dit : « Voilà M. Martin, le fameux marchand. » La barbe postiche du duc de Savoie ne l'avait pas tellement défiguré que Ludolf ne l'eût reconnu la première fois qu'il lui fut présenté.

Les dissidences de Gioberti avec ses collègues aboutirent à une rupture. Abandonné par le roi au moment décisif, il dut donner sa démission.

Lors des premières interpellations de M. Brofferio, il avait obtenu, le 12 février 1849, un vote d'approbation unanime en déclarant qu'il se faisait honneur de ressembler sur beaucoup de points au ministère précédent qui voulait l'ordre, le maintien du trône et l'indépendance italienne; qu'il ne voulait pas plus que lui être un gouvernement révolutionnaire, mais un gouvernement d'union et de conciliation. Il avait été vivement applaudi et l'interpellateur, M. Brofferio, avait été hué à la Chambre et hors de la Chambre.

Mais les partis ne désarment pas. Un des meneurs les plus dangereux de la Chambre, à la tête du journal la *Concordia*, s'unit à M. Brofferio pour attaquer Gioberti. Valerio sans influence dans le pays en avait beaucoup à la Chambre : il était très intrigant, très ambitieux et très habile à agir sur les esprits. Le président du conseil, sérieusement malade, ne pouvait assister aux séances où l'on demandait la mise en accusation du ministère pour avoir fermé le cercle de Gênes en violation de la Constitution. Des groupes tumultueux parcouraient Turin. Un de ces groupes faisant une manifestation en l'honneur

d'un député hongrois à propos d'une prétendue victoire remportée par les Magyars sur les Autrichiens s'arrêta sous les fenêtres de Gioberti en poussant des cris de guerre. La division du ministère devenait flagrante : « Il n'y a plus qu'une question politique aujourd'hui en Italie, disait Gioberti à M. de Boisle-Comte, c'est celle de la République. Je ne veux pas reconnaître celle qui a été proclamée à Rome et je ne la reconnaitrai jamais. J'y perdrai plutôt la vie. Je l'ai déclaré à mes collègues, mais je n'ai pu obtenir d'eux qu'ils se déclarassent nettement sur cette question. Ce sont des avocats accoutumés à peser le pour et le contre et ne pouvant ni ne sachant se décider franchement. Ils ne sont pas républicains, mais ils n'osent pas se prononcer contre une république, ils craignent qu'elle n'envahisse toute l'Italie. Ils ont l'arrière-pensée qu'ils seraient débordés et éliminés si le Piémont lui-même la subissait. Ils s'arrêtent à des demi-mesures, lorsqu'il s'agit pour nous d'être ou de n'être pas. Quant à moi, je leur ai déclaré nettement que je ne leur céderai jamais et que je ferai la politique extérieure tout seul et à ma volonté. Les rôles sont fort changés. Je disais jadis que je me retirerais ; aujourd'hui je leur déclare que je les renverrai s'ils ne veulent pas me suivre dans la voie que j'ai arrêtée. Cependant je suis obligé encore

à de grands ménagements; nous sommes en négociation pour un emprunt de cinquante millions, et il serait déjà conclu si nous avions un ministre des finances plus habile et plus actif. Il faut attendre que la Chambre l'ait voté et alors on pourra agir. Mais jusque-là il faut subir cette Chambre qui est mauvaise, ignorante, qui se paye de mots, qui ne comprend pas l'Europe et qui se laisse mener par des intrigants et des déclamateurs. M. Valerio a un grand empire sur elle parce qu'il l'a formée, et en ce moment il agit contre moi; mais il est facile de faire comprendre aux députés qu'il a fait nommer en mon nom que si je les renvoyais, il est probable que, m'opposant à leur élection, ils ne reviendraient pas. Du reste, je sais que Valerio attend de nouvelles élections pour se prononcer et qu'il travaille à les faire tourner à son profit. Dans l'intervalle nous gagnons du temps, et c'est le seul ménagement que je consente à garder.

« Cependant je suis loin d'être rassuré : je sais qu'un vote peut me renverser et je le crains de cette Chambre ou plutôt je n'espère rien d'elle. Mais j'ai tout le public pour moi; le roi me soutient, le parti conservateur tout entier comprend qu'il ne peut revenir au pouvoir et qu'il doit se rallier à moi pour défendre la monarchie. Tout le commerce, la garde

nationale et le peuple se rattachent à mes opinions et seraient disposés à me soutenir au besoin par la force. Je l'ai dit à mes collègues; je leur ai fait voir que les républicains ne forment qu'une faible minorité : à Turin on n'en compte pas cent et à Gênes un millier tout au plus; — et encore à Gênes, ce parti ne repose-t-il que sur des intérêts matériels qui n'inspirent ni courage, ni dévouement, tandis qu'à Turin le sentiment monarchique est fondé sur l'intérêt national et sur le patriotisme. Le parti républicain s'est montré le même dans toute l'Italie : il ne compte pas un homme d'État, pas un général, pas un écrivain, car Mazzini est un écrivain pitoyable, et Garibaldi a bien prouvé par ses entreprises et par ses échecs qu'il n'est qu'un charlatan. A Rome, ce sont des enfants qui s'amusent de spectacles et de mise en scène. A Florence, ce sont des scélérats capables de tout qui épouvantent une population faible et timide. Il y a là quatre coquins dont le plus hardi est Guerrazzi qui ne reculeront devant rien pour conserver le pouvoir. Ils répandront la terreur partout : déjà ils ont mis en prison le pauvre Capponi qui est aveugle. A Livourne, Pigli, qui est un misérable, dispose d'un millier de coquins comme lui, à l'aide desquels il promène la terreur dans le pays. Cela ne peut durer. Les populations finiront par se

prononcer. Il faut attendre ce moment, mais en prenant nos précautions pour que la République n'envahisse pas le Piémont, car c'est là toute la question et je ne m'en laisserai pas distraire. »

Charles-Albert paraissait d'accord avec Gioberti. Il avait repris de fait le commandement de l'armée, et l'insurrection hongroise lui donnait, ainsi qu'à son ministre, beaucoup d'espérances. Par le roi, Gioberti disposait de l'armée et du parti conservateur; par lui-même, il disposait du parti libéral. Jamais il n'avait cru sa situation plus fortement assise. Une intrigue que Charles-Albert n'eut pas la fermeté de repousser le renversa brusquement.

La situation de la Toscane était lamentable malgré la présence de six bataillons piémontais à Lucques et à Pise, bataillons dont on n'osait pas se servir pour maintenir l'ordre. « Une bande de fous et de coquins du plus bas étage, écrivait de Florence Massimo d'Azeglio le 12 novembre 1848, sont parvenus par l'intimidation à se rendre les arbitres du pays. »

Depuis longtemps Livourne était dans un état d'insurrection permanent. Le grand-duc s'était résigné à charger les représentants de l'opinion la plus avancée — MM. Guerrazzi et Montanelli — de former un ministère. Celui-ci s'était entendu avec le gou-

vernement romain et avait soutenu le projet de Constituante repoussé par le Piémont. Le grand-duc avait dû quitter Florence pour se retirer à San-Stefano. Presque en même temps qu'à Rome la République y avait été proclamée. La terreur régnait dans ce malheureux pays, et personne n'osait protester contre un régime détesté de tous. La mesure était comble. Les envoyés du gouvernement romain à Turin reçurent leurs passeports et l'ordre de partir dans les vingt-quatre heures. L'envoyé confidentiel du gouvernement toscan reçut le même ordre. Il fut convenu qu'une intervention militaire aurait lieu en Toscane pour rétablir le grand-duc, beau-frère de Charles-Albert. Dans ce but le corps d'armée du général de la Marmora, composé de neuf bataillons, de six escadrons et d'une batterie, avait été rassemblé à Sarzane, ville située à l'extrémité du golfe de la Spezzia sur la frontière même de la Toscane, à 15 lieues de Livourne et à 20 lieues de Florence, sur la route de ces deux dernières villes à Gênes.

De là, il devait entrer en Toscane si le grand-duc le demandait et s'il donnait à ses troupes commandées par le général Laugier l'ordre de se joindre à celles du Piémont pour marcher sur Livourne et Florence. Ces ordres avaient été donnés de San Stefano au général Laugier, mais lorsque l'avis arriva à

Turin avec la demande d'intervention du grand-duc les ministres réunis pour donner des ordres définitifs au général de La Marmora refusèrent leur concours, — ce qui amena la démission de Gioberti.

Le roi ne l'accepta pas d'abord. Le soir une foule considérable se pressa sous le balcon du président du conseil, des applaudissements et des cris lui témoignant la sympathie du public. Il parut sur le balcon et pria les manifestants de crier : Vive le Roi ! et : Vive l'Italie ! — Le public continua à crier : Vive Gioberti ! et se porta chez M. Brofferio qui courut les plus grands risques et ne fut sauvé que par la police. C'est alors que plusieurs membres du cabinet formèrent le complot de perdre leur collègue dans l'opinion publique en révélant et en altérant les secrets de l'État. M. Sineo organisa cette intrigue avec M. Valerio. Ils livrèrent aux journaux, en les défigurant, les motifs de la démission de M. Gioberti, l'accusant d'avoir obéi à l'influence d'intrigues diplomatiques en préparant l'occupation militaire de la Toscane.

MM. Ricci, Ratazzi et le général Chiodo, qui étaient d'accord avec Gioberti, firent défection. Le général Chiodo eut du moins la loyauté de reconnaître qu'il avait tout su et combiné avec le président du conseil.

L'opinion de l'assemblée étant ainsi préparée et

son opposition au projet du gouvernement étant surexcitée, les ministres Ratazzi et Ricci allèrent trouver le roi et, l'effrayant sur les conséquences des mesures arrêtées de concert avec lui ils le déterminèrent à abandonner Gioberti.

Le lendemain, Charles-Albert réunit le conseil sans son président dont la démission n'était pas encore acceptée, et à la suite de ce conseil il lui en notifia l'acceptation lui écrivant qu'il ne pouvait souscrire à une intervention en Toscane, que la Chambre y paraissait contraire, qu'il se reposait sur l'affection de cette Chambre qui était à ses yeux l'organe de l'opinion publique.

En sortant de chez le roi, Gioberti se rendit chez M. de Bois-le-Comte. Il s'écria en entrant : « Je viens de bien connaître ce que c'est qu'un roi ! »

La séance de la Chambre qui suivit fut des plus émouvantes. Sur une interpellation de M. Valerio, Gioberti déclara que l'honneur ne lui permettait pas de faire connaître les secrets de l'État, mais qu'un jour il se vengerait de ceux qui les avaient divulgués et falsifiés en les livrant aux journaux pour le calomnier ; que le ministère tout entier avait approuvé ses projets et n'avait reculé que devant l'exécution et que quiconque dirait le contraire était un calomniateur et un menteur infâme.

Il fut évident pour tous que Gioberti avait été le jouet de ses collègues. Ils avaient fait ou laissé afficher sur les murs des pamphlets odieux contre lui. Le bon sens public ne s'y trompa pas. Gioberti fut reconduit chez lui par une foule immense à qui il tint un langage très constitutionnel et qui le salua des plus vives acclamations. Les jours suivants les manifestations en sa faveur se multiplièrent. Une pétition, couverte de quinze mille signatures, fut portée au roi par trois mille gardes nationaux : la place était remplie d'une foule immense qui criait : Vive Gioberti !

Je venais d'être brusquement rappelé à Paris par une terrible catastrophe de famille. Ma sœur Caroline qui avait épousé le vicomte d'Arjuzon, passant avec une robe légère dans sa lingerie dont le fourneau était allumé, vit le feu prendre à ses vêtements. Elle ouvrit la fenêtre pour appeler du secours : en un instant elle fut entourée de flammes. Elle mourut après quelques jours d'atroces souffrances, comme une sainte qu'elle était, en recevant les bénédictions et les consolations chrétiennes de notre dévoué et vénéré ami, l'abbé Deguerry qui, en 1871, avec l'archevêque de Paris, devait lui-même être un des martyrs de la Commune.

Je fus chargé, par mon excellent chef, d'emporter

en France un rapport contenant tous les détails de cette intrigue peu honorable pour Charles-Albert. La peur seule avait pu le décider à se séparer d'un homme qui était à ses yeux la meilleure garantie de la conservation de son trône et à rompre l'engagement d'honneur qu'il avait pris vis-à-vis de son beau-frère.

Le grand-duc, définitivement abandonné par Charles-Albert, se rejeta du côté du Pape, du roi de Naples et de l'Autriche. Il s'embarqua pour Gaëte le 21 février sur un vapeur anglais, le *Bull-Dog*. Guerrazzi ayant marché sur Lucques contre le général Laugier, l'armée, restée jusque-là fidèle au grand-duc, se débanda et le général dut se réfugier en Piémont avec une trentaine d'officiers.

Guerrazzi établit en Toscane la plus odieuse tyrannie. Massimo d'Azeglio avait quitté Florence et s'était retiré à la Spezzia d'où il écrivit le 21 mars 1849 : « Les gens qui ont mené tout cela sont de si abominables coquins, ils ont tellement foulé aux pieds tout ce qu'il y a de principes honnêtes, ils exercent un si effroyable despotisme, persécutant et dépouillant leurs ennemis pour gorger leurs amis, que le peuple, les paysans, les masses, c'est affreux à dire, désirent et au besoin recevraient les *Tedeschi* comme des libérateurs.

« En Toscane et à Rome, on fait un bruit d'en-

fer pour la *guerra santa*, en parle de milliers d'hommes, de levées en masse, de piques et de faux ; et le fait est que la conscription n'a jamais pu être établie ; que la capitale est dans un *sauf-qui-peut* général ; et que, si on parvenait à réunir quelques corps de volontaires, on n'aurait ni officiers, ni sous-officiers pour les commander, n'ayant pas de cadres et pas le sou pour les payer. »

On avait organisé à Florence et à Livourne des bandes d'hommes payés trente sous par jour qui opprimaient les villes et se répandaient au besoin dans les campagnes pour étouffer toute tentative réactionnaire. Tous les magasins étaient fermés à Florence ; les caisses publiques étaient vides. L'obligation de recevoir du papier-monnaie arrêtait toutes les transactions.

Paris était bien changé depuis mon départ. Le prince Président occupait l'Élysée. Je n'étais pas un inconnu pour lui. La comtesse d'Arjuzon, mère de mon beau-frère, avait été dame d'honneur de la reine Hortense et était restée son amie. Sur sa recommandation, pendant un voyage en Suisse en 1836, j'avais été reçu à Arenenberg. La reine Hortense, malade et alitée, m'avait donné audience quelques instants dans sa chambre. Elle me parla de ma mère avec laquelle elle avait fait de la musique à Mayence

pendant que mon père y était Receveur général des finances sous l'empire. La pauvre princesse était décharnée, d'une pâleur extrême, sans aucun vestige de son charme d'autrefois. Le prince Louis, après m'avoir fait visiter le château, m'avait offert à goûter, m'accueillant malgré mon âge — j'avais alors quinze ans — avec beaucoup d'égards et de bienveillance. Le prince Président n'avait pas oublié notre rencontre d'alors. Il avait appris l'affreuse mort de ma sœur et m'exprima à ce sujet toute sa sympathie.

C'est peu de mois après ma visite à Arenenberg que Louis-Napoléon perdit sa mère. Voici ce qu'il écrivit alors à un de ses oncles pour lui apprendre cette triste nouvelle, le 5 septembre 1837 :

« C'est le cœur navré que je vous annonce la mort de ma mère ; Elle a expiré ce matin à cinq heures, après avoir reçu tous les secours de la religion. Elle est morte dans mes bras et Elle m'a béni ! Voilà la seule consolation qui me reste !... »

Le général Changarnier était installé aux Tuileries. Il avait été question de lui donner le commandement de l'armée piémontaise. J'allai le voir. Il quitta son déjeuner pour me recevoir et me questionna avec le plus vif intérêt sur les événements auxquels j'avais assisté. En passant à Lyon je vis de même le maréchal Bugeaud qui me retint à déjeuner. Il me parla

de la campagne qu'il avait faite en Savoie en 1814. Il paraissait désirer que la France prît part à la guerre. Charles-Albert lui avait fait demander un plan de campagne qu'il s'était empressé de lui envoyer. Il me dit que si on voulait lui donner cinquante mille hommes il les conduirait volontiers en Piémont. Le maréchal ne paraissait pas avoir grande sympathie pour le général Changarnier qui, selon lui, était un homme difficile à vivre et jaloux.

Pendant ces quelques jours d'absence, la situation s'était beaucoup aggravée à Turin. Sous la première émotion causée par la retraite de Gioberti le ministère s'était complété en confiant les affaires étrangères au général marquis Colli de Felizzano, homme fort honorable qui avait servi dans l'armée française sous le premier Empire et qui avait perdu une jambe à Wagram. Ancien syndic de Turin avant la promulgation du Statut, depuis directeur général des postes, il était connu pour son dévouement à la personne du roi. Lui-même expliquait ainsi son acceptation :

« Je suis venu au ministère pour empêcher la guerre civile. Les dispositions de la population de Turin étaient très hostiles à la Chambre et à ses amis du dehors : une collision était inévitable. Elle eût pu être favorable au parti conservateur à Turin,

mais il eût pu avoir le dessous ailleurs et les chances de cette scission étaient incalculables. On a fait appel à mon dévouement pour l'empêcher, et je crois avoir fait acte de bon citoyen en acceptant. Les ministres espèrent que mon nom et mon passé rassureront le parti conservateur, tandis qu'eux maintiendront leurs amis. Leurs liaisons avec le parti duquel émane le désordre peuvent en effet conjurer le danger des rues, mais je crains qu'ils n'aient pas autant d'empire sur la Chambre et surtout sur Valerio qui la conduit et qui a ses vues particulières. Sa conduite envers Gioberti qu'il a abandonné si promptement après s'en être servi longtemps prouve combien peu l'on doit se fier à lui. Or c'est cette Chambre qui a forcé la volonté du roi pour le renvoyer, et l'on peut s'en servir encore pour me renvoyer, moi, ce qui ne sera pas difficile, car je ne céderai pas sur ce que je crois nécessaire. Ce sera une grande difficulté que de repousser la reconnaissance des républiques de l'Italie centrale, mais la difficulté sera bien plus grande pour résister à la guerre. Le programme de Gioberti auquel je me suis rattaché ne la repousse pas, au contraire, et l'accepte implicitement, et l'adresse de la Chambre y pousse avec une grande énergie. Comme homme, comme citoyen, je la repousse, convaincu que c'est une

entreprise téméraire et folle. *Si, au prix de ma seconde jambe, je pouvais l'éviter, je la sacrifierais volontiers,* mais, comme ministre des affaires étrangères, je n'ai rien à y objecter. La médiation n'a rien produit depuis plus de sept mois ; si on savait ce qu'on peut en espérer, ce qu'on nous offre, ce qu'on nous demande, on pourrait prendre un parti ; mais l'Autriche refuse tout et la France et l'Angleterre ne se sont engagées à rien. Que répondre à des gens qui vous disent qu'on ne gagne rien à attendre, que le trésor est à bout et que la paix dépensant autant que la guerre on arrivera par l'inaction à consumer toutes nos ressources et à ne pouvoir plus rien faire quand l'espoir sera perdu ? Que répondre à ceux qui vous disent : L'anarchie est entretenue par l'oppression étrangère : les sentiments généreux d'indépendance et de nationalité qu'elle excite servent de prétexte et d'appui à l'anarchie, et tant qu'on refusera d'agir pour satisfaire ces sentiments ils serviront de justification aux désordres. Il semble donc que la guerre est inévitable à moins que les conférences de Bruxelles ne produisent quelque résultat, mais on ne nous dit rien, et pendant ce temps les Autrichiens disent à qui veut l'entendre qu'ils ne traiteront que sur les bases des traités de 1815. Que voulez-vous que je réponde à ceux qui me demandent ce que

j'en sais ? RIEN, et c'est ce mot qui a perdu le dernier ministère il y a trois mois. Il nous entraînera aussi et la guerre sera déclarée. »

Charles-Albert se défendait sans sincérité du reproche d'avoir abandonné Gioberti. Il disait, contrairement à la vérité, que Gioberti avait résolu l'intervention en Toscane sans lui en parler, que le grand-duc lui avait bien demandé le 15 février d'intervenir, mais qu'en partant pour Gaëte il s'était rétracté assurant que la France et l'Angleterre auraient vu cette intervention avec déplaisir. « Certes, disait-il, je ne serais jamais intervenu en Toscane contre la volonté de la France et de l'Angleterre, et je suis fort content de ne l'avoir point fait puisque j'aurais eu contre moi le grand-duc et ses sujets, sans compter qu'il eût fallu réduire Livourne, ce qui n'eût pas été facile. De plus, la prétention de l'Autriche d'intervenir dans les affaires de Toscane et de Rome nous eût mis dans un grand embarras. Je n'ai rien à dire contre l'intervention de la France et de l'Angleterre ; celle de l'Espagne même serait tolérable, mais si l'Autriche s'en mêlait ce serait tout différent. Nous exclure et l'admettre, c'est se ranger parmi nos ennemis, et j'espère que la France et l'Angleterre, qui nous ont été si bienveillantes, ne nous traiteront pas si mal, d'autant plus qu'elles savent que ce serait

augmenter les haines contre l'Autriche en Italie et nous ôter tout moyen de contenir le désespoir des peuples. Vous nous retenez sans cesse quand nous avons des vellétés de guerre, mais si vous faisiez cause commune avec nos ennemis comment pourrions-nous invoquer votre généreux appui pour faire équilibre aux sentiments de répugnance qu'inspire l'Autriche? Comment, si l'Autriche envahissait l'Italie centrale, comprimer ces vellétés belliqueuses, déjà si puissantes par l'effet seul de l'occupation du nord de la Péninsule? »

Ce raisonnement péchait par la base. Jamais ni la France ni l'Angleterre ne s'étaient opposées à l'intervention piémontaise en Toscane : bien au contraire, M. de Bois-le-Comte, d'accord avec sir Ralph Abercromby, avait encouragé Gioberti dans son projet dont il avait fait part au ministre de France dès le 11 février. Lors de la chute de Gioberti, le 25 février, M. de Bois-le-Comte avait dit à son successeur, le marquis Colli :

« M. Gioberti avait eu une idée de génie, une de ces illuminations qui font la fortune d'un homme d'État. Il avait pensé que la meilleure manière de frapper sur les Autrichiens était d'aller éteindre en Toscane l'incendie qui menaçait d'envahir le Piémont. Si on l'eût laissé faire, il rétablissait l'ordre à

Florence et par suite à Rome en préservant l'Italie de toute ingérence étrangère dans ses affaires. Il montrait à la fois par là l'esprit politique et la force du Piémont en prouvant que, s'il savait défendre l'indépendance de l'Italie contre les étrangers, il savait la préserver de l'anarchie contre les Italiens. L'ordre et l'union rétablis dans la Péninsule, le Piémont eût pu se retourner ensuite vers les Autrichiens et leur dire : « Vous voyez que notre influence sur l'Italie n'est pas un vain mot, que nous savons la traduire en actes de force quand nous le voulons, et que nous pourrions disposer d'elle contre vous quand nous le voudrions. » Il se fût donné par là une force véritable vis-à-vis de l'ennemi, et il eût acquis une prépondérance réelle vis-à-vis de ses alliés qui eussent compris que l'ordre et la paix en Italie dépendaient de lui et que, puisqu'il savait les faire respecter, il saurait les garantir. La France et l'Angleterre eussent applaudi à cet acte de force qui eût été pour elles un excellent argument à faire valoir en faveur du Piémont dans les conférences. »

Ce langage avait reçu l'approbation formelle du gouvernement français, et M. de Bois-le-Comte put dire au marquis Colli : « Vous le voyez, le gouvernement français suivait une politique toute piémontaise, et il ne lui a manqué pour la réaliser que le

Piémont. » Il dit également au roi : « Les deux principales qualités de l'homme d'État sont le coup d'œil et la volonté. Je ne puis reprocher à M. Gioberti le premier acte de décision dont j'aie été témoin depuis sept mois que je suis à Turin. »

Charles-Albert avait son parti pris. Il s'était engagé à faire la guerre sur la promesse que le parti républicain respecterait sa couronne. C'est à ce parti qu'avait été sacrifié Gioberti.

En vain le ministre de France lui fit-il savoir que, non seulement la France ne suivrait pas le Piémont dans une guerre contre l'Autriche, mais qu'elle ne se laisserait pas entraîner par des tentatives ayant pour but de faire croire à une agression de la part de l'Autriche. Un personnage haut placé, élevé avec le roi et ayant avec lui des rapports d'intimité, disait au sujet de cette résolution de Charles-Albert : « Ce serait faire trop d'honneur au roi que de lui supposer d'autres projets arrêtés que celui-là. Il a du courage et de l'activité en campagne, mais il est aujourd'hui dénué de toute espèce de force d'esprit et de caractère pour conduire des affaires politiques. L'indécision et la paresse dominent toutes ses déterminations ; éviter d'agir est pour lui une bonne fortune, et dans cette dernière circonstance il s'est trouvé trop heureux d'échapper à une décision qui l'enga-

geait dans une éventualité incertaine pour se lancer dans une carrière bien plus périlleuse, mais qui lui inspire moins de crainte. »

Le marquis Colli qui eût volontiers sacrifié sa seconde jambe pour éviter une entreprise qu'il jugeait téméraire et folle ne devait pas rester longtemps ministre. Dès le 8 mars il donnait sa démission, et il était remplacé par M. Ferraris, avocat et député de Gênes. Tous ceux qui avaient quelque compétence en matière d'organisation militaire regardaient comme absurde une entrée en campagne à ce moment. L'armée avait été remise matériellement sur un pied respectable, mais sous le rapport moral elle était restée à peu près dans l'état où elle était lors de sa reconstitution. La discipline y était presque nulle ; les habitudes du service y conservaient seules une apparence d'ordre, mais ce qui constitue le véritable esprit de dévouement et de discipline dans une armée n'existait pas. Les soldats disaient hautement qu'ils ne feraient pas la guerre : on pouvait être sûr qu'il n'y aurait ni l'élan ni la confiance qui donnent la victoire si l'obéissance au drapeau leur faisait passer le Tessin. Les officiers qui en majorité appartenaient au parti conservateur et à l'aristocratie étaient opposés à la guerre : ils étaient d'ailleurs ulcérés des actes et des propos offensants du minis-

rière. Les autres officiers introduits dans l'armée depuis la dernière campagne étaient trop peu nombreux et trop peu habitués au service pour exercer quelque influence : les soldats n'avaient aucune confiance en eux. L'administration de l'armée était déplorable. Celle-ci n'était plus payée depuis un mois qu'avec l'argent des masses appartenant aux corps, et cette ressource ne pouvait durer que jusqu'à la fin de mars. Les approvisionnements étaient nuls ; pour l'entrée en campagne il était impossible d'assurer les vivres pour plus de huit jours. On comptait subsister sur les pays conquis en provoquant des insurrections dans les hautes vallées du nord de la Lombardie et en envahissant les duchés où l'on espérait trouver des ressources suffisantes.

Rien n'arrêtait Charles-Albert dans son idée fixe de s'unir aux Républiques de l'Italie centrale pour faire la guerre à l'Autriche. M. Valerio fut envoyé en mission à Florence et à Rome : c'était envoyer aux gouvernements provisoires de ces deux Républiques l'homme qui formait le trait d'union entre ceux qui avaient organisé l'anarchie dans ces deux pays et ceux qui voulaient l'organiser en Piémont. Toute pensée de résistance à ces entraînements avait disparu par la retraite du marquis Colli. Un dernier

avertissement donné par les ministres de France et d'Angleterre et annonçant formellement que les puissances médiatrices resteraient spectatrices impassibles de la guerre, si le Piémont la déclarait, resta infructueux. L'armistice fut dénoncé le 12 mars. Le roi quitta Turin, ainsi que la garnison de cette ville qui fut remplacée par les 4^e bataillons de deux régiments de Savoie et les dépôts de cavalerie, et l'armée fut massée sur le Tessin et le Pô, entre Novare et Castel-San-Giovanni, les hostilités devant commencer le 20 mars à midi. Le prince de Savoie-Carignan fut nommé lieutenant général du royaume et le général Scharnowski major général de l'armée, donnant les ordres de mouvement sous sa responsabilité, mais sous la direction du ministre de la guerre. Le roi devait assister aux opérations sans avoir le commandement en chef.

A la Chambre, la notification de la dénonciation de l'armistice fut applaudie par les tribunes garnies d'émigrés lombards, mais au Sénat la consternation était sur tous les visages.

Les deux régiments de Savoie, comptant six bataillons de six cents hommes chacun, partirent dans un ordre admirable : tous les sénateurs et députés de la Savoie les accompagnaient.

Au dernier moment, les chevaux manquaient

pour les équipages de pont et pour les ambulances. Il ne restait que deux millions et demi en caisse. L'armée dut arriver sur le Tessin sans ambulances organisées. Les places d'Alexandrie, de Stradella et la tête de pont de Casal n'étaient même pas palissadées.

Le nombre des officiers était très insuffisant. Beaucoup de compagnies n'en avaient qu'un seul. Une promotion de quatre cents sous-lieutenants n'arriva au quartier général que le 25 mars, deux jours après la bataille.

L'armée avait seize canons par divisions, — soit environ cent vingt-huit bouches à feu attelées.

On comptait sur des insurrections en Lombardie et on avait envoyé une petite division de sept bataillons à Arona pour les favoriser.

Aucun mouvement ne se produisit, les populations entre le lac Majeur et le lac de Côme étant très calmes. Elles redoutaient d'ailleurs les rigueurs autrichiennes. A Plaisance, le gouverneur ordonna aux habitants d'avoir constamment pour cinq jours de vivres, de fermer leurs maisons à neuf heures du soir; le son des cloches fut défendu, la possession d'armes de guerre fut punie de mort. Au premier coup de canon les maisons devaient être illuminées. On annonça que toutes celles d'où partiraient des

coups de fusil seraient brûlées et les propriétaires fusillés.

Il y avait aussi une division que le ministère avait oubliée à Sarzane, sur la frontière de Toscane, et qui ne pouvait arriver en ligne que le 25. Le surplus de l'armée était massé de Novare à Voghera sur une ligne de quarante kilomètres.

L'emprunt volontaire n'ayant rien produit, on eut recours à un emprunt forcé, écrasant pour les propriétaires et les négociants. Le premier emprunt avait formé le double des contributions ordinaires. Le second fut presque le double du premier de telle sorte qu'en une année les contribuables eurent à payer six à sept fois leurs impôts. Comme ils ne pouvaient se procurer de l'argent que par des moyens usuraires, ce chiffre était loin de représenter leurs sacrifices réels.

Les émigrés à longue barbe et à chapeau pointu, si belliqueux en paroles, restèrent tous à Turin malgré un décret appelant aux armes la population entière des États lombardo-vénitiens.

CHAPITRE XI

Charles-Albert passe le Tessin. — Défection du général Ramorino. — Défaite de Mortara. — Bataille de Novare. — Abdication de Charles-Albert. — Sa retraite et sa mort à Oporto. — Sentiment personnels de Victor-Emmanuel. — Visites secrètes qu'il me faisait.

Le 20 mars, jour de la reprise des hostilités, le roi passa en revue son armée, au moment où elle allait entrer sur le territoire de la Lombardie. Un attaché de la légation anglaise venait de lui porter une lettre de lord Palmerston, lui répétant une dernière fois que l'Angleterre était parfaitement d'accord avec la France pour lui donner l'assurance que c'était à ses risques et périls qu'il entreprenait la guerre. Charles-Albert le reçut avec une visible mauvaise humeur. Il lui dit que, roi constitutionnel, il ne pouvait correspondre avec les ministres étrangers, que c'étaient d'ailleurs les lenteurs et l'insuccès de la médiation qui l'avaient forcé à entrer en campagne, et que son seul but était de conquérir une paix honorable.

Les illusions de Charles-Albert étaient grandes, car, le 16 mars, il écrivait de Novare à M. Ratazz

qui faisait partie du ministère : « Si nous entrons en Lombardie, comme je l'espère, veuillez bien vous rappeler que jusqu'à la paix il faut y maintenir un gouvernement militaire et qu'il faut surtout éviter de laisser s'établir à Milan aucune junte ou même consulte lombarde, sans quoi nous perdrons tout. Il faudra, à mesure que nous avancerons, établir des gouverneurs, des intendants généraux et former de suite les provinces en y établissant toutes nos institutions. C'est la seule manière de pouvoir fonder l'union avec nous. »

Quatre divisions et la petite division d'extrême gauche passèrent à gué le Tessin, la rivière n'ayant pas d'eau, sous les ordres du général Savaroli. Le canal fut plus difficile à franchir; il y eut un engagement de peu d'importance dans lequel deux Piémontais furent tués. Le roi établit à Magenta son quartier général. La 5^e division, composée de troupes lombardes sous les ordres d'un ancien général polonais nommé Ramorino, qui avait été élu député au Parlement de Turin, devait occuper le poste de la Cava vis-à-vis de Pavie et au confluent du Tessin et du Pô, et détruire en arrière d'elle le pont de Mezzana-Corte sur le Pô pour empêcher les Autrichiens d'entrer dans la province de Voghère, de s'emparer de l'avant-garde de Castel San-Gio-

vanni et de se relier à leur corps de troupes qui occupait Plaisance.

Ramorino n'envoya à la Cava que des bersaglieri et un bataillon d'infanterie sans canons. Assaillis par des forces supérieures dans la nuit du 20 au 21, les bersaglieri se défendirent avec valeur, mais l'infanterie se retira en désordre et reçut l'ordre de repasser le Pô, abandonnant les bersaglieri. Deux officiers d'état-major, envoyés par le général en chef, apprirent l'évacuation de la Cava. La division de Ramorino était restée sur la rive droite du Pô à Caratisma, et Ramorino de sa personne à Stradella. Il avait rompu le pont de Mezzana-Corte, non pour empêcher le passage des Autrichiens, mais pour se couvrir. Relevé de ses fonctions, remplacé par le général Fanti et appelé au quartier général pour justifier sa conduite, il s'enfuit à Trino, puis à Arona où il fut arrêté, essayant de couvrir de son inviolabilité de député sa désobéissance devant l'ennemi. Il fut traduit devant un conseil de guerre, condamné à mort et fusillé sur la place d'Armes de Turin :

Radetzki profita de la faute commise, passa le Tessin à Pavie et s'avança sur la route de Verceil, tandis que deux autres corps qui avaient passé la rivière à Gravellone et à Zerholo se plaçaient sur le flanc droit de l'armée piémontaise qui fut forcée de

changer à l'improviste sa direction. Les Autrichiens marchaient sur Mortara et Vigevano, rejetant les Piémontais sur Novare, les séparant de leur base naturelle, leur enlevant toutes communications, les privant de leurs magasins et de leurs dépôts. Le soir du 21, une forte avant-garde, commandée par l'archiduc Albert, soutenue par le corps d'armée du général d'Aspre, attaqua la position de Mortara, défendue par le duc de Savoie et les généraux de La Marmora et Durando. L'attaque de la ville de Mortara eut lieu à la tombée de la nuit. Le couvent de Saint-Albino, pris et repris, était resté au pouvoir des Autrichiens.

L'obscurité, la confusion, l'occupation de Saint-Albino, le centre des Piémontais ayant été enfoncé, donnèrent à ce dernier assaut un caractère de véritable horreur. Deux colonnes autrichiennes avaient entouré la ville, occupant toutes les avenues; elles entrèrent pêle-mêle avec les Piémontais dans Mortara où se trouvaient la brigade de la reine presque tout entière, deux sections d'artillerie et deux bataillons de Cunéo. Les Autrichiens avaient envahi toutes les rues communiquant avec la grande route et ils avaient pointé quatre pièces de canon à leur extrémité. Montés dans les étages des maisons, ils dominaient les Piémontais privés de toute issue. Il était

8 heures et demie du soir : le ciel était très obscur. La tête de colonne piémontaise, réunie en masse sur la grande route, était précédée près de la porte Vercelli par les deux colonels de la brigade de la reine. Les soldats resserrés et entourés se battirent pendant une demi-heure avec leurs baïonnettes et leurs épées, ne pouvant pas dans cette confusion faire usage de leurs fusils. On se battait aveuglément, par honneur, par instinct, tuant amis et ennemis indistinctement, sans conserver aucune espérance. Les Autrichiens qui obstruaient la porte de Vercelli étaient commandés par le colonel Benedek, du régiment de Giulay. Celui-ci, certain de ses avantages, cria à ses troupes de suspendre le carnage et somma les Piémontais de se rendre, s'ils ne voulaient trouver une mort certaine après s'être défendus inutilement. Les deux colonels de la brigade de la reine qui étaient à la tête de la colonne, voyant la situation de leurs soldats décimés par la fusillade et par la mitraille, persuadés qu'en dix minutes la colonne serait anéantie, consentirent à parlementer. En même temps, à la queue de la colonne, un major et un capitaine de la brigade de la reine s'avancèrent pour s'aboucher avec les officiers autrichiens qui étaient à peine à une dizaine de pas de distance. Ils furent d'abord reçus à coups de fusil; puis le feu ayant cessé sur

l'ordre du major qui les commandait, ils convinrent de déposer les armes et ils se rendirent au nombre de dix-sept cents hommes avec cinquante-sept officiers de la brigade de la reine et de Cunéo. L'artillerie, placée en ordre de marche au milieu de la colonne, embarrassée de chevaux morts étendus sur le sol de la route, ne pouvait dans cette position tirer sur l'ennemi. Elle augmentait le désordre en partageant en deux la colonne piémontaise. Elle perdit quatre pièces de la 6^e batterie de bataille et une de la seconde à cheval. Deux escadrons de Nice, sous les ordres du major Gazelli, chargèrent désespérément les ennemis et s'ouvrirent un passage, dégageant en même temps un bataillon du 21^e. Les généraux de La Marmora, Durando et Trotti avaient été séparés avec trois bataillons du reste de la division ; ils purent gagner à travers la ville la route de Novare et battre en retraite en assez bon ordre avec les régiments de Savoie et de Nice-cavalerie, l'artillerie, les chasseurs-gardes et ce qui restait de la brigade de la reine. Le général Trotti, commandant cette malheureuse brigade, modèle de loyauté, de bravoure et de modestie, couvrit la retraite avec le 3^e bataillon du 9^e régiment (major Carcassi). La brigade d'Aoste dont les bataillons étaient intacts, quoique séparée au début et obligée de suivre des

chemins étroits dans l'obscurité sans aucune direction fixe, parvint à se réunir. Inquiétée par les husards ennemis, n'étant protégée ni par des canons, ni par la cavalerie, elle rallia beaucoup de soldats débandés. Le reste de la réserve s'était retiré derrière l'Agogna. A minuit, le duc de Savoie, les généraux de La Marmora et Durando, ayant échappé par miracle à ces combats meurtriers, se retrouvèrent à Robbio : ils continuèrent leur retraite jusqu'à Novare. Un grand nombre d'officiers avaient été tués ou blessés ; beaucoup rejoignirent leurs corps en traversant les rangs et le feu des Autrichiens.

Au quartier général on ne se doutait de rien. On avait bien entendu à la tombée de la nuit le bruit du canon du côté de Mortara, mais ce bruit avait peu duré. La proximité de la nuit et la suspension subite du feu avaient fait penser que l'ennemi avait été repoussé et qu'il recommencerait son attaque le lendemain matin. A cette nouvelle désastreuse les généraux piémontais décidèrent que l'armée serait concentrée sous Novare où l'on se préparerait à livrer une bataille décisive. L'inconvénient du voisinage de Novare était que l'infanterie, sachant qu'elle avait derrière elle cet abri, était disposée à s'y jeter plus précipitamment qu'elle n'y aurait été forcée par les péripéties du combat. Deux divisions récemment

arrivées étaient déjà découragées par le combat du 21 et plus encore par le manque de vivres. Novare était une tentation trop forte pour de jeunes soldats affamés, préférant leur repos et leur sûreté aux chances d'une bataille.

Entre Mortara et Novare, la position sur laquelle les Autrichiens devaient diriger leurs efforts était la Bicocca. Le matin du 23 mars, l'armée piémontaise réunie à Novare comprenait quarante-quatre mille hommes d'infanterie, trente-six escadrons de soixante-dix chevaux et quatorze batteries et demie, en tout cinquante mille hommes avec cent onze pièces d'artillerie.

Cinq corps d'armée autrichiens avaient passé le Tessin, soutenus par d'autres troupes, tous vieux soldats, pourvus d'une cavalerie nombreuse et de deux cent cinquante bouches à feu en quarante-deux ou quarante-trois batteries de six pièces.

Le 23 mars, à neuf heures du matin, sous un ciel nébuleux et humide, Charles-Albert passa la revue de ses troupes sur son cheval de bataille, salué pour la dernière fois du cri de : Vive le roi ! Les divisions qui avaient combattu deux jours auparavant étaient fatiguées et tourmentées par la faim. Les autres en sentaient aussi les atteintes qui devaient être plus cruelles encore à la fin de la journée. L'état du ser-

vice des subsistances ne laissait guère d'espoir d'y porter remède.

A onze heures, une division du second corps d'armée autrichien, commandée par l'archiduc Albert, commença le feu sur la route de Mortara près de la Bicocca. L'alarme avait été donnée par le tintement de la cloche de l'église où une vedette avait été placée. Quelques pelotons de bersaglieri, soldats nouveaux à peine formés et instruits, plièrent sous la vivacité du feu de l'artillerie et des chasseurs. La première impression fut mauvaise à raison des glorieux souvenirs que représentait l'uniforme des bersaglieri. Les brigades de Savoie et de Savone qui occupaient à gauche la Bicocca furent les premières à soutenir le feu. C'était sur elles que l'ennemi concentrait tous ses efforts. Le 15^e régiment qui ne s'était jamais battu, ayant passé la dernière campagne en garnison en Savoie, tint ferme pendant une demi-heure, puis beaucoup de soldats se débandèrent attirés par le voisinage de Novare et par l'espoir d'y trouver des vivres. C'était le point de réunion de tous les fuyards, des affamés, des hommes fatigués, des blessés, en un mot de tous ceux qui, pour un motif quelconque, quittaient le champ de bataille.

Au 15^e régiment on substitua le 2^e de la brigade de Savoie. Cette brigade se conduisit dès le commen-

cement avec beaucoup de courage. Le 1^{er} régiment s'avança jusqu'à la cascade Savinelli, s'emparant de quelques hauteurs sur ce terrain irrégulier, coupé de fossés et chantant sous le feu ennemi la *Marseillaise*, entrecoupée de cris de : Vive le roi ! Singulier contraste de sentiments, de paroles et de faits : n'étant pas Italiens, n'approuvant pas une guerre qu'ils jugeaient contraire à leurs intérêts, chantant un hymne républicain, ils se battaient pour un roi auquel ils étaient attachés, mais dont ils ne partageaient pas les opinions, et pour une cause dont les défenseurs naturels se tenaient pour la plupart à l'abri du danger. Beaucoup d'officiers et de soldats de cette brigade se signalèrent par leur valeur. Ils firent deux cents prisonniers qui se trouvèrent être presque tous Hongrois ou Italiens. Leur stupéfaction fut extrême : on nous dit que ce sont là nos amis, nos frères, et cependant les Autrichiens eux-mêmes ne se battent pas contre nous avec plus d'acharnement qu'ils ne le font.

Le 16^e régiment (2^e de la brigade de Savoie) qui s'était aguerri pendant la campagne précédente résistait avec beaucoup d'opiniâtreté. Un de ses bataillons qui avait commencé à se battre avant midi tenait encore sa position à quatre heures sous une pluie de mitraille. Trois fois cette brigade reprit à la baïon-

nette les positions qu'elle avait perdues devant la Bicocca. Lorsque les officiers voyaient leurs compagnies chanceler et se décomposer, ils ramassaient les fusils jetés par les fuyards et ils s'avançaient comme de simples soldats, renouvelant ainsi l'exemple héroïque qu'ils avaient déjà donné à Sainte-Lucie.

Le feu de l'artillerie était de part et d'autre de plus en plus violent; l'artillerie piémontaise était mieux servie, mais inférieure en nombre. Elle occupait un front de bataille restreint et ne pouvait utiliser toutes ses pièces. Les Autrichiens, au contraire, dont les lignes étaient très étendues, croisaient leurs feux sur les points principaux. Le village d'Olengo presque détruit, la division autrichienne d'avant-garde repoussée plusieurs fois avec de grandes pertes, le terrain profondément sillonné par les boulets, les bords des fossés bouleversés, les arbres renversés prouvaient l'acharnement de la lutte et la constance des artilleurs. Les officiers et les soldats de l'artillerie piémontaise se faisaient tuer sur leurs pièces plutôt que de reculer ou d'arrêter leur feu.

Tandis que plusieurs compagnies de Savone faisaient reculer l'ennemi par une charge à la baïonnette dans laquelle elles tuèrent beaucoup de monde et firent beaucoup de prisonniers, la 7^e batterie de bataille s'établit en flanc et par derrière les Autri-

chiens avec six pièces de canon. Menacée par la cavalerie ennemie, elle fut protégée par un escadron de Gênes-cavalerie. L'infanterie de Savone, très fatiguée et réduite en nombre, fut soutenue par la brigade de Piémont qui assura la conservation de la Bicocca et rejeta au loin les assaillants, mais elle perdit beaucoup de monde.

Le 4^e régiment (brigade de Piémont) et le duc de Gênes marchaient sur la gauche. Le 3^e régiment commandé par le général Passalacqua et la 9^e batterie de bataille marchaient sur la droite; ils descendirent dans un torrent dont ils escaladèrent le revers et, se lançant dans les maisons à droite de la Bicocca, ils les enlevèrent, tuant beaucoup d'Autrichiens et faisant deux cent cinquante prisonniers. C'est là que le général Passalacqua fut tué.

La brigade de Pignerol vint renforcer la brigade de Piémont; elle reprit trois fois à l'ennemi les hauteurs qui s'élevaient près de la cascade Savinchi et poussa jusqu'au bourg d'Olengo. Les meilleurs soldats des brigades de Savoie et de Savone, qui n'avaient pas voulu se retirer, s'étaient joints à cette vigoureuse attaque. Mais toutes ces troupes, subissant le feu de l'artillerie et des chasseurs ennemis, durent rentrer vers quatre heures à la Bicocca, où elles furent soutenues par quatre bataillons de Cunéo et

deux bataillons de chasseurs-gardes. Dès lors, le combat dut se borner à la défense passive de cette position.

Si les Piémontais avaient eu plus de monde, ils auraient pu profiter d'une occasion favorable. La division de l'archiduc Albert, qui avec une autre division avait commencé l'attaque, dut être soutenue et bientôt remplacée par le 3^e corps tout entier. Celui-ci s'engagea imprudemment sous le feu de l'artillerie de la Bicocca et encombra très inconsiderément la route de Mortara d'une longue file de chariots et de l'équipage de pont destiné au passage de l'Agogna et de la Sesia. Une attaque vigoureuse sur les flancs et les derrières de cette colonne empêchée dans ses mouvements eût certainement réussi. Mais les pertes subies par les Piémontais ne leur permettaient plus de prendre l'offensive. C'est à ce moment que Radetzki fit avancer ses réserves, en même temps que le général Thurn avec le 4^e corps, appuyé par le 1^{er} corps, recevait l'ordre d'attaquer la droite de l'armée piémontaise.

La bataille était engagée de part et d'autre avec fureur. Le général Trotti se tenait à droite avec les débris de la brigade de la reine et deux bataillons d'infanterie. La Tour de Quartara, en avant de la ligne piémontaise, fut prise et reprise. La Bicocca

était défendue avec acharnement. Les Autrichiens l'enlevèrent un instant. Le général Trotti, avec un bataillon, y entra de force pour la dernière fois et y fit de nombreux prisonniers. Mais la gauche de l'armée avait faibli, le centre se retirait, l'ordre de retraite fut envoyé à la droite. A cinq heures et demie la Bicocca, théâtre de combats si acharnés, dut être abandonnée. En vain le duc de Gênes, qui avait reçu plusieurs blessures et qui avait eu deux chevaux tués et un blessé, se mit à la tête de trois bataillons pour reprendre cette position : il ne put rétablir le combat.

La défaite était désormais certaine, irréparable. L'artillerie se retirait en masse, et, abandonnée par son escorte, elle devait prendre le galop. Une longue colonne de fuyards et de blessés, mêlée d'affûts, de caissons et de chevaux, entra dans Novare par la porte de Mortara. Sa vue augmenta le découragement et le désordre. Le tumulte et la confusion étaient au comble. Des officiers et des soldats, irrités par la catastrophe, des blessés gémissant et broyés sous les roues des voitures d'artillerie qui couraient avec fureur, des bandes armées, mourant de faim et n'ayant aucune direction, des soldats se livrant aux derniers excès, tel était le spectacle qu'offrait la ville de Novare à la fin de cette terrible journée. Les vivres manquaient. Une foule de séditeux se sen-

tant en force et voyant qu'on ne se disposait pas à les réprimer se livrèrent au pillage et à la violence, incendiant même quelques maisons. Les boutiques des orfèvres et des autres marchands furent saccagées. Les prières, les menaces, les coups de sabre des officiers étant inutiles, quelques pelotons de cavalerie reçurent ordre de charger dans les rues cette horde de furieux et d'insensés. Un nouveau combat commença dans la ville pendant que le canon de la place tirait encore sur l'ennemi ; les lanciers perçaient de leurs lances les fantassins qui ripostaient à coups de fusil, le tout dans des rues étroites, sous la pluie, les blessés périssant sous les pieds des chevaux lancés au galop. Pendant ces scènes horribles, dans la plaine quelques corps en mouvement régulier, quelques pelotons réunis pêle-mêle par des officiers qui ne pouvaient se résigner à la défaite, quelques valeureux soldats isolés, ayant perdu toute espérance, mais cherchant une mort honorable et ignorée de tout le monde, prolongèrent le combat jusqu'à neuf heures, c'est-à-dire pendant près de trois heures de nuit, alors que la défaite était certaine depuis la perte de la Bicocca.

Le général Perrone (1) fut frappé au front d'un

(1) Le général Hector Perrone avait servi sous Napoléon dans les

projectile. Le général marquis Passalacqua fut tué au moment où, l'épée haute, il entraînait la brigade de Piémont. L'artillerie avait fait des prodiges de valeur. Mon ami Charles de Robilant, lieutenant d'artillerie, eut la main emportée par un boulet. Rentrant dans Novare, il rencontra son père, aide de camp du roi, et il lui montra son bras mutilé : « Tu as fait ton devoir, » lui répondit avec calme le comte de Robilant.

La terrible blessure de ce jeune et brillant officier eut un grand retentissement en Italie. Dès le 27 mars, le comte de Ludolf m'écrivait de Naples : « Mon cher ami, je suis consterné du désastre qui vient de frapper le Piémont et tant de familles et d'amis. Ici, je ne fais point de politique, ce n'est que le cœur qui parle. Je ne pense qu'à la famille de Robilant. Charles a donc perdu un bras. Je vous

armées impériales. Il était en 1814 chef de bataillon, aide de camp du général Gérard depuis maréchal de France. Compromis dans le mouvement de 1821, il s'était établi en France où il avait épousé Mlle de Latour-Maubourg. Il avait fait la campagne de Belgique et il avait été nommé maréchal de camp en 1839. Il avait dit à M. de Boisle-Comte dans une de ses dernières conférences avec lui : « J'ai tout sacrifié pour l'idée de l'indépendance italienne, mon bonheur, mes intérêts, mes sentiments, car j'ai quitté la France que je préfère à tout, un grade qui m'assurait plus d'avantages que ceux dont je jouis en Piémont, une sécurité que je ne trouverai jamais ici. Je suis vilipendé, maltraité, menacé de mort par ceux à qui j'ai fait ces sacrifices, mais je les pousserai jusqu'au bout avec la certitude de n'en être jamais récompensé. »

envoie un mot pour la pauvre comtesse. Donnez-le-lui, si vous croyez. Je sentais le besoin de lui écrire. Pauvre Madame Scarampi ! Et tant d'amis et de connaissances que nous avons à l'armée, que seront-ils devenus ! Quelle imprudence de recommencer la guerre et quel habile général que Radetzki ! Avez-vous des nouvelles de Dino ?

« Adieu, cher Gustave, quand vous aurez un moment de temps, écrivez-moi sur tout cela. Rassurez-moi sur les Robilant. Et le père, où est-il ? J'ai le cœur gros. Je voudrais vous écrire davantage.

« Je vous embrasse.

« GUILLAUME. »

27 mars.

Un des promoteurs du mouvement italien, le comte César Balbo, président du conseil pendant la campagne de 1848, était représenté à Novare par ses cinq fils. Parfait gentilhomme, savant historien, écrivain distingué, aimant l'Italie et attaché à Charles-Albert dont il connaissait les bonnes intentions, César Balbo avait publié trois ouvrages : la *Vie du Dante*, une histoire classique de l'Italie et les *Speranze d'Italia* où il s'attachait à démontrer aux Italiens que leurs divisions et leurs discordes étaient la principale cause de leurs malheurs et où

il établissait qu'ils devaient attendre de la maison de Savoie une amélioration de leur avenir. Son jeune fils Ferdinand était lieutenant d'artillerie. Ayant entendu la défense faite par le capitaine de sa batterie de courber la tête lorsque arrivaient les projectiles ennemis, il resta immobile et il reçut au front un coup mortel.

Charles-Albert depuis le commencement du combat avait recherché les points où le danger était le plus grand. Tous tombaient autour de lui. Il se tenait près des batteries d'artillerie les plus exposées, cherchant visiblement la mort. A sept heures il rentra dans Novare, se plaçant sur les remparts au lieu où les projectiles tombaient avec le plus d'abondance. Le général Jacques Durando, le prenant respectueusement par le bras, voulut l'éloigner : « Général, lui dit-il, c'est mon dernier jour : laissez-moi mourir. »

La mort ne voulut pas de lui. Il se retira alors au palais Bellini et il annonça sa résolution d'abdiquer.

Le duc de Savoie me raconta lui-même cette scène émouvante. J'ai pris note de son récit, le crayon à la main, au cours d'une des visites nocturnes qu'il me faisait à mon appartement de la via Carlo-Alberto :

« La bataille était perdue. Pliant sous son infor-

tune, épargné par la mort qu'il avait vainement cherchée au milieu de la mitraille autrichienne, le roi, triste, mais calme, rentrait à huit heures du soir au palais Bellini, à Novare. Il semblait souffrir de la fraîcheur du soir, et il dit au jeune officier d'ordonnance qui l'aidait à descendre de cheval : « La soirée est bien fraîche. — Oui, sire, répondit le comte de Clavesana, mais la journée a été bien chaude. » Le roi sourit en lui donnant quelques éloges sur le courage qu'il avait montré dans le combat. A neuf heures le roi fit appeler les ducs de Savoie et de Gênes, le général en chef, le ministre Cadorna, les lieutenants généraux et commandants de division présents à Novare.

« Le bruit de son abdication s'était répandu et lorsque le roi entra dans la salle où le conseil était réuni l'émotion des assistants lui prouva qu'ils avaient pénétré son secret. Le roi s'avança avec dignité et, d'une voix ferme et calme, leur dit :

« Messieurs, la fortune a trahi notre courage et nos espérances. Notre armée est dissoute : il serait impossible de prolonger la lutte : ma tâche est accomplie et je crois rendre à mon pays un important service, lui donner une dernière preuve de dévouement en abdiquant la couronne en faveur de mon fils, Victor-Emmanuel, duc de Savoie. Il ob-

tiendra de l'Autriche des conditions de paix qu'elle refuserait sans doute en traitant avec moi. »

« Les témoins de cette scène si solennelle fondaient en larmes; aucune émotion ne se manifesta sur la figure de Charles-Albert. Toutes les instances du duc de Savoie pour ébranler sa résolution furent inutiles. Le roi l'embrassa ainsi que le duc de Gênes, et les autres témoins de son abdication furent remerciés d'une manière touchante des services qu'ils lui avaient rendus. Il leur dit :

« Messieurs, je ne suis plus votre roi; comme vous me l'avez été, soyez fidèles et dévoués à mon fils... » Puis, il se retira pour écrire à la reine et il chargea le duc de Savoie de lui remettre lui-même cette lettre d'adieu.

« Dans ce moment d'indescriptible émotion on oublia la plus importante formalité, l'acte formel d'abdication ne fut point dressé; le ministre Cadorna, représentant du cabinet au quartier général, au spectacle de cette grande infortune, omit la constatation légale de la résolution de Charles-Albert.

« Vers dix heures le chevalier de Robilant, aide de camp du roi, entra dans sa chambre; il faisait partie de sa maison depuis trente-quatre ans. Son neveu Charles de Robilant venait d'avoir la main

emportée sur le champ de bataille de Novare. Se jetant aux genoux du roi, il le conjura, les larmes aux yeux, de lui permettre de le suivre, lui représentant qu'il lui était impossible de laisser partir son roi dans ce complet isolement ; que la pensée de cet isolement était trop douloureuse pour lui, trop offensante pour son pays.

« A cet élan Charles-Albert parut ému ; quelques sanglots entrecoupèrent les paroles d'affection et de reconnaissance qu'il adressa au chevalier de Robilant ; il hésita et lui promit, en l'embrassant, de lui écrire pour lui indiquer le lieu de sa retraite et l'y appeler peut-être un jour.

« Cependant personne ne se doutait que le départ du roi pût être aussi prochain ; après une journée de fatigue et de dangers, après les cruelles émotions de la soirée, tous s'étaient retirés pour prendre un repos nécessaire. Mais une calèche basse, attelée de quatre chevaux de poste, attendait dans l'angle obscur d'une rue voisine. A une heure et demie la porte de la chambre qu'occupait le roi s'ouvrit avec précaution ; un valet de pied, sans livrée, précédait Charles-Albert ; il était couvert d'un vieux manteau de voyage, et ayant reconnu l'officier d'ordonnance qui veillait près de lui, il le salua de la main, lui ordonnant de ne pas le suivre : un courrier l'attendait au

pied de l'escalier. Le jeune homme qui, malgré la défense du roi, l'avait accompagné à quelque distance, le vit marcher d'un pas ferme vers sa voiture dans laquelle il monta seul. Deux hommes se placèrent sur le siège et le postillon reçut l'ordre de prendre la route de Ponte Stura. »

On sait que la voiture qui emportait Charles-Albert tomba dans un avant-poste autrichien. Le roi de Sardaigne, qui avait pris le nom de comte de Barge et s'était dit colonel piémontais, fut conduit devant le comte de Thurn, général autrichien. Fut-il reconnu ? Toujours est-il que le comte de Thurn le laissa continuer sa route.

« Je n'ai jamais été heureux, avait dit Charles-Albert dans une sorte d'interrogatoire ; je n'ai pas réussi. Aussi, après la bataille, voyant ma carrière militaire désormais sans avenir pour moi, j'ai donné ma démission du grade que j'occupais (1). »

A Turin la nouvelle de l'abdication fut apportée par le valet de chambre de confiance du roi arrivé dans la nuit du 24 au 25 mars, n'ayant qu'une lettre pour l'intendant général de la maison de Charles-Albert auquel ordre était donné de partir pour Genève avec les fonds nécessaires pour le voyage du

(1) *Souvenirs de la guerre de Lombardie*, par le duc DE DISE.

roi. Rien n'était arrivé ni à la reine, ni à la duchesse de Savoie, ni au prince de Carignan, lieutenant général, ni aux membres du gouvernement.

Charles-Albert passa par Vercell, Casale, Asti et Nice et il pénétra en France par le pont du Var. Il traversa tout le Midi et il arriva à Bayonne le 1^{er} avril. Il était entré en Espagne et il se trouvait à Tolosa lorsqu'il fut rejoint, le 3 avril, par Charles de La Marmora, son premier aide de camp, et par le comte de San Martino, venus pour lui demander s'il persistait dans son abdication, et, en ce cas, d'en faire dresser un acte régulier. Il résista à toutes leurs supplications et fit immédiatement dresser l'acte par un notaire de Tolosa. Puis, continuant son voyage, il arriva à Oporto le 19 avril. Le 8 mai, il écrivait lui-même un récit de son voyage qui m'a été alors communiqué par mes bons amis de Turin avec lesquels il resta en correspondance jusqu'à son héroïque mort.

Oporto, le 8 mai 1849. .

« Vingt-quatre jours de voyage dont les quatre derniers ont été faits à cheval m'ont fait arriver à Oporto. Ce ne fut point sans qu'il m'arrivât encore bien des événements. On pourrait en faire un petit roman ; mais maintenant tout ce qui me concerne a

bien peu d'intérêt. J'ai été comblé tant en Espagne qu'en Portugal des plus grandes attentions et bontés par les membres des gouvernements de ces pays. On m'a vivement engagé d'aller à Madrid et à Lisbonne; mais comme vous comprenez, je désire faire une vie absolument retirée du monde, j'ai pu me procurer une jolie petite maison de campagne aux portes de la ville, on m'y fait quelques arrangements indispensables, mais j'espère pouvoir m'y établir dans peu de jours; elle a une vue superbe sur le fleuve et sur la mer et elle a un jardin qui a de magnifiques arbres. Je me suis procuré un assez beau cheval espagnol; j'en attends deux autres de sorte que je puis parcourir les superbes collines qui entourent cette ville. Je me suis procuré les ouvrages les plus intéressants qui traitent de l'histoire du Portugal. Je lis beaucoup et je fais du reste une vie solitaire, ayant monté une maison comme celle d'un simple gentilhomme. Les lettres de Turin mettent au moins dix-neuf jours pour nous arriver; c'est vraiment être à l'extrémité de l'Europe. »

« C. ALBERT. »

La maladie dont souffrait le roi, aggravée par les fatigues de la campagne et par le chagrin, ne désar-

mait pas. Il écrivait encore un mois avant de mourir :

Oporto, le 26 juin 1849.

« Vos sœurs ont été bien bonnes pour moi. Veuillez leur en exprimer toute ma gratitude. Elles ont de grandes et belles âmes et auront apprécié, j'ose m'en flatter, tout ce que je portais de sacrifice et de dévouement désintéressé à ma patrie.

« Vous me parlez de ce que vous appelez mon terrible régime. J'ai été forcé de le suspendre depuis un certain temps, venant de faire une grave maladie dont j'eus les premiers symptômes en Espagne, surtout à Vigo. Ce fut une inflammation d'intestins tellement violente que le plus fameux médecin d'Oporto, un docteur Assivé, ne voulut pas rester seul à faire ma cure et s'adjoignit un autre de ses confrères. Ils m'ont tiré d'affaire, mais je fus bien, bien mal. Pourtant je ne restai pas un seul jour sans me lever; au lieu de mes bouillons d'huile et d'oignons, me voici au lait. Je suis encore excessivement faible, mais je gagne indéfiniment. Depuis la dernière lettre que je vous écrivis, j'ai changé de logement; je suis maintenant établi dans une jolie campagne, aux portes de la ville, mais figurez-vous que j'ai dû la meubler entièrement. C'est un chevalier Bobone qui fut jadis notre consul à Lisbonne, où il s'est établi

après avoir fait un riche mariage, qui est venu s'établir ici depuis que j'y suis pour m'y offrir son ancien dévouement et qui m'a monté tout mon établissement avec une obligeance sans égale.

« Je suis toujours comblé par le gouvernement, par les habitants du pays et même par les négociants anglais de tant de bontés, d'attentions, de prévenances, que jamais je ne pourrai assez m'en louer et en montrer de gratitude. Lorsque je fus le plus mal, la reine m'envoya un bateau à vapeur qui portait un de ses chambellans et un aide de camp général du roi pour s'informer de mes nouvelles, et le roi y avait adjoint son propre médecin, un docteur prussien. Canna m'a dit que le général d'Aspre vous avait parlé de mon arrestation; si je puis croire qu'une petite récolte des événements les plus intéressants qui me sont arrivés depuis mon départ de Novare et de ce que j'ai remarqué de plus curieux ici vous pût faire plaisir, je vous la ferais avec empressement et une douce satisfaction.

« Je continue à faire une vie fort solitaire, et n'ayant point un grand enthousiasme pour les événements modernes, j'ai pris maintenant pour lecture les grands romans de Plutarque. Au reste, je remercie le ciel de la nouvelle position qu'il m'a faite, la croyant la plus honorable, et mes regrets d'un si

grand éloignement seront adoucis si vous me conservez tous vos bons sentiments. »

« C. ALBERT. »

Le malheureux prince avait souffert moralement et physiquement tout ce qu'il est possible de souffrir au monde. Lorsqu'il fut au plus mal un bâtiment sarde portant le prince de Carignan arriva à Oporto. Charles-Albert espérait la visite de son fils de prédilection, le prince Ferdinand, duc de Gênes. Il lui avait fait préparer une petite chambre à côté de la sienne. Quand il vit ce dernier espoir déçu, son cœur se brisa. Aucune plainte ne sortit de ses lèvres, mais on vit sur son visage la plus amère douleur.

« Je ne verrai donc plus Ferdinand, » dit-il, et il fit ce dernier sacrifice à Dieu. Il mourut le 29 juillet 1849.

Il n'avait pas voulu que la reine le suivît dans son exil. En prenant congé d'elle pour la campagne de Novare il lui avait fait entrevoir la possibilité d'un départ définitif et il lui avait recommandé de ne pas quitter ses enfants. Elle lui avait en vain écrit pour le supplier de lui permettre de l'accompagner. Elle eût été heureuse, lui disait-elle, de le suivre au bout du monde, de partager toutes ses peines, de le consoler, de le soigner s'il tombait

malade. Charles-Albert avait quitté le Piémont sans la revoir.

Elle fit revenir d'Oporto les meubles de sa chambre; ils étaient en acajou recouverts de soie verte. Elle les fit placer au Palais de Turin dans une des pièces de son ancien appartement. Le valet de chambre qui l'avait rejoint en Portugal les disposa comme ils l'étaient au moment de sa mort. La reine fit peindre cette scène de douleur dans un tableau où figuraient toutes les personnes qui y avaient assisté.

Deux mois avant de mourir, le 14 mai 1849, Charles-Albert avait reçu une députation de la Chambre des députés de Turin. Avant sa dissolution elle avait décrété que Charles-Albert avait bien mérité de la patrie, lui votant l'érection d'une statue et ordonnant qu'une députation solennelle lui porterait dans sa retraite l'expression de l'admiration et de la reconnaissance de son peuple.

Dans sa réponse, Charles-Albert dit aux commissaires envoyés par la Chambre : « Nonobstant mon abdication, si jamais il éclatait une guerre contre l'Autriche, quelle que fût la puissance qui la lui fit, j'accourrais sur-le-champ, même comme simple soldat, prendre ma place dans les rangs de ses ennemis. — Seulement je ne puis pas retourner

en Italie, car je ne veux point créer d'obstacles par ma présence. J'y ai laissé mon fils, et il fera, lui, »

Ces événements laissaient le duc de Savoie, qui avait tardé à être reconnu par les Chambres piémontaises et qui ne l'était pas encore par les cours étrangères, dans une situation très délicate. On ne savait pas si les grandes puissances admettraient le fait de l'abdication faite à la hâte par Charles-Albert, et il existait en Piémont des exaltés qui refusaient de se soumettre à la souveraineté de Victor-Emmanuel. Il avait pris vivement parti pour l'armée insultée par les révolutionnaires et on affectait de craindre qu'il ne se montrât pas aussi bon patriote italien que l'avait été son père.

On faisait remarquer d'ailleurs, non sans raison, qu'un message verbal apporté par un domestique ne pouvait, en matière aussi grave, justifier l'ouverture de la succession du trône. Les ministres n'avaient entre les mains aucun document écrit.

Dans la journée du 25 mars les craintes étaient très vives pour la sécurité de Turin. Le ministère demanda à M. de Bois-le-Comte et à sir Ralph Abercromby d'intervenir auprès du maréchal Radetzki pour empêcher l'armée autrichienne d'entrer dans la ville. Avant tout il fallait savoir au nom de qui

se ferait cette démarche et quel en était exactement l'objet.

Les deux ministres de France et d'Angleterre se rendirent chez le prince de Carignan qui leur répondit qu'il ne savait rien, qu'il avait reçu seulement deux mots du duc de Savoie lui annonçant l'abdication du roi et son élévation au trône. Il fallait faire connaître ces faits au public et agir au nom du nouveau roi; mais, tenant ses pouvoirs de l'ancien, il ne pouvait prendre sur lui de prononcer ainsi sa déchéance sur le rapport d'un domestique, ni prendre aucune mesure politique et militaire pouvant contrarier les vues du nouveau souverain. Il ne put que réunir le conseil des ministres sur la demande duquel MM. de Bois-le-Comte et Abercromby partirent pour Novare, accompagnés du syndic de Turin.

Quand ils arrivèrent, ils trouvèrent la question de l'armistice réglée par un accord direct entre le duc de Savoie et le maréchal Radetzki. Dès le 24 le duc de Savoie s'était rendu lui-même aux avant-postes autrichiens pour demander un armistice aux vainqueurs. Victor-Emmanuel et Radetzki s'étaient abouchés dans une métairie de Vignole, petit village à environ 3 milles de Novare, et le 26 l'armistice était signé. Jusqu'à la paix l'armée autrichienne devait occuper la rive gauche de la Sesia, la place d'A-

Alexandrie devait recevoir une garnison, mi-partie sarde, mi-partie autrichienne, les corps lombards devaient être dissous et toutes les parties de la Lombardie occupées par les Piémontais évacuées; les frais de la guerre devaient être payés par le Piémont. Cet armistice devait durer jusqu'à la conclusion de la paix.

J'avais précédé M. de Bois-le-Comte à Novare où j'avais accompagné avec le marquis Scarampi la comtesse de Robilant qui s'y était rendue avec son gendre pour prodiguer ses soins à son fils gravement blessé. Nous avons quitté Turin le dimanche 25 mars, à midi : à la nuit tombante nous étions arrivés au pont de la Sesia occupé par les Autrichiens. Les habitants de Verceil étaient sur la route d'où l'on apercevait un premier campement autrichien établi à Borgo-Vercelli. Il y avait un second camp à Orfengo. Le maître de poste refusait de nous donner des chevaux disant que le maréchal Radetzki le lui avait défendu. Heureusement un major autrichien, touché de la situation cruelle de la comtesse de Robilant, se montra humain et poli et leva l'interdiction. Nous pûmes ainsi continuer notre voyage sans trop de retards. Je fus frappé de l'ordre qui régnait dans le village occupé par les Autrichiens. Leur camp, dont les feux étaient allumés, était

placé à droite et à gauche de la grande route. On voyait les soldats aller et venir portant de grands quartiers de bœuf sur leur dos : on préparait le souper.

Nous arrivâmes à Novare où nous nous rendîmes à *l'hôtel de la Poste*. Nous eûmes toutes les peines du monde à trouver une chambre pour la comtesse de Robilant.

Je dus me contenter d'un cabinet de bain et d'un matelas placé dans la baignoire. Il fut impossible d'obtenir à manger; les Autrichiens, qui étaient les premiers servis, n'avaient rien laissé. « Nous aimons mieux servir les Croates que les Piémontais, nous dit le garçon d'hôtel : au moins ceux-là payent. » Triste preuve de l'affaissement du sentiment national chez quelques-uns des habitants de Novare ! Tout près de mon cabinet se trouvait la modeste chambre où le général Perrone se mourait des suites de sa blessure à la tête. Cette chambre qui s'ouvrait sur un balcon n'était éclairée que par une petite fenêtre. Sa malheureuse femme, née de Latour-Maubourg, partageait cette chambre avec lui et lui prodiguait ses soins : elle me pria de venir voir son mari. Le général était une des plus nobles victimes de la guerre. Il avait été longtemps au service de la France et il était revenu récemment au Piémont. Il avait fait preuve

de beaucoup de dignité comme ministre des affaires étrangères. Il était universellement respecté et aimé :
« Je suis gravement blessé, me dit-il, mais je me suis bien battu. Dites-le en France, mon cher Reiset; dites à mes amis que je meurs en soldat. » Il me montra sa blessure et m'entretint quelques instants du prince Eugène de Carignan. Je pris congé de lui pour ne pas le fatiguer ; je ne devais plus le revoir. Plus tard, sa femme me chargea de faire faire son portrait d'après un daguerréotype; je confiai ce soin à M. Gonin, artiste piémontais.

Le soir même de notre arrivée, nous nous rendîmes chez le docteur Pagani où avait été transporté mon brave ami Charles de Robilant. Avec quelle émotion la comtesse, comprimant les battements de son cœur, entra dans la chambre de son fils et s'approcha de son lit ! Il avait été la veille amputé d'une main. Scarampi la suivit et peu après j'entrai moi-même. Je revis avec bonheur Charles qui du moins avait la vie sauve, ayant échappé aux plus grands dangers. Son cheval avait été tué sous lui par le boulet qui lui avait broyé la main.

L'opération faite par le chirurgien Arena avait réussi, mais l'anxiété restait grande; les suites de cette blessure pouvant être très graves dans une ville devenue malsaine par l'encombrement des blessés.

Le comte Mattei, camarade de Charles de Robilant, avait eu le bras amputé; leurs chambres étaient voisines. Il mourut quelques jours après des suites de cette opération, et on dut faire passer son corps par la chambre que Charles habitait. On ne voyait à Novare que scènes lugubres, tristesses navrantes : c'était un séjour de mort.

Le soir les généraux Hess, Thurn et d'Aspre vinrent saluer la comtesse de Robilant, lui exprimant avec la plus affectueuse sympathie, — le général Hess surtout, — toute la part qu'ils prenaient à ses angoisses. Le général d'Aspre nous raconta les incidents du voyage du roi Charles-Albert et son départ de Novare sous le nom de comte de Barge.

Le lendemain lundi, 26 mars, je me rendis avec le marquis Scarampi auprès du maréchal Radetzki qui occupait le palais Bellini, habité l'avant-veille par le roi Charles-Albert. Des Monténégrins avec leur costume pittoresque où le rouge dominait, armés de pistolets et de sabres, formaient une garde d'honneur dans son antichambre.

Il nous reçut dans une grande chambre jaune; il voulait nous retenir à dîner. Je dus décliner cette invitation : « Je l'accepterais comme un grand honneur à Vienne, répondis-je, mais en territoire

piémontais, Votre Excellence voudra bien comprendre qu'il me serait pénible de ne pas m'abstenir de m'asseoir à la table des vainqueurs. » Il nous dit en nous montrant un drapeau piémontais, trophée placé au milieu de sa chambre, que les hasards de la guerre l'avaient conduit dans ce palais, mais qu'il espérait que la paix allait se faire. Son langage était très modéré; il se montra pour nous d'une grande politesse. Il donna au général Hess l'ordre de nous délivrer tous les laissez-passer dont nous pouvions avoir besoin : nous pûmes ainsi visiter tout le champ de bataille. Nous allâmes à la Bicocca, nous arrêtant dans tous les endroits où les combats les plus sanglants avaient été livrés. Un major de chasseurs tyroliens nous accompagnait. Il nous fit entrer dans une vigne dont le sol avait été labouré par les boulets (1). L'écorce des mûriers et des ceps de vigne avait été enlevée par les projectiles, des chevaux jonchaient le sol couvert de décombres, d'arbres brisés et de bâtiments aux murs éventrés. On achevait de combler les fossés où les morts avaient été placés. Autour de l'église de la Bicocca ce spectacle de désolation et de ruine était navrant; les maisons avaient été traversées de part en part par les boulets.

(1) J'en ai rapporté un qui se trouve aujourd'hui dans mes vitrines du Breuil.

Les horreurs de la guerre apparaissaient dans toute leur hideuse réalité.

Le 27, je dus repartir pour Turin, M. de Bois-le-Comte étant venu lui-même à Novare avec sir Abercromby; il me fallait aller reprendre mon poste. Le marquis Scarampi m'accompagna. La comtesse de Robilant resta près de son fils, lui prodiguant les consolations de sa tendresse maternelle et ne le quittant pas jusqu'à ce qu'il fût possible de le ramener à Turin.

Quoique ayant prêté le 29 mars serment à la Constitution et ayant reçu en séance solennelle le serment des sénateurs et des députés, Victor-Emmanuel s'abstenait de se faire voir au palais de Turin. Il avait sa résidence tantôt à Verceil, tantôt à Casal, tantôt à Alexandrie. Il attendait que l'acte d'abdication en forme fût arrivé à Turin. Privé de nouvelles il continuait à venir me voir de nuit, 3, via Carlo-Alberto, sous le nom de M. Martin. « Que fera l'Angleterre, me disait-il? que fera la France? La France va-t-elle bientôt me reconnaître? » Je répondais qu'il pouvait être certain des résolutions favorables des cabinets de Paris et de Londres, mais qu'il y avait un parti à Turin qui ne voulait pas entendre parler de lui avant qu'on eût reçu l'abdication en forme du roi, son père. On ne vous croit pas assez Italien

— « Je recommencerai la guerre d'ici à peu de temps, répliquait-il. Avant tout, il faut panser nos blessures. Ah ! la guerre, mon cher, je ne désire que cela, et je ne suis heureux que quand je suis en campagne et au milieu des soldats. L'abdication de mon père ne changera rien à notre politique : je suis tout à fait Italien. J'espère que les Français m'aideront et que le maréchal Bugeaud viendra bientôt me donner un bon coup de main. »

Je dus lui enlever cette illusion : « Ne comptez pas sur l'intervention de la France, lui dis-je. Il eût fallu pour cela que les Autrichiens après Novare vous eussent poursuivis jusqu'à Turin. Puisqu'ils sont assez prudents pour regagner leurs frontières, nous ne ferons pas la guerre en ce moment. Nous avons été blessés d'une parole de votre père : *Italia farà da sé!* Vous rêvez l'unité de l'Italie : contentez-vous d'une confédération italienne. C'est le but pratique à atteindre. Si l'unité de l'Italie se fait, elle ne durera pas longtemps. Mettez-vous d'accord avec le Pape, ne vous laissez pas conduire à Rome et formez un grand peuple confédéré sans vous diviser entre vous. C'est la seule manière d'arriver à un bon résultat, » *en sachant attendre votre astre,* » comme le disait si

bien votre chevaleresque père ! Rappelez-vous que *qui trop embrasse mal étreint*. Ce serait une grande faute que de songer à prendre Rome, ce qui mettrait tous les intérêts catholiques contre vous. »

Victor-Emmanuel me dit alors qu'il partageait mon opinion et qu'il ne ferait, ni n'autoriserait rien contre le Pape : « Je suis très superstitieux, ajouta-t-il ; je craindrais que cela me portât malheur. »

Puis, la conversation prit un tour plus enjoué. Victor-Emmanuel, en veine de confidences, me raconta quelques-unes de ses aventures galantes. L'une d'elles avait eu un dénouement tragique. Il faisait la cour à une jeune bourgeoise très jolie près de laquelle il pénétrait mystérieusement, y passant une partie de ses soirées. Le secret de ses visites fut révélé, soit à la famille de la jeune fille, soit à d'autres amoureux. Un soir, comme il venait de la quitter, il fut assailli dans la rue par trois individus. Victor-Emmanuel n'avait que sa canne avec laquelle il se défendit si bien et porta de si rudes coups qu'il étendit sur le pavé l'un de ses agresseurs ; il eut ensuite facilement raison des autres et il put rentrer chez lui sans accident. Il croyait cette aventure à jamais couverte par les ombres de la nuit quand quelques jours après il fut appelé par son père qui lui fit les plus vifs reproches et qui lui dit qu'un de

ses agresseurs était mort. Le duc de Savoie avait été reconnu et on s'était plaint au roi. Il fallut donner à la famille du défunt une somme considérable pour l'apaiser et pour empêcher que cette affaire fit scandale. Victor-Emmanuel me dit que, depuis ce jour, il prenait de grandes précautions quand il sortait la nuit. « J'ai des ennemis, me dit-il, qui n'attendent qu'une occasion favorable pour m'attaquer, mais rien ne m'arrêtera ! »

Un moment après il manifesta l'intention d'aller voir le général Dabormida, habitant un quartier assez écarté dans la maison du libraire Pomba auprès du jardin public. Il ne faisait pas encore jour. Sous l'impression de ce qu'il venait de me raconter, je lui offris de l'accompagner. Je ne voulais pas le laisser exposé seul aux dangers d'une excursion nocturne à une époque de troubles comme celle dans laquelle nous vivions. Nous sortîmes donc ensemble. Arrivés devant la maison occupée par le général Dabormida, au bout de ma rue, nous fîmes retentir la porte d'un grand coup de marteau, puis d'un second, puis d'un troisième plus violent que les premiers qui décida enfin le concierge à sortir de sa loge. Nous l'entendîmes se diriger vers la porte en grommelant. Il nous demanda qui nous étions sur le ton le plus aigre, et, comme Victor-Emmanuel se

borna à lui répondre qu'il voulait parler au général Dabormida, le concierge répliqua qu'il voulait avant tout savoir qui il était. — « Que vous importe? reprit mon compagnon qui commençait à s'irriter. Je veux parler au général, cela suffit. — Ah! vous voulez; eh bien! moi, je ne veux pas et vous attendrez jusqu'à demain. *Sua Eccellenza è a letto; non la risveglierò. Andate al diavolo?* » — Nous l'entendimes s'éloigner à pas lents et refermer la porte de sa loge. Victor-Emmanuel était furieux, le jour venait, il avait besoin de parler au général et ne voulait pas repartir sans l'avoir vu. Il tenait cependant à ne pas trahir son incognito. Saisissant lui-même le marteau de la porte, il se mit à frapper de plus belle et il fit un tel vacarme que le concierge sortit de nouveau de sa chambre et se précipitant vers la porte sans l'ouvrir il nous menaça de nous donner une volée de coups de bâton, menace accompagnée de jurons les plus énergiques, et Dieu sait s'ils le sont en dialecte piémontais. Victor-Emmanuel perdait patience; il voulait tout enfoncer. Je le priai de me laisser entrer plus doucement en négociation avec le concierge. Je glissai sous la porte une belle pièce de *cinque lire* aux armes de Savoie et à l'effigie de Charles-Albert en disant, en riant : « *Eh! caro! volete sapere chi siamo? Ecco il ritratto del padre d'uno*

di noi. Aprite, presto, se no guai a voi! Le ton du concierge s'adoucit immédiatement. Après s'être laissé prier pendant quelques instants il ouvrit sa porte. Je pris congé de Victor-Emmanuel qui, en me disant au revoir, ajouta : « Je vous porterai bientôt ma dette de cinq francs. »

Je n'ai plus revu chez moi M. Martin. Mais Victor-Emmanuel m'autorisa, une fois pour toutes, à venir le voir aussi souvent que je le voudrais. J'allais au Palazzo Reale en faisant prévenir son valet de chambre de ma prochaine arrivée. Je montais par un escalier de service du palais de Turin situé au milieu de la galerie à droite dans la cour, et j'étais introduit en dehors de toutes les règles de l'étiquette. Victor-Emmanuel me recevait souvent en costume de chasse, quelquefois continuant à manger devant moi un poulet aux oignons qui était son plat favori.

Plusieurs fois j'ai réclamé en riant à Sa Majesté les cinq francs du concierge du général Dabormida, mais comme Elle n'avait jamais un sou dans sa poche, Elle ne me les a jamais rendus. Ce qui prouve qu'il ne faut jamais prêter d'argent à personne, pas même à un souverain !

Quelquefois je restais des heures entières à causer avec Victor-Emmanuel ; nous parlions de toutes

choses : du monde, des théâtres, de la politique, et j'avais fini par être assez libre avec lui pour lui dire franchement tout ce que je trouvais de bien ou de mal dans ce qu'il me disait. Ma franchise ne lui déplaisait pas et j'ai été plusieurs fois à même d'aider Massimo d'Azeglio lorsqu'il devint premier ministre à obtenir du roi ce qu'il désirait pour le bien du pays.

Victor-Emmanuel m'a souvent dit qu'il avait une grande affection pour moi, et j'avoue que je n'y ai jamais compté. Je serais bien embarrassé de faire un portrait exact du roi Victor-Emmanuel. Il était d'un caractère égoïste et pendant les longues années que j'ai passées à Turin je ne l'ai jamais vu faire une générosité. Peut-être cependant était-il quelquefois prodigue vis-à-vis de ses maîtresses pendant que sa passion éphémère était en jeu. La grande qualité qu'on ne lui contestera jamais était son courage militaire. Il allait au feu sans y penser, le sang guerrier de ses ancêtres semblait bouillir dans ses veines. Il aimait les femmes et tous ses enfants sans jamais être bien tendre. C'était un homme matériel. Lorsque je le quittai après quatre ans de séjour à Turin pour aller occuper le poste de premier secrétaire d'ambassade à Saint-Pétersbourg, il m'embrassa avec effusion et en me

disant des paroles si affectueuses que je crus à son amitié. Toutes les fois que je le revoyais il me sautait au cou, et malgré cela on sentait qu'il était indifférent et qu'il ne pensait qu'à lui.

CHAPITRE XII

Avènement de Victor-Emmanuel. — Insurrection de Gènes. — Exigences de l'Autriche. — Ministère d'Azeglio. — Siège de Rome. — La paix est signée.

M. de Bois-le-Comte et sir Abercromby furent reçus officiellement le 29 mars par Victor-Emmanuel à l'issue de la séance royale. « Mon gouvernement est fondé sur le rétablissement de la paix et de l'ordre, leur dit le nouveau roi. Je comprends que l'un ne peut marcher sans l'autre et je veux y employer tous mes soins. Ce pays a été sacrifié à des illusions, généreuses sans doute, mais impossibles à réaliser. L'année dernière peut-être, si la guerre eût été mieux conduite, si la politique eût été meilleure, on eût pu réussir, mais après l'échec subi il était impossible de le réparer, surtout après avoir compromis toute espèce de succès par le désordre moral et matériel introduit dans toutes les branches de l'administration. Pour moi je veux gouverner constitutionnellement, mais je veux faire respecter la loi, et je périrai plutôt que de subir le joug d'un parti. Je n'ai point désiré le trône, j'espérais y

monter le plus tard possible, car je n'ai guère de goût pour ce métier qui est peu agréable et peu facile par le temps qui court, mais j'aime mon pays et je me consacrerai tout entier à sa prospérité que j'espère rétablir, quoiqu'elle ait été bien compromise. J'ai fait mon devoir en soldat, je servirai mon pays d'une autre manière, mais toujours avec le même dévouement, car je l'aime sincèrement. Mais je veux toujours lui dire la vérité, je veux aussi que mes ministres la lui disent. Il faut suivre une ligne de conduite, et, quand on l'a adoptée, le dire franchement. Ce sera toujours là ma politique à l'intérieur comme à l'extérieur. Quant à vous, Messieurs, dites bien à vos gouvernements que je veux la paix, franchement, loyalement, sans arrière-pensée d'ambition. Je ne veux point séparer ma cause de celle de l'Europe, ni la compromettre par une ambition insensée. Je sais quels sont les mauvais conseils qui ont perdu mon père et je veux les éviter. Dites bien au maréchal Radetzki que je suis décidé à exécuter l'armistice, que si je lui demande des modifications, c'est dans l'intérêt de la paix et de l'ordre et pour éviter que des froissements inutiles les compromettent, mais que je ne prétends point éluder ce que j'ai signé. Je vous serai fort reconnaissant de ce que vous ferez pour nous, et soyez sûrs que je ne

vous compromettrai pas en manquant à ma parole. »

Victor-Emmanuel annonça ensuite aux deux ministres que la Chambre allait être dissoute et que Gênes, où avait éclaté une insurrection, serait mis en état de siège. « Malheureusement, ajouta-t-il, l'armée est en pleine dissolution, mais on la recomposera de manière à la rendre respectable, tout en diminuant considérablement les effectifs. Déjà les troupes sont rentrées à Turin et aux environs. Il est bien nécessaire qu'on travaille à leur réorganisation, car en réalité il n'y a plus d'armée.

« Les difficultés pour le nouveau gouvernement vont être énormes. On a tout désorganisé et il faut tout remettre en ordre, finances, armée, administration, esprit public. Enfin, il faut faire de nouvelles élections, ce qui sera très difficile après avoir laissé agiter les esprits par les dernières séances de la Chambre. Les députés sortants vont crier à la trahison et on est si peu instruit des faits dans ce pays, on a si peu de défiance contre la déclamation, le charlatanisme et le mensonge, que ceux mêmes qui ont tout compromis par leur incapacité et leur mauvaise foi seront les premiers à accuser le nouveau gouvernement des résultats qu'ils ont créés. Il est impossible de se faire une idée de l'apathie et de l'ignorance des masses et de l'audace de ceux qui

cherchent à les mener. C'est ce qui me donne des craintes pour les élections prochaines, et cependant toute la question est là. »

Ce langage était tout un programme. L'avenir devait se charger d'apprendre à l'Italie et à l'Europe comment ce programme devait être exécuté. Le règne de Victor-Emmanuel II commençait.

Dès son avènement au trône, Victor-Emmanuel chargea un Savoisien, le général de Launay, bien connu pour sa fermeté et son dévouement à la monarchie, de former un cabinet. Le général s'adjoignit M. Pinelli, le distingué ministre de l'intérieur du cabinet d'août 1848, Gioberti, revenu de bien des illusions, de Margherita, syndic de la ville de Turin, M. Galvagno, avocat, ancien député, homme de beaucoup de mérite. Le général Morozzo della Rocca, chef de l'état-major de Victor-Emmanuel pendant la guerre, reçut le portefeuille de la guerre, et M. Nigra, riche banquier de la ville de Turin dont il avait été syndic, celui des finances. M. Nigra, un des hommes les plus honnêtes et les plus recommandables du Piémont, conservateur très courageux, n'avait rien de commun avec son homonyme, le comte Nigra, secrétaire de Cavour, diplomate fort distingué, qui a été sous l'empire ambassadeur à Paris. On avait tenté d'agir auprès du roi pour écarter le général de

Launay regardé comme ayant des tendances peu constitutionnelles et qui, comme gouverneur de Gènes, avait opposé aux révolutionnaires de cette ville une fermeté inébranlable. Victor-Emmanuel s'y refusa absolument disant que le gouvernement avait de grands devoirs à accomplir et qu'il avait besoin d'un homme énergique à sa tête.

A la première nouvelle du désastre de Novare les politiciens du parlement de Turin avaient pris peur. Un grand nombre de députés, et parmi eux le fougueux Brofferio, avaient quitté la ville; le 25 mars la Chambre convoquée pour deux heures de l'après-midi ne se trouvait pas en nombre. Rassurée le lendemain par la nouvelle de l'armistice contre le danger d'une occupation de Turin par les Autrichiens, elle reprit courage et elle se livra aux dernières violences vis-à-vis du nouveau ministère. Cette fois elle était en nombre et les motions les plus folles se succédèrent. Les orateurs se montrèrent de nouveau intrépides, ardents, insultant les ministres, protestant contre l'armistice, le déclarant inconstitutionnel, sommant le gouvernement de reprendre la guerre dans un délai de dix jours. Un député, M. Viora, ayant dit que bien des illusions devaient être dissipées, faillit être écharpé. L'abdication de Charles-Albert fut contestée et une commission fut nommée pour en vérifier la réalité.

Victor-Emmanuel fit ce qu'il devait faire : il prorogea les Chambres jusqu'au 5 avril, puis il prononça la dissolution de la Chambre des députés. Ces violences parlementaires avaient été accompagnées à Gênes d'un véritable soulèvement. Le député Brofferio s'y était retiré, il y avait retrouvé son collègue Pellegrini condamné sous le ministère précédent. Le 27, à neuf heures du soir, le tocsin avait commencé à sonner et la générale avait battu jusqu'à minuit. Le peuple assemblé devant le palais Tursi avait nommé une commission de défense qui n'était autre qu'un comité républicain. Une estafette, envoyée par l'intendant général au général de la Marmora, avait été arrêtée par le peuple, ses dépêches avaient été saisies et lues. Elles révélaient que le général avait ordre d'écraser l'émeute. L'intendant général, mandé au palais Tursi pour rendre compte de sa conduite, fut fait prisonnier. Le général de Asorta, commandant la garnison, n'osait pas faire sortir ses troupes dont il n'était pas sûr. La garde nationale, son général Avezzana en tête, et les syndics de la ville faisaient cause commune avec l'émeute. Les forts étaient occupés par une garnison mixte de soldats et de gardes nationaux, et Pellegrini, qui les remit au comité de défense, se hâta d'envoyer deux exprès à la division lombarde d'Alexandrie pour l'appeler à Gênes.

Cette division, forte de quatre mille cinq cents hommes, eût rendu les républicains maîtres absolus de la ville. Le gouvernement sarde voulut conjurer ce péril en envoyant cette division sur les frontières de Toscane. Les soldats renvoyèrent leurs officiers piémontais et tirèrent même sur eux, puis ils se débandèrent et désertèrent en masse. Lord Hardwick, commandant dans la rade de Gênes un vaisseau anglais de 80 canons, le *Powerful*, avait notifié à l'intendant général et au général de Azorta « qu'il les rendait responsables des dommages qui pourraient être causés à des sujets anglais », ajoutant que « dans le cas où le pouvoir viendrait à passer dans des mains qui ne présenteraient pas de responsabilité, il aviserait aux mesures qu'il croirait utile de prendre. »

Les Génois constituèrent un gouvernement provisoire composé du général de la garde nationale Avezana, de M. Marchio, avocat, et du député Reta. Les autorités piémontaises ayant quitté la ville, ce gouvernement se transporta au palais ducal où il retint comme otages le général Ferretti ainsi que la femme et les trois filles du général de Azorta, annonçant qu'elles seraient mises à mort si le général faisait tirer un coup de fusil. Celui-ci paralysé par ces menaces quitta la ville avec la garnison. Le comte

Ceppi, major des carabiniers, et plusieurs autres personnes furent assassinés par la populace. Le bagne de Gênes contenant douze cents forçats avait à sa tête un lieutenant-colonel qui réclama la protection de M. Favre, consul général de France, et du capitaine de vaisseau de Gasquet, commandant la corvette à vapeur française *le Tonnerre*, pour résister aux insurgés qui voulaient délivrer et armer les forçats. Le consul dut aussi faire les plus grands efforts pour sauver quinze mille fusils, cédés par la France au gouvernement sarde, qui se trouvaient dans le port de Gênes. Il parvint à les faire diriger sur Villefranche, et il réussit également, au péril de sa vie, à faire délivrer la femme et les trois filles du général de Azorta. Les bâtiments français et anglais étaient encombrés de femmes et d'enfants : le consul nolisait plusieurs bâtiments de commerce et y fit arborer le drapeau français pour recevoir les fugitifs. Avezzena avait rendu un décret punissant de mort tous ceux qui parleraient de se rendre ou qui refuseraient de se battre.

Heureusement le général de la Marmora accourait à marches forcées avec une armée de vingt-quatre mille hommes animés des meilleures dispositions.

Dès le 6 avril il s'était emparé de trois forts et de la position de San-Benito dominant la Lanterne de

port de Gênes. Les jours suivants il avait pris possession de trois autres forts et son frère, commandant sous ses ordres une division, s'était emparé de la vallée de Bisagno dominant la route de la Spezzia par où pouvait arriver la division lombarde. L'armée piémontaise tenait ainsi la ville à sa discrétion : les trois premiers forts avaient été pris par deux compagnies de bersagliers ! Une députation partit pour Turin dans le but de traiter de la reddition de la ville. Le général de la Marmora accorda une suspension d'armes de quarante-huit heures pour attendre la réponse du gouvernement. Elle fut qu'aucune capitulation ne serait admise, qu'une soumission pure et simple était exigée. Aucune amnistie ne serait accordée comme condition de cette soumission.

Mais le roi lui-même, voulant inaugurer son règne par un acte de clémence, était disposé à accorder spontanément, si cette soumission était immédiate, une amnistie dont seraient exceptées douze personnes désignées nominativement, tous les militaires qui avaient pris part à l'insurrection, ainsi que les auteurs de crimes et de délits contre les personnes et contre les propriétés.

Victor-Emmanuel consentit à recevoir la députation et il lui tint un langage des plus fermes. Il lui

dit que rien ne motivait la conduite des Génois, qu'ils savaient parfaitement que cette prise d'armes ne pouvait avoir pour objet de se défendre contre l'ennemi, l'armistice ayant été rendu indispensable par l'état de l'armée. Ce ne pouvait être dès lors qu'une révolte contre son autorité, révolte criminelle qui en présence de l'ennemi menaçait la sécurité du pays tout entier. Le roi ajouta que, quant à lui, il n'aurait accordé aucun pardon ; qu'il avait cédé aux prières de ses ministres en signant ce qu'ils proposaient, mais qu'il n'accorderait rien de plus.

La députation consternée n'osa pas retourner à Gênes. Mais la nécessité de la soumission s'imposa. Tous les personnages compromis se réfugièrent sur les vaisseaux français et anglais. Reta, Pellegrini parvinrent à prendre la fuite. La partie modérée de la municipalité se rendit le 10 avril, et le 12 l'armée du général de la Marmora entra dans la ville.

Le consul général de France, M. Favre, frère de Jules Favre, reçut la croix de commandeur des Saints Maurice et Lazare, et la municipalité lui vota en reconnaissance de ses services le droit de cité.

Le gouvernement sarde profita de ce succès pour dissoudre les conseils municipaux qui avaient voté des protestations inconvenantes contre les actes du ministère. Pendant ce temps M. de Bois-le-Comte et

sir Abercromby s'étaient rendus à Milan auprès du maréchal Radetzki pour obtenir un adoucissement des conditions de l'armistice. L'abdication de Charles-Albert et l'avènement de Victor-Emmanuel avaient beaucoup apaisé les Autrichiens à l'égard des Piémontais. Ils se préparaient à attaquer Venise et à réduire la ville de Brescia qui, malgré l'armistice, refusait de se soumettre. Le maréchal était disposé à renoncer à l'occupation d'Alexandrie et à se contenter de celle de Valence par un seul bataillon, force suffisante pour assurer le passage du Pô, et il promit d'en demander l'autorisation à Vienne.

Mais ses intentions étaient plus rigoureuses à l'égard des Lombards. Le général Willisen, envoyé de Prusse, le comte Montecuculli, que l'empereur d'Autriche avait chargé d'une mission à Milan, auraient voulu faire prévaloir un régime plus humain; ils avaient échoué. Radetzki était décidé à maintenir le système des confiscations. L'état-major autrichien paraissait plutôt désirer que craindre l'intervention française à Rome. Le général Hess assurait que le plus grand désordre y régnait et qu'il était indispensable d'en finir. « Qu'on agisse à deux, à trois, à quatre, à cinq, mais qu'on en finisse. » — « Le Pape, une fois rétabli, ajoutait-il,

se trouvant sous l'influence des cardinaux Antonelli et Lambruschini, présenterait toutes garanties pour l'ordre. »

Les dispositions favorables du gouvernement autrichien et du maréchal Radetzki au sujet de l'occupation d'Alexandrie furent tout à coup compromises par un acte de faiblesse du gouvernement sarde. Le prince de Schwarzenberg, ministre des affaires étrangères d'Autriche, ancien ministre d'Autriche à Turin, avait eu jadis un conflit personnel très vif avec Charles-Albert dont la chute lui avait causé une grande satisfaction. Pour la rendre définitive il fallait consolider le trône de Victor-Emmanuel. Il ne manquait pas de personnes en Piémont qui cherchaient à opposer les souvenirs du père aux actes politiques du fils. On faisait courir dans Turin des lettres de Charles-Albert déclarant qu'il s'était retiré, mais qu'il serait toujours au service de la cause de l'indépendance italienne.

A Vienne comme à Milan, on comprenait qu'il y avait un intérêt capital à ne pas favoriser ce prétexte d'agitation et à conclure rapidement la paix. M. Adrien de Revel avait été nommé plénipotentiaire; cette nomination qui avait été bien accueillie fut rétractée sous prétexte que le nom de M. de Revel nuirait à la négociation dans l'opinion publique.

L'armistice Salasco, si fort critiqué, avait été accepté et l'acte de médiation signé l'année précédente par le comte de Revel, son frère; la paix désastreuse à laquelle le Piémont allait être contraint serait assimilée aux deux actes qui avaient donné lieu à de si violentes attaques. M. de Revel fut remplacé par M. de Ricci. Celui-ci, qui représentait la Sardaigne aux conférences de Bruxelles, s'était vivement élevé contre la prétention du plénipotentiaire autrichien de ne négocier que sur les bases des traités de 1815. Il était d'ailleurs le frère d'un des ministres qui avaient rompu l'armistice, et l'Autriche le repoussait comme ayant toujours un pied dans les deux camps. M. Boncompagni, ancien ministre de l'instruction publique, avocat de talent, mais étranger à la diplomatie, fut nommé plénipotentiaire avec le général Dabormida. Ces débats de personnes qui donnaient lieu à un échange de notes entre les deux gouvernements avaient refroidi les bonnes dispositions de l'Autriche. Le général de Launay et M. Pinelli qui avait annoncé l'abandon de l'occupation d'Alexandrie comme un acte de déférence envers le roi avaient été forcés de se retirer. Victor-Emmanuel envisageait cependant cette situation avec beaucoup de sang-froid. Il ne cacha pas à M. de Bois-le-Comte qu'il avait vivement combattu la répugnance de

son ministère à maintenir la nomination de M. de Revel et le choix qu'ils avaient fait de M. de Ricci.

« En cédant à leurs désirs, dit-il, je leur ai prédit ce qui arriverait. Je ne suis pas effrayé de la nécessité de faire occuper Alexandrie par les Autrichiens : je retiendrai mes ministres s'ils veulent se retirer. Il faut bien qu'ils restent ; la situation est encore plus difficile pour moi que pour eux, et certes rien ne me fera abandonner la partie tant que je croirai pouvoir faire quelque bien à mon pays. Il ne s'agit pas de peser le pour et le contre comme des avocats. Il faut se décider promptement. Pour moi j'ai rempli mon devoir en ce qui concerne la guerre, quoique je susse parfaitement ce qui en adviendrait ; mais aujourd'hui la paix est nécessaire et je la ferai malgré les peureux et les agitateurs. Ce qui s'est passé dans les dernières années du règne de mon père est une leçon pour moi, et j'en profiterai. Personne ne connaît mieux que moi l'histoire de cette époque ; j'avais la certitude que je serais appelé à réparer un jour les maux dont j'étais témoin, et je les ai enregistrés avec un tel soin que je pourrais en rédiger un curieux récit, mais il servira au moins à mon instruction personnelle. Un parti trompait le roi, et le roi trompait tout le monde ; mais moi, je suivrai un régime de vérité et je ferai appel à la nation en

m'appuyant toujours sur elle. Si on m'y force, je donnerai le suffrage universel et j'irai moi-même parler aux électeurs. J'ai vu le paysan de près et je sais ce qu'il pense. Je ne veux pas qu'il soit la dupe d'intrigants comme il l'a été si longtemps. Nos ministres ne veulent pas voir qu'il s'agit pour toute la nation d'une question d'existence. Ils ont sans cesse derrière eux le fantôme de l'indépendance italienne qui a perdu notre malheureux pays, et ils n'osent pas divorcer avec le passé pour inaugurer une ère nouvelle dont le but doit être de cicatriser les plaies que nous a léguées un passé déplorable. »

Les intentions pacifiques de Victor-Emmanuel furent mises à l'épreuve des exigences exorbitantes de l'Autriche. Elle réclamait une indemnité de guerre de 200 millions, et le Piémont se déclarait dans l'impossibilité d'en payer plus de 60. Son budget ordinaire n'était en recettes que de 80 millions sur lesquels les événements avaient produit une baisse de 20 millions, tandis que les dépenses avaient doublé. La demande des Autrichiens équivalait au triple du budget. Pour acquitter cette indemnité en cinq années il eût fallu porter le budget à 120 millions. Un emprunt ne pouvait être contracté qu'à 70 francs : il eût représenté un capital de 260 millions et une quinzaine de millions d'intérêts annuels. Un petit

pays de quatre millions cinq cent mille âmes, n'ayant d'autre industrie que son agriculture, était dans l'impossibilité de supporter de pareilles charges. Sa dette ancienne s'élevait à 131 millions ; elle avait été portée par les emprunts de guerre à 291 millions. L'indemnité réclamée par l'Autriche l'aurait élevée à 550 millions : elle se serait ainsi quadruplée en une seule année.

La reprise des hostilités parut un instant imminente. Le ministre autrichien, M. de Brück, ancien négociant de Trieste, se montrait intraitable. Le gouvernement sarde réclama la protection de la France et de l'Angleterre — ce qui accrut encore le mécontentement de l'Autriche. C'est à ce moment que Victor-Emmanuel appela à Turin le chevalier Massimo d'Azeglio et lui donna la succession du général de Launay. Le roi m'en fit part par un billet cacheté à ses armes avec la devise : Plus être que paraître.

Turin, 7 mai 1849.

« MON CHER REISER,

« Ayant parlé il y a quelques jours à M. de Boisle-Comte et lui ayant dit que M. d'Azeglio n'était pas appelé pour le moment à la présidence du ministère, d'après les interrogations qu'il me fit, *contant* moi-même y appeler M. de Costa ; les

choses ayant changé et, M. d'Azeglio acceptant la présidence ainsi que le portefeuille des affaires étrangères, je vous prie d'en prévenir M. de Boisle-Comte du fait, pour qu'il ne croie pas que j'ai voulu le tromper.

« Je continue toujours à me débattre contre les difficultés. Pour vous, gagnez d'autres batailles et amusez-vous.

« VICTOR. »

Le choix fait par Victor-Emmanuel était excellent. Massimo Taparelli, chevalier d'Azeglio, était né à Turin le 2 octobre 1798 de César Taparelli, marquis d'Azeglio, ancien ambassadeur du roi Victor-Emmanuel I^{er} à la cour de Rome, qui était lui-même fils du comte Robert de Lagniasco. Le jeune Massimo avait accompagné son père à Rome en 1814 : là s'était développé son goût pour les arts et pour les lettres. Très bien doué comme peintre, comme poète, comme écrivain, comme musicien, il s'était fait remarquer jeune encore par des œuvres d'un réel mérite. Ami de Grossi et de l'illustre Manzoni dont il épousa la fille, il publia plusieurs romans qui eurent un grand succès. A partir de 1846, il se consacra à la politique ; ses brochures furent très remarquées, surtout celle qui avait pour titre : *Degli ultimi*

casi di Romagna, dans laquelle il engageait le gouvernement pontifical à éviter une nouvelle révolution dans les Marches au moyen de réformes libérales devenues absolument nécessaires.

Lorsque éclatèrent en 1848 les événements de Lombardie, le chevalier d'Azeglio, se rappelant qu'il avait porté les armes dans sa jeunesse, se mit à la tête des volontaires pontificaux pour défendre la cause du roi Charles-Albert. Nommé colonel de cette milice, il fit à Vicence des prodiges de valeur, et il y reçut une grave blessure dont il a souffert toute sa vie.

Le but du roi était d'obtenir une chambre raisonnable qui consentit à ratifier la paix. Massimo d'Azeglio était un homme éminemment distingué par son esprit et son caractère, un des derniers hommes d'élite de l'ancien parti constitutionnel en Italie. Par sa conduite et par ses écrits il avait donné la preuve de ses sentiments conservateurs; cependant il inspirait une grande défiance à l'Autriche. Sa qualité d'ancien volontaire de 1848, ses ouvrages, ainsi que la blessure par laquelle il les avait sanctionnés, prouvaient à quel point il était attaché à la cause de l'indépendance italienne. Il reconnaissait les impérieuses nécessités de la situation et il ne cherchait pas à les éluder, mais il ne pouvait empêcher qu'à

son nom se rattachassent des espérances en Italie et des craintes en Autriche. Il était cependant bien résolu à conclure la paix, ainsi qu'il l'écrivait le 21 mai 1849 à un ami :

« J'ai refusé longtemps parce que, moi entrant au ministère des affaires étrangères au moment des négociations pour une paix avec l'Autriche, cela me faisait un drôle d'effet, et je supposais que cela devait en faire un plus drôle encore aux puissances amies et ennemies. Mais les intérêts de la tranquillité intérieure l'ont emporté. On se méfiait — à tort, je vous assure, — de mon honorable prédécesseur qu'on jugeait un vrai *codino*, un rétrograde, etc., et le parti anarchique semait l'inquiétude et le mécontentement partout, et sous cette impression nous étions menacés de troubles peut-être, et sans nul doute d'élections rouges. J'ai dû me convaincre qu'il fallait s'exécuter, et me voilà président du conseil.

« Pendant que je reste au ministère, je fais de mon mieux à l'intérieur comme à l'extérieur. Je m'efforce de mettre tous les ressorts en état de fonctionner. Mais j'ai entre les mains une machine bien détraquée. On ferme les clubs, on fait la guerre à notre détestable presse, demain on fusillera probablement le général Ramorino. Je tâche de mettre la discipline partout, et comme je ne prétends ni me préparer le

terrain pour des ministères à venir, ni être adoré des mazziniens, je vais droit mon chemin sans autre préoccupation que le bien public et mon devoir. »

Massimo d'Azeglio était la loyauté même. J'avais avec lui les relations de l'intimité la plus étroite, le voyant deux fois par jour au moins, — le matin dans sa petite chambre du ministère où venait le voir aussi son vieil ami Miani avec qui j'assistais au pansement de sa blessure à la jambe qui n'était pas encore cicatrisée et qui le faisait cruellement souffrir, — le soir à l'hôtel Trombetta où nous dînions ensemble. Il n'avait rien de caché pour moi. Il me témoignait une grande confiance, voyant avec plaisir mes rapports familiers avec le roi Victor-Emmanuel. Il savait que je n'userais jamais de mon influence sur ce souverain que pour être utile à une politique de sagesse et de modération en disant toujours la vérité au roi.

« Arrivé au ministère par dévouement plus que par goût et par ambition, a dit très justement de lui M. de Mazade, il restait au pouvoir le galant homme à la nature généreuse et séduisante, à l'esprit aimable et fin, courageux devant le danger, un peu inactif devant les difficultés de tous les jours, et prompt à se fatiguer des affaires... Par des considérations de diplomatie, par des raisons de caractère personnel, il avait de la peine à prendre son parti d'une rup-

ture avouée, acceptée avec la droite... » A un homme aussi intègre l'exercice du pouvoir devait apporter bien des déboires. L'œuvre de l'indépendance italienne dont il avait été un des premiers soldats s'est achevée sans lui, mais son nom est resté, au milieu des luttes des partis, entouré du respect universel.

En 1849 la première nécessité était le maintien de l'ordre. Un camp de deux divisions avait été formé au nord-ouest de Turin, à Saint-Maurice, sous le commandement du duc de Gênes.

Il comptait vingt-six bataillons, trente-six escadrons et trente bouches à feu, environ vingt mille hommes. Le principal but de ce camp était de rétablir la discipline et de mettre les troupes sous la main de leurs officiers pour refaire leur esprit et leur donner l'instruction militaire qui leur manquait. On avait eu d'abord l'idée d'établir ce camp sous Alexandrie; on y avait renoncé pour ne pas lui donner une signification menaçante qui aurait nui aux négociations pour la paix.

Victor-Emmanuel était fort préoccupé de l'état de l'armée et des finances. Le dernier emprunt n'avait produit que 16 millions, et les effectifs militaires, en y comprenant les réserves, les carabiniers, les invalides, s'élevaient encore à cent quarante-sept mille hommes. Un conseil de huit généraux avait

été réuni pour faire cesser un pareil état de choses. On y avait décidé de renvoyer toutes les non-valeurs pour former avec le reste, à l'aide d'éléments de choix, une armée de quatre-vingt mille hommes pouvant mettre soixante mille hommes en campagne, ce qui était déjà beaucoup pour le Piémont.

Il y avait vingt mille hommes au camp de Saint-Maurice, vingt mille à Gênes sous les ordres du général de la Marmora ; une division de réserve de dix mille hommes formée des gardes et d'une brigade d'infanterie était à Turin et aux environs. Le reste était dans les garnisons et complétait un effectif de guerre d'environ soixante mille hommes. Pendant les négociations si difficiles du traité de paix, Victor-Emmanuel tomba gravement malade. Il fut atteint d'un érysipèle à la cuisse qui mit un instant ses jours en danger. Sa mort eût été une complication désastreuse. Les événements s'aggravaient dans toute l'Italie. L'armée française avait débarqué à Civita-Vecchia et une lutte d'influence des plus émouvantes s'était engagée entre le général Oudinot et M. Ferdinand de Lesseps, envoyé comme ministre plénipotentiaire en mission auprès du gouvernement de la République romaine.

Mazzini, qui était alors l'un des triumvirs de Rome, avait noué avec ce dernier des relations très

cordiales. Lorsque à la fin de l'année 1849 M. de Lesseps eut à se défendre devant le Conseil d'État auquel un décret du Président de la République l'avait déféré, il écrivit de Mazzini dans un Mémoire rendu public :

« Dans toute la suite de nos négociations, je n'ai eu qu'à me louer de sa loyauté et de la modération de son caractère qui lui ont mérité mon estime... Aujourd'hui qu'il est tombé du pouvoir et qu'il cherche sans doute un asile en pays étranger, je dois rendre hommage à la noblesse de ses sentiments, à la conviction de ses principes, à sa haute capacité, à son intégrité et à son courage. »

Tout autres étaient les sentiments du général Oudinot. Les altercations les plus vives eurent lieu entre le ministre plénipotentiaire et le général en chef. Le 1^{er} juin 1849 M. Ferdinand de Lesseps écrivait de Rome au général Oudinot :

« J'ai suivi avec dévouement et abnégation personnelle les directions du gouvernement de la République. Le jour où vous m'avez fait, en présence de témoins, les scènes les plus scandaleuses que mon sang-froid et ma détermination bien arrêtée ont empêché de convertir en lutte violente, le jour où, me mettant complètement à l'écart, vous avez ré-

pondu à ma confiance en ordonnant secrètement à tous vos chefs de corps de commencer les hostilités à l'improviste et dans l'ombre de la nuit, ce jour-là mon parti a été pris irrévocablement. » M. de Lesseps avait été désavoué et le siège de Rome avait commencé.

De pareils incidents avaient leur contre-coup à Turin et dans toute l'Italie.

Bien souvent la reprise des hostilités entre l'Autriche et le Piémont avait paru menaçante. Si la guerre avait recommencé, la petite armée sarde se serait heurtée à des forces redoutables ayant au moins l'appui moral des principales puissances de l'Europe.

Les Autrichiens avaient bombardé Bologne qu'ils avaient dû attaquer de vive force. Ils avaient ensuite marché sur Ancône. En Toscane où le gouvernement grand-ducal avait été rétabli spontanément, le corps du général d'Aspre au nombre de dix mille hommes était entré à Florence malgré les protestations de M. Serristori, commissaire du grand-duc, déclarant hautement, au nom du prince, que c'était malgré lui que les Autrichiens occupaient sa capitale. Le général d'Aspre proclama la loi martiale contre les détenteurs d'armes et licencia la garde nationale. Devant Venise, Malghera et Mestre étaient tombés

au pouvoir des Autrichiens. Par la prise d'Ancône ils tenaient tout le littoral de l'Adriatique et par Florence les Apennins. Le 24 avril, exécutant une des clauses les plus rigoureuses de l'armistice, ils étaient entrés à Alexandrie. A Parme comme à Modène ils exerçaient tous les droits régaliens. Le duc de Parme était à Milan; sous tous les prétextes on l'empêchait de revenir dans ses États et on refusait de recevoir son commissaire. Le duché était gouverné par une commission instituée par le général d'Aspre. L'ordre du maréchal Radetzki relatif au recrutement avait été étendu au duché de Parme. Le recrutement s'y opérait, non pas pour former une troupe parmesane, mais pour compléter les régiments italiens au service de l'Autriche. Il ne restait rien du Pô au Tibre qui échappât à leur domination. M. de Bois-le-Comte signalait avec beaucoup de fermeté les dangers de cette situation au gouvernement français et il ajoutait :

« Je retrouve dans la correspondance d'un de mes prédécesseurs ici, vieil émigré rentré avec le roi, le marquis de la Tour du Pin, des paroles mémorables, au moment de la crise révolutionnaire de 1820 : « Si l'Autriche est victorieuse, elle sera écrasante, et si nous la souffrons, nous aurons manqué à nos devoirs envers nos princes, nos peuples et nos

institutions, » et cependant on sait à quel point le principe révolutionnaire pouvait être menaçant pour les Bourbons que l'étranger avait ramenés aux Tuileries. Mais ce vieillard écoutait plus la voix de son patriotisme que celle de ses propres opinions, et il avait le courage de dire alors que la haine de l'Autriche était le ferment le plus réel des révolutions en Italie.

« Vous ne trouverez donc pas étonnant, ajoutait M. de Bois-le-Comte, que je soutienne la même thèse, mais j'ai l'avantage de la faire valoir auprès d'un pouvoir qui ne doit pas son origine à l'étranger et dont le patriotisme ne peut être mis en question, ni dans son origine, ni dans la personne de ceux qui le composent. »

M. de Bois-le-Comte était trouvé trop italien. Aussi terminait-il une de ses dépêches par cette déclaration remplie de dignité et de noblesse :

« Votre agent en Piémont peut être un maladroit. Ce n'est pas à lui à s'en rendre compte, et vous pouvez le changer si vous avez de lui cette opinion ; mais il est honnête homme et il l'a été toute sa vie. Si le gouvernement en doute, il doit le lui dire, car l'honneur lui est plus cher que son emploi, et il ne le conserverait pas en présence d'une pareille opinion, s'il croyait qu'on l'a de lui. »

J'avais appris par d'Azeglio que Victor-Emmanuel serait heureux de recevoir le grand cordon de la Légion d'honneur.

Mes excellentes relations avec mon chef M. de Bois-le-Comte, dont j'avais toute la confiance, me permirent de contribuer à la réalisation de ce désir. Je le prévins de l'ouverture qui m'avait été faite.

L'empereur de Russie venait de gratifier de ses ordres les généraux autrichiens qui avaient pris part à la campagne contre le Piémont. L'occasion était bonne d'offrir une décoration française au roi de Sardaigne qui, comme duc de Savoie, s'était brillamment conduit sur le champ de bataille. La remise qui en avait été retardée par la maladie de Victor-Emmanuel eut lieu le 14 juillet. M. de Bois-le-Comte lui dit que « cette décoration était la première que la République eût offerte à un roi, mais qu'elle avait eu le bonheur d'en rencontrer un qui avait les vertus d'un soldat et qui avait rivalisé de valeur avec ses sujets sur le champ de bataille pour le service de son pays ».

Victor-Emmanuel parut très satisfait et remercia très gracieusement le ministre de France. Puis abordant les questions politiques il lui dit : « Je suis tout à fait de votre avis sur l'inconvénient de négocier en

présence des Chambres. J'ai pressé tant que j'ai pu les ministres, mais ce n'est pas de leur faute s'ils n'y sont pas parvenus. Ils ont été très modérés dans leurs prétentions et ils ont fait toutes les concessions possibles. Mais l'Autriche ne veut rien céder et chicane pour des choses qui ne semblent que des niaiseries dans la forme et qui ont, au fond, une grande importance puisqu'elles auraient pour conséquence sa domination sur des pays jusqu'alors indépendants. Du reste il paraît que le duc de Parme y consent, car il a échangé notre uniforme que je lui ai vu porter ici avec affectation contre l'habit autrichien qu'il porte à Milan. »

Il ajouta qu'il voyait bien que l'Autriche attendait le résultat des affaires de Hongrie pour venir peser par la force sur le Piémont; qu'il regardait ce calcul comme une raison de se presser de conclure la paix pour se trouver indépendant et n'avoir plus rien à démêler avec l'Autriche quand elle serait débarrassée de ses ennemis intérieurs.

« Je ne me laisserai pas, dit-il encore, effrayer par les déclamations des partisans de l'indépendance italienne. Je comprends l'avantage de rester constitutionnels et indépendants. Le Piémont seul l'est encore en Italie et c'est ce qui fait sa force; je le sens. Mais si l'on me pousse à bout, je n'ai pas peur,

et je ne me laisserai pas imposer, comme mon père, une volonté contraire aux intérêts du pays. »

Le grand cordon de la Légion d'honneur fut également remis au duc de Gênes qui en parut très reconnaissant. En réponse à l'acte de courtoisie du gouvernement français, Victor-Emmanuel envoya à Paris un de mes amis, le marquis de Saint-Marsan, officier d'ordonnance du duc de Gênes, jeune officier fort distingué, qui avait combattu comme volontaire en Algérie avec nos troupes, avec mission de porter le collier de l'Annonciade au prince président.

Pour hâter la conclusion de la paix, M. d'Azeglio avait envoyé à Milan, comme troisième plénipotentiaire, le comte de Pralormo, ancien ministre de Sardaigne à Vienne, diplomate des plus respectables. A propos d'une question secondaire, une discussion très vive s'engagea entre lui et le plénipotentiaire autrichien, M. de Brück. Il s'agissait de la restitution du parc de siège de Peschiera, conservé par les Autrichiens en violation de l'armistice d'août 1848 et employé par eux au siège de Venise.

M. de Brück se leva avec fureur et se promenant à travers la chambre il s'écria : « Quoi ! rendre ce parc qu'on a retenu à bon droit, en représailles de ce que cette *infâme flotte sarde* est restée malgré l'armistice deux mois devant Trieste et Venise ! Mais

vous ne savez donc pas que c'est cette trahison indigne qui a sauvé Venise et qui a causé au port de Trieste une perte d'un milliard ! Vous nous dictez des conditions, vous voulez qu'on vous rende vos canons. Eh bien ! il faut vous le dire, nous vous écraserons ; nous en avons le droit et le pouvoir ; nous en avons aussi la volonté, et nous le ferons. Nous irons à Turin, nous détruirons vos armées, vos arsenaux, vos places ; nous viderons vos caisses et brûlerons vos vaisseaux. Ce n'est pas l'Angleterre qui vous sauvera, car lord Palmerston, qui vous fait des promesses, n'est pas d'accord avec ses collègues, et la France a trop à faire chez elle. Le Piémont sera écrasé, et il l'aura bien mérité ! »

M. de Brück, naguère simple commis dans une maison de commerce, oubliait dans sa colère les égards dus à un vieillard de soixante-dix ans qui avait occupé dans son pays les plus hautes dignités.

Ministre de l'intérieur et ministre plénipotentiaire sous le roi Charles-Albert, le comte de Pralormo avait été depuis 1815 un des meilleurs serviteurs du Piémont : il connaissait à fond tout ce qui se rattache aux affaires intérieures et extérieures de ce pays. J'avais trouvé près de lui à mon arrivée à Turin, dans les circonstances difficiles où je me trouvais, le plus bienveillant appui.

Pendant la violente sortie de M. de Brück, il était resté assis et avait gardé le silence. Quand le ministre autrichien eut fini, M. de Pralormo lui répondit avec calme : « Mon Dieu ! monsieur, j'ai pour habitude, quand je traite d'affaires, de compter pour rien ma personnalité et celle de mon interlocuteur. Chacun fait valoir les intérêts de son gouvernement comme il l'entend. La forme que vous employez n'est pas la mienne, mais je n'y fais aucune attention. Vous me permettez donc de ne m'occuper que du sujet que nous traitons. Vous voulez écraser le Piémont, mais vous ne pensez pas que le Piémont n'est pas isolé, qu'il est nécessaire à l'équilibre de l'Europe, et que la France ne souffrira pas qu'il disparaisse de la carte pour avoir l'Autriche sur sa frontière des Alpes et pour perdre ses communications avec l'Italie. Vous parlez d'écraser un pays comme s'il ne s'agissait que de choses matérielles et vous comptez pour rien les millions d'hommes qu'il faudrait détruire pour arriver à ce résultat. Ce peut être chose facile à dire et à faire, mais ne comptez-vous pour rien la responsabilité qui pèse sur l'homme d'État qui est la cause de ces massacres pour les avoir ordonnés ou pour n'avoir pas fait ce qui pouvait les empêcher ? Le jour de la vengeance arrive et alors les nations maudissent

ceux qui les ont entraînées à de pareilles extrémités. Leurs gouvernements mêmes les abandonnent quand ils s'aperçoivent qu'ils ont sacrifié l'avenir au présent.

« Dans tous les cas l'histoire se charge de juger leur conduite si leurs remords ne l'ont pas expiée. Mon âge me permet de vous rappeler ces principes qui ont dicté ma conduite pendant quarante ans d'une vie qui, grâce à ce que je les ai eus toujours devant les yeux, a été exempte de taches. Mais, lors même que l'on passerait par-dessus ces considérations, il n'est pas si facile que vous le pensez d'écraser le Piémont. On a fait la faute d'aller chercher votre armée et de s'exposer à découvert à ses coups, mais on ne le ferait plus. Le Piémont possède des places imprenables, des positions inexpugnables ; il les occuperait et vous laisserait envahir le pays où vous ne trouveriez pas l'argent qu'on vous offre et qu'on emploierait à se défendre contre vous. Nous appellerions la France à notre secours (ici M. de Brück se mit à sourire ironiquement), sinon pour faire la guerre, du moins pour occuper des positions qui laisseraient notre armée disponible et seraient une garantie que le Piémont ne pourrait être conquis. Enfin nous avons une flotte, nous pouvons nous en servir impunément dans l'Adriatique et brûler Trieste pendant

que des lettres de marque que nous délivrerions ruinerait son commerce. Je ne parle pas des appels à la révolte, des sympathies dont nous disposons dans cette province. Je ne veux rien dire qui allume votre colère, déjà trop excitée : il vous est libre de la faire éclater devant un vieillard : j'ai seulement voulu vous peindre les résultats qu'elle peut avoir si vous la traduisez en faits. » Cette leçon porta ses fruits. M. de Brück s'apaisa.

Le maréchal Radetski mit une grande courtoisie personnelle dans ses rapports avec M. de Pralormo. Il lui déclara qu'il s'intéressait vivement au succès de la négociation et il lui annonça que, dès la conclusion de la paix, il s'empresserait de renvoyer le parc de siège de Peschiera. C'était le désaveu formel de l'inconvenante apostrophe de M. de Brück.

L'indemnité de guerre fut réduite à 75 millions payables : 15 millions en argent dans un délai de trois mois, et 60 millions en inscriptions de rentes piémontaises à 4 pour 100 à délivrer mensuellement dans un délai de deux ans. Ces rentes étaient calculées au taux de 80 pour 100, fixation très avantageuse, car leur cours n'était qu'à 72 francs.

La signature du traité eut lieu le 7 août. Elle avait été retardée par la question de l'amnistie à accorder aux Lombards et aux habitants des duchés de Parme

et de Modène. Victor-Emmanuel, M. d'Azeglio, le conseil des ministres tout entier, en faisaient une condition essentielle. M. d'Azeglio se regardait comme engagé d'honneur à l'obtenir, et annonçait qu'il se retirerait si elle était refusée. « Un autre, disait-il, peut signer la paix sans l'amnistie, mais j'ai beaucoup trop parlé et écrit sur cette question pour l'abandonner. »

Dans un conseil de cabinet tenu sous la présidence du roi, auquel assistaient le duc de Gênes, plusieurs ministres d'État, le maréchal de Latour, M. de Sarmoy et quelques hauts personnages, il fut décidé à l'unanimité qu'elle serait demandée.

Le roi surtout et son frère se montrèrent inébranlables à cet égard. Mais l'article fut rédigé de manière à calmer toutes les susceptibilités : il était conçu dans les termes qui accompagnent tous les traités où il y a une cession de territoire : « Les sujets ne pourront être recherchés pour leurs opinions ou leurs actes depuis le 22 mars 1848. »

Cette amnistie était demandée à l'empereur comme préliminaire du traité. M. de Pralormo en avait accompagné le texte d'une lettre au prince Schwarzenberg, représentant « que l'honneur national ne permettait pas au Piémont d'abandonner des hommes avec lesquels il avait combattu et qui s'étaient com-

promis pour lui; qu'il ne pouvait venir cependant à la pensée de personne dans ce pays de dicter des conditions à l'Autriche après avoir été vaincu par elle; mais que l'on ne trouverait pas un seul homme d'honneur qui voulût signer de paix sans une amnistie préalable et que certainement le roi ne trouverait ni un ministère pour la conclure ni une chambre pour l'accepter ».

M. de Pralormo ajoutait que, quant à lui, modéré comme il l'était et l'avait toujours été, il n'y consentirait jamais. Des réponses favorables étant arrivées de Vienne, la signature du traité semblait devoir être promptement réalisée. Il n'en fut rien cependant, grâce à des prétentions nouvelles des ducs de Parme et de Modène qui, ayant accédé au traité, devaient accorder une amnistie semblable à celle de l'empereur d'Autriche. Ils ne voulaient accorder qu'une amnistie illusoire.

M. d'Azeglio, très perplexe, demanda à M. de Bois-le-Comte si la France et l'Angleterre consentiraient à garantir l'amnistie. « Gardez-vous bien d'élever une pareille prétention, lui répondit le très digne et très honorable M. de Bois-le-Comte; ne demandez et n'espérez l'appui de la France que quand le Piémont sera menacé dans son existence matérielle ou dans son indépendance, mais vous comprenez qu'il est

impossible d'intéresser les nations étrangères aux questions morales qui se rattachent à un passé qu'elles ne peuvent approuver. La France s'intéresse vivement à la question d'amnistie, mais tout en invitant l'Autriche à l'accorder, elle ne peut y attacher la même importance que s'il s'agissait d'une menace faite au Piémont par l'Autriche. Il s'agit d'une condition que vous imposez à l'Autriche, tandis que la France a toujours réservé ses bienveillantes intentions pour le cas où votre indépendance serait menacée, et elle s'est abstenue toutes les fois que vous avez voulu faire valoir des prétentions qu'elle n'approuvait pas. C'est ce que je n'ai jamais pu persuader à vos prédécesseurs qui ont toujours cru que, puisque la France leur montrait de la bienveillance dans un cas, ils l'entraîneraient dans tous les autres. Vous savez trop bien ce qui en est résulté pour suivre leur exemple. Quand on a besoin de l'aide d'un pays, la première nécessité est de connaître dans quel esprit et dans quelles limites il peut et veut l'accorder, et toutes les récriminations du monde *après* ne feront pas qu'il fasse cette concession *avant*.

« Pour moi, ce que j'ai toujours voulu faire comprendre à votre gouvernement s'est constamment résumé en ceci : que l'action de la France ne s'appliquerait jamais aux prétentions du Piémont envers

l'Autriche, et qu'il n'y aurait de chance de la mettre en jeu que pour celles de l'Autriche envers le Piémont. Toutes les récriminations ne sont venues que de ce qu'on n'a voulu ni comprendre ce langage ni croire à sa sincérité. » M. de Bois-le-Comte engagea donc M. d'Azeglio à se montrer très coulant sur les derniers arrangements à prendre pour conclure. Le président du conseil lui promit de donner à M. de Pralormo l'ordre de signer la paix pour peu que la réponse du gouvernement impérial laissât espérer l'amnistie.

« J'ai vu le roi hier, dit-il, et je lui ai fait sentir qu'au début de son règne il importait de donner à l'Europe une haute idée de sa bonne foi, que peut-être il y aurait des personnes mécontentes de ne pas le voir saisir les occasions de rompre avec l'Autriche, mais que la popularité ne devait s'entendre que de la satisfaction donnée aux sentiments honnêtes et utiles, et que cette satisfaction devait avoir pour but l'avenir et non le présent seulement.

« Je lui ai cité le souverain d'un petit pays comme le nôtre, le roi Léopold, et je l'ai engagé à suivre son exemple en fait de probité politique afin de recueillir les mêmes hommages d'estime en Europe et de la part de ses sujets. Le roi a promis de faire la paix avec l'Autriche; il la fera pour peu que l'Autriche

se montre juste et raisonnable. La bienveillance que la France nous a accordée ne sera jamais pour nous une raison de rompre nos engagements. Nous lui sommes profondément reconnaissants, mais nous ne voulons ni tromper nos adversaires ni compromettre nos amis. »

La question fut d'ailleurs réglée à la satisfaction du Piémont. Il fut convenu que quatre-vingt-dix personnes seulement seraient exclues de l'amnistie en Lombardie et qu'elles pourraient jouir du bénéfice de l'absence légale, c'est-à-dire vendre leurs biens, se faire naturaliser à l'étranger, etc. Aucun des émigrés rentrés ne devait être exclu de l'amnistie ni être soustrait à l'empire des lois. Enfin, l'amnistie devait être commune aux duchés de Parme et de Modène. Sur cette promesse le traité fut signé. L'amnistie fut publiée à Milan entre la signature du traité par les plénipotentiaires et sa ratification par les deux souverains.

Il y avait, hélas ! dans la liste des personnes exclues de l'amnistie des noms qu'il était regrettable d'y trouver et que les rancunes du quartier général pouvaient seules expliquer. Du moins les bienfaits de la paix, si nécessaire au royaume de Sardaigne, lui étaient-ils acquis. Massimo d'Azeglio succombait à la peine. Il dut partir pour Acqui soigner sa bles-

sure qui s'était rouverte dès que les débats de la Chambre lui en laissèrent la possibilité.

Je l'accompagnai jusqu'à la voiture qui l'emmenait à Acqui. Pendant le séjour qu'il y fit il peignit à mon intention un petit tableau, daté des eaux d'Acqui et signé de lui, que je conserve avec son portrait, médaillon de Raymond Gayrard, comme de précieux souvenirs dans ma propriété du Breuil. Écrivain très distingué, Massimo d'Azeglio était également un peintre de beaucoup de talent. Il avait le goût très sûr, et ses avis me furent fort utiles pour des acquisitions que fit l'État français en Italie et qui étaient destinées au palais du Luxembourg.

CHAPITRE XIII

Ouverture des Chambres sardes. — Attaques contre la France. — Arrestation de Garibaldi. — Son expulsion du Piémont. — Nomination du prince Murat en remplacement de M. de Bois-le-Comte. — Entrée de Cavour au ministère. — Inquiétudes des catholiques. — M. Ferdinand Barrot. — Traité de commerce entre la France et le Piémont.

Pendant que se suivaient les négociations si pénibles et si épineuses du traité de paix, une Chambre nouvelle avait été élue. Victor-Emmanuel avait ouvert la session le 30 juillet, huit jours avant la signature de la paix. Avant d'assister à cette cérémonie il s'était rendu avec la reine au camp de Saint-Maurice pour y distribuer des croix et des médailles, témoignant ainsi de sa prédilection pour ses compagnons d'armes de l'armée piémontaise. La fête du camp avait été très brillante; la reine avait assisté au dîner de quatre cents couverts donné par le roi aux militaires décorés. La séance d'ouverture du Parlement fut plus émouvante encore.

Mon digne chef et ami M. de Bois-le-Comte, dont j'aime à rappeler les actes et les écrits, car, quoique très libéral et même bon républicain dans

le sens le plus honorable de ce mot, il avait toujours la note juste et le courage de tout dire, écrivait au ministre des affaires étrangères de France au sujet de cette cérémonie : « La vue de ce jeune roi qui recueille un héritage si difficile et auquel se rattachent de si grandes craintes et de si grandes espérances était de nature à saisir vivement l'esprit des personnes appelées à assister à ce drame imposant : un fils obligé de réparer le mal qu'a fait son père tout en respectant et honorant sa mémoire, un prince chargé de faire respecter la royauté quand son prédécesseur l'a mise à deux doigts de sa perte, un soldat qui s'est vaillamment exposé sur le champ de bataille obligé de parler des revers de l'armée à laquelle il a appartenu, de maudire la guerre qu'il a faite et d'immoler des souvenirs de gloire et de grandeur au besoin de la paix ; enfin, un souverain obligé de ménager les hommes placés entre le peuple et lui quoiqu'il les regarde comme les ennemis de l'un et de l'autre ; — et ce prince a vingt-six ans, et ces hommes débutent dans la vie politique, et il s'agit du sort de cinq millions d'hommes !

« Tel était le spectacle que nous avions devant les yeux, tels en étaient le sujet et les auteurs ! »

La nouvelle Chambre était bien incapable de comprendre la grandeur de sa mission.

« Je ne puis pas me vanter d'avoir eu beaucoup de bonheur dans les élections, disait dans une lettre confidentielle le président du conseil; elles sont le résultat des intrigues de la jeune Italie qui, par le moyen de la société agraire d'abord, et maintenant avec les correspondances de la Concordia, couvre le pays d'un réseau d'intrigues contre lesquelles le parti raisonnable se trouve impuissant. Mais comme heureusement on n'obtient jamais de grands résultats avec l'intrigue et les fourberies, tout cela n'a abouti qu'à produire une chambre qui ne représente ni l'opinion du pays, ni *le possible* au point de vue général. »

Deux événements étaient exploités par les agitateurs pour surexciter les passions : la prise de Rome par l'armée française et la mort de Charles-Albert à Oporto. Les défenseurs de la république romaine fuyaient dans toutes les directions. Un navire chargé de cent cinquante d'entre eux, embarqués à Civita-Vecchia, entra dans le port de Gènes. Sur les ordres du gouvernement le général de la Marmora s'opposa d'une manière absolue à leur débarquement. Il fut interdit également de les laisser débarquer à Marseille. Garibaldi fut arrêté le 8 septembre à Chiavari et conduit dans la prison de Gènes. Le 10 une interpellation eut lieu à ce sujet devant la Chambre des

députés M. Pinelli, ministre de l'intérieur, soutint que Garibaldi avait perdu ses droits de citoyen en servant un gouvernement étranger et que la prudence ne permettait pas de le laisser séjourner sur le territoire sarde.

Malgré un ordre du jour déclarant « que l'arrestation du général Garibaldi et la menace de l'expulser du Piémont blessaient les droits consacrés par le statut et les sentiments de nationalité et de gloire italiennes », il fut transféré le 11 à Nice pour voir sa famille, puis de là embarqué le 17 pour Tunis.

Les attaques contre la France dépassaient toute mesure.

Le cercle Brofferio fit imprimer et distribuer à profusion dans toutes les provinces une circulaire invitant à ne plus acheter de marchandises sortant des manufactures françaises. Un écrivain lombard ayant outragé l'armée française à l'occasion de la prise de Rome fut l'objet d'un arrêté d'expulsion. Un ancien ministre de la république romaine, M. Rusconi, Lombard réfugié à la Spezzia sur le territoire piémontais, publia dans la *Concordia* une lettre injurieuse pour le gouvernement français.

M. d'Azeglio se plaignait des premières mesures prises par le gouvernement pontifical que nos armes venaient de restaurer : le rétablissement du Saint-

Office et du *Vicario di Polizia*. Elles rendaient, disait-il, sa tâche bien difficile. Le *Risorgimento*, organe conservateur de Camille de Cavour, disait à propos de l'occupation de Rome par les Français : « Que ferait de plus l'Autriche? Pour nous, nous ne saurions trouver ce qui distingue sa conduite dans les Légations et celle de la France à Rome. »

Les députations envoyées à Charles-Albert, les récits qu'elles faisaient à leur retour, les lettres du roi mourant dans son exil volontaire, les nouvelles de sa maladie et de sa mort, le retour de ses restes à la Superga étaient autant d'occasions exploitées par l'esprit de parti qui opposait le patriotisme du dernier roi aux concessions que la défaite de Novare imposait à son successeur.

A la suite des élections le président du conseil croyait encore que l'intérêt évident du pays et les nécessités auxquelles il obéissait inspireraient à la Chambre une attitude raisonnable. Il disait : « Je ne me dissimule pas que la réunion des Chambres avant la conclusion de la paix est un grand inconvénient. J'ai tout fait pour l'éviter, mais j'ai bien examiné toutes les questions qui peuvent y être agitées, et je puis vous assurer qu'aucune ne m'embarrasse. Si la Chambre est bonne, nous la garderons tant que nous pourrons; si elle est mauvaise, nous ne souffri-

rons rien d'elle qui puisse compromettre la paix au dehors et l'ordre au dedans, soyez-en sûr.

« S'il se trouve à la Chambre des gens assez fous pour réclamer l'exécution de la loi de fusion (du Piémont et de la Lombardie), j'aurai le courage de leur dire que le canon de Novare l'a détruite, et je les engagerai à cesser d'être la risée de l'Europe par des prétentions absurdes. L'argument de notre situation est que nous avons été vaincus; j'y ajouterai que nous sommes abandonnés par tout le monde. Je ne le dis pas pour en faire un reproche à qui que ce soit, chacun suivant la politique qui lui convient, mais parce que c'est une raison de plus de subir la loi du vainqueur. On ne peut me blâmer d'avoir cherché à la rendre le moins dure possible : c'était encore mon devoir; mais après l'avoir rempli j'en passerai par ce à quoi le pays sera condamné sans se déshonorer et sans se ruiner. Tous mes actes prouvent que j'ai fait mon possible pour éviter son déshonneur et sa ruine. Je ne crois pas que personne eût agi autrement à ma place; il se peut que d'autres eussent montré plus de talent, mais je défie qu'on ait plus de bonne foi et de dévouement. »

A ces paroles prononcées avec la dignité et la candeur d'une âme vraiment noble et généreuse, les clubs répondaient que les contributions devaient

cesser d'être payées à partir du 1^{er} juillet, et ils faisaient des circulaires invitant à les refuser. Le député Brofferio proposait de déclarer traîtres à la patrie les administrateurs qui exigeraient l'impôt. Des rixes éclataient à Gênes entre les bourgeois et les militaires, et les députés de Gênes demandaient le renvoi des bersaglieri à qui ils ne pouvaient pardonner d'avoir pris leur ville à coups de carabine. Sacrifier aux demandes des Gênois révoltés ceux qui avaient réprimé leur révolte n'était pas possible, et les bersaglieri restèrent. Mais les plus ardents adversaires du gouvernement : Brofferio, Ratazzi, Melana, Radice, Ravina, avaient été élus avec des majorités énormes. Un des condamnés de l'insurrection de Gênes, Reta, avait été élu également. Son élection fut cassée par la Chambre sur l'avis que le roi était résolu à une dissolution si elle avait été validée. L'opposition disposait à la Chambre de 84 voix contre 42 conservateurs. Elle avait choisi pour président par 77 voix le marquis Pareto, député de Gênes; les deux vice-présidents. MM. Bunico et Depretis, lui appartenaient également.

La présentation du traité donna lieu aux déclarations les plus furibondes. M. Josti, vieillard dont l'exaltation touchait à la folie, déclara que, s'il était question de recevoir 75 millions de l'Autriche pour

faire la paix, il pourrait y consentir, mais qu'il ne consentirait jamais à les lui payer! M. Ravina, conseiller d'État, homme estimé pour sa conduite privée et sa science comme légiste, mais qui, livré à l'enivrement de sa parole, perdait la tête, se laissa aller à des emportements incroyables. Il passa en revue les campagnes de 1848 et 1849, déclara que la nation trahie par l'aristocratie ne pouvait solder le prix de cette trahison, et que la Chambre ne pouvait se rendre complice de ce résultat en approuvant une paix déshonorante et ruineuse.

« L'ennemi n'a pas vaincu avec les armes des braves, mais avec celle des Judas! » s'écriait-il, et sur ces extravagances il fut nommé rapporteur de la commission. Toutes les considérations d'intérêt public étaient étouffées par le désir de faire applaudir un italianisme emphatique exprimé dans le plus mauvais italien possible.

On imagina alors un moyen terme : celui d'accorder au ministère un crédit de 75 millions pour *les besoins de l'État*, sans parler de la paix, mais la demande d'urgence fut refusée et le projet fut renvoyé aux bureaux. Le mauvais vouloir de la Chambre et les lenteurs parlementaires mettaient le ministère dans un embarras extrême vis-à-vis de l'Autriche, qui, heureusement, n'en abusa pas et qui fit

l'échange des ratifications sur la seule parole du roi et de ses ministres.

« J'ai fait la paix, dit hautement Victor-Emmanuel, et le traité sera exécuté sans la Chambre. J'y suis tellement décidé que cette opposition ne m'occupe nullement. »

En présence des attaques dirigées contre la France, il déclarait que, « quant à lui, il faisait le plus grand cas des services qu'elle avait rendus au Piémont, et qu'il ne négligerait jamais une occasion de le dire et de prouver le prix qu'il y mettait. »

Les troupes autrichiennes évacuèrent définitivement le territoire piémontais le 26 août. Le duc de Gênes conduisit lui-même les troupes qui devaient occuper Novare et fit son entrée dans cette ville avec solennité.

A cette occasion M. Valerio s'écria en pleine Chambre : « C'est un triste cadeau que nous faisons à Venise et à la Hongrie ! »

Au Sénat M. Plezza, qui avait fait preuve l'année précédente d'une extrême violence dans ses conflits avec le roi de Naples, attaqua vivement l'armée. Victor-Emmanuel en fut profondément blessé et il reprocha à ses ministres de ne pas l'avoir assez énergiquement défendue. Dans ces luttes quotidiennes le ministère se décomposait ; le ministre de la guerre,

M. Pinelli, ministre de l'intérieur, donnaient successivement leur démission.

Les attaques de la presse, la faiblesse de l'administration étaient la cause d'un désordre déplorable. La police était nulle dans les villes, les crimes s'y multipliaient, la situation financière du Piémont était lamentable. La richesse publique diminuait alors que la paix et le retour de l'ordre auraient dû la faire augmenter.

« Notre Chambre, écrivait en novembre 1849 le président du conseil d'Azeglio, décidément n'était plus possible.

« Le roi a adressé directement un appel au pays, j'espère que le pays comprendra. — Une seconde dissolution depuis Novare ! C'est beaucoup, mais c'est la dernière ressource du gouvernement constitutionnel en Italie. Je joue la partie.

« Il était de mon devoir de le faire. Dieu veuille que je la gagne. Bien des choses vont dépendre du résultat. »

C'est à ce moment critique que M. de Bois-le-Comte quitta Turin et fut envoyé en qualité de ministre de France à Washington. J'en éprouvai le plus vif regret. Plein de confiance et d'amitié pour moi, il m'avait constamment associé à tout ce qu'il faisait pendant sa mission en Piémont. Victor-Emma-

nuel lui donna à son départ un témoignage éclatant de sa reconnaissance en lui remettant lui-même les insignes de la grand-croix de son ordre des Saints Maurice et Lazare.

Mes rapports ne furent pas les mêmes avec son successeur, le prince Murat, qui n'avait rien d'un diplomate. Il avait amené avec lui un aide de camp, M. Biadelli, sous-lieutenant au 6^e léger. Il avait été colonel de la garde nationale, ce qui lui avait donné la pensée de se faire accompagner par un officier d'ordonnance. Son désir de monter sur le trône de son père à Naples perçait malgré lui à travers ses brusqueries de langage. Malgré tous les avis venus de Paris, il se mettait imprudemment en rapport avec tous les anciens serviteurs du roi Murat. Il n'avait pas étudié les grandes questions qui passionnaient alors l'Europe, ne se préoccupant que de son intérêt personnel du moment.

Il ne tarda pas à se brouiller avec tous les membres du corps diplomatique, notamment avec le comte Rodolphe Appony, ministre d'Autriche, et le comte de Redern, ministre de Prusse, tandis qu'il se liait étroitement avec le secrétaire de la légation espagnole, M. de Liguès. Enfin, il paraît que sa présence à Turin, aux yeux du prince-président et de ses ministres, avait aussi d'autres inconvénients, car il fut

brusquement remplacé par M. Ferdinand Barrot qui venait de quitter le ministère de l'intérieur. Il partit le 10 avril 1850; nous regrettâmes beaucoup son fils qui était charmant et alors âgé de seize ans. Comme je devais faire l'intérim, il chargea son secrétaire particulier de me porter le chiffre et les cachets de la Légation.

C'est pendant que le prince Murat était ministre de France à Turin qu'eurent lieu les élections à la Chambre des députés provoquées par la seconde dissolution de la Chambre.

Le résultat en fut cette fois favorable au ministère d'Azeglio. MM. Brofferio, Valerio, Sinéo, Tecchio, Buffa, Rattazzi, Lanza, conservèrent, il est vrai, leurs sièges, mais il se forma à côté d'eux une majorité constitutionnelle et libérale qui soutenait le ministère. Peut-être cette majorité ne trouvait-elle pas Massimo d'Azeglio assez avancé; elle le suivait cependant, les idées d'ordre faisant tous les jours des progrès dans le sein de la Chambre. Ceux que leurs opinions ou leur ambition auraient pu armer contre le ministère savaient qu'en présence d'une opposition systématique le roi n'irait pas chercher ailleurs d'autres ministres.

Le parti absolutiste, assez important au Sénat, était nul dans la Chambre des députés. Il n'y comp-

taît que quelques représentants, MM. d'Aviernoz et Costa de Beauregard. L'aristocratie piémontaise avait vu avec déplaisir les idées d'innovation s'introduire dans la monarchie sarde et le roi Charles-Albert donner le *Statuto*. Cette aristocratie, presque toute militaire, avait fidèlement servi le roi sur le champ de bataille, mais par esprit de devoir, par honneur militaire seulement. Tout en combattant bravement elle était hostile à la cause qu'elle servait : après la guerre, de retour dans ses terres, elle s'était réfugiée dans l'abstention.

Les principaux personnages de la majorité ministérielle étaient le comte Balbo, le général Dabormida, MM. Boncompagni, de Marchi, Menabrea, plus tard ministre d'Italie à Paris, M. Pinelli qui fut élu président, et enfin celui qui devait les éclipser tous, le comte Camille de Cavour. Personne ne se doutait alors que la revanche de l'Italie, que son avenir étaient attachés à cet homme replet, en longue redingote, portant lunettes, aux joues pleines et fleuries, à la démarche simple, à l'allure bourgeoise qui entrait au palais Carignan, pour y occuper son siège de député, en souriant et en se frottant comme d'habitude convulsivement les mains ; c'était là un de ses tics.

Il fut appelé à faire partie du ministère dans des circonstances très émouvantes. Dès 1847, avant la

constitution, le comte Avet, ministre de la justice, avait fait à la cour de Rome des observations sur l'abus de la juridiction ecclésiastique en Piémont. Pendant la guerre, en mai 1848, le comte Sclopis, garde des sceaux de Charles-Albert, avait insisté, « l'existence d'une juridiction privilégiée, indépendante du pouvoir royal et relative à des affaires essentiellement temporelles, ne pouvant plus se concilier avec les dispositions du statut. » On cherchait alors une entente : elle fut impossible. La cour de Rome à l'obstacle créé par ses lenteurs calculées joignait malheureusement des revendications inacceptables : la juridiction en dernier ressort en matière criminelle, la nomination des évêques, l'administration des bénéfices. Le ministère d'Azeglio résolut de présenter au Parlement un projet de loi réglant cette question. Il suivait en cela les conseils de Camille de Cavour et, en introduisant dans le royaume de Sardaigne une législation en vigueur dans tous les États de l'Europe, il donnait satisfaction à la gauche de la Chambre. Cette loi, présentée par le garde des sceaux, M. Siccardi, souleva des tempêtes.

M. Siccardi était un ami personnel de Massimo d'Azeglio. Bien souvent, ainsi que M. de Santa-Rosa, il avait partagé notre repas du soir à l'hôtel Trombetta. Camille de Cavour monta à la tribune pour

défendre la loi. « Si l'on ne fait pas, dit-il, porter au statut les fruits de liberté qu'il doit produire, il perdra tout crédit et avec le sien il perdra le crédit de la monarchie. »

La loi fut votée par la Chambre et par le Sénat. Elle eut presque immédiatement les conséquences les plus douloureuses. Un des membres du cabinet, le comte de Santa-Rosa, étant tombé gravement malade, les sacrements qu'il demandait lui furent refusés par Mgr Franzoni, archevêque de Turin, s'il ne désavouait pas la part qu'il avait prise comme ministre à la présentation de cette loi. M. de Santa-Rosa n'y consentit pas et dut mourir sans sacrements. Une grave émeute se produisit dans Turin. Le palais archiépiscopal fut assiégé par les clameurs indignées de la population.

Le portefeuille de Santa-Rosa était vacant; il fallait l'attribuer à un député de la majorité. Massimo d'Azeglio proposa Cavour qui avait pris une part prépondérante à la discussion de la loi Siccardi. Victor-Emmanuel y consentit volontiers; il avait déjà apprécié celui qui allait devenir son conseiller le plus écouté, mais il prévint ironiquement ses ministres que ce nouveau venu leur enlèverait tous leurs portefeuilles.

A ses débuts le comte de Cavour ne parut s'occuper que de questions financières. La hardiesse de

ses idées économiques inquiéta dans les premiers temps les esprits étroits et les ignorants, mais la faveur populaire lui revint bien vite quand, son rôle grandissant, on vit ses rares facultés se déployer dans la direction des affaires étrangères.

Le conflit avec la cour de Rome s'était aggravé; les têtes étaient très montées dans tous les partis. On reprochait amèrement à Massimo d'Azeglio d'avoir proposé la loi Siccardi sans s'être mis préalablement d'accord avec le Pape. Il répondait avec sa loyauté habituelle : « Les négociations commencées en 1847 aboutirent à un contre-projet qui démontra l'impossibilité de s'entendre... Assurément, ce contre-projet à la main, nous pouvions répondre victorieusement et dire : Nous ne traitons pas parce que la cour de Rome rend tout traité impossible. Mais nous aurions porté un terrible coup aux sentiments religieux du pays; car c'est un triste document qui prouve une ténacité d'intérêts temporels et un aveuglement incroyables; et nous avons préféré le silence. Voilà le mot de l'énigme : Dieu m'est témoin de l'entière sincérité de nos intentions.

« Du reste, en fait d'aveuglement, Rome a atteint désormais les limites du possible. Vous avez vu ce pauvre pays au temps où le sentiment religieux, étouffé sous de longues années d'un affreux gouver-

nement, renaissait avec l'espérance d'un meilleur avenir. Eh bien ! à cette heure le gouvernement est pire que sous Grégoire XVI ; c'est la *vendetta pretina* dans sa plus fâcheuse expression. Un évêque de mes amis, revenu de Rome, me disait qu'un dimanche il célébrait la messe à dix heures à Saint'Andrea della Valle, et qu'il n'y avait pas douze personnes dans cette grande église. Le bas peuple surtout n'a plus que haine dans le cœur. Tout cela est triste, bien triste, mais on devait s'y attendre.

« Chez nous par contre personne n'est forcé d'aller à confesse, ni à communier, et pourtant les églises sont pleines ; le jubilé, au dire du Pape lui-même, s'est fait à son entière satisfaction. Il paraîtrait donc que ce n'est pas l'égalité devant la loi (des prêtres comme des autres citoyens) qui altère le sentiment religieux ; mais bien plutôt les privilèges et les illégalités. »

Il était question de mise en interdit, d'excommunication, menaces qui heureusement ne se réalisèrent pas.

L'émotion était très vive dans le monde catholique. J'en eus la preuve par les lettres que m'écrivaient des personnages éminents de France et d'Italie : le duc de Dino, le marquis Costa de Beauregard, père de l'académicien actuel, qui critiquaient vive-

ment les actes du ministère d'Azeglio. La politique pontificale avait à Rome un défenseur très convaincu en la personne de mon ami, le comte Alphonse de Rayneval.

« Ne croyez pas cependant, ajoutait le duc de Dino dans une de ses lettres, que j'approuve la conduite de l'archevêque dans l'affaire du comte Santa-Rosa. »

Le prince Murat avait été remplacé par M. Ferdinand Barrot, homme fort aimable dont je n'eus qu'à me louer. Il avait amené avec lui, outre ses deux fils Frédéric et Joseph Barrot, M. Jules Treilhard avec qui mes rapports furent excellents. M. Barrot était un homme de grand mérite, d'un caractère doux et égal. Il s'établit à *la Marchesa*, sur la route de Stupinis, villa où avait résidé le pape Pie VII. Il y reçut avec beaucoup d'amabilité Mlle Brohan qui était venue donner des représentations à Turin. Un magnifique souper fut organisé en son honneur dans les jardins de *la Marchesa* éclairés par des feux de Bengale. Mlle Brohan y fit la conquête de M. de Saint-Marsan qui l'emmena à son château de Castigliole et qui la suivit jusqu'à Chambéry où l'actrice le congédia pour rentrer en France.

Peu après son arrivée, M. Barrot se rendit à Lyon où le prince président était de passage. Le général de La Marmora, ministre de la guerre de Sardaigne,

alla également le saluer. On négociait alors un traité de navigation et de commerce entre la France et le Piémont. A la fin d'octobre 1850, je fus envoyé à Paris pour hâter l'acceptation du traité. Arrivé à Chambéry où j'avais retenu le coupé de la diligence, je rencontrai le supérieur de la Chartreuse du Reposoir d'Anecy qui se rendait à la Grande Chartreuse pour y visiter son supérieur général. Je lui offris de partager mon coupé : il m'en remercia vivement sans savoir ni mon nom ni ma qualité. En causant il me donna d'intéressants détails sur la célèbre liqueur et sur l'élixir qui se fabriquent à la Grande Chartreuse. Il se plaignit vivement de l'élévation des droits d'entrée dans les États sardes. Comme en me quittant il exprimait le désir de savoir qui j'étais, je lui répondis : Rappelez-vous que je m'appelle *la Providence*. J'avais pris note de ses observations et j'en tins compte pendant mon séjour à Paris. Mon absence ne dura que dix jours. Je fus reçu à l'Élysée avec beaucoup d'amabilité par le prince président. Il me dit que mes chefs avaient tous été très satisfaits de moi. Je lui répondis en souriant que cette satisfaction n'avait pas toujours été très réciproque, et lui-même se mit à rire en me serrant la main.

Je vis le général de La Hitte au ministère des affaires étrangères.

Le ministère sarde demandait l'entrée en franchise des gazes de Chambéry. L'occasion était bonne pour plaider la cause de la Grande Chartreuse. J'en parlai au ministre qui m'engagea à en entretenir le prince président. Un article du traité admit l'entrée en franchise de la liqueur de la Chartreuse en Piémont à titre de réciprocité, les gazes de Chambéry étant de même admises en France.

Quand le traité fut signé, j'envoyai un exemplaire du *Moniteur* à la Grande Chartreuse et à la Chartreuse du Reposoir d'Annecy où on fut bien surpris et reconnaissant de ce que le voyageur *la Providence* avait fait en leur faveur. Chez le général de la Hitte j'avais assisté au dîner donné en l'honneur des nouveaux cardinaux français qui venaient de recevoir la barrette. Je me trouvai à table entre M. Fould, ministre des finances, et un marquis romain chargé de porter la barrette à l'un des cardinaux.

Quoique la signature du traité de commerce et de la convention littéraire ait eu lieu le 7 novembre 1850, la ratification du gouvernement sarde ne fut donnée que le 6 février 1851. Des difficultés ayant surgi j'eus à m'en occuper dans le cours de l'hiver. La Belgique avait envoyé à Turin un plénipotentiaire dans le but de limiter l'exécution de la convention sur la propriété littéraire. Il voulait qu'elle ne fût

pas applicable aux ouvrages en voie de publication en Belgique avant la signature du traité, et que les ouvrages étrangers, publiés en Belgique avec des commentaires dont l'étendue dépasserait celle du texte primitif, ne fussent pas regardés comme contrefaits. Je dus combattre cette prétention par laquelle le gouvernement belge se montrait trop soucieux des intérêts des éditeurs belges habitués à la contrefaçon. Il me fut facile de faire comprendre que ces propositions eussent ouvert la porte aux plus graves abus. S'il avait été permis d'introduire en Sardaigne des éditions belges d'ouvrages français pourvu qu'elles continssent des commentaires d'un volume un peu plus fort que le texte, la spéculation n'aurait pas manqué de s'emparer de cette facilité, et l'on aurait vu bientôt ces prétendus commentaires se multiplier à l'infini et faire une terrible concurrence dans les Etats sardes aux éditions originales.

Les croix décernées par le ministère d'Azeglio pendant mon intérim (décembre 1850) à l'occasion du traité de commerce entre la France et la Sardaigne furent nombreuses. Elles comprirent six croix de commandeur des Saints Maurice et Lazare et neuf croix de chevalier données à divers représentants du gouvernement français.

CHAPITRE XIV

Nomination de M. His de Butenval. — Allocution du pape Pie IX sur les affaires religieuses du Piémont. — Politique ecclésiastique de Massimo d'Azeglio.

Je vivais dans les rapports de l'intimité la plus étroite avec M. Ferdinand Barrot. Il exprimait hautement le désir que je le remplaçasse à Turin dans le cas où un autre poste lui serait donné. Le roi Victor-Emmanuel et le gouvernement sarde avaient fait auprès du gouvernement français une démarche dans le même sens. M. Ferdinand Barrot était parti pour Paris sous cette impression. A peine arrivé, il m'écrivit une lettre qui ne laissait rien subsister de nos communes espérances.

De l'Assemblée, jeudi 14 novembre 1850.

« MON CHER AMI,

« D'abord vous êtes nommé *officier de la Légion d'honneur* (1). C'est la première nouvelle que je veux vous donner, car elle est bonne, et celles que je vais vous donner maintenant sont mauvaises.

(1) La même distinction était accordée à M. Ferdinand Barrot.

« Je ne retourne pas à Turin. N'accusez pas, mon cher ami, ma négligence, ma paresse, ma timidité, toutes ces choses que votre amitié m'a si souvent, et peut-être si justement reprochées. Mon successeur était nommé avant mon arrivée, avant votre propre séjour à Paris. Je n'avais donc rien à faire. Ni M. de La Hitte ni le président ne m'en ont dit un mot lorsque je les ai vus. C'est M. His de Butenval qui avant-hier, à l'Élysée, est venu me demander un rendez-vous pour m'entretenir des choses du Piémont où il allait me remplacer. Il est pressé de jouir et va partir prochainement. Ainsi, mon cher Reiset, je perds deux espoirs que j'avais et que je vous communiquais avec une confiance si bonasse dans ma dernière lettre. Non seulement je ne suis pas maintenu, mais encore on se hâte de vous envoyer un ministre qui va couper court à tous nos beaux projets sur votre gestion dans laquelle vous vous seriez distingué et qui vous aurait valu de nouveaux titres au brillant avenir que vous préparez.

« J'ai parlé de vous à M. de B... comme du meilleur des secrétaires de légation et comme l'homme le plus charmant et le plus dévoué. Au moins verrez-vous arriver un chef qui aura, dès le début, pour vous les sentiments que vous m'avez inspirés. Je l'ai prémuni contre les mauvaises impressions qu'aurait

pu lui donner Murat. Prenez patience, mon cher ami; j'ai été désolé de tout ce contre-temps, plus pour vous encore que pour moi.

« J'ai été un peu blessé des procédés assez singuliers qui m'ont accueilli ici. Je n'ai pas même été mandé par le président aux ordres duquel je m'étais mis. Je n'ai été invité à dîner ni par lui ni par le général. On ne m'a témoigné qu'une satisfaction médiocre. Les marques publiques de cette satisfaction sont encore à venir. Peu importe.

« Il est probable que je vais prochainement réaliser mon cher vœu et que je vais aller faire mes bucoliques africaines. En vérité, en vérité, je vous le dis, les bœufs, les vaches et les moutons valent mieux pour moi que les hommes; je tue ou je tonds les premiers qui m'enrichissent et qui me passent les peccadilles, je sers de mon mieux les autres qui m'oublient et me délaissent. »

Les influences de la famille du Président de la république commençaient à se faire sentir, surtout dans la carrière diplomatique. Un diplomate de carrière, M. E. de Pontois, ancien ambassadeur, m'avait écrit le 6 octobre 1850 :

« J'ai vu dans les journaux à mon retour la nouvelle de l'envoi du prince Murat comme médiateur entre le Piémont et le Saint-Siège. Après ce que je

venais d'apprendre du personnage et les amusantes histoires qui circulaient à Turin sur son compte, je ne pouvais croire à ce singulier choix diplomatique; cependant, comme tout est possible en France, surtout par le temps qui court, je m'en étais un peu ému à cause de vous. Heureusement c'était un canard, aussi gros que celui qui en était l'objet. »

Ce qui aggravait encore pour moi la disgrâce de M. Ferdinand Barrot, c'étaient les avertissements que je recevais de tous côtés sur la personne de son successeur qui avait été auparavant ministre de France au Brésil.

Mon frère Frédéric m'écrivait le 14 décembre 1850 :

« M. de Butenval est un homme distingué et intelligent; je le crois bon au fond, mais il a un caractère difficile, et il serait, je crois, porté à prendre de la jalousie contre ce qui pourrait contrarier ses prétentions, — et il en a de toutes sortes. »

Le grand sculpteur Raymond Gayrard, avec plus de liberté de langage, me donnait des avis qui témoignaient de l'extrême inquiétude de mes amis.

Ainsi prévenu, je me tins sur mes gardes et je m'efforçai de conjurer le péril par la réserve et la correction de ma conduite.

Un personnage bien au courant du personnel diplomatique résumait la situation dans ces termes pleins de finesse : « Vos relations avec M. de B... seront charmantes à leur début; la lune de miel sera douce, mais si vous aidez surtout à son succès, attendez-vous à ce qu'elle soit de courte durée... Si vous êtes sur son chemin, politiquement ou socialement, il ne vous épargnera pas. »

En attendant l'arrivée du nouveau ministre, je fis un intérim de quelques semaines pendant lequel je fus chargé de demander au gouvernement sarde des échantillons de ses pains de munition. Le général de La Marmora, ministre de la guerre, s'empressa de m'en envoyer. Sa lettre officielle était apostillée par lui sur un ton de badinage qu'autorisaient nos relations personnelles.

« Turin, ce 18 décembre 1850.

A Monsieur de Reiset, chargé d'affaires de la République française près la Cour de S. M. le roi de Sardaigne.

« MON CHER REISET,

« Je m'empresse de vous envoyer, selon vos désirs, deux pains de munition que reçoivent les troupes de la garnison de Turin, où, à dater du 1^{er} du mois de novembre passé, nous avons introduit comme essais

aussi bien que dans quelques autres places, la fourniture *en régie*.

« Chaque pain est de deux rations et ceux que je vous envoie ont été extraits du four à midi de hier (17).

« Je vous envoie aussi un tout petit morceau pour votre déjeuner !

« Veuillez, monsieur le chargé d'affaires, agréer l'assurance de ma haute considération.

« Le ministre secrétaire d'État,

« **Alphonse LA MARMORA.** »

Le lendemain, lorsque je vis le roi, Victor-Emmanuel voulut continuer cette plaisanterie, me reprochant d'avoir vidé ses magasins au profit de la France et de m'être nourri moi-même aux dépens du Piémont. « Je vais vous faire donner vos passeports, me dit-il de sa plus grosse voix. — Votre Majesté est si bien informée de tout ce qui se passe dans son royaume, lui répondis-je, que je n'essaierai pas de nier ; je fais appel à sa clémence. »

Mes rapports avec le général de La Marmora étaient toujours empreints de la plus grande cordialité. Je reproduis un autre billet de lui parce qu'il contient un renseignement historique sur le sort du mystérieux Masque de fer :

« Turin, 10 de septembre 1851.

« MON CHER REISET,

« Je vous envoie avec grand plaisir l'ordre au commandant de Fenestrelle de vous laisser voir la forteresse. Mais je vous préviens en même temps que le *Masque de fer* a été longtemps renfermé dans la citadelle de Pignerol que vous avez bien voulu détruire avec tant d'autres, et non dans le *fort de Fenestrelle*.

« J'espère que vous ne serez pas longtemps absent et je vous souhaite bon voyage.

« Tout à vous.

« Alphonse LA MARMORA. »

C'est pendant le même intérim que fut publiée une allocution de Pie IX sur les affaires religieuses du Piémont.

Après les bruits qui avaient couru peu de jours auparavant d'une excommunication prête à être lancée contre le gouvernement sarde, si même elle n'était déjà arrivée, bruits que l'opinion publique croyait parfaitement fondés malgré les démentis officiels, la publication d'une simple protestation n'émut pas très vivement les populations du royaume de Sardaigne. La mauvaise presse du pays qui atten-

dait et désirait un interdit et avait dans cette éventualité déjà préparé de nouvelles diatribes contre la cour de Rome, fut décontenancée par le langage ferme, il est vrai, de Pie IX, mais rempli de modération dans le fond comme dans la forme. La plupart des journaux se bornèrent à faire suivre cette allocution de quelques observations générales où ils s'efforçaient de rajeunir de vieux arguments s'appliquant moins à l'allocution elle-même qu'au sujet qui y était traité. La Gazette officielle garda le silence, mais le *Risorgimento*, organe du comte de Cavour, publia un article qui contenait la pensée du gouvernement. L'auteur de cet article était le docteur Farini, homme fort estimé pour son talent et son caractère et lié d'amitié avec M. d'Azeglio.

Il avait été sous-secrétaire d'État au ministère de l'intérieur à Rome pendant l'administration de M. Rossi : aussitôt après la proclamation de la République, il avait abandonné cette ville et il s'était réfugié en Piémont où il avait publié un ouvrage très remarquable sur les affaires d'Italie. Depuis quelque temps il prenait une part active à la rédaction politique du *Risorgimento*. Ses observations sur l'allocution du Pape méritaient une attention spéciale, tant à cause de leur caractère semi-officiel que parce qu'elles émanaient d'un des chefs du parti constitu-

tionnel modéré en Italie. Après avoir établi que le concordat conclu en 1841 entre Grégoire XVI et Charles-Albert n'était plus praticable en présence du *Statuto*, que le gouvernement avait le droit de développer les principes de liberté et d'égalité consacrés par cet acte, et que du reste le Saint-Siège avait déjà fait à d'autres nations des concessions bien plus larges que celles que lui demandait le Piémont, M. Farini faisait ressortir qu'il résultait de l'allocution de Pie IX :

1° Qu'il y avait en Piémont un parti plus papiste que le pape ;

2° Que si la cour de Rome ne voulut point négocier un nouveau concordat en 1848, ce fut uniquement parce qu'il n'était pas alors question de concessions réciproques ;

3° Que la cour de Rome reconnaissait implicitement le droit qu'a l'État de mettre ses institutions en harmonie avec les besoins du siècle ;

4° Que le Piémont n'avait cessé de témoigner beaucoup de déférence et de respect au Saint-Siège.

Venait ensuite une justification, fort entortillée et fort nébuleuse, des mesures de rigueur dont plusieurs membres du haut et du bas clergé avaient été l'objet en Piémont. Ce n'était pas la meilleure partie de

l'article, mais M. Farini était dans le vrai quand il disait en terminant :

« Le fait est que, si Rome admet des droits réciproques, elle ouvre ainsi à la conciliation une voie qui serait fermée si Rome admettait cette condition de choses qui, d'après quelques zéloteurs imprudents, serait *toute de droits* d'un côté et *toute de devoirs* de l'autre. Le gouvernement a toujours eu et témoigné un esprit de conciliation, et si, comme nous l'espérons, l'esprit de résistance est tempéré à Rome par la prudence traditionnelle du Saint-Siège, par le temps et par la bonté du souverain Pontife, nous pouvons espérer un accord dans l'avenir. Et comme l'allocution finit en disant que le Pape ne répugne point à modifier les dispositions des canons de l'Eglise selon l'opportunité et les lieux, nous espérons qu'il tiendra compte de l'autorité des lois qui sont une émanation et une partie du droit public en Piémont et des exigences des temps. L'allocution veut sauvegarder l'autorité de l'Eglise, l'État le veut aussi, mais il veut en même temps sauvegarder sa propre autorité. »

C'étaient toujours de part et d'autre les mêmes arguments et la même tactique. D'un côté la cour de Rome ne niait pas que les anciens concordats avec le Piémont n'étaient plus à la hauteur des be-

soins du siècle, et elle convenait ainsi de la nécessité de les modifier, mais elle ne pouvait pardonner au Piémont d'avoir osé le faire avant d'avoir obtenu son adhésion, et surtout d'avoir appliqué rigoureusement les nouvelles lois aux évêques récalcitrants. D'un autre côté, le gouvernement sarde prétendait être resté constamment dans les limites de son droit et du respect dû à l'Église et à son chef; il regardait comme un fait accompli toutes les mesures prises par suite de la promulgation des lois Siccardi, et il persistait à laisser plus que jamais dans l'exil les archevêques de Cagliari et de Turin. On paraissait donc avoir renoncé à nouer de longtemps des négociations. Cependant comme il s'agissait beaucoup moins d'une question de principes que d'une question de personnes, on pouvait espérer que l'impossibilité morale de reprendre les négociations n'aurait pas une trop longue durée. En effet, si les questions de personnes sont celles qui excitent le plus vivement les passions, elles sont aussi de nature à subir promptement de profondes modifications. Le langage digne et modéré du Saint-Père, les dispositions bienveillantes qu'il avait laissé entrevoir dans l'allocution du 1^{er} novembre, le bon effet que ce document avait généralement produit sur les esprits sensés et modérés, laissaient espérer que le désaccord entre les deux

cours était arrivé à son apogée et qu'il perdrait désormais en force et en intensité. Le ministre d'Autriche à Rome avait d'ailleurs reçu de son gouvernement l'ordre de joindre ses efforts à ceux du comte de Rayneval, ambassadeur de France, afin d'amener le Saint-Siège à faire des concessions raisonnables au Piémont et de terminer ainsi le fâcheux différend qui existait depuis si longtemps entre les deux cours.

Le maréchal de Latour interpella le gouvernement devant le Sénat sur les négociations qui avaient eu lieu avec le Saint-Siège. Il exprima le regret de ce qu'un pays catholique se trouvât ouvertement en désaccord avec le Saint-Père; il accusa le ministère de n'avoir rien fait pour y mettre un terme. Il prétendit que la mission Pinelli avait dû nécessairement échouer à cause des instructions qu'on lui avait données à son départ. Il demanda qu'on entamât des négociations plus sérieuses et sur des bases que la Cour de Rome pût accepter. « La loi sur le for ecclésiastique, ajouta-t-il, par le fait seul du différend qu'il fait naître avec le Saint-Siège, est nuisible au Piémont. On doit donc revenir sur cette loi, et entre elle et Rome l'on ne peut hésiter. » Le chevalier Louis de Collegno appuya l'interpellation, insistant surtout sur la nécessité de faire revivre la paix religieuse qui est le premier besoin d'un État

et sans laquelle les consciences des catholiques seraient dans une continuelle agitation.

M. Siccardi, ministre de la justice, répondit que la loi du 9 avril sur les immunités ecclésiastiques ayant été approuvée par les trois grands pouvoirs de l'État, il n'était plus permis de la discuter, qu'on devait s'y soumettre comme à toutes les autres lois, et que les fauteurs d'agitation étaient non ceux qui avaient proposé et accepté cette loi, mais ceux qui s'obstinaient à l'attaquer. « M. Pinelli, dit-il, avait été chargé de faire toutes les concessions compatibles avec le soin de l'indépendance et de la dignité du Piémont, mais il n'avait pu excéder ces limites et il avait dû revenir par conséquent sans avoir remis ses lettres de créance; le gouvernement avait pleinement approuvé sa conduite. Les craintes exprimées par M. de Collegno sur la tranquillité intérieure du Piémont ne sont pas sérieuses : le temps des guerres de religion est à jamais passé. Il est bien certain qu'on n'en viendra pas à cette extrémité en Piémont, surtout à l'occasion de lois aussi modérées et aussi populaires. »

Le maréchal de Latour comprit combien son interpellation était intempestive. Il la retira et vota lui-même l'ordre du jour pur et simple, vivement appuyé par le Sénat tout entier.

A plusieurs reprises, je fus chargé d'entretenir M. d'Azeglio de ces graves questions et d'insister pour que les négociations avec Rome fussent renouées.

M. d'Azeglio me répondit que cette affaire était une de celles qui le préoccupaient le plus, qu'il désirait vivement rendre possible la reprise des négociations, et qu'il s'étudiait depuis longtemps à la préparer par toutes sortes de bons procédés et de prévenances envers le Saint-Siège. Il me raconta qu'ayant appris que le gouvernement romain comptait envoyer différents objets à l'Exposition de Londres, il s'était empressé de lui offrir de mettre à sa disposition une frégate qui se serait rendue à Civita-Vecchia et aurait transporté gratuitement tout ce qu'on aurait voulu y embarquer.

« Je témoigne, ajouta-t-il, les plus grands égards et la plus grande déférence au chargé d'affaires de Rome, Mgr Roberti. J'ai fait tout mon possible pour empêcher dans les journaux du Piémont les attaques passionnées, autrefois si fréquentes, contre la Cour de Rome. J'ai réussi en usant de mon autorité à restreindre dans les limites des convenances la polémique de la presse. Du reste je dois dire également, pour rendre hommage à la vérité, que la presse de Rome ne se montre plus aussi hostile contre nous.

« Vous voyez donc bien que j'use des plus grands ménagements envers le gouvernement romain, que je tâche de me montrer animé des sentiments les plus bienveillants à son égard. J'espère de cette manière dissiper peu à peu les préventions contraires qu'il nourrit contre nous et qui sont le principal obstacle à tout accommodement. Je suis tout à fait de votre avis qu'il est essentiel pour nous de renouer le plus tôt possible les négociations avec Rome. C'est mon vœu le plus ardent. Mais, sans perdre de vue les questions qui en ont été le principal objet l'année dernière, je crois utile de ne pas les ramener immédiatement sur le tapis. Je commencerai par une nouvelle, celle de l'abolition des dîmes dans l'île de Sardaigne. Il y a dans cette partie des États du roi onze évêques pour une population de cinq cent mille âmes qui est fort pauvre et pour laquelle la dîme constitue une charge vraiment disproportionnée à ses forces, dans un moment surtout où les besoins du Trésor obligent d'augmenter tous les autres impôts et même d'en créer de nouveaux. Ce n'est certainement pas le gouvernement français qui défendra les dîmes, et il ne peut sans doute qu'approuver leur suppression. Mais, avant d'adopter cette mesure, je veux tâcher d'obtenir le consentement du Saint Père. Je vous dirai même que l'idée

de ce projet a déjà été soumise au Pape. Je n'ai pas envoyé à Rome un agent spécial pour cela, et je ne compte pas en envoyer un, car il y a là une question de créance difficile à traiter. Je crois qu'il faut se servir d'un chemin ouvert avant d'en ouvrir un nouveau. Je laisserai donc tout le fardeau de cette négociation à notre chargé d'affaires, M. le marquis Spinola. On m'a répondu que la suppression des dîmes offrait de grandes difficultés, mais on ne refuse point de se prêter à un arrangement. Je cultive ces bonnes dispositions, et pour les encourager j'ai fait charger une commission, composée de trois magistrats les plus distingués de la Sardaigne, de préparer un mémoire destiné à Sa Sainteté. Je suis prêt à abonder dans le sens de Rome autant qu'il peut le permettre le soin de notre dignité. A chacun son droit : c'est ma devise. Croyez-le bien, le gouvernement du roi n'a jamais eu l'intention d'empiéter sur le droit d'autrui, mais seulement de revendiquer le sien.

« Je comprends comme vous combien il importe aujourd'hui aux gouvernements de résister à l'esprit révolutionnaire et de maintenir entre eux la meilleure harmonie possible, mais cela n'empêche pas que l'on doive tenir compte dans une certaine mesure de l'opinion publique.

« Or, dans cette question du différend avec Rome, elle s'est manifestée de la manière la plus explicite. Je vous ai déjà dit combien j'avais eu de peine à modérer le langage de la presse, mais il n'était pas en mon pouvoir d'exercer la même action sur les Chambres. Vous savez tout aussi bien que moi combien le gouvernement est sans cesse excité à trancher promptement de sa propre autorité les questions qui concernent les intérêts matériels du clergé piémontais. Dernièrement encore la discussion du budget des frais du culte a fourni à plusieurs députés l'occasion de demander, pour la dixième fois peut-être, sinon l'aliénation des biens de l'Église, du moins leur prompt répartition. Vous vous rappelez comment le gouvernement y a toujours résisté et a renvoyé cette question à une autre époque. Tout cela prouve combien il serait dangereux d'agir avec précipitation. A quoi servirait, je vous le demande, le meilleur arrangement si l'opinion y était contraire?

« C'est pour cela que, tandis que d'un côté je m'efforce de ramener les partis en Piémont à des sentiments de modération, de l'autre je m'étudie à être agréable à la cour de Rome, car, je vous le répète, c'est à force de prévenances, à force de politesse dans les formes que j'espère me rapprocher

d'elle peu à peu. Si je réussis à régler l'affaire des dîmes, il sera, je le crois, possible de renouer plus tard les négociations sur les autres questions pendantes, car une fois sur la voie des arrangements on finit par s'entendre et s'accorder. Je compte pour obtenir ce résultat sur les bons offices du gouvernement français qui nous a déjà montré tant de fois sa bonne volonté, et je lui suis d'avance reconnaissant du concours qu'il voudra bien nous accorder dans cette circonstance. »

La sincérité de M. d'Azeglio n'était pas douteuse : son langage était aussi modéré que conciliant. Mais l'obstacle le plus grave à un accord était l'exil de l'archevêque de Turin. J'avais refusé au général de La Marmora de lui donner le passeport d'exil de Mgr Franzoni qui devait se retirer à Lyon. Si pour la cour de Rome il s'agissait beaucoup moins de Mgr Franzoni que de l'épiscopat tout entier, il existait en Piémont une irritation telle contre ce prélat que son retour à Turin pouvait devenir une cause de troubles et de désordres. A l'époque de mon entretien avec M. d'Azeglio, le ministre de la justice, M. Siccardi, venait de tomber assez dangereusement malade pour donner de sérieuses inquiétudes. On se demandait ce que ferait le clergé dans le cas où il réclamerait les sacrements et où il vien-

draît à mourir. Lui refuserait-on les prières de l'Église comme à M. de Santa-Rosa? C'eût été renouveler un grand scandale et raviver l'irritation des esprits contre le Saint-Siège : ce qui eût rendu pour longtemps tout arrangement impossible.

CHAPITRE XV

Les événements d'Allemagne. — Conflit entre le roi de Naples et le gouvernement sarde. — Mariage du duc de Gênes. — Etiquette de la cour de Turin. — Silvio Pellico.

Le gouvernement français redoutait vivement les conséquences que pouvaient avoir en Italie les désaccords et les divisions des États de l'Allemagne. L'opinion publique en Piémont s'en préoccupait beaucoup. Il en résultait une certaine fermentation dans les esprits, la population manifestant sa joie toutes les fois qu'il surgissait quelque chance de guerre et supportant avec peine le rétablissement de la paix. Je vis à ce sujet M. d'Azeglio et je lui demandai ce qu'il ferait dans le cas où la guerre éclaterait en Allemagne. Il me répondit qu'il garderait une stricte neutralité entre les parties belligérantes, qu'ayant signé le traité de paix avec l'Autriche, il s'estimait engagé d'honneur à ne pas le rompre et qu'il ferait tout ce qui dépendrait de lui pour le faire respecter. Il ajouta que le Piémont avait besoin de la paix pour mettre ordre à ses finances et établir sur des bases solides ses nouvelles institutions.

Je vis également Victor-Emmanuel et je rendis compte au ministre des affaires étrangères de France de ce double entretien : « Le roi, que j'ai eu l'honneur de voir hier au soir, m'a tenu le même langage avec cette franchise qui le caractérise, et il m'a donné l'assurance qu'il ne pensait nullement à faire la guerre. Ces paroles sont fort rassurantes sans doute, et elles honorent le roi et son ministre. Cependant, si une rencontre sérieuse avait jamais lieu entre les troupes qui se trouvent en présence dans la Hesse électorale, je crains bien que le contre-coup ne s'en fasse sentir immédiatement dans les États sardes et que l'on y voie se renouveler les scènes qui ont précédé l'entrée en campagne de 1848. Le gouvernement serait obsédé de tous côtés par la presse, par des démonstrations publiques, par les cris de l'émigration; il ne lui faudrait pas peu d'énergie pour y résister, et c'est la fermeté qui manque aux hommes qui sont au pouvoir dans ce pays. Ce penchant pour la guerre est habilement exploité par le parti anarchique qui en le flattant et en l'encourageant semble ainsi, lorsqu'on ne regarde qu'à la superficie, être le représentant véritable de l'opinion publique et escamoter à l'aide de ce subterfuge son approbation pour des projets chimériques ou des doctrines insensées et coupables.

« C'est de cette manière seulement que l'on peut expliquer le succès qu'a obtenu, dit-on, la souscription ouverte par le comité soi-disant national italien établi à Londres, et qui aurait déjà produit plusieurs millions s'il faut s'en rapporter à des bruits évidemment fort exagérés. Mais tout cela se fait sourdement, sans démonstrations, et la fermentation est tellement latente qu'elle ne serait pas remarquée par un œil peu exercé. Du reste en aucun cas elle ne se manifestera par une révolution ni même par une émeute de quelque gravité, et le gouvernement sera toujours ici maître, s'il veut user d'un peu de fermeté, de guider les destinées du pays. Tant donc que le cabinet actuel aura pour chef M. d'Azeglio, on peut compter que le Piémont ne se jettera pas dans d'aventureuses entreprises. Le maréchal Radetzki n'aura, par conséquent, pas l'occasion, il faut l'espérer, de mettre à exécution la menace qu'on lui attribue. Au moment de quitter Vérone pour se rendre à Vienne, il aurait dit : « Nous allons mettre la Prusse à la raison, et nous reviendrons ensuite en faire autant à l'égard du Piémont. »

Tant que la question austro-prussienne restait en suspens les Italiens révolutionnaires, ne voyant pour eux de salut que dans la guerre, accueillaient et répandaient le bruit qu'elle allait bientôt éclater

entre la Prusse et l'Autriche. Dans ce cas, disaient-ils, cette dernière puissance serait nécessairement obligée d'affaiblir les garnisons ou plutôt les armées d'occupation de la Lombardie, qui la maintiennent dans l'obéissance sans l'avoir domptée. Cette province profiterait sans doute des embarras que susciterait à l'Autriche une guerre contre la Prusse pour se révolter de nouveau, et l'on verrait se renouveler la situation du mois de mars 1848. Le gouvernement piémontais, débordé de tous côtés par l'opinion publique, aurait bien du mal à garder longtemps sa neutralité. L'étincelle gagnerait bien vite la Toscane, Parme, Naples, la Sicile où fermentaient tant de germes de révolution. L'armée sarde, il est vrai, paraissait très peu animée pour la guerre; elle était toute prête à obéir au gouvernement pour étouffer des troubles intérieurs, mais dans le cas où une guerre en Allemagne lui offrirait l'espoir de prendre une revanche contre l'Autriche et de racheter l'honneur de ses armes compromis à Novare, ne changerait-elle pas de dispositions? Que pourraient alors la volonté du gouvernement et la loyauté du roi? Sans doute M. d'Azeglio se serait retiré, ne voulant pas rompre le traité qu'il avait signé. Sans doute le roi Victor-Emmanuel prendrait d'abord les mesures les plus énergiques pour conserver la paix. Mais,

dans une telle situation, les mesures répressives auraient bien peu d'efficacité. Tous les hommes d'État du Piémont s'accordaient à reconnaître qu'un soulèvement de la Lombardie, au milieu d'une guerre entre la Prusse et l'Autriche, aurait son écho dans le reste de l'Italie, et que la Sardaigne, malgré tous les efforts contraires de son gouvernement, finirait par se laisser emporter dans le même mouvement. C'était l'opinion du maréchal de Latour, un des hommes les plus éminents du pays, qui avait été général en chef, ambassadeur, président du conseil des ministres, que personne ne pouvait soupçonner de pencher vers les idées ultra-libérales, ou vers l'italianisme.

A la même époque, un conflit très aigre se produisit entre les deux cours de Turin et de Naples. Il s'était formé en Piémont une association pour créer un atelier national ouvert aux réfugiés italiens. M. Galvagno, ministre de l'intérieur, n'y voyant qu'une œuvre de bienfaisance, l'avait autorisée, et lui accorda même la protection du gouvernement par un décret du 23 octobre 1850 publié au *Journal officiel*. M. Galvagno, qui avait récemment quitté son cabinet d'avocat pour se lancer dans la politique, était encore inexpérimenté; il n'avait pas compris la connexité qui existe souvent entre des mesures

d'administration ordinaire et les rapports de bonne intelligence avec les puissances étrangères. Il n'avait pas senti la portée de ce décret, et il n'avait pas jugé nécessaire de le discuter en conseil.

Ce décret éveilla la susceptibilité du gouvernement napolitain, et, malgré la résistance de son chargé d'affaires à Turin, le comte de Ludolf, il envoya au gouvernement sarde une note discourtoise se terminant par cette phrase : « Je demande une explication catégorique et claire. »

Sur l'avis qui me fut donné de cet incident par M. Walewski, ministre de France à Naples, je vis à ce sujet M. d'Azeglio qui me donna l'assurance qu'il aurait empêché la publication de ce décret s'il avait été prévenu à temps. Mais le langage blessant de la cour de Naples ne lui permettait plus de reculer. Il voyait avec peine que le gouvernement napolitain paraissait saisir toutes les occasions de susciter des embarras au Piémont et de lui chercher querelle.

Le roi de Naples était d'une extrême impopularité dans toute l'Italie. Son représentant, le comte de Ludolf, d'esprit sage et modéré, ne pouvait obtenir des habitants de Turin, Piémontais ou réfugiés italiens, un travail même à prix d'argent. Il usait alors de mon intermédiaire. Un jour je m'adres-

sai pour lui à Camille de Cavour dont j'ai conservé la curieuse réponse :

« MON CHER REISET,

« Ce billet vous sera remis par M. le professeur Pasquale, qui consent à se charger du travail hebdomadaire (*sic*) que désire notre ami Ludolf. Seulement, pour ne pas éveiller sa susceptibilité, je lui ai laissé ignorer qu'il s'agissait de renseigner le chargé d'affaires du *Roi Bombartatore*, et je lui ai laissé croire qu'il travaillait pour vous.

« La rétribution serait fixée pour le moment à soixante francs par mois.

« Je désire que votre ami et vous soyez satisfaits de mon recommandé.

« Mille amitiés.

« C. DE CAVOUR. »

Personnellement le comte Guillaume de Ludolf était très sympathique à tous. Je le connaissais de longue date. Son père était ministre de Naples à Rome en 1840, lors de mes débuts dans la carrière diplomatique. Nous étions liés, et j'avais été heureux de le retrouver à Turin. Mais le gouvernement napolitain était détesté en Italie. Le marquis Fortunato, ministre des affaires étrangères de Naples, envoyait

notes sur notes, développant les griefs de Ferdinand II contre le Piémont. M. d'Azeglio me donna, sur tous ces griefs, des explications que je transmis au gouvernement français.

« Je n'ai jamais entendu parler, me dit-il, du banquet qu'auraient donné à Gènes les réfugiés napolitains pour célébrer l'anniversaire de la révolution de Sicile, et il est absolument inexact que M. de Ludolf m'ait adressé des représentations à cette occasion. M. Fortunato accuse le gouvernement piémontais de souffrir que les réfugiés napolitains conspirent contre leur pays, mais, comme il ne fournit aucune preuve, aucun indice même, il m'est impossible de prendre en considération le désir qu'il manifeste de les voir expulser du territoire sarde. Certes je ne tiens pas à les garder en Piémont, mais où iront-ils ? On ne veut pas d'eux en France ; les colonies espagnoles, l'Amérique même les repoussent, car toutes les fois qu'il s'agit d'en embarquer quelques-uns pour cette destination, nous sommes certains de recevoir des plaintes de la part des représentants de ces puissances. Les obligerons-nous à rentrer dans leur pays ? Mais l'issue qu'a eue à Naples le dernier procès politique indique assez le sort qui les y attendrait.

« Nous qui sommes et qui passons pour des gens d'honneur, il n'y aurait en Europe qu'un cri unanime

de réprobation contre nous pour les avoir livrés, et nous ne les livrerons pas.

« Si le gouvernement napolitain a la preuve que quelques-uns des réfugiés complotent contre lui, qu'il me la communique, et il peut être bien assuré que je prendrai immédiatement à leur égard les mesures les plus énergiques. Mais il m'est impossible d'agir sur un simple soupçon.

« Quant à l'atelier national, il n'a jamais existé et il n'existera sans doute jamais. La société qui s'était formée dans ce but est sans argent, sans crédit et sans vie. Il est en outre inexact de dire que M. Roméo ait été nommé vice-président de cette société par le gouvernement; c'est elle-même qui l'a choisi. D'ailleurs Roméo est aujourd'hui un vieillard qui mène une vie tranquille et retirée, et le gouvernement ne saurait comment motiver le décret d'expulsion que l'on demande contre lui.

« M. le marquis Fortunato veut nous rendre responsables de l'esprit d'hostilité qui règne dans certains journaux du Piémont contre le gouvernement napolitain; mais il oublie donc que nous vivons ici sous le régime constitutionnel, que, la presse étant libre par conséquent, il n'appartient pas au gouvernement de poursuivre d'office les articles dont se plaint M. Fortunato.

« Que n'engage-t-il ses agents à se porter partie civile et à attaquer les journalistes par-devant les tribunaux? Croyez bien que, le cas échéant, on ferait bonne justice.

« Quant à moi, je fais tout ce qui dépend de moi pour empêcher que la presse attaque les gouvernements étrangers, et le gouvernement napolitain en aura une preuve irrécusable quand il saura que la direction de la *Gazette piémontaise* a été changée uniquement à cause de l'article relatif à l'atelier national dont M. le marquis Fortunato se fait cependant une arme contre nous.

« Si nous voulions de notre côté entrer dans la voie des récriminations, n'aurions-nous pas des motifs de plaintes beaucoup plus sérieux? La presse n'est pas libre à Naples comme à Turin; elle est tout entière sous la main du gouvernement, et nous aurions par conséquent bien raison de nous en prendre à celui-ci des attaques incessantes dont nous sommes l'objet de la part du journal *le Tempio* que tout le monde sait être l'organe confidentiel du cabinet de Naples.

« M. Fortunato veut donner une couleur politique à l'invitation qu'ont reçue des réfugiés siciliens lors du bal donné à Mme la duchesse de Gênes au château de Stupinis. Mais on y avait aussi invité des réfugiés

des autres États de l'Italie, et ni le gouvernement romain ni celui d'Autriche n'ont trouvé qu'il y eût là matière à des représentations. Pourquoi la cour de Naples se montrerait-elle plus susceptible que celles de Rome, de Florence et de Vienne? D'ailleurs cette fête champêtre n'avait aucun caractère politique, et le gouvernement ne pouvait prévoir que la présence de telle ou telle personne pût blesser un gouvernement étranger quelconque.

« Le cabinet sarde est vigilant, je vous le répète, et il ne souffrira jamais qu'il se forme sur son territoire des machinations contre la tranquillité d'un pays quelconque. Mais en même temps il est humain et juste, et il lui répugne d'user de rigueurs inutiles. A force de réaction on finit par en faire contre ce qui est humain et juste.

« Quant à l'agression dont un officier napolitain aurait été l'objet dans une rue de Gènes, elle n'a point la gravité qu'on lui a supposée. Cet officier a été poursuivi, il est vrai, pendant quelque temps par des coups de sifflet, mais la police est immédiatement intervenue, et, comme le rassemblement grossissait, un agent fit passer son bonnet à l'officier étranger afin qu'il pût se soustraire à la foule, et, grâce à ce déguisement, il fut bientôt perdu de vue et atteignit le bureau de la diligence par laquelle il devait partir. »

Ce qui était vrai, c'est que le Piémont et Naples représentaient en Italie des tendances absolument opposées. La contradiction de leur politique devait en faire fatalement deux adversaires, et de la surexcitation de l'esprit public contre la personne et les procédés du gouvernement de Ferdinand II naissaient par la force des choses des incidents continuels.

L'ouverture de la session du gouvernement sarde avait eu lieu le 23 novembre 1850. Le roi Victor-Emmanuel avait bien voulu me faire connaître d'avance le discours qu'il devait prononcer.

Il y remerciait les Chambres qui lui avaient voté une liste civile de 6 millions : « La maison de Savoie, disait-il, n'a jamais pensé à s'enrichir, car elle était bien sûre de pouvoir toujours compter sur l'amour et la générosité de ses sujets pour l'aider à supporter dignement les charges de la couronne. »

Après avoir déclaré que les bonnes relations de son gouvernement avec les États étrangers n'avaient souffert aucune altération, le roi ajoutait : « Les efforts de mon gouvernement ne sont point encore parvenus à surmonter les difficultés qui sont survenues avec la cour de Rome à la suite des lois que les pouvoirs de l'État ne pouvaient refuser à ses nouvelles conditions politiques et légales. La règle des actes et des démarches qui ont eu lieu a été cette

constante vénération que nous professons tous pour le Saint-Siège, jointe à la ferme volonté de maintenir intacte l'indépendance de notre législation. »

Le roi recommandait ensuite l'observation des lois et il félicitait le pays du respect qu'il avait montré pour elles. Il assurait que, quant à lui, on devait s'en rapporter à sa loyauté bien connue pour le maintien de ses promesses et de ses serments.

Il fut accueilli avec un véritable enthousiasme, et son discours, qui exprimait les sentiments les plus chevaleresques, fut salué des applaudissements de toute la salle. Ces acclamations étaient une nouvelle preuve de l'étroite union qui existait entre la famille royale et le pays, et de la confiance particulière qu'inspirait la loyauté du roi.

M. Pinelli fut réélu président de la Chambre des députés à une grande majorité, ainsi que l'un des deux vice-présidents. Le chevalier Buoncompagni, ancien ministre de l'instruction publique, magistrat distingué, et l'un des négociateurs du traité de paix avec l'Autriche, fut élu second vice-président. Ce choix était un heureux indice de l'esprit de l'assemblée qui semblait comprendre combien il importait de laisser de côté les passions politiques pour s'occuper des questions de finances et d'économie administrative.

Il se produisit un curieux incident au sujet de la rédaction de la réponse au discours de la couronne. L'assemblée s'en était remise à son président du soin de nommer le rédacteur. Le choix de M. Pinelli était tombé sur le chevalier Buoncompagni qui s'était hâté de faire ce travail. Le projet de réponse qu'il proposa ne plut pas à la Chambre. Il souleva de nombreuses objections et fut attaqué surtout par M. Brofferio.

Le président, piqué de l'accueil fait à l'œuvre du rédacteur qu'il avait choisi, s'écria : « Mais puisque vous n'êtes pas contents, nommez vous-mêmes tel rédacteur que vous voudrez. » Puis, se tournant vers M. Brofferio, il ajouta : « Si le projet de M. Buoncompagni ne vous paraît pas acceptable, tâchez d'y suppléer vous-même. » Cette boutade fut prise au sérieux, et le chef de l'extrême gauche, le fondateur du journal *la Voix dans le désert*, le fougueux orateur républicain, se trouva chargé de rédiger la réponse au discours de la couronne. Ce n'était nullement, comme on aurait pu le croire, un témoignage d'adhésion aux idées de M. Brofferio. La Chambre était tout à fait monarchiste et constitutionnelle. Elle écoutait volontiers M. Brofferio, elle l'applaudissait même parfois, mais c'était uniquement un hommage rendu à son talent et nullement une approbation de ses principes.

Malgré de nombreuses marques d'une certaine déférence, l'éloquent orateur siégeait tout seul sur le haut des bancs de la gauche et n'avait à la Chambre aucune influence.

M. Brofferio s'acquitta de sa tâche avec tact, se plaçant non au point de vue de ses propres opinions, mais à celui des idées dominantes de la Chambre ; son œuvre était plus modérée même que le projet de M. Buoncompagni. La première phrase était destinée à causer en Italie une grande impression : « Vos sublimes paroles, disait-il au roi, auront un écho là où l'on souffre, là où on espère. » Il était facile de comprendre que M. Brofferio indiquait par ces mots la Lombardie, les Duchés, Rome, Naples, enfin tout le reste de l'Italie. Cette phrase était de la part de la Chambre une sorte de profession de foi d'italianisme, une protestation contre l'état actuel des choses dans les autres parties de la Péninsule. Il était impossible qu'elle n'y trouvât pas un écho et qu'elle n'y fût pas regardée comme une promesse pour l'avenir.

M. His de Butenval arriva à Turin le 14 décembre. Il entra dès le lendemain en rapport avec M. d'Azeglio. « Avant de me laisser prendre congé, écrivait-il au général de La Hitte à la suite de cette première entrevue, M. d'Azeglio, avec une nuance presque affectueuse d'accent, a voulu rendre à M. de Reiset

et à ses relations avec le cabinet sarde un témoignage que je suis heureux d'avoir à consigner dans ma première dépêche. »

Le nouveau ministre de France était un homme de petite taille, haut en couleur, la figure bourgeonnée, louchant d'un œil, et, malgré des apparences aussi peu élégantes, ayant beaucoup de prétentions dans son langage et dans ses manières. Ses formes polies et ses paroles mielleuses paraissaient au premier abord de la cordialité, mais en réalité il était fort tracassier, d'un commerce difficile, vaniteux et susceptible, sans être méchant au fond. Très actif, mais très personnel, il se reprochait quelquefois lui-même ses imperfections de caractère.

Son père avait jadis fondé le *Moniteur Universel* de concert avec Maret, le futur duc de Bassano. Ayant été pendant quelque temps secrétaire de l'ambassade de France à Constantinople, il aimait à citer des proverbes turcs, notamment ceux-ci : « Fais le bien et jette-le à la mer ; si les poissons l'ignorent, Dieu le sait. » — « Baise la main que tu n'as pas pu couper. »

Il loua rue de l'Arc dans les nouveaux quartiers de Turin, en dehors des fortifications de la ville, l'hôtel du comte de Valperga di Masino qui avait épousé une Française, Mlle de Gouy d'Arcy. Peu de temps

après son installation, il y reçut la visite du comte Walewski qui reconduisait de Naples à Paris sa femme, la charmante comtesse Walewska qui venait d'avoir à Naples la fièvre typhoïde. Elle était encore un peu pâle, ses cheveux coupés ras comme ceux d'un garçon. Tous, chef, secrétaire et les jeunes attachés, Adrien Delessert, Artus de Brissac, restèrent sous le charme de cette délicieuse apparition. Esprit, beauté, simplicité, gaieté, élégance, la comtesse Walewska réunissait tout ce qui pouvait attirer et fasciner.

Le roi Victor-Emmanuel ainsi que son frère le duc de Gênes n'avaient jamais fréquenté des femmes du monde, la reine, leur mère, craignant pour ses fils des inclinations trop tendres. Il en était résulté qu'ils voyaient d'abord clandestinement, ensuite plus ouvertement quand il n'y eut plus moyen de l'empêcher, une société bien autrement dangereuse et nuisible. Ils avaient ainsi perdu le goût de la bonne compagnie où ils se sentaient, faute d'habitude, tout à fait déplacés, n'en connaissant ni la conversation ni les usages. Victor-Emmanuel trouvait la licence de langage chose toute naturelle; le duc de Gênes comprenait du moins qu'il n'était pas tel qu'il devait être, et il savait sauvegarder sa dignité par une attitude réservée. Il avait été éperdument amoureux de deux princesses : la princesse Louise

de Prusse qui épousa le landgrave de Hesse, et la grande-duchesse Olga, depuis mariée au prince de Wurtemberg.

Il avait éprouvé un violent chagrin de ces deux déceptions et il laissa son père négocier pour lui un mariage avec la princesse Élisabeth de Saxe, fille du prince Jean de Saxe et de la princesse Amélie de Bavière, nièce du roi de Saxe Frédéric-Auguste. Cette princesse, née à Dresde le 4 février 1830, avait à peine vingt ans. Ce mariage était décidé depuis plusieurs années, car au mois de mars 1848, lorsque le duc de Gênes partit pour la campagne de Lombardie, il écrivait : « J'ai reçu ce matin une lettre du prince Jean de Saxe qui m'en a annoncé une de sa fille et me dit d'écrire directement à elle. » Lorsque le duc de Gênes avait été présenté à son futur beau-père, celui-ci, après les compliments d'usage, s'était retiré avec sa femme et il l'avait laissé en tête à tête avec la princesse Élisabeth. Leur conversation avait duré près de trois heures, ce dont on tira bon augure pour l'avenir. On n'était pas sans inquiétude, car on savait que le prince, épris d'une dame piémontaise, ne s'était décidé qu'à contre-cœur à se marier. Les premières négociations avaient été dirigées par le roi Charles-Albert; le duc de Gênes en avait retardé la conclusion autant qu'il avait dépendu de lui.

Il ne lui serait jamais venu à l'esprit d'oser manifester une autre volonté que celle de son père, mais, comme il n'avait aucune inclination pour le mariage, il chercha à atermoyer, et Charles-Albert, occupé avant tout de la guerre, ne songea pas à le presser. Sur ces entrefaites, le duc de Gênes avait fait à Novare la connaissance d'une femme de la bourgeoisie, beaucoup plus âgée que lui et pas jolie du tout, mais spirituelle et fort intrigante, qui sut si bien s'emparer de son esprit, et même, disait-on, de son cœur, qu'il n'agissait plus que sous son influence. La reine, désolée de cette inclination qu'elle trouvait fort dangereuse, lui fit parler par une de ses amies qui avait été la confidente du jeune prince lors de ses deux mariages manqués. Il protesta que Mme P... n'avait jamais été qu'une amie, que son cœur était irrévocablement mort à l'amour, et qu'il était prêt à épouser la princesse de Saxe puisque cela convenait à ses parents. A la mort de Charles-Albert il dit : « Je désire maintenant épouser la princesse de Saxe pour honorer ainsi la volonté de mon père. »

Le mariage fut célébré le 22 avril 1850. Le duc de Gênes parut heureux et content; la jeune duchesse qui avait peine à se soumettre à l'étiquette des cours avait beaucoup de vivacité et de bonne grâce; elle était aimable et spirituelle.

C'est en son honneur qu'avait été donnée au château royal de Stupinis une fête champêtre à laquelle avaient été invités, au grand mécontentement du roi de Naples, les principaux réfugiés italiens en résidence à Turin. J'assistai à cette fête.

Pendant les fiançailles, la princesse Élisabeth avait questionné son fiancé sur « Mme P... ». Il lui répondit qu'elle n'était pour lui qu'une amie, et il l'avertit que son mariage ne changerait pas cette grande affection qui n'avait rien de répréhensible. En effet le prince, tout en étant très aimable et prévenant pour sa femme, continua ses visites journalières chez Mme P..., que la duchesse recevait chez elle avec beaucoup de bonté. Tout le monde blâmait de pareilles relations, cette dame étant pour le moins une très grande intrigante et n'ayant rien par sa naissance et par ses manières qui justifiait de si hautes relations. La duchesse de Gênes très simple et très bonne, élevée à Dresde comme dans un couvent, ne connaissait du monde que ce que le prince lui en disait. La reine mère fit bien à ses enfants de très judicieuses observations sur les inconvénients de façons aussi relâchées : cela n'aboutit qu'à les faire se cacher d'elle, ils s'amusaient à lui faire des secrets de tout. Le prince trouvait sa femme agréable et aimable et ils faisaient fort bon ménage, sans grande

tendresse, mais ils ne s'en demandaient pas davantage et ils étaient parfaitement satisfaits l'un de l'autre.

Le deuil causé par la mort de Charles-Albert étant terminé et la paix étant signée, le roi Victor-Emmanuel ainsi que son frère reprirent leurs réceptions de gala. Le premier bal de la saison fut donné par le duc de Gênes le 8 janvier 1851. Il y avait près de huit cents invités. L'escalier était entièrement bordé de vases de fleurs naturelles; il y avait en outre dans des vases de marbre des fleurs artificielles dont chacune contenait une lumière, de sorte que l'escalier paraissait éclairé par ces fleurs. Au haut de l'escalier était suspendue une grande lanterne garnie de verres dépolis sur lesquels étaient peints deux écussons, l'un aux armes du duc de Gênes, l'autre à celles de la maison de Saxe à laquelle appartenait la duchesse. Les antichambres étaient remplies de gardes et de domestiques en livrée rouge. De là on passait dans l'ancien appartement du roi Charles-Félix. On y était reçu par les officiers d'ordonnance du prince. Ce salon était entièrement tendu de tapisseries des Gobelins et éclairé par de magnifiques lustres de Venise. La dernière pièce était la salle de bal tapissée de soie rouge; elle était réservée à la duchesse et aux dames invitées. Le corps diploma-

tique y avait seul accès. M. de Butenval y présenta au duc de Gênes MM. Delessert et de Brissac. En dehors du corps diplomatique il ne s'y trouvait encore que le comte Pralormo. Plus tard arrivèrent les chevaliers de l'ordre de l'Annonciade et les ministres. Il régnait un profond silence. Lorsque la duchesse de Gênes eut parcouru le cercle des dames, le marquis d'Angrogna vint lui annoncer que le bal allait commencer. Elle l'ouvrit avec le doyen du corps diplomatique, le comte de Redern, ministre de Prusse. La duchesse de Gênes était une charmante femme, de taille moyenne, très blonde, le teint frais, les yeux bleus. Elle avait la figure régulière et agréable, des dents magnifiques. Elle portait une robe de soie parsemée de petites fleurs diamantées, garnie de franges d'or et d'argent : elle avait un triple collier de diamants, d'une grosseur peu commune, qui avait appartenu à la reine Marie-Christine, femme de Charles-Félix. Le bal durait depuis une heure lorsqu'on annonça le roi. Il entra accompagné du duc de Gênes et de ses aides de camp, du général Dabormida et de quelques autres officiers. Il ne resta que pendant une demi-heure. Je demandai au duc de Gênes pourquoi Sa Majesté s'était retirée si tôt. Il me répondit que son frère était fatigué de la chasse et qu'il avait à travailler. Puis il me dit :

« Eh bien, Monsieur de Reiset, vous ne dansez pas ? Vous faites comme moi, vous êtes trop vieux pour danser. » A ce moment, la duchesse de Gênes qui dansait le cotillon s'approcha de lui, et vint le prendre par le bras pour faire un tour de valse. Tout le monde suivait des yeux ce couple de la maison royale, et on souriait de la danse du duc de Gênes qui faillit tomber deux ou trois fois. Quand la duchesse revint à sa place, elle m'aborda et me dit en riant : « Nous avez-vous vus danser ? Il faut avouer que Ferdinand danse bien mal. — Il me semble, en effet, répondis-je, que Son Altesse n'a pas grande habitude de la danse et qu'elle se conduit beaucoup mieux sur un champ de bataille. » La duchesse, continuant à rire, répliqua : « Non, il ne sait pas danser. Comment se fait-il que vous puissiez garder votre sérieux ? — Je ne me permettrais pas de rire de Monseigneur. — Je vous en donne la permission, car je ris bien, moi, de sa danse, et cela ne m'empêche pas de l'aimer beaucoup. » Cette boutade se termina par un éclat de rire auquel je pris part de bon cœur. Le bal fut plein de gaieté et se prolongea jusqu'à deux heures du matin.

Victor-Emmanuel témoignait pour les réceptions mondaines une grande antipathie. Les causes commençaient à en être connues. *Son travail de nuit*

consistait à aller voir sa maîtresse dont il avait déjà une fille et qui l'avait accompagné à la guerre sous un uniforme d'officier. C'était la fille d'un tambour-major. Il en eut encore d'autres enfants et il l'établit à Montcalieri. Les paysans appelaient tout court le roi, *Victor*, et sa maîtresse, *Rosine*. Le roi était habillé comme un gros fermier, mais tout le monde le connaissait. Victor et Rosine, accompagnés de leurs enfants, se promenaient publiquement ensemble. Leur but de promenade préféré était la vigne Cravesana, appartenant à la comtesse Fontana. Le prince royal Humbert avait des scènes terribles avec son père au sujet de cette Rosine, lui annonçant que, lorsqu'il serait roi, il la ferait jeter hors de ses États. Il refusait de voir ceux des courtisans qui accompagnaient son père chez cette femme. Celle-ci traitait d'ailleurs le roi fort mal et très grossièrement, lui faisant de nombreuses infidélités. Un de ses amants était un riche bijoutier de Turin. Cavour s'arrangea de manière à la faire surprendre en flagrant délit par le roi lui-même pour le dégoûter d'elle. Ce fut peine perdue : elle nia effrontément, et le roi crut avoir mal vu. Il lui donna avec un domaine le titre de comtesse de Millefiori. Sa fille est devenue fort jolie. Il en a eu également un fils qui a été élevé à Paris sous le nom de Guerrieri.

Victor-Emmanuel avait d'ailleurs beaucoup d'autres liaisons et un grand nombre de bâtards auxquels il donnait de l'argent ou des fermes. Un jour, Rosine ayant rencontré la reine mère Marie-Thérèse dans un sentier de la colline eut la hardiesse de dire à ses enfants assez haut pour être entendue de la mère du roi : « Voyez, mes enfants, c'est là votre grand'mère. » Un autre jour, à Stupinis, la reine mère en se promenant dans le parterre du château, voyant son fils Victor parler du balcon de son appartement du rez-de-chaussée à une jeune femme très bien mise, s'approcha d'elle et, la prenant pour sa belle-fille, la toucha de la main en l'appelant de son nom : Adèle. Le roi consterné se recula et referma la croisée, laissant sa noble mère face à face avec Rosine. La reine mère resta tellement troublée de cette rencontre qu'elle en fut souffrante pendant plusieurs jours. Elle était très pieuse et faisait dire chaque matin une messe en l'honneur de sainte Monique, pour obtenir la grâce de la conversion de son fils, cette sainte ayant obtenu la conversion de saint Augustin qui avait été, lui aussi, un grand pécheur.

Quinze jours après, le 21 janvier 1851, date assez singulièrement choisie puisque c'était celle de l'anniversaire de la mort du roi Louis XVI, le duc de Gènes donna un second bal. Cette fête avait été avan-

cée d'un jour sur le désir de la reine, le 22 étant le jour anniversaire de la mort de sa sœur. Cette princesse avait été fiancée au prince Eugène de Savoie-Carignan qui en était vraiment épris et qui fut désespéré de sa mort. On crut qu'il en ferait une maladie, et il resta longtemps dans un profond abattement. A ce bal, j'eus l'honneur de danser avec la duchesse de Gênes, en vis-à-vis avec le duc. Je la remerciai de l'honneur qu'elle m'avait fait de m'inviter à danser avec elle, et je lui dis que c'était la première contredanse que j'avais l'honneur de danser avec une princesse depuis un bal des Tuileries où j'avais été aussi engagé à danser par la duchesse d'Aumale.

« C'est une princesse de Naples, répondit la duchesse de Gênes : on dit qu'elle est pleine d'esprit. — Pleine d'esprit et de bonté, répliquai-je. J'en ai eu la preuve à Naples, à un bal donné par le comte de Syracuse. Elle me fit engager à valser. J'avais dix-neuf ans : c'était une des premières valse que je dansais de ma vie. La jeune princesse portait une robe garnie de dentelles ; en dansant je mis le pied sur la garniture qui tomba en lambeaux. Voyant mon embarras, elle me dit : « Mais ne croyez pas que ce soit vous, c'est moi qui viens de faire cette maladresse. » — « Cela est tout simple, reprit la duchesse de Gênes. Les personnes qui nous approchent se

montrent parfois si embarrassées que c'est bien le moins que nous cherchions à les mettre à l'aise. Savez-vous qu'on a voulu me marier au duc de Bordeaux? me dit la duchesse. — Je l'ignorais, Madame. — C'est un bien bon prince, un cœur bien loyal. Mais qui sait s'il deviendra jamais roi de France? Il me semble que la fusion devrait être facile puisque le duc n'a pas d'enfant et que le comte de Paris lui succéderait naturellement. »

J'exprimai l'espoir de voir un jour la duchesse de Gênes aux Tuileries à un bal donné en son honneur. Dans ce cas, ajoutai-je, je vous demande de ne pas oublier notre conversation d'aujourd'hui et de m'honorer de la première valse. J'espère que Votre Altesse voudra bien m'en faire la promesse. — Je vous le promets; mais qui sait s'il y aura encore des Tuileries? Ce palais a été habité par une princesse de ma famille; la mère de Louis XVI était de la maison de Saxe. — Vous citez là un nom qui rappelle une date funeste, Madame : c'est le 21 janvier que Louis XVI a été assassiné à Paris. — Tous ces voyages en France sont des projets bien incertains. Celui que je désirerais le plus mettre à exécution serait un voyage dans mon pays. Dieu sait quand il pourra avoir lieu! » — Là-dessus le dernier coup d'archet de la contredanse nous sépara. Je saluai pro-

fondément la princesse et je me retirai. Je trouvai le roi derrière une porte. Il me dit : « Vous dansez donc, Reiset? — Et vous, Sire, vous ne dansez pas? — Oh! moi, je déteste le bal, et je ne comprends pas qu'on ait du plaisir à tourner comme cela. Cela me paraît ridicule. » Je racontai à Victor-Emmanuel l'histoire d'un chef arabe qui, invité à un bal chez Louis-Philippe, lui demanda combien il payait pour faire danser tant de monde en sa présence. « Et la reine? demandai-je. — Vous savez bien qu'elle est grosse, me répondit Victor-Emmanuel, et qu'elle n'est pas assez sotte pour danser. »

Le roi ne dissimulait pas son horreur pour tout ce qui était représentation et étiquette. Le 22 janvier, lendemain du bal du duc de Gênes, il y avait un grand dîner à la cour. D'Azeglio en était. Comme il détestait autant que le roi les réceptions d'apparat, il se mit à bâiller. Le roi s'en aperçut, et un moment après un valet de pied vint dire à l'oreille de d'Azeglio : « Sa Majesté désire savoir si Son Excellence M. le président du Conseil s'amuse. — Répondez à Sa Majesté que je m'embête. » Quand il eut reçu cette réponse, Victor-Emmanuel envoya par le même valet un dernier message à d'Azeglio : « Va dire à Son Excellence M. le président du Conseil que je m'embête bien plus que lui. »

Cependant le 27 janvier Victor-Emmanuel donna lui-même un grand bal. C'était le premier qui avait eu lieu à la Cour depuis la promulgation du Statut. Aussi y avait-il foule, car le cercle des invitations avait dû être singulièrement élargi. L'ancienne étiquette était conservée : il y avait, comme autrefois, dans la salle de bal un trône pour la reine, et à côté du trône un fauteuil pour la duchesse de Gênes, puis tout le long du mur des banquettes pour les dames, les grands colliers de l'ordre, les généraux, les ministres. Les ministres plénipotentiaires étrangers entraient comme autrefois par la porte réservée à gauche du trône. Cependant on sentait que cette étiquette, jadis si rigoureuse, avait perdu de son importance et que tout le monde s'en serait assez volontiers affranchi.

D'après ces règles devenues surannées, lorsqu'une princesse prenait une glace, toutes les dames présentes devaient se lever. Autrefois c'était le grand maître des cérémonies accompagné d'officiers et de gentilshommes qui présentait les sorbets : après la première contredanse des pages apportaient à la reine et aux princesses des confitures et des rafraîchissements. Cette fois les pages avaient été remplacés par des laquais de bonne mine que conduisait et dirigeait un officier d'ordonnance. Ils présentèrent

le plateau à la reine qui, comme c'était l'usage, refusa, puis à la duchesse de Gênes qui s'empara bravement d'une glace. Aussitôt toutes les dames se levèrent, ce qui causa à la duchesse un visible étonnement. Elle se pencha vers Mme de Redern, femme du ministre de Prusse, qui était derrière elle et elle lui demanda la cause de ce mouvement extraordinaire. Mme de Redern lui expliqua que l'étiquette le voulait ainsi. La jeune princesse se tourna alors vers la reine qui riait de bon cœur de l'embarras de sa belle-sœur; celle-ci lui reprocha doucement de ne pas l'avoir prévenue. Cependant elle continuait à prendre la glace; il était facile de voir qu'elle avait hâte de la finir afin que les dames pussent se rasseoir. Ce fut sans doute la dernière glace qu'elle prit ainsi en public.

La maison du duc de Gênes était une des plus agréables de Turin. Il donna le 5 février un troisième bal auquel assista Victor-Emmanuel avec qui j'eus un assez long entretien. Il était ce soir-là par hasard en veine de galanterie. Il dit devant moi à la marquise Doria qui lui demandait de donner encore un bal : « Eh bien ! je le donnerai, madame ; je commande à mes peuples, et je vous obéis. » Comme le roi venait de me quitter, je m'approchai du salon où l'on dansait le cotillon. Je trouvai à l'entrée le mar-

quis de Cavour et le comte de Thun, attaché à la légation d'Autriche. Pendant que nous étions occupés à regarder danser, la duchesse de Gênes se présenta derrière nous à l'embrasure de la porte et me dit : « Vous ne dansez pas ce soir ? » Puis au lieu d'entrer dans la salle de bal, elle s'arrêta près de moi et s'amusa à faire des remarques, toujours spirituelles, souvent malicieuses, sur quelques-uns des danseurs. Son attention fut attirée sur un des jeunes élégants de la cour; elle me dit : « Voyez comme il se croit beau, comme il danse d'une manière peu convenable. C'est vraiment le mauvais genre français. » Je m'inclinai et je dis en souriant : « Je vous remercie beaucoup, madame. » Elle voulut alors réparer ce que ses paroles avaient pu avoir de désagréable pour moi, et elle reprit : « Oui, c'est l'exagération du bien. » Ce qu'il y avait de piquant, c'est que le danseur ainsi maltraité était alors fiancé, et que son futur beau-père, qui portait un des plus grands noms du Piémont, bloqué d'un côté par le tourbillon des dames, de l'autre par la princesse qui occupait l'embrasure de la porte, ne pouvait bouger et était obligé d'entendre les réflexions peu flatteuses que la duchesse faisait sur son gendre.

A propos du budget du ministère des affaires étrangères M. d'Azeglio prononça un important

discours. Après avoir déclaré que, selon lui, la politique fondée sur la justice et la bonne foi avait été de tout temps la meilleure, la seule qui soit utile à la longue, M. d'Azeglio dit que de nos jours c'était encore la seule possible et qu'un gouvernement, s'il n'est pas honnête et le premier à donner le bon exemple, ne saurait avoir des chances de durée.

« C'est, dit-il, sur ces sentiments que le ministère a fondé sa politique à l'étranger, c'est-à-dire sur la justice et sur la loyauté. La première des justices, c'est l'indépendance et par conséquent l'honneur et la dignité nationale. Je puis assurer que dans tous les actes du ministère au dehors celle-ci a toujours été sauvegardée. La loyauté, nous l'avons prouvée en respectant la foi jurée, car je n'admets pas qu'un peuple puisse plus qu'un individu être jamais forcé à jurer, parce que plutôt que de jurer ce qu'il ne croit pas juste, ce qu'il ne croit pas pouvoir tenir, il doit périr : mais dès qu'il l'a juré il doit tenir la parole donnée. Grâce à cette ligne de conduite, l'Europe qui (nous ne pouvons pas le cacher) était prévenue contre nous s'est enfin aperçue que nous n'étions point un peuple d'anarchistes, mais bien un peuple qui voulait et savait vivre libre et indépendant. La défiance s'est alors changée en confiance, et nous pouvons tous reconnaître que notre réputation en

Europe est désormais celle que mérite un pays qui ne veut point attenter au droit d'autrui, mais qui est résolu à mourir plutôt que de souffrir qu'on touche au sien. »

M. d'Azeglio a pris la défense de la diplomatie piémontaise contre les attaques dont elle avait été l'objet de la part de quelques journaux. Il a rappelé que cette diplomatie avait de tout temps joui de la meilleure réputation en Europe. Il laissa entendre pour quelles raisons le gouvernement ne pouvait guère aujourd'hui prendre ailleurs que dans les grandes familles ses représentants auprès des puissances étrangères, et il s'est porté garant du dévouement aux institutions constitutionnelles de tous les diplomates qu'il employait.

Ce discours avait été accueilli de nombreuses marques d'approbation parties de tous les bancs de la Chambre, lorsqu'un député ministériel, M. Paul Farina, s'avisa de lire à la tribune une lettre écrite par un réfugié politique, assurant que le représentant de la Sardaigne à Paris, M. Robert de Pralormo, aurait dit dans le salon de la duchesse de Gramont que le Statut avait ruiné le Piémont et que, tant qu'il subsisterait, on ne pourrait guère espérer y voir revenir l'ordre et la prospérité. Ce fut un vrai scandale. Tout le monde blâma vivement M. Farina.

d'avoir rendu public en pleine Chambre une pareille dénonciation.

M. Robert de Pralormo écrivit une lettre très digne démentant cette calomnie, et le gouvernement lui envoya, comme témoignage de sa confiance, la croix des Saints Maurice et Lazare.

Des changements de garnison ayant eu lieu à cette époque dans l'armée autrichienne en Lombardie, le bruit courut que l'Autriche concentrait des forces sur les bords du Tessin. On prétendit qu'il y avait un plan combiné entre le parti absolutiste du Piémont et le cabinet de Vienne pour renverser, soit par un simple mouvement à l'intérieur, soit à l'aide d'une intervention étrangère, les institutions constitutionnelles en Sardaigne.

On assurait que le parti rétrograde avait envoyé aux conférences de Dresde plusieurs émissaires secrets chargés d'appuyer la proposition faite par l'Autriche d'incorporer ses États italiens à la confédération allemande; qu'une fois ce fait accompli, le cabinet de Vienne aurait toute sa liberté d'action pour entraîner le Piémont dans la sphère de sa politique et lui imposer, de gré ou de force, ses volontés. On ajoutait que le prince Eugène de Savoie-Carignan et même la jeune reine étaient à la tête d'un complot ayant pour but d'obtenir l'abdication de Victor-

Emmanuel et de nommer ensuite pour régente la reine elle-même, ou pour régent du royaume soit le duc de Gênes, soit le prince de Carignan, auxquels on supposait peu de sympathie pour le *Statuto*. Le premier acte de cette régence aurait été de rétablir l'ancien ordre des choses, en s'appuyant au besoin sur l'armée autrichienne qui, à un signal donné, aurait envahi et occupé le Piémont.

M. de Butenval ayant été rappelé en France par la mort de son père, je faisais alors l'intérim. J'assistai à un bal donné au théâtre royal au profit des pauvres. Lorsque le roi parut dans la salle, des démonstrations d'enthousiasme éclatèrent sur tous les points. Le public protestait ainsi contre les intrigues qu'il croyait avoir été ourdies contre la personne de Victor-Emmanuel. Un inconnu, qui était à peu de distance de moi, s'écria en désignant le prince de Carignan qui était dans la grande loge royale : « *È venuto ancora questa sera per far figura, ma domani sarà a Fenestrelle.* » (Il est venu ce soir encore pour faire figure, mais demain il sera à Fenestrelle.)

Cette prétendue conspiration, à laquelle il paraissait impossible que des gens sensés eussent pu croire un seul instant, avait donc été admise par la crédulité populaire. Ce qui pouvait à la rigueur expliquer la facilité avec laquelle cet invraisemblable roman

avait été accepté, c'était le langage peu mesuré tenu à l'égard du Piémont par les journaux allemands passant pour recevoir les inspirations du cabinet autrichien. La *Correspondance lithographiée* de Vienne, journal semi-officiel, avait publié récemment un article des plus hostiles au gouvernement sarde, et cet article avait été reproduit dans la *Gazette de Milan*, feuille officielle de la Lombardie. On y lisait que « le cabinet de Turin ne s'était point retiré du terrain de la révolution et que, laissant flotter le drapeau tricolore sur les édifices publics, il montrait bien sa tendance à réaliser les plans de Mazzini ».

L'état de siège régnant à Milan et à Vienne il eût été facile à la censure autrichienne de prévenir ces attaques à l'occasion desquelles M. d'Azeglio avait dû faire des représentations au prince de Schwarzenberg.

Toujours est-il qu'une réponse péremptoire était nécessaire. Le 27 février, le comte César Balbo, un des hommes d'État et des écrivains les plus distingués du Piémont, fit à la Chambre une interpellation. Cette interpellation excita d'autant plus de curiosité dans l'assemblée que le comte Balbo s'était abstenu depuis fort longtemps de prendre la parole en séance publique. Il devait avoir un bien puissant motif pour rompre un silence qui semblait systématique. Cette

interpellation portait sur la réponse que le gouvernement avait faite à ces bruits dans la presse ministérielle. « Ces bruits, dit M. Balbo, ont été démentis, il est vrai, par la *Gazette officielle* et par un journal (le *Risorgimento*) qui passe pour être l'organe du cabinet, mais de façon cependant à laisser une pénible impression. Pourquoi la *Gazette piémontaise* n'a-t-elle pas démenti particulièrement l'accusation contre un personnage si haut placé dans l'État et que les relations officielles que j'ai eu l'honneur d'avoir autrefois avec lui m'ont prouvé être entièrement dévoué au roi, au pays et au *Statuto* qu'il a été le premier à jurer dans le Parlement? »

Le comte Balbo faisait allusion à l'époque de la guerre. Il était alors ministre, tandis que le prince de Savoie-Carignan remplissait les fonctions de lieutenant général du royaume. Il avait porté son interpellation à la Chambre avec l'autorisation formelle du prince pour amener sa justification.

M. de Cavour lui répondit. « Le gouvernement, dit-il, ne pouvait ignorer ces bruits, si peu fondés qu'ils fussent, car ils ont couru dans tous les cafés et dans toutes les rues de la capitale. Ayant immédiatement reconnu combien ils étaient, *pour la plupart*, entièrement dénués de fondement et combien quelques-uns avaient été *exagérés*, il a cru qu'il était

d'autant plus de son devoir de les démentir officiellement qu'on parlait de faits déterminés, de notes, de menaces, d'actes diplomatiques.

« Quant aux rumeurs qui concernaient d'augustes personnes, le gouvernement a pensé qu'il ne fallait y répondre que par le silence. Cette ligne de conduite est tout à fait conforme à celle qu'on a tenue dans une autre circonstance beaucoup plus critique (la bataille de Novare) qui avait donné lieu à des accusations contre une personne bien plus élevée encore (le roi Victor-Emmanuel). Le mépris fera, aujourd'hui comme alors, justice de ces mauvais propos, et ce serait manquer aux augustes personnages que nous chérissons et respectons tous que d'entamer, à leur égard, une polémique quelconque dans les journaux et surtout dans le Parlement. Le ministère a déjà déclaré, et il le répète hautement ici, que tous ces bruits ne méritent aucune attention. Il persiste à croire que les faits et l'avenir les démentiront bien plus encore que ses paroles. »

Le comte Balbo se déclara satisfait de ces explications. Les réticences de langage de M. de Cavour ne visaient que le parti qui voyait avec peine le développement des institutions constitutionnelles en Piémont. Il laissait entrevoir ainsi contre ce parti une arrière-pensée de défiance et de soupçon.

Quelques jours après, — le 3 mars 1851, — le duc de Gênes donna son dernier grand bal de l'hiver. On y remarquait M. Musurus, envoyé extraordinaire de la Porte Ottomane, arrivé à Turin quelques jours auparavant pour complimenter le roi de Sardaigne de son avènement et lui apporter de la part du Sultan quelques cadeaux. Le roi et la reine assistaient à cette fête. J'eus l'honneur de danser avec la duchesse de Gênes. Elle me dit pendant la contredanse : « Dieu sait si nous danserons l'année prochaine et ce qui nous arrivera d'ici là. » Nous parlâmes chevaux. Elle me dit qu'elle ne montait à cheval que depuis son mariage, mais il paraît qu'elle avait pris goût à cet exercice, car je la rencontrais fort souvent en amazone sur la route de Montcalieri, résidence habituelle de la cour depuis l'avènement de Victor-Emmanuel.

Silvio Pellico habitait alors Turin; c'était un homme fluet, maigre, maladif, je le voyais souvent. J'eus plusieurs fois l'occasion de conduire chez lui des visiteurs qu'attiraient sa réputation et le bruit fait autour de son nom. Je lui présentai notamment M. Ampère, membre de l'Académie française, et mon ami Artus de Brissac, attaché à la Légation. Plus tard MM. de Falloux, de Billig et de nombreux Français de distinction me prièrent de les conduire chez lui.

M. His de Butenval m'ayant demandé de lui pro-

curer un autographe de Silvio Pellico, celui-ci me répondit très gracieusement :

*Monsieur le comte de Reiset, premier secrétaire
de la légation française, place Château, n° 21, Turin.*

« MONSIEUR,

« La demande aimable que vous me faites, de la part de M. le ministre de France, m'offre une occasion de vous remercier tous les deux de la bienveillance dont vous m'honorez.

« Veuillez, en présentant à M. de Butenval le petit autographe ci-joint, lui souhaiter de ma part, comme nous disons, *buon viaggio, buon ritorno*.

« Je vous prie, Monsieur, d'agréer vous-même mes hommages respectueux.

« Silvio PELLICO. »

7 février 1851.

L'autographe se composait de ces deux strophes en italien :

*Il contento vuoi del core?
Ama, tollera, perdona,
Dolcemente a virtù sprono
Versa balsamo al dolor.*

*Accompagna alla prudenza
La schiettezza del Vangelo;*

*Spargi il ben con fermo zelo
Senza audacia nè timor.*

Silvio PELLICO.

7 février 1851.

Veux-tu le contentement du cœur? Aime, supporte, pardonne; doucement aiguillonné vers la vertu, verse du baume à la douleur.

Accompagne de prudence la sincérité de l'Évangile; répands le bien avec un ferme zèle sans audace ni crainte.

CHAPITRE XVI

Création du port de la Spezzia. — Le duc d'Aumale à Turin. —
— Mlle Rachel. — Le coup d'Etat du 2 décembre. — Ma nomination à Saint-Pétersbourg.

Au cours de cette même année 1851 M. de Cavour saisit le Parlement du transport de la marine militaire dans le golfe de la Spezzia et de la cession au commerce de l'arsenal maritime de Gênes. Cet arsenal n'offrait pas les conditions d'étendue et de sécurité réclamées par les progrès de la marine, et le port franc de Gênes ne suffisant plus aux besoins du commerce devait par conséquent être agrandi le plus tôt possible. Les ports de Villefranche et de la Spezzia étaient les seuls auxquels on pût songer pour créer un nouvel établissement de marine militaire. Villefranche n'était ni assez vaste, ni assez profond, ni assez abrité. Il était d'ailleurs trop voisin de Toulon, trop éloigné de Gênes et placé en dehors de toute ligne stratégique. Dans le cas d'une guerre avec la France ce port serait resté livré à ses propres forces et n'aurait pas pu être défendu. Le golfe de la Spezzia n'avait aucun de ces inconvénients : il offrait

toutes les conditions maritimes et stratégiques désirables. Aussi avait-il fixé le choix de M. de Cavour.

J'appris, sur les entrefaites, la disgrâce de mon ancien chef, M. de Bois-le-Comte, qui avait été nommé ministre de France à Washington. C'était une des conséquences des menées politiques qui préparaient le coup d'État. On m'écrivait de Paris : « Nous sommes ici très préoccupés des revues multipliées et des libations de vin de champagne qui les suivent. Les ministres seront interpellés demain à ce sujet par la commission de surveillance. »

La lutte politique s'accroissait tous les jours en France.

Le duc de Dino était vis-à-vis de moi l'organe des influences parlementaires qui avaient formé le comité célèbre de la rue de Poitiers.

Il m'écrivait de Valençay le 29 avril 1851 :

« Je suppose que vous aurez dû profiter du passage de M. de Falloux pour vous mettre en rapport avec lui. Si vous jugez à propos de vous ménager certaines puissantes influences, faites en sorte dans vos lettres de me manifester votre bon vouloir dans la grosse question qui préoccupe ici par rapport au lieu où vous êtes. Cela donnera plus de poids aux assurances réitérées que je n'ai cessé de donner sur votre compte, sur votre fonds religieux et sur

vosre volonté d'être avant tout Français et catholique.

« Je ne vous en dis pas plus. A bon entendeur salut. Usez de l'avis ou n'en usez pas, vous aurez toujours en moi un ami dévoué.

« Étudiez l'esprit de l'Assemblée nationale. Posez les bases de votre ambition sur un bon terrain. Et croyez-moi, nous sommes dans un temps où la vigueur et la netteté sont les meilleures béquilles pour arriver. Elles ont en outre l'avantage de nous laisser en paix avec nous-mêmes. »

Et le 2 juillet 1851 :

« J'ai passé trois jours à Paris. Tout m'y a paru confusion dans les intelligences, craintes pour l'avenir, mais confiance dans l'issue de la lutte. M. de Falloux va bien de santé, M. Molé m'a paru fort vieilli de visage et M. Guizot de corps, le duc de Noailles extrêmement engraisé, le général Le Flô maigri. »

Il ne me fallait pas peu de diplomatie pour conserver une attitude correcte dans ce conflit d'influences diverses, avec la certitude que la moindre faute serait relevée contre moi sans miséricorde par mon chef, M. de Butenval.

Au mois d'avril 1851, le duc et la duchesse d'Aumale traversèrent Turin incognito sous le nom de comte et comtesse de Vineuil. Ils descendirent à

l'hôtel Trombetta. J'avais été dans ma jeunesse présenté au prince à Paris, et à Naples à la duchesse avant son mariage. Je me rendis dans la soirée, en sortant de dîner avec d'Azeglio à l'hôtel Trombetta où nous nous réunissions tous les jours, chez le duc d'Aumale qui me fit le meilleur accueil : il me présenta à la duchesse qui était assise dans un fauteuil auprès d'une petite table éclairée par une seule bougie. Quoiqu'ils eussent le plus bel appartement de l'hôtel, il y avait loin de là à la pompe des réceptions des Tuileries où j'avais vu le prince entouré de tout ce qu'il y avait en France d'hommes distingués. Le duc s'assit à côté de sa femme et, en appuyant le coude sur le fauteuil qu'elle occupait, il me dit qu'il se rendait à Naples pour aller voir la famille de la duchesse. Nous causâmes un peu politique : je remarquai qu'il évita de parler de ses frères et de son désir de rentrer en France. Il me dit qu'il croyait que l'état actuel des choses durerait quelque temps encore et qu'il ne croyait pas à un mouvement prochain. « Si j'étais rouge, ajouta-t-il, je ne descendrais pas dans la rue : ce parti ne pourrait qu'y perdre. L'armée ferait assurément son devoir, mais si jamais les doctrines socialistes y pénétraient, elle tomberait bien vite en dissolution. Jamais les soldats ne consentiraient à servir sous les ordres de

colonels ou de chefs de bataillon qu'ils auraient vus peu de jours auparavant simples sous-officiers. Leur amour-propre se révolterait, et ils abandonneraient bien vite leurs drapeaux pour retourner aux champs. » Je ne trouvai auprès du duc que mon ami le comte de Collobiano, ancien secrétaire de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, et frère du ministre plénipotentiaire de Sardaigne à Naples. Comme le prince m'avait dit qu'il n'avait pas lu de journaux depuis plusieurs jours, je lui envoyai le lendemain plusieurs numéros du *Journal des Débats* et un exemplaire de *Custoza* et *Novare* de M. Masson, ce dont il me remercia par une lettre fort aimable. Il avait dîné chez le roi qui n'avait invité aucune personne de sa cour, et chez le duc de Gênes où ils ne furent de même que quatre à table — les deux princes et leurs femmes.

Le duc d'Aumale passa de nouveau à Turin au mois de septembre : il venait de Chambéry. La baronne du Bourget, veuve du comte de Wurtemberg, et la comtesse de Robilant avaient dîné incognito à l'auberge afin de l'apercevoir sans être connues de lui. Le courrier de la malle-poste sarde ayant refusé assez brutalement au duc de lui céder sa place dans le coupé, mon courrier de cabinet lui donna la sienne. Arrivé ainsi à Turin le duc d'Au-

male descendit comme précédemment à l'hôtel Trombetta où il déjeunait dans une des salles communes, — celle où se trouve le portrait du prince Eugène — lorsque j'allai lui rendre visite. Il m'accueillit avec beaucoup de cordialité et me demanda si je ne craignais pas de me compromettre en allant ainsi le voir publiquement. « Vous risquez, me dit-il, d'être traité comme un général d'Afrique qui a été mis en disponibilité pour une visite faite à Londres à la famille d'Orléans. » Je lui répondis en riant qu'il était bien naturel à un Français de retrouver avec bonheur un prince qui était l'un des généraux qui s'étaient le plus illustrés en Afrique, et je lui offris le plan des opérations militaires qui venaient d'avoir lieu à Alexandrie. Il me chargea de saluer le général de La Marmora, alors ministre de la guerre, et M. de Saint-Marsan. Il avait vu le roi dans la matinée à Moncalieri. Il s'était présenté à la porte de la reine sans se faire annoncer, frappant un tout petit coup auquel il fut répondu : « Entrez. » Le prince parut devant Sa Majesté qui était loin de s'attendre à sa visite. « Je suis allé voir le roi, m'a-t-il dit, parce que c'est un homme loyal et franc ; je suis peiné de ce qu'on ne lui rend pas assez justice, et toutes les fois que je passerai par Turin, je ne manquerai pas d'aller lui rendre visite. »

Nous passâmes ainsi plus d'une heure à causer à table. Il ne s'était arrêté à l'hôtel que quelques heures, — ce qui n'empêcha pas de lui remettre, au moment de son départ, une note de 75 francs pour son logement. Le prince paya et me dit en riant au moment de sortir : « C'est bien un peu cher pour un général dégommé. » Il me prit le bras et nous nous dirigeâmes ainsi sous son parapluie — car il faisait un temps épouvantable — vers le palais Carignan où il devait prendre la malle-poste. L'heure n'était pas encore arrivée; nous nous promenâmes dans le vestibule du palais. Le duc d'Aumale me dit qu'il y avait habité en 1836 et qu'il y avait même reçu la visite de Charles-Albert, quoiqu'il ne fût pas d'usage qu'un roi rendît visite à un prince. « Les appartements étaient si beaux et si dorés, me dit-il, que nous n'osions pas y fumer. »

Nous avions en face de nous la chancellerie de la Légation et nous apercevions à travers les vitres M. de Brissac. Je lui fis un signe, car il m'avait exprimé depuis longtemps son désir de connaître le duc d'Aumale. Il descendit et je le présentai au prince qui l'accueillit affectueusement. Il y avait avec nous des compagnons de voyage du duc avec lesquels celui-ci était très familier. « Au revoir, vive la France, » nous dit le prince en nous donnant la

main; ce fut ainsi que nous nous quittâmes pour nous revoir en France vingt ans après.

Je ne me sens au cœur aucun repentir de la déférence que je témoignai, en pays étranger, à un prince français exilé pour lequel j'ai toujours eu beaucoup d'affection.

Dans le cours de l'année 1851, la célèbre tragédienne Mlle Rachel ayant manifesté le désir de faire une tournée en Italie, je reçus pour son frère, M. Raphaël Félix, une lettre de recommandation du marquis de Chateaurenard.

9 mars 1851.

« MON CHER AMI,

« Je vous recommande avec instance M. Raphaël Félix, frère de Mlle Rachel. Il vient à Turin pour y prendre des arrangements pour faciliter les représentations que sa sœur compte venir y donner dans le courant de l'année. Je suis sûr que l'espoir de voir jouer notre illustre tragédienne vous engagera à seconder de tout votre pouvoir les démarches que fera M. Félix dans ce but. J'ai saisi avec empressement cette occasion de me rappeler à votre souvenir et de vous renouveler l'assurance de ma vieille et sincère amitié.

« Votre tout dévoué

« MARQUIS DE CHATEAURENARD. »

Mlle Rachel se fit attendre plusieurs mois, elle n'arriva à Turin que le 5 octobre. Le lundi 6 elle donna une première représentation où elle joua *Phèdre*. On avait rouvert exprès pour elle le théâtre Royal. La reine et la duchesse de Gênes assistaient à cette représentation après laquelle j'allai voir dans sa loge Mlle Rachel qui s'était présentée dès la veille à la Légation de France sans m'y trouver. Comme au cours de la conversation je lui demandais quelques détails sur sa vie, elle me dit en riant : « Vou-driez-vous faire ma biographie ? » Elle me raconta que le prince Charles de Prusse, dont la femme l'aimait beaucoup, prononçait toujours son nom à l'alle-mande, et, comme la princesse le lui reprochait, il s'excusa en disant que Mlle Rachel était Allemande et non Française. Je lui demandai si cela était vrai : elle me répondit qu'elle était Française de cœur, mais que malheureusement elle n'était pas née en France. Elle me dit d'abord que c'était près de Dresde, puis elle se reprit : « Mais non ; la vérité est qu'une pauvre femme voyageant en Suisse m'a mis au monde une belle nuit (1). Mon acte de naissance a été dressé

(1) Ce récit de Rachel confirme le résultat des recherches faites récemment par M. Adolphe Brisson et publiées dans le *Figaro* du 29 juin 1901. M. Brisson retrouva à Mumpf la *Gasthaus zur Sonne* (hôtel du Soleil), et reçut du propriétaire actuel, M. Waldmeyer, la déclaration suivante.

tellement à la hâte que j'ai eu depuis bien de la peine à me le procurer. » Ce fut Samson qui se chargea de faire son éducation artistique. Lorsqu'elle commença à avoir de la célébrité, elle fut recherchée par le grand monde et reçut des invitations de toutes parts. Un jour Mme de La Redorte l'invita à dîner; la lettre portait comme d'usage : *On dinera à telle heure précise*. Encore peu habituée aux formules

— Mon grand-père tenait l'hôtel lorsque Mlle Rachel y est née, au mois de février 1821. Et nous avons conservé la chambre où eut lieu l'accouchement.

A cette époque, Mumpf était un hameau boueux et qui n'avait d'importance que parce qu'il était placé sur la route directe de Bâle à Zurich. Sa malpropreté était proverbiale, à tel point que lorsqu'un carrossier vendait une voiture à l'un de ses clients, celui-ci lui imposait comme épreuve de traverser Mumpf. Si le véhicule résistait aux cahots et aux fondrières, il était déclaré bon et payé rubis sur l'ongle. Cependant il fallait passer à Mumpf pour remonter le Rhin par la voie la plus courte. Il y venait un grand nombre de juifs que les nécessités de leur commerce attiraient à Zurich. Toutefois, des lois très sévères réglementaient leurs déplacements. Ils n'avaient le droit de s'arrêter et de séjourner qu'à Endingen. Et défense était faite aux hôteliers des autres localités de les accueillir et de les loger sous le même toit que les chrétiens. Or, dans la nuit du 4 au 5 février 1821, une femme assez jeune, maigre, brune et qui paraissait exténuée de fatigue, frappa à la porte de l'auberge. Elle déclara à mon père qu'elle était enceinte, à la veille d'accoucher, et incapable de marcher jusqu'à Endingen. Une femme plus âgée l'accompagnait et joignit ses supplications aux siennes. Mon grand-père, ému de pitié, consentit à les recevoir et les logea dans la chambre que vous avez vue. Il prévint l'autorité, afin de dégager sa responsabilité personnelle, manda une sage-femme, nommée Thérésia Güntert. La semaine d'après, la jeune juive mettait au monde une petite fille qui devait devenir Mlle Rachel... Et huit jours plus tard, elle reprenait son chemin, s'excusant par suite du dénuement extrême où elle était de ne pouvoir payer sa dépense, et accablant mon aïeul de protestations de gratitude.

mondaines Rachel alla demander à Samson ce qu'il y avait à faire en pareil cas. Il lui répondit que quand on n'avait rien de mieux à faire on acceptait et qu'on répondait un petit mot. Rachel, suivant ce conseil à la lettre, écrivit à Mme de La Redorte un billet ainsi conçu : « Certainement j'irai, car je n'ai rien de mieux à faire et je serai exacte. » Le lendemain je lui écrivis pour lui demander quel jour aurait lieu la représentation d'*Adrienne Lecouvreur*. Elle me répondit par un petit billet fort aimable qu'elle déclarait ne pas valoir celui de Mme de La Redorte.

Malgré les applaudissements qui la saluaient Mlle Rachel n'était pas comprise à Turin. Elle était admirée plutôt sur sa réputation que par une appréciation véritable de son talent. On allait la voir comme une curiosité, mais on ne comprenait pas la grande artiste. Aussi dès la troisième représentation la salle était-elle fort dégarnie, et il était vraiment pénible de l'entendre juger dans un salon. Une dame critiquait un jour devant moi sa manière de s'habiller : elle trouvait mauvais qu'elle n'eût pas mis de corset pour jouer le rôle de Phèdre et que sa taille ne fût pas mieux dessinée. On ne s'engoue à Turin que pour les danseuses ; une grande cantatrice ou une grande tragédienne n'attire pas au théâtre autant de monde. Aussi toutes les fois qu'une

actrice attire la foule au théâtre le public pense que cela doit être une danseuse. Lorsque je chargeai le decano de l'ambassade, vieux domestique nommé Civallero, de porter mon billet à Mlle Rachel, il s'écria : « Ah ! oui, cette fameuse danseuse ! » Et comme je me mis à rire de sa bévue, il reprit : « Cette chanteuse ! » et il fut tout étonné en me voyant rire plus fort encore.

Quelques semaines plus tard le coup d'État du 2 décembre vint donner à la politique intérieure de la France une direction nouvelle. Le lendemain le ministre de Sardaigne à Paris alla complimenter le prince Président à l'Élysée. « Je trouvai le prince, écrivit-il, comme transfiguré. Lui naguère si sombre vint à moi tout souriant, et me dit en propres termes : « A présent que je puis faire ce que je veux, je ferai quelque chose pour l'Italie. Vous pouvez le mander à votre gouvernement. » Cette promesse ou cette confiance, jetée ainsi au lendemain même du coup d'État, devait être bien précieuse pour un esprit aussi sagace et aussi entreprenant que celui du comte de Cavour. A mon avis, c'est de cette époque que cet homme d'État conçut son grand dessein et le jugea réalisable. De fait tous les éléments nécessaires pour le succès se trouvaient ainsi à sa portée. En travaillant dans le sens de

l'unité il était sûr de deux forces. Il pouvait compter sur le descendant de cet Emmanuel-Philibert qui regardait l'Italie comme un artichaut que sa maison devait manger feuille à feuille, et, en même temps, attirer à lui le parti républicain unitaire ou, tout au moins, la fraction la plus modérée de ce parti. « Faites l'Italie, lui écrivait Manin, et nous serons avec vous. » A Turin, le chef du parti républicain, Brofferio, lui était visiblement favorable. Il ne lui manquait qu'un élément de succès. Trop clairvoyant pour ne pas reconnaître que sans une aide étrangère l'Italie ne pourrait de longtemps être assez forte pour vaincre un ennemi aussi puissant que l'Autriche, le comte de Cavour cherchait de quel côté cette aide pouvait venir. La politique anglaise ne lui offrant qu'un appui moral, c'était de la France, sous un Bonaparte, qu'il pouvait seulement espérer l'appui armé nécessaire. Encouragé par les paroles de Louis-Napoléon il dirigea vers ce but tous les efforts de sa politique.

Je n'assistai pas au développement de ce grand drame politique. L'acte du 2 décembre amena un mouvement dans le personnel diplomatique de France. J'y fus compris et nommé à raison de mes services premier secrétaire de l'ambassade de Saint-Petersbourg.

Cet avancement fut loin de m'être agréable : je m'étais attaché à Turin pendant les quatre années d'un séjour où j'avais assisté à des événements si intéressants, si émouvants, et où j'avais noué d'excellentes relations. J'aurais préféré avancer sur place, et j'eus un instant la pensée de refuser ce nouveau poste. Je ne me décidai à l'accepter que sur les conseils du comte Walewski et de mon ami le baron de Billing.

Je quittai Turin au moment où la prédiction de Victor-Emmanuel était à la veille de se réaliser et où le comte de Cavour, se séparant de d'Azeglio, ne devait pas tarder à se substituer à lui dans la direction des affaires du Piémont. A mon départ, le président du conseil m'écrivit une lettre que je garde précieusement comme le témoignage de nos rapports si confiants et si affectueux :

« MON CHER REISET,

« Hier je n'ai pu que vous embrasser, tant j'étais étourdi par mon mal de tête. Aujourd'hui j'y vois clair et je ne veux pas vous laisser partir sans vous dire que le roi vous regrette, que moi je vous regrette, et que toute la société de Turin vous regrette sincèrement, car tout le monde reconnaît vos excellentes qualités et vous rend justice. Dans les tristes journées

de Milan, quand les balles sifflaient, vous vous êtes montré brave comme un Français; dans les affaires je vous ai toujours trouvé franc, loyal comme un gentilhomme, et dans les rapports intimes vous avez les finesses et la douceur des femmes. Vous savez que tout ce que je vous dis ici je le pense et je vous le dis seulement pour vous donner à entendre que, si on vous regrette, c'est pour quelque chose.

« Adieu donc, mon cher ami, revenez vite, et n'oubliez pas d'emporter la petite provision de cigarettes que je vous envoie pour le voyage.

« Tout à vous,

« AZEGLIO. »

Turin, le 16 mars 1852.

Je reçus aussi une lettre très sympathique et fort intéressante par les détails qu'elle renfermait du marquis Costa de Beauregard, alors à Champigny-sur-Vindé, dans le département d'Indre-et-Loire :

« Je crois, me disait-il, que le chevalier d'Azeglio sera forcé de dissoudre la Chambre. Son ministère ne pourra plus s'y créer une majorité. Cavour y deviendrait un chef formidable d'opposition. On prétend qu'il fera bon ménage avec ses anciens collègues, qu'il y a promesses et engagements pris : je n'en crois pas un mot. L'amour-propre froissé ne

pardonne jamais, et chez le comte Camille l'orgueil comme l'anglomanie sont poussés à l'extrême... On annonce la mort de M. Annibal de Saluces. Nos colliers de l'ordre et les vieilles célébrités du règne de Charles-Albert disparaissent chaque jour.

« Quant à la France, vous savez mieux que moi sans doute ce qui s'y passe, bien que vous la voyiez de plus loin. Nous avons échappé, et pour longtemps j'espère, à l'horrible niveau des socialistes. Quel que puisse être le culte des principes, il ne doit pas affaiblir la reconnaissance que mérite l'homme qui par sa fermeté et sa vigueur a su faire avorter tant de projets coupables. »

Silvio Pellico, alors à Rome avec la marquise de Barole dont il était le secrétaire, m'écrivit une lettre dont je fus très touché :

Monsieur le comte de Reiset, chargé d'affaires de France en Russie, présentement rue de la Chaussée-d'Antin, n° 21, à Paris.

Rome, 2 avril 1852.

« MONSIEUR,

« Vous êtes bien aimable d'avoir pensé quelques instants à moi avant de quitter le Piémont. J'apprécie beaucoup votre souvenir, et ce n'est pas seulement parce que vous m'avez toujours témoigné de la bien-

veillance, monsieur. Ce qui vous place haut dans mon estime, ce sont les droits que vous avez acquis chez nous à l'estime de tout le monde. On vous a vu bon, éclairé et désirant nous faire du bien. Soyez sûr que nous continuerons à vous aimer de loin, vous nous payerez de retour. Je regrette d'avoir été absent de Turin à votre départ. Du reste, l'avancement que vous avez eu est beau ; permettez, monsieur, que je vous en félicite. Mme la marquise de Barole me charge de vous offrir aussi ses félicitations et l'expression de tous ses regrets. Elle a été fort malade à Naples il y a quelques semaines. Les forces reviennent grâce à Dieu, et la charmante saison où nous sommes entrés va lui être favorable, j'en ai la confiance. Nous allons quitter Rome après les fêtes de Pâques. Une course et un petit séjour à Loreto, puis à Florence : cela ne nous prendra pas beaucoup de temps. Je crois que nous serons de retour à Turin et à la charmante colline de Moncalieri avant la fin du mois de mai. Où serez-vous alors ? Déjà peut-être à Saint-Pétersbourg. — Mes vœux sincères vous suivent, soyez heureux, vous le méritez. Je suis trop vieux pour aller visiter des pays éloignés, mais j'aime à penser que des circonstances peuvent vous ramener de mon vivant en Italie : ce serait avec plaisir que je serrerais encore votre main.

« En attendant, je vous la serre en esprit, comme l'on dit ici, et vous prie d'agréer l'assurance des sentiments les plus distingués avec lesquels j'ai l'honneur d'être, monsieur le comte, votre très humble et dévoué serviteur.

« Silvio PELLICO. »

Pendant mes quatre années de séjour en Piémont j'avais pris une grande part à une œuvre importante, le percement du mont Cenis. Lors de mon intérim de 1848, alors qu'une armée française pouvait à chaque instant être appelée à passer les Alpes, j'avais senti combien cette formidable barrière faisait obstacle à l'union des deux pays. Les premières machines à tailler le granit, faites et éprouvées par MM. Mauss et Sismonda, furent essayées en ma présence au Val-Docchio près de Turin, et en celle du célèbre ingénieur anglais Stephenson. Sur mes vives instances M. Magne fut envoyé en Italie pour examiner le projet que j'avais conçu, et en septembre 1851 je le présentai à Victor-Emmanuel.

J'avais été à la peine, je ne fus pas à l'honneur, — ce que rappelèrent quelques journaux en constatant mon absence lorsqu'en 1871, le tunnel terminé, l'inauguration de la nouvelle ligne eut lieu en grande pompe.

Peu après mon départ, M. de Butenval eut un violent conflit avec le président du conseil des ministres. Ce conflit a été raconté par M. d'Azeglio lui-même dans une lettre à un ami : « Il s'agissait de l'internement d'un réfugié français à Nice, un avocat. Cet individu avait sollicité un délai pour cause de santé de sa femme. J'avais consulté confidentiellement, par déférence pour le gouvernement français, le représentant de la France. Voilà-t-il pas qu'après je ne sais quel délai M. de Butenval m'écrivit un billet dans lequel il me disait qu'il suffisait d'être... quelque chose comme « canailles » pour être protégés par moi et par le gouvernement piémontais. Je lui envoyai mes témoins, l'un desquels était La Marmora. Le billet fut retiré, et une réparation consentie. »

Je partis de Turin le 16 mars 1852 et je m'arrêtai à Chambéry pour donner suite à un projet de mariage dont la famille de Robilant avait conçu pour moi la pensée. C'eût été une alliance des plus illustres; il s'agissait, en effet, de la comtesse Wilhelmine de Wurtemberg, nièce du roi de Wurtemberg et cousine du prince Président. Je trouvai à Chambéry le général comte de Robilant, ancien aide de camp du roi Charles-Albert, auprès de son fils Charles, mon intime et excellent ami, en garnison dans cette ville. Il devait me présenter à la baronne du Bourget qui

habitait le château de Bonport, sur le bord du lac du Bourget en face du château de Bordeaux.

La baronne du Bourget, née comtesse Hélène de Festetics-Tolna, avait épousé en premières nocces le comte Alexandre de Wurtemberg, fils du duc Guillaume, qui était frère du roi Frédéric de Wurtemberg. Elle eut de ce mariage la comtesse Wilhelmine, alors âgée de vingt-huit ans. J'avais huit ans de plus qu'elle. Le comte de Robilant me conduisit à Bonport pour me mettre en relations avec la baronne du Bourget qui y habitait avec son second mari, le baron du Bourget, gentilhomme de Savoie. Mlle Wilhelmine de Wurtemberg était alors à Stuttgart auprès de sa tante, Madame la baronne de Taubenheim, née comtesse Marie de Wurtemberg, troisième fille du duc Guillaume, née le 29 mai 1815 et mariée au baron de Taubenheim, grand écuyer du roi Guillaume I^{er} de Wurtemberg. La baronne du Bourget me parla beaucoup d'elle ainsi que de sa sœur Pauline élevée dans un couvent de Genève. Elle avait connu à Arenenberg le prince Louis-Napoléon dont le coup d'État venait de décider les hautes destinées. Ces souvenirs défrayèrent notre conversation.

J'étais forcé de revenir promptement à Paris où j'étais rappelé par le ministère. M. Thouvenel m'écrivait : « Le ministre me charge de vous dire que vous

ne retardiez pas au delà du 1^{er} juin votre départ pour Pétersbourg. Il tient à ce que vous restiez quelques semaines avec M. le marquis de Castelbajae avant de prendre la gestion des affaires. »

Arrivé à Paris je reçus de Savoie des nouvelles encourageantes et, le 8 mai, je fus appelé à Bonport où Mlle Wilhelmine était de retour de son voyage à Stuttgart. Je trouvai d'abord dans le salon la baronne du Bourget : quelques instants après, la comtesse Wilma y entra avec son beau-père. C'était une jeune personne d'une taille élancée, d'un esprit distingué, agréable de figure et ayant le plus grand air.

Je restai à Aix quelques jours, me rendant chaque matin à Bonport où je passai agréablement mes journées, et c'est de là que j'eus la pensée d'envoyer à M. de Lamartine, qui avait été toujours plein de bonté pour moi, un dessin représentant Bonport et le lac du Bourget où il avait laissé de grands souvenirs. Il me répondit :

« J'ai revu Bonport par vos yeux tel que je le vis dans ces jeunes années où toutes ses vagues et tous ses grains de sable se gravent dans le cœur. Je vous remercie de tous les souvenirs qu'il me rend et surtout du vôtre.

« LAMARTINE. »

Le roi de Wurtemberg avait donné son consentement à ce projet d'union de la manière la plus cordiale. Cependant, au moment de partir pour la Russie, en réfléchissant aux conséquences d'une alliance avec une jeune fille étrangère d'un si haut rang, je ne voulus pas m'engager davantage et je pensai qu'un mariage avec une Française, dans une situation de famille analogue à la mienne, m'offrirait plus de chances de bonheur. C'est ce que la Providence me réservait en effet, et j'en suis tous les jours reconnaissant à Dieu ! Dans ce sentiment je déclinai respectueusement le grand honneur qui m'avait été offert, et je me mis en route pour Saint-Petersbourg où s'agitèrent bientôt après mon arrivée les questions politiques les plus graves qui devaient amener la guerre de Crimée.



TABLE DES MATIÈRES



CHAPITRE PREMIER

Mes débuts dans la carrière diplomatique. — Je suis nommé attaché d'ambassade à Rome. — Grégoire XVI. — Mort du duc d'Orléans. Louis-Philippe et le comte de Paris. — Paris en 1846. — Je suis envoyé à Francfort avec le baron de Billing. — Révolution de février 1848. — Voyage à Berlin 1

CHAPITRE II

Je suis nommé premier secrétaire d'ambassade à Turin. — Journée du 15 mai 1848. — M. Bixio, chargé d'affaires de France, me laisse l'intérim. — Le roi Charles-Albert. — Son origine. — Les événements de 1821. — Règne de Charles-Félix. — L'expédition d'Espagne de 1823 25

CHAPITRE III

Avènement de Charles-Albert. — Mariage de la princesse Christine avec le roi de Naples. — Mariage de la princesse Philiberte. — La duchesse de Parme. — Don Carlos. — L'impératrice Marie-Louise 50

CHAPITRE IV

Débuts du règne de Charles-Albert. — Soulèvement de Milan. — L'armée sarde envahit la Lombardie. — Bataille de Pastrengo. — Retraite de l'armée pontificale et de l'armée napolitaine. — Bataille de Goïto. — Reddition de Peschiera 88

CHAPITRE V

Attitude du gouvernement français vis-à-vis de Charles-Albert. — La société de Turin. — Camille de Cavour. — Inaction de Charles-Albert. — Blocus de Mantoue. — Les votes d'annexion au Piémont..... 112

CHAPITRE VI

Radetzki reprend l'offensive. — Retraite de Charles-Albert. — Mon départ pour Milan. — Charles-Albert à la Porta Romana. — Ma démarche avec le consul général d'Angleterre au quartier général de Radetzki. — Charles-Albert au palais Greppi. — Capitulation de Milan. — L'armistice..... 140

CHAPITRE VII

Ministère du comte Alfieri. — Nomination de M. Sain de Bois-le-Comte. — Médiation de la France et de l'Angleterre. — Agitations populaires. — Soulèvement de Gènes. — L'abbé Gioberti..... 165

CHAPITRE VIII

La Révolution à Vienne. — Réunion des Chambres sardes. — Présidence de Gioberti. — Attitude de la Savoie. — Assassinat de Rossi. — Ministère Gioberti..... 201

CHAPITRE IX

Le programme du ministère Gioberti. — Mécontentement de l'armée sarde. — Préparatifs militaires des Autrichiens. — Tristesse et découragement de Charles-Albert..... 231

CHAPITRE X

Le duc de Savoie et le duc de Gènes. — Projet d'intervention en Toscane. — Chute de Gioberti. — Voyage à Paris. — Le prince Président. — Le général Changarnier. — Le général Bugeaud. — Le général Colli de Felizano, ministre de la guerre à Turin. — Sa démission. — Dénonciation de l'armistice.... 257

CHAPITRE XI

Charles-Albert passe le Tessin. — Défection du général Ramorino. — Défaite de Mortara. — Bataille de Novare. — Abdication de Charles-Albert. — Sa retraite et sa mort à Oporto. — Sentiments personnels de Victor-Emmanuel..... 291

CHAPITRE XII

Avènement de Victor-Emmanuel. — Insurrection de Gènes. — Exigences de l'Autriche. — Ministère d'Azeglio. — Siège de Rome. — La paix est signée..... 334

CHAPITRE XIII

Ouverture des Chambres sardes. — Attaques contre la France. — Arrestation de Garibaldi. — Son expulsion du Piémont. — Dissolution de la Chambre. — Nomination du prince Murat en remplacement de M. de Bois-le-Comte. — Entrée de Cavour au ministère. — Inquiétudes des catholiques. — M. Ferdinand Barrot. — Traité de commerce entre la France et le Piémont..... 373

CHAPITRE XIV

Nomination de M. Hie de Butenval. — Allocution du Pape Pie IX sur les affaires religieuses du Piémont. — Politique ecclésiastique de Massimo d'Azeglio..... 394

CHAPITRE XV

Les événements d'Allemagne. — Conflit entre le roi de Naples et le gouvernement sarde. — Mariage du duc de Gènes. — Etiquette de la cour de Turin. — Silvio Pellico 413

CHAPITRE XVI

Création du port de la Spezia. — Le duc d'Aumale à Turin. — Mlle Rachel. — Le coup d'Etat du 2 décembre. — Ma nomination à Saint-Petersbourg. — Départ pour la Russie..... 454